MEMORIAŁ

O STANIE OBECNYM

WOLNEGO MIASTA KRAKOWA

I JEGO OKRĘGU.

LEXANDER HERTZ
Bookseller
77-05 41st Ave.
n Heights, L. I., N.Y.

W DRUKARNI I LITOGRAFII MAULDE I RENOU,
Na ulicy Bailleul, nº 9 i 11

MEMORIAŁ

HISTORYCZNY I POLITYCZNY

O STANIE OBECNYM

WOLNEGO MIASTA KRAKOWA

I JEGO OKRĘGU.

NA POPARCIE

ADRESSU OBYWATELI KRAKOWSKICH

PODANEGO

RZĄDOWI FRANCUZKIEMU I ANGIELSKIEMU

W Pazdzierniku, 1839. *roku.*

Z DOŁĄCZENIEM

ZBIORU DOKUMENTOW

PRZEZ

LUDWIKA KROLIKOWSKIEGO

W PARYŻU

W XIĘGARNI PIOTRA DUFART,

Na ulicy des Saints-Pères, N° 1.

1840.

DB819
.K8M42

6
Copy

~~L.L~~
5826 A
20 Ap. 59
~~Law Reg~~

1
552 516
167
82

SUPPLÉMENT

AUX PIÈCES JUSTIFICATIVES DU MÉMOIRE SUR CRACOVIE,

PAR LOUIS KROLIKOWSKI.

Adresse des Représentants de la ville libre de Cracovie aux trois Souverains protecteurs de cette République.

« Très-hauts, très-puissants et très-augustes Souverains protecteurs,

« Plus d'une fois déjà les Assemblées législatives de la ville libre de Cracovie ont été l'organe des sentiments dont tous ses habitants sont pénétrés envers les augustes personnes des gracieux protecteurs de cet État. L'Assemblée actuelle, au moment de terminer ses travaux, se croit d'autant plus en devoir de suivre cet exemple, que les événements qui ont rempli le cours des deux dernières années, ainsi que la nature de quelques-uns des objets soumis aux délibérations de la Chambre, ont fait craindre que si elle ne venait pas réitérer l'expression toujours également sincère du plus profond respect et de la plus vive reconnaissance pour les trois hautes Cours protectrices, et si en même temps elle n'implorait pas leur pitié pour la position actuelle du pays, ce silence de l'Assemblée des Représentants pût faire supposer qu'elle est indifférente à tous les bienfaits dont jusqu'à ce moment ce pays a été comblé de leur part, ou qu'elle n'a pas une confiance assez ferme dans ce qu'il peut en attendre encore pour l'avenir. Telle n'est certainement pas la conviction des habitants de ce pays ; et quand l'Assemblée législative, poussée par une nécessité impérieuse, prend la liberté de recourir à la protection *immédiate* des augustes Souverains, elle le fait dans l'intime persuasion que cette démarche est en harmonie avec les sentiments de tout le pays, qui, confiant dans la magnanimité de ses protecteurs, attend uniquement d'eux la réalisation des espérances qu'il ose concevoir sur son sort.

« Les vœux et les prières que l'Assemblée des Représentants vient de déposer aujourd'hui au pied des trônes des augustes protecteurs ne sont que l'expression des besoins de tous les habitants, manifestée en partie d'une manière explicite par la pétition que les corps des métiers de notre ville ont adressée à la Chambre.

« Puisse cette voix humble et suppliante, qui peint fidèlement les malheurs et les misères de cet État, arriver jusqu'à ses augustes protecteurs qui, après l'avoir appelé spontanément à une existence politique, daigneront encore, nous n'en doutons pas, lui continuer leur gracieuse bienveillance et leur protection sur lesquelles repose exclusivement sa prospérité.

« Il est, sans nul doute, parvenu à la connaissance de Vos Majestés, que depuis quelques années le commerce et l'industrie de notre pays ont été ruinés et les sources de sa prospérité taries, et en effet, on trouverait difficilement un pays où cet état d'appauvrissement et de misère générale fût plus frappant que dans le nôtre.

« Ce malaise matériel est rendu plus pénible encore par cette considération, que les droits individuels des sujets de ce pays ne trouvent aucune garantie dans ses institutions actuelles.

« Les habitants de la ville libre de Cracovie se voient donc privés de deux conditions essentielles à la prospérité publique; à savoir, la faculté pour l'industrie de s'exercer dans les limites indispensables à son développement, et une protection suffisante de l'intérêt particulier contre l'arbitraire.

« Les délibérations de la présente Assemblée offrent un tableau fidèle des souffrances qui se sont fait sentir à tout le pays, sous ces deux rapports.

« Que si l'on désire se former une idée de ce qu'est devenu le bien-être matériel du pays, il suffira de lire le compte-rendu officiel présenté à la Chambre par le Sénat dirigeant, et d'entendre les plaintes douloureuses déposées par la corporation des marchands et les corps des métiers de notre ville. Et c'est en présence de cette détresse même que l'on exige de l'Assemblée des Représentants qu'elle accorde un immense budget, un budget double de celui que la Commission d'organisation a

trouvé possible de prélever sur le pays, au milieu de circonstances bien autrement faites pour favoriser sa prospérité.

« Voilà deux années que, séquestrés en quelque manière dans nos étroites frontières, nos rapports de libre communication ont été interrompus avec les États limitrophes, et surtout avec le royaume de Pologne, en sorteque les produits de notre industrie ont un débit difficile et restreint, tandis que les objets d'exportation des États voisins trouvent un libre marché sur notre place.

« L'Université de Cracovie qui, par la fréquentation de la jeunesse des pays limitrophes, conformément au traité de Vienne, aurait pu assurer au pays un certain bien-être et l'avantage d'un mouvement scientifique important, se trouve aujourd'hui dégarnie d'étudiants, par la défense faite à la jeunesse des provinces limitrophes d'y faire ses études. Cette mesure est maintenue, quoique l'Université ait été réorganisée d'après les intentions des Souverains protecteurs, et que les concours pour les chaires de professeurs soient soumis à la décision d'universités situées dans les États des Puissances protectrices de Cracovie.

« Comment s'étonner que le crédit, l'industrie et le commerce aient disparu dans ce malheureux pays où chaque mois, apportant de nouveaux changements dans ses institutions, rend son existence toujours plus problématique et plus incertaine.

« Bien que la Constitution n'ait éprouvé, en septembre de l'année dernière, que de légères modifications, cependant les changements apportés en même temps dans les statuts organiques ont eu pour effet de créer une foule de pouvoirs et de juridictions indépendantes les unes des autres, de sorte que, dans cette confusion, les habitants de la ville libre de Cracovie et de son territoire ne savent plus à quels pouvoirs ou lois ils doivent avoir recours. Ces changements, ôtant à la Chambre des Représentants l'élection des fonctionnaires publics, attribution qui lui avait été garantie par la Constitution, elle se trouve aujourd'hui privée d'un de ses droits les plus essentiels. Ces changements enfin ont dépouillé le gouvernement de la

force et de la considération morale, si nécessaires au maintien de l'esprit d'ordre, et à la confiance que l'autorité doit inspirer.

« L'état des choses introduit en 1833 par la volonté spontanée de nos augustes protecteurs, a été soumis derechef à des modifications d'autant plus inquiétantes que le pays ignore encore jusqu'où elles doivent s'étendre. Les fonctions les plus importantes ont été confiées à des étrangers qui ne sont ni soumis ni responsables à notre gouvernement, et qui même se sont refusés à prêter serment aux lois du pays.

« Il faut donc que des hommes malveillants et désirant le malheur de ce pays, aient réussi à le rendre suspect auprès de ses augustes protecteurs, pour que, le jugeant indigne des priviléges dont la jouissance lui avait été accordée, les hautes Cours aient trouvé nécessaire d'en soumettre l'exercice à de nouvelles et humiliantes restrictions.

« L'Assemblée des Représentants s'est empressée d'accepter toute proposition où elle a cru apercevoir la volonté de nos augustes protecteurs ; et, dans tous ses actes, elle n'a cessé d'avoir en vue le vif désir de les porter à la connaissance des hautes Cours par l'entremise de leurs Représentants, qui assistaient à ses délibérations.

« Bien plus, partageant avec la généralité des habitants de cet État cette profonde conviction que tout le bonheur et tout l'avenir de notre pays dépend de ses augustes protecteurs, l'Assemblée des Représentants vient recommander à leurs gracieux et paternels égards le peuple au nom duquel elle élève la voix, et qui, par son mandat, lui a confié ses plus chers intérêts. Elle vient supplier Vos Majestés d'avoir pitié *de la misère immense* de ce pays, de daigner considérer ses habitants avec les mêmes sentiments de bienveillante générosité qu'elles portent à leurs propres sujets.

« Nous ne venons, aujourd'hui, réclamer aucune espèce de nouvelle prérogative constitutionnelle; tous nos vœux se réduisent à ceux qu'il est permis de former aux fidèles sujets de Vos Majestés ; tous nos désirs ne tendent qu'à pouvoir jouir avec une certaine sécurité d'une existence calme et tranquille, dans un bien-être procuré par un travail assidu et productif.

« Nous supplions Vos Majestés de déléguer une nouvelle Commission aussi impartiale que consciencieuse pour vérifier l'état des choses actuel et constater notre innocence.

« Nous vous supplions de restituer au Sénat gouvernant son ancienne autorité, et, en le replaçant en tête de tous les pouvoirs, de rétablir l'unité de gouvernement qui n'existe plus aujourd'hui.

« Daignez permettre qu'il soit apporté des allégements dans les rapports de commerce et les échanges journaliers que nous faisons avec les habitants de vos États. Permettez enfin que la jeunesse des provinces limitrophes puisse fréquenter nos écoles et notre Université, organisées conformément aux bases que vous-mêmes avez tracées.

« Quelle que soit la décision qu'il plaira à Vos Majestés de prendre au sujet de cette humble pétition de l'Assemblée des Représentants, le pays et les habitants de Cracovie la recevront avec respect et reconnaissance, habitués qu'ils sont à attendre d'elles seules le soulagement des maux et des souffrances d'un État qui jouit de l'immense bonheur de se trouver sous leur gracieuse protection, protection dont les heureux effets ne tarderont certainement pas à rejaillir sur lui et à cicatriser les plaies que le temps et un malheureux concours de circonstances ont occasionnées.

« Fait à Cracovie, à la séance de l'Assemblée des Représentants de la ville libre de Cracovie, le 7 du mois de février 1838.

« *Signé* Vincent Wolff, *président;* François Lipczynski, Antoine Helzel, *assesseurs de la Diète;* Hilaire Menciszewski, *secrétaire de la Diète.* »

Extrait de la Note des Résidents des trois hautes Cours à S. E. le Président et au Sénat de Cracovie.

« Les soussignés, etc., ayant pris connaissance de l'adresse à leurs augustes Souverains, que le Sénat de la ville libre a bien voulu leur communiquer en copie, et qui a été votée par la Chambre des Représentants, se trouvent dans la pénible nécessité

de déclarer que cette pièce ne leur paraît pas de nature à être portée au pied des trônes de LL. MM., et s'empressent de prévenir (S. E. M. le Président) que cette adresse est à regarder comme non avenue.»

« *Signé* Hartmann, baron Sternberg, Liehann.

« Cracovie, le 14 mai 1838.»

Adresse des Habitants de la ville libre de Cracovie aux Gouvernements de LL. MM. le Roi des Français et la Reine de la Grande-Bretagne.

AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

Monsieur le Président du conseil des ministres,

Les infortunes qui accablent la ville libre de Cracovie et ses habitants sont telles, que les soussignés ne voient plus pour eux et leurs concitoyens d'espoir que dans la protection puissante et éclairée des Gouvernements de France et d'Angleterre.

La création de l'État de Cracovie comme *ville libre, indépendante* et *neutre* fut un des actes du traité général que les représentants de la France et de la Grande-Bretagne signèrent à Vienne, en 1815, et par lequel ils contractèrent, au nom de leurs Gouvernements, l'engagement de faire respecter l'existence de cet État.

La France a pris part au grand pacte qui, en 1815, fixa l'avenir de tous les États européens. Signataire de cet arrangement, elle est devenue, comme les autres grandes Puissances, garante des conditions stipulées en faveur de chacun des États qui furent alors constitués. Observatrice scrupuleuse de ces traités, là même où elle était appelée à de pénibles sacrifices, la France s'est acquis doublement le droit d'exiger de toute autre Puissance un respect égal d'engagements réciproques.

Le Mémoire ci-joint a pour but de montrer que les stipulations concernant l'État de Cracovie n'ont point été respectées comme elles auraient dû l'être, et d'exposer la situation déplorable dans laquelle ses habitants se trouvent aujourd'hui placés par suite de ces violations.

Nous osons recommander à l'attention impartiale des Gouvernements de France et d'Angleterre ce Mémoire, qui trace un tableau fidèle de la condition douloureuse où nous nous trouvons réduits, qui en démontre les causes et indique les mesures dont l'adoption tendrait à amoindrir le mal.

Daignez, monsieur le Président du Conseil, prendre connaissance de cet exposé.

La situation dans laquelle nous nous trouvons, nous donne le droit d'invoquer l'intervention de toute Puissance signataire du traité de Vienne.

Les Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne nommément, sont *en droit* de répondre à cet appel.

La démarche que nous leur demandons serait, de leur part, l'accomplissement d'un devoir solennellement contracté.

D'après cela, monsieur le Président du Conseil, nous nous plaisons à espérer que vous voudrez bien vous faire, auprès du Monarque qui vous honore d'une auguste confiance, l'interprète de nos vœux, et déposer aux pieds de son trône les demandes suivantes que nous lui adressons respectueusement :

1°.—Que la France s'entende avec la Grande-Bretagne pour exiger une révision fondamentale des conditions qui fixent l'existence de l'État de Cracovie, tant pour l'intérieur que pour ses rapports avec ses voisins. Qu'une commission (ou conférence) soit désignée à cet effet par l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie; que ces cinq Puissances arrêtent de concert, ainsi qu'elles le firent en 1815, et d'une manière définitive, les bases fondamentales de son organisation intérieure et les mettent d'accord avec les règlements organiques postérieurs par lesquels sa constitution originaire a été modifiée, quoique cette constitution, insérée textuellement dans l'acte général du congrès de Vienne, eût dû rester intacte, autant que les autres stipulations du même traité ;

2°.—Que les délégués de la ville libre de Cracovie soient admis, avec voix consultative, aux délibérations de cette conférence ;

3°.—Que la Conférence arrête les mesures destinées à procurer aux habitants de Cracovie, dans leurs rapports commer-

ciaux et dans toutes leurs communications avec les territoires avoisinants, les bénéfices qui leur furent assurés par le traité de Vienne (Art. 6-14);

4°. — Que les institutions fondamentales destinées à régler l'existence de Cracovie, ayant une fois reçu la sanction des cinq Puissances, toute réforme ultérieure s'accomplisse désormais d'après le mode tracé d'avance à cet effet, c'est-à-dire par l'action régulière des pouvoirs constitutionnels du pays;

5°. — Que les autorités du pays, constituées d'après les institutions ainsi renouvelées, soient désormais libres de toute influence étrangère avouée, et n'aient à répondre de leurs actes que devant les pouvoirs que la loi désignera à cet effet.

6°. — Enfin, que pour obvier à l'avenir à la nécessité de réclamations pareilles à celle-ci, ainsi que pour surveiller l'effet des mesures que nous venons de proposer, les Gouvernements de France et d'Angleterre entretiennent, à l'égal des trois Puissances voisines de Cracovie, des représentants accrédités auprès de cet État.

Telles sont les prières que nous adressons aux Gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne. Nous nous flattons que l'examen des faits exposés dans le Mémoire ci-joint prouvera que ces demandes sont indiquées par la plus urgente nécessité, et que les mesures que nous réclamons peuvent seules mettre un terme à l'état de choses sous lequel nous gémissons aujourd'hui.

Pénétrés de cette conviction, nous osons espérer que la Providence accordera un heureux succès à la présente démarche, et nous nous féliciterons, monsieur le Président du Conseil, si vous voulez bien l'appuyer de votre assentiment particulier.

Nous avons l'honneur d'être avec la plus haute considération, M. le Président du Conseil, vos très-humbles et très-obéissants serviteurs,

Les Habitants de Cracovie.

Cracovie, octobre 1839.

De l'imprimerie de Crapelet, rue de Vaugirard, n° 9.

PRZEDMOWA.

Niedola mieszkańców Rzeczypospolitej Wolnego Miasta Krakowa, i jego okręgu, zmusiła znakomitszych jej obywateli do szukania pomocy u odległych Mocarstw, przeciw niesprawiedliwości i gwałtom trzech ościennych państw, którym Europa powierzyła opiekę nad tą krainą. Podali oni w miesiącu Październiku r. z. stosowną prozbę do Rządów Francuzkiego i Angielskiego, jako uczestników i poręczycieli układów, które w r. 1815. orzekły względem losu tej Rzeczypospolitej.

Prześladowania i ucisk, na które mieszkańcy Krakowa są wystawieni, spadły także i na mnie samego, z powodu, że się poświęcałem wyłącznie i jedynie wychowaniu młodzieży, ale w duchu nie Moskiewskim ani Austriackim. Przed kilku miesiącami wygnany ztamtąd przez nakaz rozwiązania mojego zakładu, stanąwszy na ziemi gdzie jest dobroczynna wolność druku, poczytałem sobie za szczególny obowiązek poprzeć kroki moich spółziomków, przez ogłoszenie Memoriału udowodnionego zbiorem urzędowych dokumentów, które najmocniej wystawiają nieprawny dzisiejszy stan tej krainy i niesłychany jej ucisk.

Okaże się tam : Jak Kraków, ze swoim okręgiem, za zgodą Mocarstw wchodzących do Kongresu Wiedeńskiego, ogłoszony Rzpltą *wolną*, *niepodległą i ściśle neutralną*, udarowany Konstytucią objętą i zaręczoną trakta-

tem tegoż Kongresu, został pozbawiony swoich praw, przez trzy ościenne Mocarstwa, powołane tymże samym traktatem do opieki nad nim;—jak po pierwszej organizacii, pochodzącej od tychże Mocarstw i już wówczas sprzecznej ze swobodami zaręczonemi, Kraków uległ najprzód w r. 1820, a potem w r. 1827, mieszaniu się Dworów opiekuńczych do spraw jego wewnętrznych;— jak po zgwałceniu jego neutralności, przez zajęcie wojenne czasowe w r. 1831, narzucono mu nową Konstytucią i organizacią w r. 1833; — jak wkrótce potem wbrew świeżym i dobrowolnym tych *opiekunów* postanowieniom i bez żadnej ze strony Krakowa winy, wydarto mu jednę po drugiej już i tak mocno okrojone swobody i korzyści; — jak nakoniec skazany na zajęcie wojenne w r. 1836, jescze do dziś dnia jęczy pod młotem gwałtów niszczących władze konstytucyjne, wprowadzających sprzeczność, nieład i zamęt w ustawy krajowe;— jak do dziś dnia dzwiga jescze nieznośne jarzmo cudzoziemskiej przedajnej i nieodpowiedzialnej policii, i srogie brzemie ucisku i nędzy, który łatwo sobie wystawić, wiedząc, że w tym kraju, któremu dla pozoru szanowania traktatów i przez szczątki wstydu przed obliczem Europy, zostawiono imie i czcze formy Rzeczypospolitej, Komissie z nasłanych cudzoziemców, gnoją w więzieniach i kijami zabijają obywateli za pośrednictwem bezecnej policii, równie z cudzoziemców nasłanych złożonej.

Pismo to ma na celu usprawiedliwienie następujących żądań, wyrażonych w prośbie mieszkańców Krakowa.

1) Aby Francia porozumiała się z W. Brytanią, w celu rozpoznania warunków bytu Rzpltej Krakowskiej tak co do jej spraw wewnętrznych, jako też i stosunków zewnętrznych z sąsiadami; aby w tym celu złożona

została Komissia czyli Konferencia z Pełnomocników Austrii, Francii, W.Brytanii, Pruss i Rossii, do oznaczenia równie jak w r. 1815. stanowczo i ostatecznie zasad organizacii wewnętrznej i do zaprowadzenia z niemi jedności i zgody ustaw tego kraju, poźniejszych od r. 1815. które Konstytucią pierwotną zmieniły, chociaż ta już dla tego, że jest traktatem Wiedeńskim dosłownie objęta, niepowinna była uledz żadnej zmianie, równie jak inne nim objęte postanowienia.

2) Aby pełnomocnicy Rzpltej Krakowskiej, byli przypusczeni z głosem doradczym do narad tej Konferencii.

3) Aby Konferencia obmyśliła śrzodki do zapewnienia mieszkańcom Krakowa korzyści wynikających z handlu i innych stosunków z sąsiadami, które im były zaręczone przez traktat Wiedeński (Art. VI—XIV).

4) Aby warunki i sposób bytu Rzeczypospolitej Krakowskiej, raz oznaczone i przez pięć Mocarstw przyjęte, nie mogły na przyszłość ulegać inaczej zmianom tylko podług pewnych prawideł przewidzianych, naprzód określonych i jedynie za pośrzednictwem władz krajowych Konstytucyjnych.

5) Aby władze krajowe, odnowione i zaprowadzone w ten sposób, niezależały odtąd od wpływu obcego, i nie były powoływane do odpowiedzialności tylko przez władze krajowe i według opisu praw krajowych.

6) Aby nakoniec dla zaradzenia wszelkiej potrzebie czynienia w przyszłości podobnych kroków temu, i dla czuwania nad skutecznością użytych śrzodków, Rządy Francuzki i Angielski, podobnie jak Rządy trzech

ościennych Mocarstw, utrzymywały swoich pełnomocników w tej Rzpltej.

Taka jest treść prozby obywateli Krakowa. — Fakta podane w następującem pismie, obejrzane okiem bezstronnem, przekonywają do oczywistości, że śrzodki powyższe są gwałtowną potrzebą tej krainy wywołane, i jedyne do zaradzenia złemu.

Jedno słówko winienem tu jescze dodać.—Swiadomi dziejów ostatnich lat Rzpltej Krakowskiej dostrzegą, że w tym pismie wiele jescze szczegółów i wypadków pominięto. W liczbie tych uderzać zapewne będzie milczenie o prześladowaniach dokonanych na szanownym Biskupie Krakowskim, o jego oporze i wygnaniu, o gwałcie i machiawelizmie w tej sprawie, równie jak o pokorze chrześciańskiej pobożnego kapłana, o żałobie wiernych, o cierpieniach i szkodach kościoła, z powodu tak długiej nieobecności gorliwego swego Pasterza. Ta okoliczność i wiele innych nie mniej ważnych, które dotkliwe były dla poczciwych mieszkańców Rzeczypospolitej Krakowskiej, zostały tu pominięte; bo to pismo ma jedynie na celu poparcie ich prozby do Rządów Francuzkiego i Angielskiego. Z tego powodu należało zamknąć je w obrębie tąż prozbą zakreślonym i ograniczyć się na samych przedmiotach, które dla Mocarstw wpływających do Traktatu Wiedeńskiego, mogą być dostatecznym powodem do kroków dyplomatycznych.

Oby Opatrzność natchnęła szczęśliwie te Mocarstwa, w których jedynie mieszkańcy Krakowa, mogą jescze nadzieję swoję pokładać.

MEMORIAŁ

O STANIE I POŁOZENIU

RZECZYPOSPOLITEJ KRAKOWSKIEJ.

W deklaracii podpisanej w *Chaumont* w dniu 18. Marca 1814. przez sprzymierzone wówczas Mocarstwa, Rossią, Austrią, Prussy i Anglią, następujące dają się czytać słowa :

« Les Nations respecteraient désormais leur indépendance « réciproque, on n'éleverait plus d'édifices politiques sur les « ruines d'Etats jadis indépendans et heureux, l'alliance des « monarques les plus puissans de la terre a pour but de préve- « nir les envahissemens, qui, depuis tant d'années, avaient dé- « solé le monde, et, enfin, une paix générale, digne fruit de « leur alliance et de leurs victoires, assurerait les droits, l'indé- « pendance et la liberté de toutes les nations. La justice des « gouvernemens qui ont garanti ces maximes tutélaires, pourra « être tardive, mais ses résultats s'accompliront tôt ou tard. « Le devoir des Etats faibles et méconnus est de l'invoquer sans « cesse et de l'attendre avec confiance et courage. »

Uroczystem tem oświadczeniem Mocarstwa sprzymierzone ogłosiły światu swoje zobowiązanie się czuwania nad ścisłem wykonaniem ostatecznych swych układów; tem samem więc nad wolnością i niepodległością narodów, a mianowicie słabych i pokrzywdzonych; wskazując dla tych ostatnich drogę postępo-

wania w dochodzeniu krzywd jakichby doznać mogły; włożyły nadto na nie wyraźny obowiązek nieustannego odwoływania się do ręczycieli zasad tak zbawiennych, zapowiadając solennie, że prędzej czy poźniej sprawiedliwość im święcie wymierzoną zostanie.

W dopełnieniu tegoto obowiązku, Naród Krakowski słaby i uciemiężony, zgłosił się niedawno do Rządów Francii i Anglii, jako Mocarstw ręczących za jego byt i Instytucie nadane na Kongresie Wiedeńskim. Mieszkańcy Wolnego Miasta Krakowa przez organ Reprezentacii zgłaszali się z temi samemi prożbami do bezpośrzednich protektorów swoich; lecz pełnomocnicy, zebrani w Konferencią dyplomatyczną w Krakowie, uznali te prożby za niekwalifikujące się do przedstawienia swym Monarchom, i tym sposobem całemu narodowi zaprzeczyli prawa petycii. Przeto odwołanie się do innych wielkich Mocarstw, ręczycieli traktatów, jest krokiem wprawdzie ostatecznym, ale zupełnie prawnym i jedynym jaki nastręczać może nadzieja wyjednania sobie ulgi.

Jak nadzwyczajnym jest stan obecny kraju W. M. K. pod względem politycznym, jak smutnem położenie jego mieszkańców pod względem nawet materialnym, zdaje się, że Rządom Francii i Anglii powierzchownie tylko wiadomem być musi, jeżeli z ich rozpraw Parlamentowych brać można miarę wiadomości jakie o Krakowie posiadają. I to niemoże być inaczej, bo Rządy te niereprezentowane przez nikogo w Krakowie, ograniczone są widocznie, pod tym względem, bądź do objaśnień jakich im dwory protegujące udzielać mogą, bądź do powieści dzienników publicznych, zatrudniających, się niekiedy Krakowem.

Przecież odwołując się w imieniu całego narodu do pośrzednictwa Rządów Angielskiego i Francuzkiego, żądając ich wstawienia się, aby w dzisiejszym jego stanie uczynioną być mogła jakowaś ulga i zaprowadzone zmiany z dobrem jego zgodne,

wypada, zdaniem naszem, ażeby Rządy te dokładne o prawdziwem położeniu Rzeczypospolitej Krakowskiej i jej mieszkańców miały wyobrażenie, wypada je postawić w możności osądzenia, jak dalece położenie to odpowiada zamiarom Mocarstw kontraktujących w r. 1815. i z ich zaręczeniem się zgadza; w jak wysokim stopniu ubliża celowi i przeznaczeniu każdego politycznego Towarzystwa, kładzie tamę rozwinięciu się sił produkcyjnych, jakiemiby wzrastać powinien i mógł zakwitnąć, wypada je nakoniec obeznać ze sposobami za którychby pośrzednictwem, w dzisiejszym zwłascza czasie, możnaby go uczynić odpowiednim umowie zawartej w epoce Kongresu Wiedeńskiego.

Rok 1815. jest epoką od której się datuje byt polityczny Wolnego Miasta Krakowa. Traktat Wiedeński obok uznania wolności i niepodległości kraju tego oznaczył jego granicę i formę Rządu, niemniej stosunki jego polityczne z ościennemi Państwami przepisał. Polityka, skutkiem której istnieje, tak mało dotąd i tak powierzchownie rozbieraną była, iż historycy i publicyści traktujący o tym, jak im się zdawało, małej wagi przedmiocie, przyzwyczaili Europę, a mianowicie Rządy Francuzki i Angielski do zapatrywania się na byt Rpltej Krakowskiej jako na dziwny wyjątek (anomalie), którym trzy Dwory protegujące odstąpiły od systematu przewodniczącego ich układom na Kongresie Wiedeńskim. Upowszechniono mniemanie, że kraj ten winien swą niepodległość rycerskiemu kaprysowi Cesarza Alexandra, który doprowadziwszy do skutku ostateczny podział potężnej niegdyś Polski, chciał w nim, właśnie jak na pamiątkę zostawić na świecie, ostatni ślad bytu kraju, którego rozbiorowi przewodniczył i przeznaczał go na Stolicę Polskiej narodowości, — na przeciw dążeniom Austrii. [1] A przecież chcąc pisać o narodzie, który utworzony z ułamku wielkiego niegdyś ciała politycznego, układom jedynie winien jest swoje istnienie, które-

[1] Journal des Débats z d. 17 Marca 1836 r.

mu interes cudzy, względy nareszcie Stanu, nie zaś natura i język wytknęły granice : chcąc pisać o takim narodzie i być jego Sędzią, należałoby gruntowniej i nie tak lekkomyślnie zastanawiać się nad tajnikami jego bytu, aby na zasadzie błędnie ustanowionych przyczyn nie naprowadzać sądu publicznego do błędnych o nim wniosków, i tym sposobem nie pomnażać niedoli, na jaką go wskazał los nieprzyjażny i ogólne, jak się zdaje, zapomnienie.

I ten wzgląd właśnie na tak upowszechnione, chociaż zupełnie mylne, mniemanie o powodach utworzenia Rzyczypospolitej Krakowskiej, jest nam powodem, że sobie pozwalamy słów kilka poświęcić ich rozbiorowi, a to tem bardziej, gdy polityka bytu Rzeczypospolitej Krakowskiej raz odgadnięta i sprawdzona posłuży nam za klucz do zrozumienia *dzisiejszych* nawet wypadków w tym kraju, i wyświeci przyczyny okupacii jego przez jedno z trzech protegujących Mocarstw.

W podziale byłego Xięztwa Warszawskiego dokonanym w r. 1815. przyznaną została Austrii część najmniejsza, równie pod względem ludności jak i powierzchni ziemi. Pod względem szczególnie strategicznym, granice kraju, w którego weszła posiadanie, mniejsze od innych nastręczały dogodności — na większe zaś narażały ją niebezpieczeństwo. Rossia i Prussy zajmowały *obydwa brzegi Wisły;* a część Austrii wydzielona, położona była *wyłącznie na prawym jej brzegu;* oprócz tego granice jej od Rossii—od Radomyśla aż do Czerniowic, (a zatem w przestrzeni blisko mil 150) były zupełnie suche — tem samem słabe, bo otwarte. Wtedy więc, gdy wrazie wojny, Rossia do zajęcia prowincii Polskich Austrii przydzielonych nie potrzebowałaby jak tylko posunąć swe wojska wgłąb Galicii i w dni 20. bez przeszkody mogłaby się znajdować na granicach Szląska Austriackiego; Austria, w celu zajęcia prowincii Polskich do Rossii i Prus wcielonych, samemu przejściu Wisły a nawet Bugu *(na brzegu prawym)* musiałaby poświęcić jednoroczną przynajmniej kampanią.

—Stosunek więc części podzielonych równie pod względem terrytorialnym jak i strategicznym wypadał oczywiście na korzyść Rossii z wielkim usczerbkiem Austrii, i nic dziwnego że ta ostatnia starała się na innej drodze zaprowadzić niejaką równowagę w posiadłościach wzajemnych. — Zdaje się, że, co do wyrównania wartości terrytorialnej, przyznanie na rzecz jej wyłącznego posiadania Salin Wielickich zaspokoiło ją zupełnie: nie tak jednakże łatwą do zagodzenia okazała się być kwestia druga — dotycząca wynagrodzenia słabości jej granic Galicyjskich.—Jeżeli bowiem załatwioną być miała, zgodnie z interesem i bezpieczeństwem Austrii — wypadało, ażeby Rossia uczyniła z swej strony na rzecz jej jakowe koncessie, na lewym brzegu Wisły; — wypadało na rzecz jej zapewnić łatwość przejścia tej rzeki *in casu fœderis*; — wypadało słowem obmyślić wcześnie punkt przejścia tego — i posiadanie go Austrii zapewnić. — W położeniu więc w jakiem się znajdowała Austria, posiadanie tylko Miasta Krakowa, jako punktu czyniącego zadość wszystkim warunkom interesu Austrii — mogło równoważyć dysproporcią podziału pod względem strategicznym.—Powierzchowny nawet rzut oka na kartę geograficzną, wystarczy do uznania całej wagi powodów zmuszających Austrią do szukania nie gdzie indziej tylko w punkcie Miasta Krakowa wynadgrodzenia w mowie będącego.— Kraków leży *na lewym* brzegu Wisły i utrzymuje na tej rzece most stały łączący go z Podgórzem Austriackiem..... Oddalony od granic Szląska Austriackiego o mil tylko 12. jest, ze względu na położenie swoje, punktem przejścia Wisły najbliższym krajów dziedzicznych Austriackich. — Oprócz tego jako Miasto (osada) znakomite i ludne, do obwarowania łatwe, raz zamienione w fortecę, zamienić się tem samem może w rodzaj obszernego szańca przedmostowego (tête de pont) zabezpieczającego most przeciw wszelkim usiłowaniom nieprzyjaciela; — w Krakowie nadto przecinają się i stykają drogi bite (chaussées) we wszystkich kierunkach tak w głąb Rossii jak Pruss,

Galicii i Austrii. — Wszystkie te więc okoliczności nie uszły bacznego oka Austrii; uznała Kraków za *bardzo ważny punkt wojenny dla siebie*, jak nim jest w samej rzeczy; i postanowiła posiadaniem jego zrównoważyć podzielone części pod względem strategicznym. — Historia negociacii owczesnych co do podziału byłego Xięztwa Warszawskiego dowodzi niezbicie, że takie a nie inne były potrzeby Austrii i że takie a nie inne miała pod ówczas zamiary.— Austria żądała początkowo przydzielenia sobie Krakowa wraz z terrytorium aż po Nidę [1]. Gdy jednakże wszelkie w tej mierze usiłowania okazały się być bezskuteczne, domagała się posiadania przynajmniej samego Miasta z wolnością zamienienia go w warownią. Wreszcie zrzekała się i tej ostatniej licencii poprzestając na prostem przyznaniu na rzecz jej posiadania samego Miasta [2]. Powody dla których Rossia na żądanie podobne pozwolić niechciała, zdaje się, że wyjaśnienia niepotrzebują. — Wszakże, w chęci uczynienia zadość, choć w części, życzeniom Austrii i zaspokojenia jej interesu na przypadek, który przewidywać zdawała się, nastręczyła myśl uznania Krakowa wraz z przyzwoitym okręgiem za kraj neutralny, domagając się przyłączenia do niego Miasta Podgórza z rejonem na prawym brzegu Wisły. [3] Wzajemne te propozycie za nadto odbiegały od siebie, by można było mieć nadzieję porozumienia się ostatecznego, i niewiadomo istotnie jaki by był nakoniec los Krakowa, gdyby wylądowanie Napoleona

[1] Note du prince de Metternich au comte de Nesselrode, du 10 décembre 1814, publiée dans le Recueil des pièces officielles relatives au Congrès de Vienne.

[2] Note du prince de Metternich au prince de Hardenberg, du 10 décembre 1814, publiée dans l'histoire du Congrès de Vienne, par Flassan, page 71.

[3] Note du comte de Nesselrode, du 31 décembre 1814, adressée aux premiers plénipotentiaires de l'Autriche, de la Prusse et de la Grande-Bretagne, publiée dans le Recueil des pièces officielles, par M. *Schoell*

w Marcu 1815. r. nie było Mocarstw sprzymierzonych skłoniło, do poniesienia niejakich ofiar, do zmodyfikowania wzajemnych rosczeń, aby zgodnie a nadewszystko jak najrychlej wystąpić przeciw powstającemu nieprzyjacielowi.—Konieczność więc ta była przyczyną, że Austria przyjęła propozycią Rossii, co do uznania Krakowa z okręgiem za kraj neutralny; Rossia nawzajem odstąpiła od żądania przyłączenia do niego Podgórza z Rejonem i Traktat dodatkowy ustanawiający Rzeczpospolitą Krakowską, podpisanym nareszcie został dnia 3. Maja 1815. roku. Niezawiśle jednak od niego, osobnym układem między Rossią i Austrią wyraźnie zawarowanem zostało: iż wojska Polskie nie będą nigdy kantonować w Województwie Krakowskiem graniczącem z okręgiem Wolnego Miasta Krakowa; które to zastrzeżenie, oddalające siły Rossii o mil 14. w promieniu od granic Krakowa, i zapobiegające z strony Rossii ubieżeniu mostu Krakowskiego aż do roku 1831. to jest aż do rewolucii Polskiej, ściśle zachowanem i wykonywanem było.

Takiej więc natury jest polityka bytu Rzeczypospolitej Krakowskiej, i tak tylko oświecona wytłumaczy nam dla czego w roku 1831. kiedy wojska Rossyjskie zajęły Kraków, Austria sama jedna nastawała i wyjednała ich cofnięcie? dla czego gdy wypadki w Królestwie Polskiem zaszłe niedozwalały Rossii zostawiać dłużej Województwa Krakowskiego bez załogi — Austria z swej strony naruszyła układ w roku 1815. zawarty i Traktatem Wiedeńskim zagwarantowany, w moc którego Miasto Podgórze z rejonem przyznanym sobie miało przywilej Miasta *Wolnohandlowego*,—Komory swoje posunęła aż do mostu Krakowskiego — i samo Podgórze mocną załogą wojskową osadziła? dla czego wreszcie dzisiaj Miasto Kraków zajętem jest wyłącznie przez wojska Austriackie?— Polityka ta wytłumaczy nam nadto bierną prawie postawę Pruss i Rossii, jaką względem nieustannych zmian i reform w Instytuciach Rzeczypospolitej zaprowadzanych zachowywać się zdają, i zastanowienie się nad pły-

nącemi z niej następnościami doprowadzi do uznania, że dopóki rozgraniczenie kraju dawnego Xięztwa Warszawskiego—pozostanie w proporciach Traktatem Wiedeńskim wytkniętych, dopóty Kraków musi być albo *neutralnym*, albo Austriackim.

Sprawdziwszy w ten sposób politykę bytu kraju, rozpatrzyć się wypada w powodach, jakie Mocarstwa na Kongresie zebrane skłonić mogły do obdarzenia nowo-utworzonego kraju tak liberalnemi Instytuciami publicznemi, jakie mu zapewniła nadana wówczas Karta Konstytucyjna. — Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa ustanawiała w nim Rząd oparty zupełnie na zasadach czystego gminowładztwa.— Prawa majestatu rozdzielone były między trzy władze : Prawodawczą, Wykonawczą i Sądową, z których każda przyznane sobie miała właściwe prerogatywy, i przepisane warunki zapewniające jej skuteczną w organizmie Rządu działalność. Władzy prawodawczej przyznaną była najwyższa kontrola nad wykonaniem ustaw obowiązujących;—ona miała prawo słuchania Administracii rachunku z szafunku grosza publicznego, i do niej należała nominacia Członków Władz celnych krajowych, tojest Senatu i Sądownictwa. — Przy niej była Władza oskarżania i Sądu Urzędników Administracyjnych i Sądowych;—ona nareszcie posiadała wyłączne prawo stanowienia Budżetu przychodów i wydatków krajowych [1].

Władzy wykonawczej oddanym był w całości zarząd Administracyjny kraju; — przy niej była iniciatywa praw wszelkich, *wyjąwszy Budżetu;* pod jej dozorem i rozkazami były, policia krajowa i siła jego zbrojna; i odpowiedzialność jej za wykonanie praw obowiązujących wynikała z prerogatywy przyznanej Władzy prawodawczej oskarżania i Sądu jej członków [2]. Wła-

[1] Artykuł 10 Konstytucii Wolnego Miasta Krakowa, wcielonej do Traktatu dodatkowego z dnia 3 Maja 1815, a następnie do Traktatu głównego z dnia 9 Czerwca 1815 r.

[2] Artykuły VIII, XIII i XXII, tejże Konstytucii.

dza nareszcie sądowa oddany sobie miała wymiar sprawiedliwości Cywilnej i Kryminalnej, bez żadnego wyłączenia; i niepodległość jej Członków i ich nieodwołalność (inamovibilité), wyjąwszy w przypadkach oskarżenia i uznania winy przez Sąd Sejmowy, jak najwyraźniej zastrzeżoną była. [1] Oprócz tego wolność druku i jawność postępowania sądowego w sprawach Cywilnych i Kryminalnych najwyraźniej zastrzeżone, obok zaprowadzenia Instytucii przysięgłych przy odsądzeniu ostatnich, dopełniały godnie budowy porządku publicznego, przeznaczonego dla nowego kraju. Nadanie więc ustawy tak liberalnej, krajowi utworzonemu z ułomku obszernego niegdyś Państwa, położonemu nadto wśród prowincij podległych zupełnie przeciwnym formom Rządu, zostałoby na zawsze uderzającem zjawiskiem, gdyby go choć w części nie tłómaczył wzgląd na epokę czasu pod której wpływem miało miejsce. Rok 1815. był epoką tryumfu Europy, sprzymierzonej przeciw kolosowi dążącemu jawnie do jej ujarzmienia. Walka której ten tryumf był skutkiem trwała przez ćwierć wieku prawie, i wymierzona początkowo przeciw zasadom, obróciła się w końcu przeciw jednemu człowiekowi, który puściwszy w niepamięć, że tymże samym zasadom winien był swą wielkość i początkowe powodzenie, ogłosił się ich nieprzyjacielem i deptał je wszędzie otwarcie. Wypowiedziawszy mu więc wojnę, Europa mimowolnie zmuszoną się widziała odwołać do tych samych zasad, przeciwko którym zrazu wyciągnęła była w pole, a to sprawiło, że się z niemi oswoiła nieznacznie, nakoniec zupełnie pojednała. Przy podziale więc łupów zdobytych na wspólnym nieprzyjacielu, zasady te wywierały na Sędziów podziału wpływ znakomity i niezaprzeczony.— Wszędzie gdzie tylko interes ich własny dozwalał im być obojętnymi na wewnętrzną postać rzeczy w krajach do nich nie należących, hołdowali im jawnie, i mimo swej woli nawet.—

[1] Artykuły XV i XVIII, tejże Konstytucii,

Dowodem tego jest Karta Konstytucyjna Francuzka, ogłoszenie Konfederacii Szwajcarskiej, Instytucie wreszcie Wolnemu Miastu Krakowowi nadane. Że te ostatnie były dziełem głównie Cesarza Alexandra, zaprzeczyć się nie dozwoli. — Monarcha ten ubiegał się pod ówczas za popularnością; — podobał sobie w pochwałach pisarzy znanych Europie z liberalizmu; szczególnie zaś pragnął ująć dla siebie serca Polaków. — Zamieszczenie w Traktacie głównym Wiedeńskim klauzuli zapewniającej pod berłem Austrii, Pruss i Rossii zostającym, Instytucie liberalne i narodowość, na jego tylko nastąpiło nastawanie, [1] a Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa redagowaną była w jego Gabinecie.[2] Temu więc niewidzialnemu wpływowi zasad nowszych na postanowienia owczesne, i takiemu usposobieniu Mocarstw kontraktujących, szczególniej zaś Cesarza Alexandra, winna jest Rzeczpospolita Krakowska liberalne Instytucie swoje. Akt Konstytucyjny kraju tego, przedstawiony przez Alexandra, przyjęli bez sporu pełnomocnicy wszystkich Mocarstw, jedni ulegając przeważnemu wówczas jego wpływowi, drudzy w hołdzie zasadom na jakich był oparty.

Lecz jakąkolwiek być mogła polityka nadania bytu i Instytucii nowej Rzeczypospolitej; jakkolwiek obeznanie się z nią potrzebnem jest nieodbicie dla każdego, chcącego sądzić o dzisiejszym stanie kraju tego pod obydwoma względami, przecież samo nadanie jednego i drugich, i wyjaśnienie powodów tego, nie udowodniłoby jeszcze prawności dzisiejszego odwołania się naszego, jeżelibyśmy nie byli w stanie wywieść się dostatecznie, że do

[1] Idées fondamentales sur le partage du duché de Varsovie, présentées par M. le comte de Nesselrode aux plénipotentiaires de l'Autriche, de la Prusse et de la Grande-Bretagne, par sa note du 31 décembre 1814, publiée dans le Recueil des pièces officielles, par M. *Schoel.*

[2] Redaktorem Konstytucii Wolnego Miasta Krakowa był Xiąże Adam Czartoryski.

takiego odwołania się zupełne posiadamy prawo. —Chcemy tu mówić o rękojmi na jakiej opartą była pewność, że używanie tak bytu jak i swobód nowo utworzonemu krajowi nadanych, nigdy przez nikogo dowolnie zaprzeczonem być nie będzie mogło. —I trzeba przyznać, że jeżeli sojusze, zwłascza tak uroczyste jakim był np. Traktat Wiedeński, mogą być dla kraju jakiego rękojmią nietykalności i zachowania nadanych niemi swobód, — byt i swobody Wolnego Miasta Krakowa zagwarantowane były w sposób nie zostawiający nic wcale do życzenia. Traktat Wiedeński stanowił o losie całej Europy, szczególniej zaś o losie krajów na wspólnym nieprzyjacielu zdobytych, do których prowincie Polskie czyli Xięztwa Warszawskiego policzone były. Lubo jednakże przyszłość każdej ich części szczególnemi umowami, zawartemi pomiędzy stronami bezpośrzednio interessowanemi, dostatecznie przewidzianą i zapewnioną była, Europa wszelako obradująca nad zapewnieniem sobie długoletniego pokoju i zabezpieczenia wzajemnej równowagi Mocarstw na jakie jest podzieloną, nie poprzestała na tem, i umowy takie szczególne, Aktem ogólnym za swoje własne uznawszy, obowiązała się jescze solidarnie czuwać nad ich dopełnieniem i ich całości przestrzegać. — Interwencia więc każdego Mocarstwa, wpływającego do ówczesnego Traktatu, w celu przekonania się, jak dalece umowy, przezeń zaręczone, są zachowane i wykonane, tem prawniejszego nabywa tytułu, im porządek publiczny kraju, którego stan dzisiejszy sprawdzić zamierza, Traktatem wspólnym, więcej szczegółowo przewidziany i wytknięty został.—Pomiędzy atoli utworami politycznemi Kongresu Wiedeńskiego, nie ma (śmiało powiedzieć można) żadnego, któregoby byt i wewnętrzne urządzenie z większą precyzią przewidziane i z większą troskliwością w najdrobniejszych nawet szczegółach określone były, jak byt i wewnętrzne urządzenie Wolnego Miasta Krakowa, osobliwie też pod względem wyraźnego oznaczenia zasad politycznego porządku. Z krajów wówczas utworzonych, zdaje się, że Kra-

ków był przedmiotem szczególniejszej Kongresu pieczołowitości. — O Instytuciach wewnętrznych związku Niemieckiego i Konfederacii Szwajcarskiej, Akt główny Kongresu w ogólnych tylko napomykał wyrazach; prowinciom Polskim zostającym pod panowaniem Pruss i Austrii, również ogólnie zapewniał Reprezentacie narodowe; nadanie nawet instytucij liberalnych nowo wskrzeszonemu Królestwu Polskiemu zostawione było uznaniu i dobrej woli panującego. — Nie tak się jednakże rzecz miała względem Krakowa. — Traktat Wiedeński zapewniwszy byt krajowi temu, wewnętrznego jego urządzenia i swobód przyszłych jego mieszkańców, nie czynił zawisłemi od niczyjego uznania, ani zostawiał niczyjej dobrej lub złej woli; Traktat Wiedeński przewidział wszystko co tylko dotyczyło przyszłości kraju tego; nie przepomniał on o niczem i wszystko stanowczo i wyraźnie ustanowił i przepisał. Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa ustanawiająca formę Rządu jego i przyznająca mieszkańcom jego liczne swobody i prerogatywy, wcielona do Traktatu dodatkowego, z dnia 3. Maja 1815. r. uznaną została za integralną część jego. [1] Traktat znowu dodatkowy z dnia 3. Maja, wcielony do Traktatu głównego z dnia 9. Czerwca 1815. r., uznany został za obowiązujący tak jak gdyby co do słowa w Traktacie głównym był zamieszczonym. [2] Uznanie więc i Traktatu dodatkowego z dnia 3. Maja i Konstytucii Wolnego Miasta Krakowa będącej jego częścią integralną, za równie obowiązujące jak gdyby dosłownie w akcie głównym z dnia 9. Czerwca zamieszczone były, stanowiło dostateczną gwarancią z strony całej Europy, tak bytu jak i swobód Wolnego Miasta Krakowa. — Wszakże przypuścić wypada, że Mocarstwa na Kongresie zebrane, nie małą musiały przywiązywać cenę do nienaruszalności układów swoich względnie Krakowa, gdy niepoprzestając na sa-

[1] Artykuł VII Traktatu dodatkowego, z dnia 3 Maja 1815 r.
[2] Artykuł CXVIII Traktatu głównego, z dnia 9 Czerwca 1815 r.

mem uznaniu Traktatu dotyczącego Krakowa za część integralną Traktatu głównego, celne jego zasady i warunki w Traktacie głównym zamieściły i osobnemi artykułami raz jeszcze obwarowały. Artykuły VI. VII. VIII. IX. i X. Traktatu tego (z d. 9. Czerwca) są dowodem tej prawdy, i przekonywają, że byt i Instytucie W. M. Krakowa tak, jak Traktatem dodatkowym z d. 3. Maja 1815. ustanowione zostały, nie są owocem odrębnych tylko układów pomiędzy trzema Dworami protegującemi, ale owszem, że wypłynęły i odpowiadają widokom ogólnej polityki Europejskiej, że wreszcie dopełniają równowagi pomiędzy Mocarstwami pierwszego rzędu, której wynalezienie i ustalenie było głównym celem zejścia się i narad Kongresu Wiedeńskiego. Że Traktat główny Wiedeński z d. 9. Czerwca ratyfikowanym został przez wszystkie prawie Mocarstwa Europejskie w terminie Art. CXIX. przewidzianym, wiadomo jest zapewnie każdemu czytelnikowi; że zaś z czynu ratyfikacii tej, która, jak słusznie Flassan powiada: « renfermait de la part des parties l'engagement solennel de concourir soit comme signataires, soit comme accédantes à l'accomplissement de ce traité. » wypływała « une garantie générale compléte et réciproque de toutes les dispositions de l'acte général, » zaprzeczyć nikt niepotrafi.

Zobaczmy atoli czyli zapewniwszy w sposób powyższy byt, i instytucie W. M. Krakową, Europa zapomniała o wykonaniu postanowień swoich w tej mierze. Nie wcale. Wykonanie tej części postanowień Kongresu powierzonem zostało Austrii, Prussom i Rossii, jako Mocarstwom sąsiednim nowo utworzonemu krajowi; w celu zaś zabezpieczenia na przyszłość granic jego i przyznanych mu swobód, na przeciw wszelkim usiłowaniom złej woli, czuwanie nad całością jednych i drugich, stało się obowiązkiem tych samych Mocarstw ustanowionych traktatem Wiedeńskim bezpośrzedniemi protektorami Rzeczypospolitej Krakowskiej. Kongres więc Wiedeński był pod względem W. M. Krakowa rodzajem władzy prawodawczej, która wykonanie

ustanowionego przez siebie i sankcionowanego prawa, przelewała na władzę wykonawczą z pośrzód siebie wybraną. Czyli władza w ten sposób wybrana, której powierzonem było wykonanie postanowień Kongresu Wiedeńskiego, która nadto obowiązaną była czuwać w przyszłości nawet nad całością i nietykalnością zasad i przepisów jego, czyli, powtarzamy, Władza podobna była lub mogła była być w jakimkolwiek względzie upoważnioną, do zaprowadzenia w zasadach i przepisach tych zmian jakichkolwiek? Czyli z powierzonego jej obowiązku czuwania nad ich całością, mogło wynikać na rzecz jej *prawo* naruszenia tej całości? Jednem słowem, jakie znaczenie i skutki mieć mogła i mieć powinna była protekcia polityczna przyznana trzem Dworom względnie Krakowa? są to pytania, które, zdaniem naszem, przedewszystkiem rozebrać wypada, jeżeli postępowanie trzech Dworów protegujących, jakiego Historia kraju W.M. Krakowa liczne nastręczy nam ślady, ma być ocenionem sprawiedliwie i bezstronnie.—

Powiedzieliśmy wyżej, że Austria, Prussy i Rossia były mandatariuszami Kongresu, co do bezpośrzedniego wykonania postanowień jego względnie Krakowa. W takim charakterze uważane, nie mniemamy aby im mogło było służyć prawo zaprowadzenia w nich zmian dowolnych, bez wiadomości i zezwolenia mandantów, a przynajmniej, nie jest nam wiadomo, by jakimkolwiek aktem szczególnym z strony Kongresu, do postępowania takiego upoważnionemi byli; upoważnienia nawet takiego nie mogły udzielać nikomu Mocarstwa kontraktujące, bo wrazie takim gwarancia ich byłaby aktem czczym, byłaby śmieszną ostentacią; czego przecież przez wzgląd na ważność epoki i układów owczesnych, dopuszczać w żaden sposób nie wolno. Jeżeli więc prawo czynienia zmian w postanowieniach Traktatu Wiedeńskiego, nieda się w żaden sposób przypuścić na rzecz protegujących Dworów, tem mniej przypuścić godzi się, aby postanowienia te raz przez nich wykonane, mogły być poźniej

w jakikolwiek sposób modyfikowane, i by mieszkańcy W. M. Krakowa w używaniu nadanych im prerogatyw, po wprowadzeniu raz w wykonanie postanowień Traktatu Wiedeńskiego, w powolnem zastosowaniu zasad ustawy konstytucyjnej do swych potrzeb i do postępu czasu, jednem słowem, w rozwijaniu i doskonaleniu porządku publicznego wewnątrz kraju swego, na drodze ustawą tą wskazanej i zgodnie z jej przepisami, przez kogobądź w przyszłości ograniczanemi być mogli? Jeśliby doświadczenie wskazało było potrzebę zmienienia której z zasad Instytucii nadanych, zmiana ta jak nastąpić jedynie mogła z wiedzą i zezwoleniem Mocarstw do Kongresu Wiedeńskiego wpływających, tak nie powinna była być powodowaną czem innem, jak tylko powszechnem życzeniem i udowodnioną potrzebą mieszkańców Rzeczypospolitej; inaczej fundamentalna zasada prawa narodów, «que les traités ne puissent tourner au préjudice d'un tiers, qui n'a pas été entendu et qui n'y a point acquiescé,» byłaby frazesem bez znaczenia i nieobowiązywałaby względnie Krakowa.

Wprawdzie Traktat Wiedeński przyznał Austrii, Prussom i Rossii protekcią nad Rzecząpospolitą Krakowską; lecz celem protekcii politycznej, może być jedynie zasłonienie granic i Instytucij protegowanego kraju naprzeciw usiłowaniom *zewnętrznej* złej woli, ale skutki protekcii tej nie mogą się nigdy rozciągać na wewnątrz kraju; bo do powściągnięcia i ukarania wewnętrznych zamachów, prawa, władze i siła materialna, miejscowe, aż nadto są i być powinny wystarczającemi. Protekcia więc polityczna nie może być pojmowaną i uważaną w równi z opieką, jaką kodex cywilny przyznaje opiekunowi nad małoletniemi. Gdyby albowiem protektorowi politycznemu mogła być przyznana władza czynienia zmian w Instytuciach kraju prezeń protegowanego; gdyby w nim mógł mianować władze jego Administracyjne lub sądowe i mógł mieć przyznane stanowcze *Veto* w kwestiach dotyczących najdroższych wewnętrznych interesów kraju, gdyby mógł stanowić o jego

dochodach lub wydatkach publicznych, protektor taki byłby oczywiście przyodzianym we wszystkie prerogatywy majestatu, i kraj taki znajdowałby się nie pod protekcią, ale pod panowaniem obcego Monarchy, a przymiot wolnego i niepodległego, byłby dla niego całkiem niewłaściwym. Dla tego też i protekcia przyznana trzem sąsiednim Dworom nad nowo-utworzoną Rzecząpospolitą, tej a nie innej jedynie mogła być natury. Była to straż interesów słabego, powierzona mocnemu, naprzypadek gdyby tamten jego pomocy zażądał; był to zastęp przydany do dyspozycii protegowanego, ale nie władzą nim dysponująca, i z protekcii tak pojętej wypływać jedynie mogły obowiąki dla protegujących, ale nieustanawiała ona nigdy na rzecz ich żadnego prawa w najdalszem nawet tego słowa znaczeniu.

Przelane na siebie wykonanie stypulacii Traktatu Wiedeńskiego względnie Krakowa, trzy Dwory protegujące powierzyły z swej strony Komissii przewidzianej Art. VII. Traktatu dodatkowego (z d. 3. Maja). Komissia ta miała obowiązek rozwinięcia i wprowadzenia w wykonanie Konstytucii nowemu krajowi nadanej, miała urządzić *na ten jeden raz* jego Administracią i zaprowadzić w niej wszelkie zmiany, którychby dobro publiczne wymagać mogło.Do urządzenia jednakże kraju jakiego zupełnie nowo, do rozwinięcia i zastosowania zasad nadanych mu ustaw zgodnie z dobrem jego, potrzebną jest przedewszystkiem dokładna znajomość jego położenia i jego ogólnych i celnych interesów, korzyści jakich mu lokalność jego nastręcza i potrzeb, a nawet życzeń jego mieszkańców. Organizacia Rzeczypospolitej Krakowskiej (od r. 1815. do r. 1818.) jest wymownym dowodem, że Komissii wyznaczonej wówczas do jej urządzenia, na tych wszystkich wiadomościach zupełnie zbywało. Traktaty, Ustawy i inne najlepiej nawet pomyślane prawidła porządku publicznego, niezapewnią jeszcze same szczęścia narodu, jeżeli nie będzie umiejętnej ręki, którąby je krajowi przyswoić umiała, jeżeli obojętność lub niewiadomość ślepą będzie na inne źrzódła

pomyślności i dobrego bytu, jakie w każdym kraju są ukryte i wynalezionemi być mogą; jeżeli wreszcie do korzystania z tych źrzódeł swobodnego ustaw i urządzeń swoich niezastosuje; bo prawa są wszędzie formą tylko modelującą bieg życia praktycznego każdego narodu, i tak pojęte są osłoną ruchu, ale nie ruchem samym, bo ten jest względnym i zależy od położenia lokalnych ułatwień lub przeszkód, produkcii ziemi i stosunków granicznych. Mądry więc tylko stosunek między tamtemi a temi ostatniemi zapewnić zdoła trwale pomyślność narodową. Czy w kraju W. M. Krakowa znajdowały się ukryte podobne źrzódła pomyślności ogólnej; jak dalece prawa nadane mu Traktatem Wiedeńskim sprzyjały ich użytkowaniu; czyli wreszcie, bez obrazy ich zasad, można je było zastosować w sposób, by exploatacii źrzódeł tych sprzyjały i skuteczną ruchowi ztąd płynącemu nastręczały osłonę? —są to kwestie, które rozważyć ściśle należy, jeżeli dzieło Komissii organizacyjnej i krzywda, jaką krajowi wyrządziła, ocenionemi być mają przyzwoicie.

W ograniczonym zakresie niniejszego pisma niepodobna jest zapewne wdawać się w rozbiór urządzenia wszystkich tych drobnych szczegółów, z którychby mądry i krajowi przychylny prawodawca pewnie korzystać niebył zaniedbał, i któreby urządził w sposób aby, wzajemnie na siebie działając, ułatwiały swobodę ruchu przemysłowego w kraju, którego exystencii warunki i zasady polityczne na Kongresie Wiedeńskim ustanowione, swobodzie tej, tak znakomicie sprzyjać się zdawały. Dla tego, pomijając wiele podrzędnych, zastanowiemy się nad główniejszemi, pewni, że na tej drodze stawiemy dość wymowny obraz pomyślności Miasta Krakowa, jakiej używać był powinien, by stan jego rzeczywisty, stawiony obok obrazu tego, nie miał usprawiedliwić żalów i narzekań naszych.

Pomiędzy szczegółami o których wyżej mówiliśmy, dwa przedewszystkiem są bardzo ważne, i były, można powiedzieć, od początku istnienia Rzeczypospolitej warunkami jej bytu i po-

wodzenia. Szczegółami temi były i są, 1) Stosunki handlowe z ościennemi krajami. 2) Uniwersytet Jagielloński.

Co do 1° *to jest : Co do stosunków handlowych :* Rzeczpospolita Krakowska posiada żyżną ziemię, obfite ławy węgla, kopalnie galmanu, dostateczny zapas budowlanego drzewa i obfituje w wiele innych darów przyrodzenia, oczekujących tylko przemyślnej ręki, aby się stały źrzódłem bogactw narodowych. Miasto Kraków położone nad rzeką spławną, w punkcie centralnym Europy, może być właściwym placem składu równie dla miejscowego jak i zagranicznego handlu. Art. VIII. Traktatu d datkowego (z d. 3. Maja) wzbraniając Rzeczypospolitej poboru cła i ustanawiania jakichkolwiek komor celnych granicznych, przeznaczył ją tem samem na obszerny, bo 19 mil kwadratowych zajmujący, plac wolny handlowy (franc-port), dla handlu całego świata, i handel ten przeniosłby go niezawodnie nad słynne place Lipska i Frankfurtu, gdyby tylko Rząd miejscowy zadał sobie pracę i starał się obeznać go z korzyściami jakichby w Krakowie używać mógł; gdyby przynajmniej podał do publicznej wiadomości fabrykantów i negociantów, że plac tak uprzywilejowany znajduje się istotnie w śrzodku Europy, i leży o 100 mil bliżej wschodu i północy, a niżeli Lipsk, Frankfurt i inne. Ale jeżeli pod względem handlu wyrobami zagranicznemi, Kraków miał przeznaczenie bycia tylko przechodnim jego składem, inaczej się rzecz miała co do handlu wyrobami miejscowemi. Pod tym względem Kraków winien był stać się wkrótce krajem fabrycznym i przemysłowym. Takiej jego przyszłości sprzyjało wszystko tak wewnątrz jak i zewnątrz. Wewnątrz ziemia, lud pracowity, zbieg dróg bitych we wszystkich kierunkach, położenie wreszcie geograficzne; zewnątrz, licencie jakie, na korzyść handlu wyrobami jego, zapewniały mu uroczyste Traktaty zawarte pomiędzy sąsiedniemi Mocarstwami. Art. X. Traktatu dodatkowego (z d. 3. Maja), przypuszczał mieszkańców Miasta Krakowa do udziału wszystkich dobrodziejstw, jakie pod

względem handlu, żeglugi, amnestii i stosunków wzajemnych zapewnione były poddanym Polskim dawnego Xięztwa Warszawskiego przechodzącym pod panowanie Rossii, Pruss i Austrii, a to Traktatem oddzielnym z tejże samej daty. Dobrodziejstwa te pod względem osobliwie handlu, wyszczególniały artykuły XXVIII, XXIX, Traktatu co dopiero wspomnionego.[1] W artykułach tych zastrzeżonem było wyraźnie : 1) że handel tranzytowy używać będzie nieograniczonej wolności, 2) że co do oznaczenia wysokości cła od handlu wywozowego i przywozowego, ustanowioną będzie niezwłocznie Komissia, wcelu rewizii wzajemnych taryf celnych, i że cło to nie będzie mogło być wyższe od cła wymaganego od przeciwnej strony.[2] Stosunki więc handlowe co do wywozu i przywozu wyrobów miejscowych, do korzystania z których mieszkańcy Miasta Krakowa przypuszczonemi byli Art. X. Traktatu dodatkowego, urządzonemi być miały we wszystkich prowinciach dawnego Xięztwa Warszawskiego na zasadach *ścisłej wzajemności*. Z dobrodziejstwa więc tego zastosowanego do Rzeczypospolitej Krakowskiej wynikało : że gdy Art. VIII. Traktatu dodatkowego zabraniał Rplitej poboru cła przywozowego od wyrobów Państw sąsiednich na jej terrytorium wprowadzanych, nawzajem i mieszkańcy Miasta Krakowa wyroby przemysłu swego wprowadzać byli powinni do sąsiednich prowincij bez opłaty cła jakiegokolwiek. Wyroby te

[1] O Rozdział Kraju byłego Xięztwa Warszawskiego, zawarte były w Wiedniu dwa Traktaty oddzielne (séparés); jeden między Austrią i Rossią, drugi między Prussami i Rossią; obydwa pod datą dnia 3 Maja 1815. Artykuły powołane znajdują się w Traktacie zawartym między Austrią i Rossią.

[2] Les droits à percevoir à cet égard seront le plus modérés possibles et tels qu'ils existent pour les marchands du pays, ou les sujets les plus favorisés. — Brzmienie artykułu XXVIII Traktatu oddzielnego między Austrią i Rossią.

opatrzone być były powinny certyfikatami pochodzenia [1] i po zadosyć uczynieniu tej formalności, winny były mieć targ zapewniony w całej obszerności Pruss, Rossii i Austrii. Jakże rozległe targowisko! — i wątpiemy słusznie, czyby się przemysł któregokolwiek kraju na świecie mógł podobnym wykazać w obec zapewnionego sobie tak ogromnego odbytu, gdyby zaręczenia ówczesne dotrzymanemi były; przemysł W. M. Krakowa i jego handel, podniosłyby się były rychło do stopnia, iżby one same zdołały wystarczyć dobremu bytowi coraz to pomnażającej się ludności jego.

Co do 2° to jest : co do Uniwersytetu Jagiellońskiego : Art. XV. Traktatu dodatkowego, (z d. 3. Maja) zatwierdzał byt i przywileje Uniwersytetu Krakowskiego, tudzież przyznawał mu na własność majątek, w dobrach i kapitałach, jaki podówczas posiadał; oprócz tego zastrzegał na rzecz Instytutu tego przywilej wolnego uczęszczania młodzieży sąsiednich prowincii, jak skoro urządzonym zostanie, stosownie do widoków trzech Dworów protegujących. Starożytny ten zakład, świetny pomnik szczodrobliwych Królów niegdyś Polskich, w którym od XIV. wieku kształciło się wszystko, co tylko w Polsce jaśniało kiedykolwiek talentem, światłem, radą, wymową, lub cnotami publicznemi, posiadał znakomite przywileje [2] nadane mu różnemi

[1] Pour obvier que des étrangers ne profitent des arrangemens pris en faveur des provinces citées, il est arrêté, que tous les articles produits de ces derniers qui passeront d'un gouvernement dans l'autre, seront accompagnés d'un certificat d'origine, sans quoi, ils n'entreront pas. — Brzmienie artykułu XXVIII Traktatu oddzielnego między Prussami i Rossią.

[2] Przywileje Uniwersytetu Jagiellońskiego były trojakie : 1° Przywileje samej Instytucii; — 2° Rektorskie; — 3° Młodzieży pobierającej w nim nauki. — Pierwszych było 15, drugich 9, trzecich nakoniec 6. Ze wszystkich tych przywilejów przyznanych Uniwersytetowi Traktatem, od początku istnienia kraju żaden Uniwersytetowi nigdy nie służył, i wszystkie Statutem uniwersyteckim zniesione zostały, wyjąwszy jednego w moc którego Uniwersytet ten nosi imie Jagiellońskiego.

czasy przez Monarchów Polskich a nawet Papieżów. Majątek jego niegdyś ogromny, w epoce jescze Kongresu Wiedeńskiego, stanowił uposażenie, jakiemby się z trudnością przyszło posczycić innemu podobnemu zakładowi w Europie, w skutek rozgraniczenia kraju, znalazł się lokowanym w okręgu W. M. Krakowa, w Królestwie Polskiem, w Austrii, Prussach i Rossii, i wynosił w samych kapitałach w okręgu Wolnego Miasta Krakowa Złp. 575,580. gr. 20. dukatów sztuk 993; w Królestwie Polskiem Złp. 1,022,987. gr. 24. dukatów sztuk 4,193. Marków srebra 5,169. w Cesarstwie Rossyjskiem Złp. 400,000. dukatów 3,000. w Cesarstwie Austriackiem Złp. 1,946,787. gr. 22. dukatów 13,150. Marków 2.201; w Prussach Złp. 59,904. Marków 300. czyli ogółem w samych kapitałach, redukując dukaty i marki wedle ewaluacii ówczesnej, Uniwersytet Jagielloński posiadał własnością summę Złp. 4,760,602. gr. 6. Oprócz tego uposażenie Akademii stanowiły dziesięciny do niej należące, czyniące rocznego dochodu Złp. 19,466. gr. 28. Czynsze reempcionalne w summie, rocznie, 72,084.; 88. beneficiów od nominacii Akademii zawisłych, a rocznie Złp. 60,000. czyniących : Dobra nieruchome (9. wiosek) szacowane na Złp. 409,000. i budowle z których, oprócz pomieszczenia Muzeów własnych i innych zakładów, pobierała Akademia rocznego dochodu Złp. 2,157. gr. 5.; co wszystko zewaluowane na kapitał wedle skali 5 %, połączone nadto z summami kapitalnemi powyżej wyrachowanemi, podnosiło majątek Uniwersytetu Krakowskiego w ogóle do summy Złp. 8,234,762. gr. 6. [1] Że zakład tak bogato uposażony i podobnemi zaopatrzony przywilejami, oprócz zaręczonej na rzecz jego wolności uczęszczania doń na nauki młodzieży ościennych prowincii, był jednem z głównych źrzódeł dobrego bytu mieszkańców przynajmniej samego miasta, zdaje się, dowodzić

[1] Wyrachowanie powyższe polega na urzędowym operacie sporządzonym w roku 1836, na polecenie Kommissii Obrachunkowej.

nie trzeba. Niezależnie od łatwości wychowywania własnych dzieci, zapewniał jeszcze miastu ciągły pobyt kilkuset familii obcych, zjeżdżających w podobnym celu, a tem samem otwierał mieszkańcom jego znakomite źrzódło zarobkowania, jakiem się staje dla każdego miasta pobyt i przejazd cudzoziemców.

Artykuły więc X. i XV. Traktatu Wiedeńskiego, z dobrą wiarą rozwinięte i ściśle wykonane zapewniały już same przez się nowemu krajowi, nie tylko źrzódło pewne jego exystencii, ale nawet i wzrostu pod względem ludności, zamożności i bogactw. Lecz przeznaczenie mieć chciało, żeby artykuły te nigdy wykonanemi nie były. Komissia organizacyjna zesłana wcelu urządzenia kraju, azatem obowiązana do rozwinięcia ich i zastosowania na miejscu, zdaje się, że o artykule X. zupełnie niewiedziała : Art. zaś XV. rozwinęła i wykonała w sposób, pozwalający wątpić o dobrej wierze jej postępowania. Nieznaną nam jest wprawdzie instrukcia Komissii organizacyjnej przez trzy Dwory protegujące udzielona, ale szlachetny charakter Monarchów, w których imieniu i z których polecenia działała, świeżo co zawarte uroczyste przymierze pomiędzy nimi, ich słowa dane w zakład całej Europie, wszystko to niepozwala przypuszczać, aby instrukcia ta mogła być przeciwną brzmieniu i duchowi aktów jawnych, w moc których Komissia organizacyjna zesłaną została, i których ścisłe wykonanie było właśnie jej zadaniem. Komissia jednak organizacyjna, bądź przez zupełną niewiadomość przedmiotu w którym stanowiła, bądź przez obojętność na przyszłość urządzanego przez nią kraju, bądź wreszcie ulegając wpływom miejscowym własnego interesu i potrzeb ludzi nadużywających jej ufności i wiary, postępowała tak zupełnie, jak gdyby instrukcią nakazanem jej było obalenie lub też zneutralizowanie, wszystkich stypulacij Traktatu Wiedeńskiego, na rzecz Krakowa postanowionych. Zamiast uorganizowania kraju i Rządu Konstytucyjnego, postanowieniami swemi zdezorganizowała go zupełnie, a to pod wszelkim względem tak pra-

wodawstwa publicznego, jak i Administracii wewnętrznej i stosunków politycznych handlowych i komunikacyjnych z ościennemi Państwami. Zamiast starać się o nabycie gruntownych wiadomości o potrzebach mieszkańców W. M. Krakowa, wypływających z położenia jeograficznego ich kraju i ich politycznej exystencii, zamiast szukać tych wiadomości na drodze objawienia publicznego o potrzebach ogólnych sądu, głośno i swobodnie wyrzeczonych życzeń powszechnych, robiła przeciwnie wszystko, aby w zupełnej co do życzeń tych pozostać niewiadomości. Pierwszym aktem urzędowania swego zaprowadziła w kraju najsurowszą cenzurę i tem samem dalsze postępowanie swoje uczyniła zawisłem od wpływu ograniczonej liczby ludzi, którzy się jej lub sami narzucali, powodowani do tego osobistemi widokami, lub też z którymi, jako należącymi do tak zwanej wyższej klassy, (która nie zawsze gruntowne o potrzebach ogółu miewa wyobrażenie) wyłącznie obcowała. Dla tego też wszystkie niemal akta jej trzechletniego urzędowania znamionuje zupełny brak gruntownych wiadomości, pod względem potrzeb i życzeń ogółu. Każdy z nich przekonywa, jak powierzchownie traktowanym był przedmiot, który jakby załatwia; z każdego przegląda interes osobisty lub potrzeba ludzi wpływających na jego utworzenie i przeznaczonych do wykonania go, lub do użytkowania z niego; wszystkim zaś w ogóle zbywa na owej harmonii i zgodzie, która jak jest jedyną rękojmią porządnego biegu rzeczy publicznych, tak pierwszym warunkiem każdego na świecie Rządu, jeżeli szczególne jego oddziały, nie mają co chwila następywać w granice wzajemnych funkcii, tudzież jeżeli się nie mają wnet objawić gorszące pomiędzy władzami kollizie, a w końcu supremacia jednej niwecząca zasady gminowładnego Rządu, powodzeniu zaś publicznemu nader zgubna. Wszakże tak błędna organizacia Administracii wewnętrznej, jak ją Komissia organizacyjna dokonała, byłaby, można powiedzieć, niczem, gdyby obok niej starała się była roz-

winąć i w wykonanie wprowadzić te, z pomiędzy postanowień Traktatu Wiedeńskiego, od których rozwinięcia i wykonania zależał, jak to już wyżej wyjaśniliśmy, byt materialny kraju, i których przeznaczeniem było zapewnić każdemu z mieszkańców W. M. Krakowa, jakoweś źródło exystencii i osobistego utrzymania się. Chcemy tu mówić o wykonaniu Art. X i XV. Traktatu dodatkowego, czyli o przepisaniu stałych prawideł przyszłym stosunkom handlowym Krakowa z ościennemi Państwami, tudzież o urządzeniu Uniwersytetu Jagiellońskiego i ustaleniu przyznanego mu art. XV. prawa do przywilejów, majątku, jaki na ówczas posiadał, i wolności pobierania w nim nauk przez młodzież ościennych prowincij. Lecz właśnie zaniedbaniem zupełnem pierwszej z tych kwestii, rozwiązaniem zaś drugiej w sposób nieodpowiadający ani brzmieniu, ani duchowi art. XV. wyrządziła Komissia organizacyjna krajowi W. M. Krakowa ciężką i niepowetowaną krzywdę, albowiem: *co do stosunków handlowych*, Komissia organizacyna nie uczyniła najmniejszego kroku do wykonania art. X. Traktatu dodatkowego; ani Rząd, ani mieszkańcy M. Krakowa nie byli nigdy uwiadomieni, aby w wykonaniu art. XXIX. Traktatu oddzielnego (z d. 3. Maja, o podział Xztwa Warszawskiego), mianowana była kiedy jaka Komissia do rewizii i ustanowienia wzajemnych taryf, a tym mniej przypuszczeni byli do udziału w postanowieniach tej Komissii, jeżeli kiedy miała miejsce. Rządy ościenne mimo zaręczeń traktatu, nieodstąpiły, co do Krakowa, na chwilę nawet od systematu prohibicyjnego, wedle którego handel swój przywozowy i wywozowy urządzony mają względnie zagranicy. Kraj W. M. Krakowa uważanym był przez nich pod tym względem zawsze jako *zagranica*, i nigdy żadnym usiłowaniom władz lub mieszkańców jego, nieudało się wyjednać na rzecz handlu wyrobami miejscowemi, jakiegokolwiek złagodzenia rygoru, któremu w krajach sąsiednich podległy jest handel przywozowy fabrykatów zagranicznych. Ale nie tylko co do

handlu wywozowego produktów miejscowych, mieszkańcy Miasta Krakowa odmówione sobie mieli wykonanie art. X.; artykuł ten nawet co do handlu przywozowego pogwałconym został, w sposób nader dla nich dotkliwy. Ostatnim jego ustępem było zastrzeżono wyraźnie: iż, celem ułatwienia dowozu żywności do miasta i okręgu, którego roczne zbiory niewystarczają nigdy na wyżywienie miejscowej ludności, artykuły do pierwszych potrzeb życia należące, jako to: drzewo opałowe, węgle, bydło, zboże i jarzyna, będą mogły być wprowadzonemi do Krakowa bez żadnej przeszkody. Tymczasem Rząd Austriacki niepoprzestawał pobierać od ich wywozu z kraju swego wysokiej opłaty; a gdy zaopatrzenie terrytorium W. M. Krakowa w bydło i drzewo opałowe głównie od strony Austrii ma miejsce, Izba Reprezentantów zgromadzona w Lutym 1817. zażądała na drodze prożby uchwalonej do protegujących Monarchów, ażeby art. X. Traktatu dodatkowego, od którego ścisłego wykonania exystencia kraju zależy, mógł być w przyszłości wykonywanym w tym samym duchu przychylności i względów jakie go, ile się zdaje, dyktować musiały. Lecz reklamacia ta, jak wiele innych podobnych, żadnego nieotrzymała skutku; owszem Komissarz Austriacki Hrabia Sweerts-Spork, komunikował Rządowi, a ten następnie Izbie, wyraźną odpowiedź czyli deklaracią Administracii dochodów Bankalnych Austriackich we Lwowie, z której wynikało: że Rząd Austriacki mniema w zupełności czynić zadosyć przepisowi art. X. gdy miastu Kraków pozwala zakupywać w Wieliczce sól potrzebną, tudzież, że bydło, krupki, zboże itd. nieuważa być artykułami do pierwszych potrzeb życia należącemi.[1] Wszystko to działo się pod okiem i w czasie pobytu w Krakowie tej samej Komissii, której obowiązkiem było rozwinąć i w wykonanie wprowadzić postanowienia Traktatu

[1] Urzędowa deklaracia Adm. dochodów Bankalnych, we Lwowie, komunikowana Sejmowi, w Grudniu 1817 r.

Wiedeńskiego względnie Krakowa. Jak opłakaną przyszłość zapowiadało podobne postępowanie mieszkańcom miasta Krakowa, łatwo odgadnąć można, a dwudziestocztero-letnia exystencia kraju tego, potwierdziła tylko te wnioski, jakie już wówczas z postępowania podobnego naturalnie płynęły. Ogólny upadek prywatnych majętności, ruina i bankructwo wszelkiego handlu, należytości skarbu publicznego jakkolwiek nieprzenośne, z trudnością jednak ściągane, bo dochody prywatnego niewystarczają na opłatę choć małych podatków: taką już wówczas przyszłość można było przepowiedzieć krainie, która mimo, iż uroczystem przymierzem miała na rzecz swą zaręczone wolne używanie wszystkich źrzódeł, jakie gdzieindziej zasilają byt prywatnego, i do ogólnej prowadzą zamożności, ma sobie dzisiaj wzbronionym wszelki handel, zatamowanym wszelki przemysł, pierwsze potrzeby życia jej mieszkańców, za wysoką tylko obcym składaną zakupują daninę, i która doprowadzoną została do stopnia nędzy, iż jak choremu po bolesnej i długiej agonii śmierć fizyczna, tak jej po wyczerpaniu wszystkich zasobów w latach dawniejszych przysposobionych śmierć polityczna byłaby nieledwie pożądaną.

Lecz skutki niewykonania artykułu X. nieograniczały się tylko na samym zubożeniu kraju, i stłumieniu w nim wszelkiego przemysłowego ruchu; nie dość, że Kraków zalany wyrobami sąsiednich prowincii, wprowadzanemi doń bez żadnej opłaty, wyrobów własnych nie mógł wzajemnie i bez opłaty wprowadzać do sąsiednich krajów; nie dość że przemysł miejscowy w takiem położeniu, konkurencii obcego na własnem nawet targowisku, wytrzymać niemógł i niemoże; brak jasnej i wyraźnej ustawy rozwijającej art.X.Traktatu dodatkowego, stał się pożniej jescze powodem do licznych nadużyć, a nawet do ograniczenia wolności osobistej mieszkańców Miasta Krakowa. Oni tylko wyjęci byli zawsze i są do dziś dnia, od używania dobrodziejstw zastrzeżonych traktatem na rzecz właścicieli *dwóch krajów tych* —

Względnie nich tylko art. XIX. Traktatu o łdzielnego między Rossią i Austrią [1] (do którego udziału art. X. Traktatu dodatkowego przypuszczeni być byli powinni) nigdy szanowanym nie był, i oni tylko znajdują się po dziś dzień w nadzwyczajnem i jedynem zapewne położeniu, że chcąc się udać z jednego kraju do drugiego, czyli to w interesie najpilniejszego ratunku zdrowia, czy majątkowym lub naukowym, do przedsięwzięcia podobnej podróży, paszporta ich władz własnych, nie są wystarczającemi; bo wiza paszportów podobnych, każdego czasu, i podług kaprysu odmówioną im być może i bywa, przez Rezydentów trzech Dworów, a brak ich, wszelką podróż niepodobną czyni. Tym sposobem mieszkańcy kraju wolnego i niepodległego, znajdują się obłożeni aresztem politycznym, w więzieniu mającem 19 mil kwadratowych przestrzeni !...

Co do urządzenia Uniwersytetu Jagiellońskiego : Art. XV. Traktatu dodatkowego, który Uniwersytetowi temu przyznawał jak najwyraźniej : przywileje, majątek, i prawo pobierania w nim nauk, przez młodzież krajów ościennych, rozwiniętym i wykonanym został jeszcze mniej sumiennie aniżeli Artykuł X. — Przynajmniej Artykuł X. niezatrudniał Komissii organizacyjnej wcale, i zdaje się że zupełnie zapomniała o nim. — Wszakże Artykuł XV. był przedmiotem jej narad i postanowień, rozwinęła go i wykonała zupełnie, a sposób w jaki dopełniła tego wszystkiego, najlepszą może dać miarę dobrej wiary z jaką i wszystkie inne, mniej ważne stypulacie Traktatu Wiedeńskiego wykonanemi zostały.—Komissia organizacyjna zastała Uniwersytet Jagielloński niedawno nowo uorganizowanym; miejsca w nim osadzone były ludźmi mniej usposobionymi do zawodu nauczycielskiego, równie pod naukowym jak i moralnym względem. — Był to skutek reakcii politycznej w r. 1809, w którym

[1] Artykuł XIX Traktatu oddzielnego między Austrią i Rossią. Flassan, Tom. 3 pag. 104.

to czasie po opuszczeniu katedr przez professorów Austriackich, potrzeba rozpoczęcia co prędzej kursów naukowych zmusiła nieledwie ówczesną Dyrekcią Edukacijną do powierzenia posad nauczycielskich pierwszym lepszym którzy się o nie zgłosili. Urządzenie więc Uniwersytetu Jagiellońskiego wypadało rozpocząć od epuracii osób, powołać do składu jego ludzi godnych i z nauk słynących; a dopiero, tak powołanym, można było bez obawy powierzyć zaprojektowanie przepisów, wewnętrznego jego urządzenia, gdy łacno przewidzieć można było, że organizacia Uniwersytetu oddana pod wpływ i decyzią ludzi, nieupatrujących w swym zawodzie tylko środek osobistych korzyści, wiedzących przytem bardzo dobrze o swej niezdolności uczynienia mu zadosyć, tak jak należy, dopełnioną będzie w sposób narażający główne cele podobnego zakładu, bez względu na postęp i postać nauk, lecz za to, z niemałym względem na zapewnienie professorom wysokich emolumentów, obok usunięcia ich sprawowania się z pod nadzoru wszelkiej innej władzy. Lecz Komissia organizacyjna, zamiast zaprowadzenia w personale Uniwersytetu tak zbawiennej reformy, dołożyła przeciwnie wszelkiego starania, aby reformę tę w przyszłości nawet niepodobną uczynić. Urządzenie Uniwersytetu oddała zupełnie w ręce Komissarza Pruskiego, Barona de Reibnitz, a ten, połączony niedługo związkiem ścisłej przyjaźni z ówczesnym naczelnikiem zakładu tego, ujęty podchlebstwy, a nawet, jak z pewnością wiadomo, i datkiem pieniężnym, użył całego wpływu swego na Komissią organizacyjną, by urządzenie Uniwersytetu czyli Statutjego postanowionym został, stosownie do potrzeb i osobistych widoków ówczesnego grona professorów. Statutem tym, hierarchia Uniwersytetu, równie jak i plan nauk dawać się w nim mających, usunięte zostały nie tylko z pod nadzoru, ale nawet z pod wszelkiego wpływu miejscowego Rządu. Rektor Uniwersytetu był rodzajem *Tribuna* szkolnego, sądzącego wszelkie przewinienia członków i uczniów Uniwersytetu i Szkół niższych, popełnione

tak wewnątrz jak i zewnątrz murów jego, a to w ostatniej instancii i bez odwołania. Plan nauk zależał zupełnie od decizii professorów. Budżet Uniwersytetu przyznający im znakomite pensie ze Skarbu publicznego, postanowionym został razem ze Statutem, z warunkiem, że bez zezwolenia trzech Dworów protegujących nie będzie mógł być zmienionym; jednem słowem, Statut Uniwersytecki zamieniał hierarchią Uniwersytetu w rodzaj niepodległego rządu, stanowił statum in statu, i był zarodem tych gorszących swarów, które niedługo pociągnęły za sobą interwencią trzech Dworów protegujących, i były pierwszą przyczyną pogwałcenia politycznej niepodległości całego kraju. Nasunie się tu słuszne pytanie: jakim sposobem urządzenie podobne zaprowadzonem być mogło w kraju mającym już podówczas swój rząd postanowiony? — Jak mogło ujść uwagi jego? Dla czego nieprzewidział płynących z niego skutków i nieużył wpływu i powagi swojej, aby ustawa stawiająca w kwestii cele samego instytutu, w położeniu przytem nowego kraju względnie sąsiadów, powiedzieć można niepolityczna, zmodyfikowaną lub całkiem usuniętą była? —Wszakże rozwiązanie tych pytań wymaga dokładnego obeznania się z charakterem i usposobieniem członków ówczesnego rządu; byli to ludzie po większej części prawi, poczciwi, ale niebardzo daleko widzący, ufający przytem zupełnie Komissii organizacyjnej, i przekonani że to, co, i jak działa i stanowi —, stanowi i działa stosownie do *woli* trzech Dworów protegujących; że *wola* ta może zastąpić miejsce prawa, Traktatem Wiedeńskim przyznanego; nakoniec, że wszystkie usiłowania oparcia się jej lub wyjednania w niej zmiany, byłyby nietylko bezskutecznemi, ale co więcej, pogorszyłyby tylko stan rzeczy. — Urządzenie wreszcie Uniwersytetu uważał rząd ówczesny za kwestią zupełnie podrzędną, zdawał się niewiedzieć jak dalece przyzwoite jej rozwiązanie połączone jest ściśle z dobrym bytem mieszkańców, a nawet z exystencią polityczną kraju; tem mniej zaś domyślał się, by z błędnego urządzenia Uniwersy-

tetu mogły wyniknąć podobnie smutne dla ogółu następności, jakie z niego poźniej rzeczywiście wyniknęły; przytem, w epoce owej, kiedy Komissia organizacyjna, czyli raczej Komitet professorów, pracowali nad organizacią Uniwersytetu, uwaga Rządu zajętą była głównie urządzeniem Izby Reprezentantów, władzy, której prerogatywy objawiły mu się najwydatniej na horyzoncie widzenia jego, i których skutków jak z jednej strony obawiał się, tak z drugiej niemógł jakoś w żaden sposób pogodzić z wyobrażeniami swemi o naturze Rządu Gminowładnego czyli Konstytucijnego. Wszystkie więc te okoliczności razem wzięte, były przyczyną, że urządzenie Uniwersytetu zostało postanowionem, zamienionem w ustawę organiczną, i Rządowi do wykonania oddanem bez wywołania ze strony jego jakichkolwiek przedstawień, a nawet nie zwróciwszy jego uwagi na siebie. Nie lepszego losu od samej instytucii i jej celów, doznały jej przywileje, jej majątek, i nowo na rzecz jej przyznane prawo młodzieży prowincij ościennych, pobierania w niej nauk. — *Co do przywilejów:* Nowy Statut Uniwersytecki *znosił je wszystkie*, oprócz *jednego*, w moc którego Uniwersytet ten nosi imie Jagiellońskiego. *Co do majątku*: Komissia organizacyjna zapewniwszy professorom wysokie pensie ze Skarbu publicznego, mogła rachować na powolność z ich strony, iż żadnej o majątek Uniwersytecki, którym dotąd administrowali, nie będą wnosić reklamacii. Jakoż Statut Uniwersytecki przez nich projektowany, najmniejszej o majątku Uniwersyteckim, tudzież o losie jaki mu gotowano, niezawierał wzmianki. Wprawdzie, w tym samym czasie czynił był Senat do Komissii organizacyjnej przedstawienia, będące rodzajem reklamacii własności przyznanej Akademii Artykułem XV. Traktatu dodatkowego, lecz z odpowiedzi trzech Dworów protegujących, udzielanych na przedstawienia podobne, przeglądała pewność *mocnego*, który sądzi mieć prawo odmówienia *słabszemu* najsprawiedliwszej należytości, w przeknoaniu że mu zbywa na potrzebnej sile do poparcia swych żą-

dań. Rząd Rossyjski odmówił zwrotu funduszów Akademii na zasadzie, że Uniwersytet Krakowski mając sobie Artykułem XIII. Traktatu Wiedeńskiego przekazane uposażenie z własności publicznej, dawnego Xięztwa Warszawskiego, pozostałej po rozgraniczeniu kraju w terrytorium Wolnego Miasta Krakowa, ma tem samem przekazane dostateczne fundusze do utrzymania swego; tudzież że Artykuł XV. Traktatu potwierdza Uniwersytetowi posiadanie tych tylko kapitałów i nieruchomości, które w epoce Kongresu Wiedeńskiego, znajdywać się mogły w Mieście Krakowie i jego Okręgu. [1] Rząd Austriacki odmówną odpowiedź swoją opierał na podobnież mylnem tłómaczeniu Artykułu XV.; dodawał oprócz tego, że Artykuł wspomniony przyznawał Uniwersytetowi posiadanie tego tylko majątku, który w epoce Kongresu Wiedeńskiego był jego niezaprzeczoną własnością, [2] dobra zaś nieruchome i kapitały w Galicii lokowane, wedle mniemania jego od dawna alienowane były, dowodem czego miał być, zdaniem jego, traktat z r. 1809 *niezastrzegający na ich rzecz nic wcale*. [3] Rząd nareszcie Pruski nie zaprzeczał z razu Uniwersytetowi własności, i takową zwrócić przyobiecywał. [4] Wszakże niedługo, bo w rok poźniej, oświadczył przez swego Rezydenta, że, *przy ściślejszem zgłębieniu rzeczy*, okazało się, iż Akademia Krakowska nie właściwie reklamuje na własność, summę duka-

[1] Reskrypt Xięcia Namiestnika Król. Polskiego, z dnia 25 Stycznia 1817 roku.

[2] Reskrypt Kommissii Organizacyinej, z dnia 13 Lipca 1816.

[3] Dobra i kapitały Akademii Krakowskiej własne, w Galicii Austriackiej znajdujące się, nigdy przez nikogo alienowane nie były, i Uniwersytet aż do r. 1815 znajdował się w niezaprzeczonem ich *posiadaniu*, chociaż przez rząd Austriacki *administrowane* były. Żaden akt publiczny alienacii ich nie orzekł, chybaby nim miał być Traktat z r. 1809, który wedle wyznania samej Austrii o dobrach akademii zupełnie przemilcza.

[4] Odpowiedź Ministerium Spraw Zagranicznych w Berlinie, z dnia 24 Czerwca 1818.

tów sztuk 3,333, od Magistratu Gdańskiego; albowiem 1° Traktat Wiedeński przyznawał Akademii, dobra i kapitały *zahypotekowane*; summa zaś przez Magistrat Gdański zapisana nigdy żadnej niemiała hypoteki; — 2° iż summa wspomniona Artykułem XIII. konwencii, między Rossią a Prussami zawartej jeszcze w roku 1797 dnia 28 Stycznia, deklarowaną była jako *activum* Skarbu Pruskiego, przeciwko czemu przez lat 20 Akademia Krakowska żadnej nie czyniła reklamacii. [1] Jak dalece odpowiedzi podobne opartemi być mogły na słuszności i prawie, w obec jasnego brzmienia Artykułu XV. Traktatu Wiedeńskiego, czytelnik nasz łatwo oceni. — W jaki zaś sposób poźniej los majątku Uniwersyteckiego rozstrzygniętym został, i w jakim dzisiaj znajduje się stanie, w swojem miejscu, przy opisie dzisiejszego stanu Rzeczypospolitej obszerniej namienionem zostanie. Co się tyczy wreszcie nadanego Uniwersytetowi nowego przywileju: że młodzieży sąsiednich prowincii wolno będzie uczęszcać do niego na nauki, przywilej ten nietylko nigdy Uniwersytetowi Krakowskiemu nie służył, ale owszem, w początku zaraz istnienia kraju, w czasie pobytu jeszcze Komissii organizacyjnej w Krakowie, Komissii, której obowiązkiem miało być wprowadzić w wykonanie wszystkie postanowienia Traktatu Wiedeńskiego, przepis Traktatu dotyczący tego przedmiotu pogwałconym został najoczywiściej i bez żadnego względu. Rząd Rossyjski ustanowiwszy Uniwersytet Warszawski, wydał postanowienie w moc którego, nikt w Królestwie Polskiem do sprawowania urzędów przypuszczanym być nie miał, kto nauk w Uniwersytecie Warszawskim nieukończył. Postanowienie to odwracając całą młodzież Królestwa, od pobierania nauk w Krakowie, tem samem więc Traktatowi Wiedeńskiemu przeciwne, cofniętem wprawdzie z razu zostało na reklamacią Rektora Uniwersytetu, wszakże niedługo przywrócono mu moc obowiązującą i nad wykonaniem jego z całą surowością

[1] Nota Rezydenta Pruskiego do Senatu, z d. 28. Maja 1819.

czuwano. W roku 1822 rząd Rossyjski wydał formalny dekret[1], w moc którego zabronionem zostało młodzieży Polskiej pobieranie nauk za granicą kraju; a gdy Rzeczpospolita Krakowska, mimo wyraźnego przepisu traktatu, uważaną była zawsze przez Dwory protegujące, pod względem handlowym i naukowym, za *zagranicę*, przepis więc powyższego dekretu szczególniej do niej stosowano, i *względnie niej*, do dziś dnia w swojej utrzymanym jest mocy. Uważać tu należy, że Uniwersytet Krakowski, stosownie do brzmienia Artykułu XV. urządzanym bywał w latach 1816, 1826, 1833 i 1838, zawsze stosownie do *woli i widoków* trzech protegujących Dworów, co wszakże nie przeszkodziło i nie przeszkadza by pobieranie w nim nauk młodzieży Polskiej wzbronionem być nie miało; a to pod karą konfiskaty majątku, a nawet utraty wolności osobistej rodziców, *extradycii* zaś niezwłocznej kontrawenientów. Rząd Austriacki od pierwszej zaraz chwili postępował w tej mierze drogą, na którą rząd Rossyjski, późniejsze, zdaje się, dopiero okoliczności wprowadziły. W roku 1817 wydał rozporządzenie stanowiące karę 100 dukatów, na rodziców, mieszkańców Galicii, którzyby dzieci swoje do Krakowa na nauki posyłali; jak dalece zaś postępowaniem takowem mniemał tylko używać służącego mu prawa, świadczy reklamacia hrabiego Sweerts-Spork, pełnomocnego wówczas komissarza Austrii. [2] Uczynił wprawdzie ówczesny Senat stosowne w tej mierze przedstawienie do Komissii organizacyjnej, lecz to zostało nie tylko bez skutku, ale nawet bez odpowiedzi, a zakaz uczęszczania na nauki do Krakowa, utrzymany jest w państwach Austriackich w całej swojej mocy i obostrzony najsurowszemi karami.

[1] Postanowienie Króleskie, z dnia 28 Marca (9 Kwietnia) 1822.

[2] Nota Hrabiego Sweerts-Spork, z dnia 25 Stycznia 1818, żądająca wydalenia z Krakowa młodzieży Galicyjskiej do Uniwersytetu uczęszczającej. Ob. Dokumenta, n. I.

W ten sposób wykonanemi zostały przez Komissią organizacyjną Artykuły X i XV. Traktatu dodatkowego (z dnia 3 Maja). Każdemu czytelnikowi z ufnością zostawiamy uznanie, jak dalece wykonanie to odpowiadało zamiarom Mocarstw w Wiedniu kontraktujących, wyraźnej w reszcie osnowie przymierza, nadającego byt krajowi. Co się bowiem tyczy przyszłości mieszkańców tego nieszczęśliwego kraju, ta łacno przewidzianą być mogła w podobnych okolicznościach. — Kraj, który w obec dzisiejszego postępu cywilizacii i ogólnej emulacii w pożytecznych przedsiębierstwach wyłącza się, lub dobrowolnie, lub też przemocą znajduje się wyłączony od współzawodnictwa w tym względzie, któremu zakazano przemysłu, wzbroniono handlu, obok ograniczenia go w najnaturalniejszych stosunkach sąsiednich, kraj, któremu zamknięto wszystkie inne miejscowe źrzódła, zdolne choć w części zastąpić korzyści płynące z przedsięwzięć przemysłowych lub handlowych, kraj, powtarzamy, taki, nie może sobie rościć żadnego prawa do osiągnienia zamożności, dobrego bytu, i wszystkich ztąd płynących skutków; kraj taki wcześnie przygotować się winien na nędzę, i w końcu na upadek zupełny.

Wszakże, pomimo oczywiście złej woli, z jaką Komissia organizacyjna rozwiązywała dwa główne pytania: exystencii i pomyślności jego, mniemamy że w przyszłości rząd miejscowy choćby w części był temu zaradził, gdyby organizacia kraju szanowała była równowagę pomiędzy celnemi jego władzami; gdyby prerogatywy wszystkich, we właściwych granicach pozostawiła była nietknięte; gdyby wreszcie, warowanie i decyzią i teresów wewnątrz-krajowych, zostawiła była w przyszłości niepodległemu *votum* samych obywateli, po których należało się spodziewać jasnego pojęcia potrzeb ogólnych, i na których sąd bezstronny w tej mierze słusznie rachować można było. Lecz urządzeniem tej właśnie części mechanizmu publicznego, położyła Komissia organizacyjna nieprzebytą tamę usiłowaniom,

których skutkiem mogła być kiedyś restauracia interesów publicznych, i wyjednanie na ich korzyść Ustaw więcej im sprzyjających. Komissia organizacyjna zniweczyła odpowiedzialność władz wykonawczych krajowych, najwyraźniej Konstytucią zastrzeżoną. — Kontrolę, jaką władza prawodawcza nad biegiem rzeczy w kraju miała przeznaczenie sprawować, uczyniła zupełnie bezwładną, wyzuła reprezentacią ze wszystkich prerogatyw do niej należących, i postanowieniami swemi tak ograniczyła jej władzę, że funkcie jej służyły więcej do zadosyćuczynienia zewnętrznej formie, i przeznaczone były raczej do zaspokojenia miłości własnej narodu, mniemającego że przez swych reprezentantów stanowi o interesach kraju, aniżeliby miały na nie wywierać wpływ jakikolwiek gdy je stawiono po za obrębem jej tak zwanych decyzii.

Składając pod sąd opinii publicznej skargi narodu podległego rządowi gminowładnemu, przewidujemy wcześnie, że zupełny brak działalności najcelniejszej władzy w takim kraju, to jest władzy prawodawczej, słusznie nie jednego z czytelników zadziwi i uderzy; uprzedzając przeto wszelkie wnioski, z spostrzeżenia tego wyniknąć mogące, celem zapobieżenia, ażeby milczenie i zupełna otrętwiałość władzy podobnej na stan rzeczy w kraju, nie były tłómaczone w sposób mniej korzystny dla obywateli jego, albo, co gorsza, nie były uważane za ich sankcią obecnego porządku rzeczy, widzimy potrzebę objaśnienia tu, choć w ogólnym rysie, jak dalece znakomitą tę władzę umiano wyzuć ze wszystkich do niej należących attrybucii i prerogatyw, w jakim stosunku przyznanym jej został głos w sprawach krajowych, i dla czego od początku istnienia kraju, w coraz to rosnącej progressii aż do obecnej chwili, lgnęła w głąb sceny, na której główną powinnaby odegrywać rolę.

Komissia organizacyjna, w mechanizmie rządu przez nią organizowanego miała zadanie, urządzić głównie trzy władze: prawodawczą, wykonawczą i sądową. Urządzenie władz tych

wszystkich, zdaje się że powinno było być dopełnionem pod wpływem i po zasięgnieniu przynajmniej opinii władzy prawodawczej. Taką drogę postępowania wskazywał rozum i naturalny stosunek władz tych między sobą. Komissia organizacyjna postąpiła sobie jednakże zupełnie przeciwnie, nominowała wprzódy administracią i sądownictwo, a dopiero tak zkompletowanym władzom poleciła zaprojektowanie sobie samym form postępowania swego, i projekta przez nie przedstawione bez zmiany sankcionowała. Co się zaś tyczy prawideł postępowania dla władzy prawodawczej, to jest, dla władzy mającej kontrolować i administracią i sądownictwo, i będącej ich naturalnym sędzią, zaprojektowanie ich poleciła Senatowi, a zatem władzy *mającej być kontrolowaną*. Że formy te, przez tak interesowaną stronę projektowane, nie bardzo musiały sprzyjać wolnemu używaniu prerogatyw władzy, której postępowanie jakoby urządzały; że się pod ich zasłoną wcisnąć musiały i rzeczywiście wcisnęły całkiem nowe definicie attrybucii reprezentacii, definiciom wypływającym z Konstytucii zupełnie przeciwne; że jednem słowem, funkcie i wpływ Izby, na drodze przepisania im form takowych, zostały całkowicie zneutralizowanen.i, uwierzyć łatwo przyjdzie, gdy zważymy, że formy te projektował Senat, nie mający bardzo jasnego wyobrażenia o stanowisku jakie w rożdziale władz rządu Konstytucyjnego zajmować był winien. Chciwy władzy, chociaż jej użyć nie umiejący, lękający się zaś i zazdrosny prerogatyw reprezentacii, w których pełnem wykonaniu upatrywał ujmę własnej władzy i powagi, pragnący przytem korzystać z wydarzającej się sposobności, by wykonanie attrybucii, których wprost zaprzeczyć nie mógł, na drodze przepisania im form podobnych, bezskutecznem uczynić; gdy dalej zważymy, że projekt z takiego pochodzący źrzódła sankcionowała władza złożona z ludzi, których pochodzenie, nawyknienia, wyobrażenia i skłonności, nie bardzo zapewne sprzyjały udziałowi obywateli w sprawach, jak je nazywali rzą-

dowych. Statut więc postępowania zgromadzenia reprezentantów postanowiony za wpływem władz zgromadzeniu temu tak mało przychylnych, że musiał ograniczać jego wpływ, działalność i powagę, samo się przez się rozumie; a okoliczność, że sama reprezentacia, żadnego przy stanowieniu jego nie miała głosu, że przepisy jego, opinii jej nawet poddane nie były, żadnej pod tym względem niedozwala mieć wątpliwości. Izba albowiem reprezentantów wtedy dopiero zwołaną została, gdy Statuta postępowania Senatu, sądownictwa i jej własnego, stanowczo przez Komissią organizacyjną w prawo obowiązujące zamienione i jako takie ogłoszone zostały; początkowe zaś jej usiłowania wyjednania zmiany przepisów Statutu dla niej postanowionego, Konstytucii widocznie ubliżających, a nawet pomiędzy sobą sprzecznych, oddalonemi zostały krótkiem oświadczeniem Komissii organizacyjnej, że Statut jej postępowania może być tylko przedmiotem zastosowania się do niego, ale nigdy jej uwag, a tem mniej rozbioru. [1] Lecz pogwałcenie wszystkich attrybucij władzy prawodawczej udowodni, jaśniej od wszelkiego rozumowania, treściwe porównanie celniejszych przepisów Statutu urządzającego zgromadzenia polityczne, z osnową Konstytucii Traktatem Wiedeńskim nadanej. Art. X. Konstytucii wspomnionej, przyznawał zgromadzeniu reprezentantów: 1° Wszystkie attrybucie władzy prawodawczej; 2° Kontrolę rachunków z zarządu grosza publicznego; 3° Prawo stanowienia Budżetu przychodów i wydatków; 4° Prawo oskarzania urzędników publicznych i oddawania ich pod sąd sejmowy. Były to więc attrybucie nie małe, i Izba reprezentantów zostawiona przy pełnem ich używaniu, zapewnionym miała wpływ przeważny na sprawy krajowe, i mogła w przyszłości interwencią swoją nie jedno złe naprawić, wiele zaś dobrego początkować.

[1] Postanowienie Komissii Organizacyjnej, z d. 2 Grudnia 1817. Ob. Dokumenta, n. II.

Statut jednakże dla niej przepisany, wyzuwał ją ze wszystkich prawie wyżej wymienionych attrybucij. Co do 1° : w ogólnem przyznaniu wszystkich prerogatyw i attrybucij władzy prawodawczej, mieściło się prawo modyfikacii projektów do praw, przez Senat wniesionych; kontroli najwyższej nad wykonaniem praw wszelkich, sądu wreszcie o stanie, położeniu i potrzebach kraju; przytem, władzy, posiadającej wszystkie attrybucie prawodawcze, nie może być zapewne zaprzeczone prawo czynienia przedstawień, czyli, ściślej biorąc, petycij, gdzie i do kogo z niemi adresować się postanowi. Statut U. Z. P. zaprzeczał wprost Izbie prawa używania powyższych attrybucij. Artykuł 124. zabraniał jej *czynić modyfikacie* w projektach przez Senat początkowanych. Artykuły 127, 128 i 129 przepisywały, że wnioski reprezentantów nie będą mogły być przedmiotem decyzii Izby tylko zai inciatywą Senatu, czyli, jaśniej mówiąc, przepisywały, *że Izbie nie wolno będzie zastanawiać się nad postępowaniem Senatu tylko za pozwoleniem samego Senatu.* Art. 107 przepisywał że zdanie sprawy o stanie kraju Izbie przez Senat składane nie ma innego celu, ani może mieć innego skutku, jak tylko *żeby było złożone na stole prezydującego i do druku podane;* wreszcie w celu ograniczenia Izby w używaniu nawet prawa petycii, dla zapobieżenia zapewne, by Izba, bez zezwolenia i wiedzy Senatu, niesolicytowała kiedy u kogo zmiany urządzeń Komissii organizacyjnej, Komissia ta decyzią swoją z d. 6 Marca 1818 wydaną, jako *dodatek* do Statutu, postanowiła : że zgromadzenie reprezentantów *nie będzie mogło korrespondować z nikim tylko z Senatem, tudzież że wszelkie jego petycie lub adressa do kogobądź, tylko za pośrzednictwem Senatu, przesyłane być mają.* Co do 2° przyznając Izbie prawo słuchania Senatu rachunków, Konstytucia przyznawała jej razem i władzę decydowania o ich rzetelności, a z władzy tej wynikało naturalnie, że w razie udowodnienia nierzetelności rachunków, deficit skarbu przez administracią wynagrodzonym być był powinien. Arty-

kuł 134. Statutu nadawał jednak prawu temu inne znaczenie i inne jego określał skutki. — Artykuł bowiem ten stanowił wyraźnie, *że celem składania rachunków przez Senat, jest przekonanie Izby, że Senat wydał dochody publiczne i że kassy są próżne.* Artykuł zaś 135, Kontroli rachunków jeszcze dziwniejszy przeznaczał skutek, to jest: że rachunki przez Izbę zrewidowane, *mają być Senatowi odesłane ze stosownemi uwagami;* lecz jakie następności płynęły z tych uwag, jakie obowiązki były Senatu w tej mierze; o tem Statut przemilczał zupełnie. — Co do 3°, Konstytucia przyznała Izbie wyraźne prawo stanowienia budżetu przychodów i wydatków, Artykuł 117 Statutu, niesłychaną prawa tego zawierał definicią: wedle niego *dochody publiczne nie były częścią Budżetu* (?) ale były *prawami skarbowemi* (?); przez prawo zaś stanowienia Budżetu, miało się rozumieć *prawo użycia* tychże dochodów na *potrzeby publiczne.* W skutek więc tak nadzwyczajnego rozdziału, prawo stanowienia samodzielnie o ciężarach czyli podatkach publicznych, Izbie odjętem zostało, bo zmiana tych, uznanych *prawami skarbowemi*, jako *zmiana prawa* wedle Artykułu 13 Konstytucii nie mogła nastąpić tylko za iniciatywą Senatu. Wszakże nie długo tylko zostawiono Izbę reprezentantów w używaniu i drugiej połowy przyznanego jej prawa, to jest: stanowienia przynajmniej o wydatkach publicznych. Na Sejmach, w latach 1816 i 1817, pozwoliła sobie Izba użyć prawa tego, nie zupełnie po myśli Senatu i Komissii organizacyjnej. Funkcionariusze publiczni, i ci wszyscy którym Komissia organizacyjna wysokie na Budżecie powydzielała pensie, [1] zaczęli się lękać by Izba, jeżeliby zostawioną była w pełnem używaniu prawa stanowienia o wydatkach, nie zmodyfikowała w przyszłości posiadanych przez nich dochodów, dochodów, z których niektóre pozakupy-

[1] Pierwszy budżet przychodów i wydatków stanowiła Komissia Organizacyjna.

wane były ; okoliczności więc te, i podobna obawa skłoniły Senat i Komissią organizacyjną, iż poczęli przemyślać nad nowem ograniczeniem praw Izby, w tej mierze. *Na zaskarżenie więc Senatu*, Komissia organizacyjna nieufając znać własnej władzy, w nadziei zapewne, że jej propozycia zyska jednomyślną sankcią trzech Dworów protegujących, uczyniła stosowne do nich przedstawienie, i zażądała aby Dwory orzekły, iż pierwszy Budżet przychodów i wydatków przez Komissią organizacyjną postanowiony, uważany ma być za stojące prawo, tudzież że go Izba reprezentantów *w żadnym wypadku zmniejszyć* nie będzie mogła. Skutek jednakże nie odpowiedział oczekiwaniom Komissii organizacyjnej. Trzy Dwory protegujące przystąpiły jednomyślnie do deklaracii Cesarza Alexandra, jaką jej, w odpowiedzi na jej przedstawienie, udzielił, [1] a deklaracia ta zaciągnięta w protokół Komissii organizacyjnej, komunikowana Senatowi z polecenia Ministra Sekretarza Stanu Królestwa Polskiego, zdawała się zabezpieczać na zawsze prerogatywę władzy prawodawczej pod tym względem. Nie tak jednakże chciało mieć przeznaczenie; Komissia organizacyjna oblężona reklamaciami osób interesowanych, o których wyżej wspomnieliśmy, przewidując że Izba zaraz po jej odjezdzie zajmie się głównie zmniejszaniem Budżetu wydatków, celem zapobieżenia temu, poświęciła najważniejszą attrybucią narodu interesowi kilku ludzi, naraziła się nawet na odpowiedzialność, i mimo wyraźnej i dążeniom jej zupełnie przeciwnej deklaracii trzech Dworów protegujących, dwoma postanowieniami swemi wydanemi w postaci dodatków do Statutu, orzekła : 1° Iż Budżet wydatków przez nią postanowiony, uważany być ma *jako prawo stojące i niezmienne;* 2° Iż w stanowieniu Budżetu wydatków Izba nie będzie mocną czynić żadnych modyfikacii, *ani szczegułów jego po-*

[1] Patrz wyciąg z Protokółu Posiedzeń Komissii Organizacyjnej, obejmujący oświadczenie Alexandra. Ob. Dokumenta, n. III.

większać lub pomniejszać bez iniciatywy Senatu. [1] W skutku więc tego wszystkiego, prawo stanowienia Budżetu, Konstytucią w całości Izbie przyznane, Statutem w połowie odjęte, znalazło się na drodze dodatkowych postanowień w drugiej swej połowie ograniczonem do stopnia, iż Izbie wzbronionem było *stanowić uawet o wydatkach kraju*, pomniejszać pensie, etc., etc., tylko w przypadku niepodobnym do przypusczenia, *gdyby na to pozwolili sami wydatkami administrujący i pensie pobierający;* co, wyznać trzeba, dotąd się jescze w kraju naszym niewydarzyło. Co do 4° nareszcie, to jest, co do prawa oskarżania i sądu urzędników publicznych, przyznanego Konstytucią szczególnym członkom reprezentacii, Komissia organizacyjna niepoprzestała na prostem odjęciu reprezentacii prawa tego, ale znowu za pośrzednictwem Statutu, do gwałtu wyrządzonego attrybucii, dołączyła poniżenie władzy attrybucii tej używać mającej, tak właśnie jakby jej na tem zupełnie zależało, żeby Statut U. Z. P. nie zostawił nic w całości, co tylko własnością reprezentacii być mogło, ani jej prerogatyw, ani znaczenia, ani nawet powagi i konsyderacii u narodu. Artykuł 139. Statutu wymagał dwie trzecie części głosów, do uznania oskarzenia ważnem, i do oddania obwinionego pod sąd. Artykuł 157, stanowił, iż w razie gdyby Izba, w braku powyższej większości głosów, nie uznała oskarzenia słusznem, i obwinionego od sądu uwolniła, tak uwolniony będzie miał prawo pociągnienia skarżącego go członka reprezentacii jako potwarcę, do odpowiedzialności pod sąd kryminalny. Przepis więc ten Statutu, prawo oskarżenia służące Izbie, redukował do prawa prostej denunciacii, służącego każdemu ; a gdy zyskanie większości głosów, Artykułem 139 wymaganej, było, w kraju tak małym, gdzie wszyscy pomiędzy sobą tysiącznemi połączeni związkami, rzeczą

[1] Dwa postanowienia Komissii Organizacyjnej : pierwsze z dnia 10 Lipca 1818, drugie z dnia 31 Lipca 1818. Ob. Dokumenta, n. IV i V.

bardzo problematyczną, zastrzeżone zaś Artykułem 157 skutki prowadziły, w razie odrzucenia oskarżenia, do kryminału; przewidzieć można było, że członkowie reprezentacii mimo najlepszych chęci i oczywistych dowodów nadużycia, nie będą się kwapić z użyciem prerogatywy, której skutek dla rzeczy publicznej bardzo był wątpliwym, dla nich zaś samych bardzo mógł być nieprzyjemnym.

Tak smutny los spotkał wszystkie attrybucie władzy, która sama jedna w przyszłości mogła była złagodzić, choć w części zgubne skutki zapomnienia, z jakiem Komissia organizacyjna traktowała kwestie, dotyczące materialnych interesów kraju, a to zaprowadzeniem i reformą dotyczących ustaw i surową nad ich wykonaniem kontrolą. Nie wspominamy tu bynajmniej o innych mniej ważnych prerogatywach wspomnionej władzy, bo się samo przez się rozumie, że organizacia której otwartą dążnością było poniżenie reprezentacii i odjęcie jej wszelkiej władzy, nie zostawiła przy Izbie nic takiego, coby jej wpływ jakikolwiek, choćby tylko pośrzedni, a nawet czyście moralny, w organizacii nowego rządu zapewnić mogło. Przepis wkładający na nią obowiązek wybrania prezydującego tylko z pomiędzy członków Senatu; zakaz rozbioru Konstytucii i czynienia wniosków do jej zmiany; oddanie diariusza czynności Sejmowych pod cenzurę Senatu, i niezliczony szereg innych prawideł któremi Statut U.Z.P.był napełniony, wymierzonemi były nie tyle przeciw brzmieniu Konstytucii, ile przeciw jej duchowi; ubliżały nie tyle jej szczególnym zasadom, ile ogólnym zasadom Demokracii, gdy redukowały do nicości najcelniejszą jej władzę, bo Reprezentacią Narodu. Statut U. Z. P.roztrzygnął stanowczo kwestią przyszłego stanowiska władzy prawodawczej w naszym kraju: władza ta, od chwili postanowienia go i zamienienia w prawo, przestała być częścią rządu, i zamieniła się w powolny instrument dążeń Senatu, który, w składzie swoim wyżej przez nas opisanym, uzbrojony mnóstwem tak zwanych organicznych

ustaw, przez siebie zaprojektowanych, i wszelką władzę w nieudolne jego ręce przenoszących, wolny od wszelkiej odpowiedzialności, od wszelkiego sądu i od wszelkiej kontroli, zapowiadał już w ówczas krajowi, albo panowanie niedołężnej oligarchii kilku, jeśliby więcej ambitni i władzy chciwi, widoki swoje, na drodze otwartego gwałtu przeprowadzić chcieli, — albo też rodzaj Theokracii zewnętrznego wpływu, jeśliby w członkach takiego Rządu wynalazł instrumenta swej woli, nie mające żadnego wyobrażenia o prawach krajowych i obowiązkach jakie na nich wkładały, ale znające za to dokładnie interes własny i osobiste korzyści, gotowe przytem sprzedać i zdradzić *pierwsze* każdemu, ktoby im tylko *drugie*, choćby wreszcie na mniej legalnej drodze, zapewnić umiał.

W takim więc duchu nieodpowiadającym bynajmniej zamiarom Mocarstw kontraktujących w roku 1815, dopełnioną została organizacia kraju Wolnego Miasta Krakowa. Skreśliliśmy ją tu tylko pod względem celniejszych kwestij, dotyczących lub materialnych interesów kraju, lub też równowagi jaka w organizmie części rządu jego utrzymaną być była powinna; lecz rys ten, dostateczną, jak mniemamy, nastręczać powinien podziałkę do przemierzenia całego dzieła Komissii organizacyjnej, byśmy mieli potrzebę wdawać się w szczegółowy rozbiór jego. Kraj, którego pozbawiono wszystkich srzodków materialnego utrzymania, którego celny Instytut należący do ich liczby, ogołocono z majątku i urządzono w sposób prowadzący do gorszących z władzą rządową swarów, obok ograniczenia jego działalności do samej populacii tak małego kawałka ziemi, którego celną władzę, obowiązaną strzedz ustaw i interesów publicznych, wywyzuto ze wszystkich attrybucij będących podstawą jej działalności, odsunięto od wszelkiego na sprawę publiczną wpływu, poniżono w opinii publicznej i zamieniono w wystawne narzędzie nieprzyjaznej dobru ogólnemu woli, którego prawodawstwo zarzucono mnóstwem ustaw niewytrawionych, pomiędzy sobą

sprzecznych, prawu zasadniczemu ubliżających, i pisanych pod wpływem interesów osobistych i w oczywistym celu zasłonienia jego korzyści przeciw reformom, jakichby potrzebę, mądre gospodarstwo krajowe w przyszłości wskazać mogło; kraj nareszcie, którego urządzenie podobne, uznano za jego stan normalny, żadnej zmianie, choćby w najmniejszym szczególe, uledz niemogący,[1] że niemógł wewnątrz zakwitnąć, że niemógł postąpić na drodze udoskonalenia porządku publicznego, na jakiej wszystkie inne kraje, tak olbrzymim, z każdym dniem, posuwają się krokiem, zdaje się, że żadnej niemoże podpadać wątpliwości, i dziwić się raczej wypada, że skazany na ofiarę podobnego stanu rzeczy, zdołał aż do tej chwili przewlec nędzną exystencią swoją; tudzież że w dwudziesto-pięcio-letnim jej okresie, mimo że wszędzieindziej okres ten jest naznaczony burzą i wstrząśnieniami, niechęć szczególnych i kłopot, w jakim się byt prywatny każdego znajdował, nie połączyły się w głos jeden, w jedno usiłowanie, niezamieniły się w czynną manifestacią rozdrażnienia publicznego i historii kraju tego nie nacechowały jakim tragicznym ustępem, który w obec jej sądu, ze względu na ciężkie krzywdy jakich doznawał, znalazłby zapewne niejakie usprawiedliwienie.

Stawiwszy w ten sposób obraz praktycznych rezultatów, jakie spłynęły z organizacii W. M. Krakowa w podobny sposób dopełnionej, nie podobna nam jest przemilczeć o jej moralnych skutkach równie ważnych i opłakanych, jeśli zważymy, że wpływ ich panuje aż do tej chwili prowadzeniu się publicznemu tak władz kraju jak i wszystkich jego mieszkańców bez różnicy. Przez skutki moralne organizacii Krakowa rozumiemy wiarę polityczną, jaką postępowanie Komissii organizacyjnej zaszczepiło pomiędzy nami, a która następnym usiłowaniom ograniczenia jescze swobód naszych, i tak już w owym czasie scieśnio-

[1] Postanowienie Komissii Organizacyjnej, z d. 6. Marca 1818 r.

nych, znakomicie idąc w pomoc, była i jest główną przyczyną, że usiłowania te, tak łatwo podejmowane i tak pomyślnym skutkiem zawsze uwieńczane były. Organizacia Wolnego Miasta Krakowa zdarła z aktów Kongresu Wiedeńskiego ową sakrę nietykalności, jaką początkowo w mniemaniu powszechnem otoczonemi były. Organizacia ta przekonała obywateli Krakowskich, że nie ma prawa tak świętego, ani umowy tak uroczystej, którychby interes własny niezdołał sobie uczynić służebnemi, jeżeli tylko potrafi ująć sobie na tej lub owej drodze tłómaczów pierwszego lub drugiego. W oczach ich najsolenniejsze zaręczenia, najuroczysciej przyznane prawa, naruszonemi i pominiętemi zostały, nie w interesie ogólnym, ani na wymaganie jakiejkolwiek nieuniknionej potrzeby, ale po prostu, w interesie ludzi, których zmiana polityczna zastała w prowizoryjnym posiadaniu urzędów lub korzyści, i którzy mimo nieudolności do sprawowania pierwszych, mimo braku tytułów do pobierania drugich, przy jednych i drugich utrzymanemi być pragnęli, i w prawodawcach, zesłanych do organizacii kraju w interesie ogólnym, umieli znaleźć stronnych, ale wiele mogących protektorów własnych swoich dążeń. Lecz co najwięcej bałamuciło sąd publiczny, przy ocenieniu jak należy tych wszystkich fenomenów, była okoliczność, że postępowanie podobne odbywało się zawsze jawnie i oparte było na woli trzech protegujących Dworów. W imieniu więc tej samej powagi, której obowiązkiem było przestrzegać całości swobód Miastu Wolnemu nadanych, mieszkańcy jego widzieli codziennie swobody te naruszanemi i ograniczanemi, i nic dziwnego, że w obec takich dowodów, wiara ich w świętość i nietykalność prawa słabnęła coraz to bardziej; natomiast zaś powstawała i upowszechniała się nowa, w świętość i nieomylność *woli* trzech protegujących Dworów. Z tych pierwszych wrażeń niezaniedbali korzystać i korzystają dotąd wszyscy, którzy kolejno znajdują się w potrzebie naruszenia lub zmienienia stojącego prawa w interesie swej własnej korzyści

lub władzy. Niezaniedbują oni niczego, coby mieszkańców Miasta Krakowa w nowej tej wierze utwierdzić, dawną zaś z ich pamięci wygładzić mogło, i usiłowania ich, nie można powiedzieć tylko że, najszczęśliwszym uwieńczone zostały skutkiem. Gdy Naród Krakowski, jego władze i większa część jego pojedynczych mieszkańcow, przestali powoli wierzyć, i niewierzą dziś prawie, żeby im jakiekolwiek prawa służyć miały, odwołać się do nich niemają odwagi i zwątpili aby ich byt i instytucie miały się znajdować pod gwarancią Europejskiego przymierza, ale upatrując jedynie zrzódło praw i swobód swoich w owej woli trzech protegujących Dworów, poddają się bez oporu wymaganiom każdego, kto tylko ma dosyć odwagi i śmiałości przemówienia do nich urzędownie w jej imieniu.

Podobna więc organizacia W. M. Krakowa, zamiast dobroczynnych skutków, jakie za sobą pociągnąć była winna, stała się prawdziwą klęską kraju tego, klęska zaś ta była tem cięższą i więcej niepowetowaną, im mniej kraj tak mały nastręczać mógł rządowi i prywatnym resursów do powetowania szkód z niej wynikłych, na innej oddzielnej drodze. Smutne też jej skutki nie długo objawiać się poczęły. — Po odjeździe Komissii organizacyjnej (w r. 1818), z razu nie przewidziane, okazały się one w całej rozciągłości, a to w miarę jak z jednej, strony szczególne przedsięwzięcia prywatnych znajdowały tamę w zupełnym braku ustaw regulujących stosunki handlowe i komunikacyjne z ościennemi państwami, z drugiej zaś, usiłowania Rządu wprowadzenia w wykonanie pozostawionych przez Komissią organizacyjną Statutów, napotykały na nieprzebyte trudności w ich brzmieniu i niezgodzie.

Pod względem pierwszym : Mieszkańcy Wolnego Miasta Krakowa przekonali sie rychło, że im się wszelkiego handlu, wszelkiego przedsiębierstwa przemysłowego wyrzec stanowczo należy ; a doświadczenie codziennie uczyło ich wymownie, że pod tym względem ani systematowi prohibicyjnemu Państw ościen-

nych sprostać, ani konkurrencii zagranicznego przemysłu, na miejscu, bez zupełnej siebie ruiny, wytrzymać niebędą zdolni; a gdy zaradzenie podobnemu stanowi rzeczy było już wówczas niepodobieństwem, gdy przedstawienia czynione w tej mierze miejscowemu Rządowi były bezskuteczne o tyle, o ile rząd ten okazywał wstrętu, wznawiania za granicą kwestij, które organizacia stanowczo roztrzygnąć była powinna, jednakże wcale nie roztrzygnęła; nic dziwnego że każdy z mieszkańców Miasta Krakowa poddając się z rezygnacią niecofnionemu, jak się zdawało, przeznaczeniu swemu, począł jednakże przemyślać, czyliby straty na jakie go narażał nowy stan rzeczy, nie dały się wynagrodzić na innej jakiej drodze, tudzież czyliby w tym samym stanie rzeczy niemożna wynaleźć srzodka takowego wynagrodzenia? I w samej rzeczy, Ustawy któremi Komissia organizacyjna obdarowała kraj Wolnego Miasta Krakowa, zdawały się mieszkańcom jego nastręczać srzodek takowy: Komissia organizacyjna rozwijając Konstytucią postanowiła, iż do lat sześciu od ogłoszenia Konstytucii, kwalifikacie do sprawowania urzędów, Artykułem XIX. przepisane, będą zawieszone; tudzież że przez przeciąg czasu tego, każdy umiejący czytać i pisać będzie mógł być Senatorem, Sędzią, lub Reprezentantem, jeżeli na który z tych urzędów przez właściwą władzę wybranym zostanie. Zwolnienie to obudziło naturalnie w zamożniejszej klassie mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa, klassie, któraby w innym stanie rzeczy poświęciła się była zupełnie handlowi i przemysłowi, żądzę urzędowania, kiedy ją tak łatwo zaspokoić można było. Starania więc o urzęda Senatorów i Sędziów zastąpiło inne przemysłowe przedsiębierstwo w Krakowie; urzędowanie publiczne stało się spekulacią której poświęcano czas, i dla której nie małe podejmowano wydatki; a jeżeli podobny kierunek ducha i zabiegów klass wszystkich świadczył tylko jak ograniczonem musiało być pole wszystkich przedsiębierstw, jeżeli zabiegi podobne czyniły uszczerbek moralności

publicznej, mnożąc tentacie zaspokajane nie zawsze bardzo godziwemi srzodkami, odwracając przytem, uwagę szczególnego obywatela od interesów więcej ogólnych, nierównie znakomitszą zrządziły szkodę zniszczeniem reszty powagi i odwróceniem od przeznaczenia swego, najcelniejszej w kraju władzy, jaką była być powinna Izba Reprezentantów. Od Izby albowiem Reprezentantów zależał wybór na urzęda wakujące, i wnet ujrzała się być oblężoną od zgrai solicytantów, wciągnioną w ruch ogólny, skazaną na zaspokojenie szału urzędowania który opanował wszystkich chęci i umysły, a tem samem strąconą ze sczytnego stanowiska prawodawcy krajowego, i zamienioną na giełdę spekulacii nowego rodzaju, na sprosne targowisko haniebnej frymarki urzędowaniem publicznem. Zdegradowana w ten sposób niemogła więcej, choćby jej nawet wolno było, zatrudniać się rzeczą publiczną, i nigdy się też prawie więcej nią niezatrudniała.

Pod względem drugim : Rząd Wolnego Miasta Krakowa, czyli Senat jego, skazanym był nie długo na spożycie gorzkich owoców organizacii, której sam był po części spół-autorem, w ogóle zaś dosyć obojętnym świadkiem. Kollizie pomiędzy nim a władzami, przez Komissią organizacyjną potworzonemi i uwolnionemi od wszelkiej względnie niego zawisłości, wywołał pierwszy zaraz wypadek wymagający ich łącznego działania. Władze policyjne aresztowały, w r. 1820, dwóch uczniów Gimnazium, schwytanych na gorącym prawie uczynku kradzieży. Rektor, do którego, w moc Statutu Uniwersyteckiego, należał sąd i postępowanie w przypadkach podobnych, chciwy korzystania z wydarzonej sposobności, by upokorzyć Rząd, a głównie jego naczelnika, którego osobistym był niepzzyjacielem, wdanie się władz policyjnych wziął za obrazę praw swoich i uznał być gwałtem Statutów Akademickich, oświadczył się przytem głośno z oppozycią postępowaniu takiemu. — Sąd ten naczelnika swego, pochwyciła niebawem młodzież Akade-

micka, przylgnęła do niej i do czynu zachęciła. Zebrała się więc tłumnie przed domem więzienia, a gdy jej wydania aresztowanych odmówiono, gwałtem ich uwolniła. — Oprócz tego zachęcona powodzeniem, a może nawet podniecona przez Rektora, uderzyła w nocy na mieszkanie Intendenta policii, i, nieznalazłszy go, meble i okna w domu jego zniszczyła; wypadek taki zagrażający bezpieczeństwu publicznemu, obudził nareszcie Rząd z letargu. Senat począł bliżej przeglądać przepisy statutu Akademickiego, i znalazł z zadziwieniem, że wedle nich Szkoły i Uniwersytet są w samej rzeczy wyjęte z pod jego nadzoru i Jurysdykcii! We dwa lata więc po zaprowadzeniu Statutu Uniwersyteckiego, pokazała się potrzeba zaprowadzenia w nim zmian radykalnych, a gdy droga legalna zaprowadzenia zmian takowych, za pośrzednictwem Izby Reprezentantów, zdawała się być Senatowi niebezpieczną i powadze jego uwłaczającą; gdy zaprzeczywszy poprzednio Izbie wszelkiej a wszelkiej władzy w zmianie statutów organicznych, dziś jej takowej, mimo kłopotu w jakim się znajdował, przyznać na nowo niechciał i mniemał być upokorzeniem; gdy przytem, pomimo, że krok takowy naglące wówczas okoliczności byłyby usprawiedliwiły, zmiany tej samodzielnie zaprowadzić niemiał dość odwagi,— powziął zgubne i na zawsze opłakane postanowienie wywołania tej sprawy po zagranicę kraju, i oddania jej pod sąd trzech protegujących Dworów.

Krok ten Senatu, którym, w imieniu kraju, zrzekał się niepodległości i samodzielności rządu jego, jest Epoką od której datuje się ciągła interwencia trzech Dworów protegujących w sprawy wewnętrzne krajowe; interwencia coraz to ogólniejsza, coraz to mniejszych szczegółów dotycząca, zamieniona wreszcie w władzę nieustającą i rządzącą. Dwory protegujące pospieszyły z przyjęciem ofiarowanego im wówczas pośrzednictwa między Akademią a Rządem; z pośrzedników jednakże stały się niedługo *arbitrami* w tej i innych sprawach miejscowych. Za-

prowadzone zrazu prowizoryjne urządzenie Uniwersytetu przyznawało wprawdzie Rządowi wpływ nie mały na bieg rzeczy wspomnionego Zakładu; lecz ostateczny wyrok zagranicznego Trybunału, omylił nadzieje odwołujących się, i zamiast potępić osoby i nadużycia, potępił samą Instytucią i zakwestionował jej cele; obok znakomitego pogorszenia stanowiska rządu miejscowego, jakie względnie niej zajmował i w przyszłości zajmować był powinien. Dwory albowiem protegujące upatrzyły w szkolnej swawoli studentów Krakowskich tego samego ducha demagogii i politycznych tendencii, jaki się podówczas właśnie objawiać począł w Niemieckich Uniwersytetach, jaki się posunął do czynu w Neapolu, Turynie i na wyspie Leon—nad stłumieniem wreszcie którego naradzano się prawie wtedy na Kongresach w Karlsbadzie, Laybach i w Weronie. Doniesienia odebrane z Krakowa i wyznanie ówczesnego Rządu, iż się nie czuje być dość mocnym zaradzić w przyszłości podobnym excessom, uczyniły przyzwoite wrażenie; postanowiono przeto zająć się nowem urządzeniem Uniwersytetu Krakowskiego; a że urządzenie to niemogło nastąpić jak tylko w duchu ograniczeń, jaki przewodniczył podówczas wszystkim postanowieniom Mocarstw Europejskich pierwszego rzędu, samo się przez się rozumie. W sześć lat od daty odwołania się Senatu do decyzii trzech protegujących Dworów, (w r. 1826.) Uniwersytet Krakowski odebrał nowy statut, w moc którego znalazł się być oddanym w kuratelę sprawowaną przez Pułkownika adjutanta Cesarza Rossyjskiego [1] urzędującego z tytułem Kuratora. Zbyteczną rzeczą byłoby, zdaje się, chcieć przekonywać że nowy statut niewynagradzał w niczem niedostatków i błędów dawnego. O majątku Uniwersytetu i jego przywilejach panowało w nim to samo milczenie co i w dawnym; o wolności przyznanej młodzieży

[1] Pierwszym i ostatnim Kuratorem Uniwersytetu Jagiellońskiego był Hr. Józef Załuski, adjutant Cesarza Rossyjskiego.

zagranicznej uczęszczania do niego na nauki, żadnej w nim nie było wzmianki; niezawisłość nawet Uniwersytetu od miejscowego Rządu, tak pod względem wewnętrznego zarządu zakładu, jak i pod względem planu i tendencii dawanych w nim nauk, pozostawała utrzymaną wedle przepisów dawnego statutu; lecz zato w miejsce wszechwładnego niegdyś Rektora, rządził nim teraz wszechwładny Kurator, o tyle absolutny i niepodległy, o ile z pewnością rachować można było, że Rząd miejscowy przez wzgląd na jego pochodzenie, nominacią i bezpośrzednie związki z jednym z trzech protegujących Dworów, nieodważy się, w zdarzonym wypadku, użyć przeciw niemu nawet tego środka, jakiego użył względem dawnego Rektora, tojest : zaskarzyć jego nadużycia przed trzema protegującemi Dworami. Godna jednakże uwagi, że lubo nadzor nad sprawowaniem się Uniwersytetu, oddanym był, wedle nowych urządzeń, w ręce oczywiście Dworu Rossyjskiego, zakazy pobierania w nim nauk przez młodzież Król. Polskiego, nie tylko zwolnionemi niebyły, ale owszem znakomicie obostrzonemi zostały.

Lecz nie na samej zmianie urządzenia Uniwersytetu ograniczały się skutki interwencii trzech Dworów protegujących wywywołanej przez Rząd miejscowy. Interwencia, o której mowa, niepoprzestała na tem jednem zwycięztwie, i historia jej jest, od tej chwili, historią zarazem W. M. Krakowa. Ograniczająca się w r. 1820 i 1826. do urządzenia szczególnego tylko Instytutu w kraju, wystąpiła w r. 1828. w innym charakterze, a skutki wystąpienia tego obaliły tą razą z gruntu wszystkie prawne zasady porządku publicznego w tym kraju. Zgromadzona w roku 1827. Izba Reprezentantów miała się zająć wyborem Prezesa Senatu na następne trzy lata. Dotychczasowy Prezes, potwierdzony przez tęż samą Izbę po trzykroć w urzędowaniu swojem, słabą tylko tą razą mógł mieć nadzieję utrzymania się przy dostojności naczelnika Rządu. Nieprzychylnym mu i niechętnym udało się, za pomocą środków, których rozbiór niemoże

być przedmiotem niniejszego pisma, odwrócić od niego chęci i przychylne wota Reprezentantów, a skutek uwieńczył tą razą ich usiłowania, i spółzawodnik jego obrany został większością *jednego* głosu Prezesem Senatu na następne 3. lata. W każdym innym kraju podobny wypadek głosowania przyjętymby był z uszanowaniem, jakie otaczać zwykło postanowienia większości zyskane na legalnej drodze. Lecz w kraju W. M. Krakowa, ochwianą już wówczas była, jak to wyżej wyjaśniliśmy, wiara w świętość i nietykalność prawa, niepoczuwano się więc do powinności szanowania go jak tylko o tyle, o ile jego skutki sprzyjać mogły interesowi lub widokom osób mniemających mieć prawo wynoszenia się nad jego przepisy, a to dla tego, że stanowisko i stosunki jakie w towarzystwie zajmowali, stawiały ich bliżej ucha tłumaczów wszelkiego prawa, zapewniały im przeto na nich wpływ bezpośredni, i ośmielały do kroków, na któreby się, w innem zostając położeniu, pewnie nie byli odważyli. Obok tego rok 1827. był czasem, w którym przykład Rządu, opuszczającego drogę legalną, a używającego do przewiedzenia zamiarów swoich drogi nadzwyczajnej, niezaniedbał wydać przyzwoitych owoców. Z drogą tą oswoił się pomału kraj cały, a namiętność zasmakowała w niej jawnie; bo na tej drodze tylko mogła rachować jeszcze na możność zwycięztwa nad słusznością i prawem, gdy ona tylko przystępna bywa wpływom, którym słuszność i prawa na drodze zwykłej nigdy nie ulegają. Na nieszczęście dotychczasowy Prezes Senatu liczył przychylnych sobie pomiędzy tą właśnie klassą osób, o której co dopiero napomknęliśmy. Widząc więc chęci swe omylone i zamiary zniweczone, zwyciężona i będąca w oczywistej mniejszości, nieukorzyła się jednakże przed wyrokiem większości, i tem mniej okazała chęci wyrzeczenia się nadziei pomyślnego skutku zabiegów swoich, gdy Rezydenci trzech protegujących Dworów, już wówczas, z tytułu zajść akademickich, przeważny wpływ w kraju mający, sprzyjali otwarcie dotychczasowemu Prezesowi, i odsu-

nięcie go od urzędowania, uznawali być głośno aktem nieposłuszeństwa woli najjaśniejszych protektorów; pewna więc ich pomocy i wsparcia niewahała się mniejszość ani chwili nad obraniem drogi, by przewieźć zamiary swoie w Izbie upadłe. Opuściła więc salę obrad Sejmowych, zerwała ich komplet, a nieprzestając jescze na tem, rodzajem Manifestu zaskarżającego większość, złożonego w ręce Rezydentów trzech protegujących Dworów, uroczystą przeciw wyborowi nowego Prezesa zaniosła protestacią. Skutek przekonał nie długo, że mniejszość postępując podobnie nie omyliła się w rachubie swojej. Rezydenci trzech Dworów przyjęli ich protestacią, i popartą ich przychylną opinią, Dworom właściwym przedstawić obowiązali się. Tym czasem poczynili stosowne kroki, by wykonanie spodziewanej decyzii trzech Dworów wcześnie ułatwić. Oznajmili Senatowi urzędownie, że Dwory ich nieuznają nigdy porządku któryby wypływał z niezachowania przepisów Konstytucii. [1] Nowo zaś obranego Prezesa wezwali prywatnie, aby, aż do nadejścia decyzii trzech Dworów, z obięciem urzędowania swego wstrzymał się. [2] Decyzie te nadeszły niebawem, a ogłoszone wkrótce i wykonane przekonały kraj cały, że mu się nie jest wolno rządzić samemu wedle praw nadanych, ale że jest i będzie rządzonym wedle woli trzech protegujących Dworów, opartej na przedstawieniach ich Rezydentów. Dwory protegujące uznały wszystkie czynności zaskarżonego Sejmu za nielegalne, nieważne i niebyłe, [3] tem samem więc unieważniły wybór nowego Prezesa; oświadczyły dalej, że widząc potrzebę, na doświadczeniu opartą, zaprowadzenia w instytuciach publicznych W. M. Krakowa, zmian niektórych, przygotowaniem zmian tych same zająć się

[1] Nota Rezydentów, z dnia 3 Stycznia 1828, adresowana do Senatu.

[2] Wezwania takowego znajdują się piśmienne ślady, które każdego czasu produkowane być mogą.

[3] Nota Rezydentów trzech Dworów protegujących, do Senatu, z dnia 20 Lutego 1828. Dokumenta, n. VI.

postanowiły, tymczasem zaś mieć chcą, aby aż do chwili wprowadzenia zmian tych w wykonanie *status quo* przed rokiem 1827 pozostał w swej mocy; aby, aż do czasu tego, Zgromadzenia Sejmowe zawieszonemi były, ażeby w czasie tym dla zapewnienia porządnego biegu służby administracyjnej i sądowej, Senat mianował zastępców na urzęda od nominacii Izby zawisłe, i był mocen pobierać podatki wedle ostatniego Budżetu. Lecz nie tu koniec osiągnionego wówczas przez mniejszość tryumfu. Dwory protegujące, na przedstawienie swych Rezydentów upoważniły ją oprócz tego do wymierzenia sobie samej satysfakcii na przeciwnikach wotujących nie po jej myśli i woli. Wszystkie postanowienia Sejmowe *lat zeszłych*, dotyczące wyboru Senatorów i Sędziów, oddano rewizii i potwierdzeniu Komitetu złożonego z Prezesa Senatu i dwóch Senatorów *przywiązanych do Konstytucii* (?) których Prezes do składu jego powoła. [1] Komitet ten przyznaną miał władzę epuracyjną, i decyzie jego były ostateczne.

Jakiego rodzaju prawa używały trzy protegujące Dwory, uznając czynności władzy prawodawczej kraju wolnego i niepodległego za nieważne i niebyłe, upoważniając władzę jego wykonawczą do pobierania podatków i nominacii urzędników od wyboru władzy prawodawczej zawisłych, zawieszając cały Naród w używaniu praw politycznych, przyodziewając nakoniec jednę frakcią magistratury wykonawczej w władzę sądzenia o ważności obioru i urzędowania drugiej? Czyli prawo podobne zastrzeżonem było na rzecz ich Traktatem dodatkowym lub też Konstytucią W. M. Krakowa?— Czyli prawo to dało sia wywieźć z obowiązku protekcii politycznej powierzonej trzem Dworom? — Jakie nareszcie, z używania go i wykonywania płynąć musiały skutki dla kraju naszego? Jakie w porządku jego publicznym musiało pociągać za sobą zmiany? — Roztrzygnienie tego

[1] Nota Rezydentów trzech Dworów protegujących do Senatu, z dnia 19 Marca 1828. Dokumenta, n. VII.

wszystkiego tak proste, i skutek tak łatwy do odgadnienia, iż byśmy sobie pewnie niepozwolili zatrudniać nim uwagi publicznej, gdyby nam nie nastręczał nowych i przekonywających dowodów, jak łatwo, wbrew najoczywistszej słuszności i najwyraźniejszemu prawu, udaje się, w kraju naszym, namiętności lub prywatnej zawiści uzyskać przyjazne ich widokom tak zwane decyzie trzech Dworów protegujących, jeżeli tylko umieją sobie ująć i sprawą swoją zainteresować pośrzedników wspomnionych decyzii, to jest Rezydentów Mocarstw protegujących, przy Rządzie W. M. Krakowa akredytowanych. — Że stan publiczny W. M. Krakowa po wprowadzeniu w wykonanie powyższych decyzii, był stanem politycznej restauracii partii *jednej* zwycięzającej *drugą;* że był reakcią, której towarzyszyły zwykłe w podobnych wypadkach, prześladowanie i nadużycia, żadnej zapewne nie może ulegać wątpliwości. Cały Naród skazany był na posłuszeństwo woli jednego i zawieszony w używaniu praw politycznych, i szczęściem jescze nazywać potrzeba, że osoba na której korzyść zaprowadzono podobne interregnum praw wszelkich, wciągniona raczej do ruchu aniżeli mu jakikolwiek popęd dająca, z umiarkowaniem jescze używała przyznanej sobie władzy, że jej ofiarą niepadły prawa neutralnych, ale dosięgła tylko jawnych swych przeciwników. — Skasowano trzech Sędziów, kilku Profesorów Akademii. — Oddalono wreszcie z samego Senatu trzech członków przez poprzednie Sejmy mianowanych. Lecz między temi ostatniemi znajdowali się jescze niektórzy, zasługujący na karę, posiadający wszakże tak legalne tytuły do zatrzymania urzędów, że mimo wszelkiej usilności nie można było znaleźć pozoru do pozbawienia ich piastowanych posad. Przypadek zdarzył że urzędnicy ci byli właścicielami dóbr w Królestwie Polskiem. — Tę więc okoliczność postanowiła użyć przeciw nim, w braku innych zarzutów, i dokazała swego.

Rozgraniczenie kraju dawnego Xięztwa Warszawskiego w r.

1815, zastało mnóstwo obywateli Wolnego Miasta Krakowa posiadaczami nieruchomości w Galicii, Prussach i Królestwie Polskiem.

Artykuł X. Traktatu oddzielnego między Austrią i Rossią; Artykuł zaś XIII. takiegoż Traktatu między Rossią i Prussami, z d. 3 Maja 1815 r. zawartych, zawierały wyraźne przepisy co do obowiązków takowych właścicieli. Zniosły one raz na zawsze przymiot poddanych dwóchkrajowych, a ustanawiały w to miejsce przymiot nowy, właścicieli dwóch-krajowych. Artykułami następnemi naznaczony był termin ostateczny dla właścicieli podobnych, do deklarowania się którego kraju poddanemi być pragną, i orzeczonem było, że właściciel każdy podług tej deklaracii uważanym będzie za poddanego tego Mocarstwa w którego krajach stałe dla siebie obrał zamieszkanie; [1] w skutku więc tak wyraźnego brzmienia Traktatów, Obywatele Wolnego Miasta Krakowa, znajdujący się w tym przypadku, obrali sobie stałe zamieszkanie w kraju Wolnego Miasta; stali się więc tem samem, pomimo iż byli posiadaczami nieruchomości w Królestwie Polskiem, poddanymi wyłącznie Rzeczypospolitej Krakowskiej; w niej przypuszczeni byli do używania praw politycznych, względnie zaś Rządu Królestwa Polskiego byli tylko właścicielami dwóch-krajowymi. Przeciwko więc Obywatelom Miasta Krakowa, w tem położeniu będącym i urzęda w Krakowie sprawiającym, których na innej drodze niemożna było pozbawić posad, Rezydent Rossyjski oświadczył Senatowi za pośrzednictwem noty swej, z dnia 12 Listopada 1828 r.: iż wolą Cesarza jest, ażeby żaden z właścicieli nieruchomości w Królestwie Polskiem, których za poddanych swoich uważa, niesprawował

[1] Cette déclaration le rend pour sa personne et sa famille exclusivement sujet du souverain, dans les états duquel il a fixé son domicile — Traités séparés du 3. Mai 1815. entre la Russie, l'Autriche et la Prusse.—

urzędów publicznych w Krakowie bez jego zezwolenia. [1] Warunek ten połowę Obywateli Wolnego Miasta w używaniu praw politycznych Rzeczypospolitej czynił zawisłymi od pozwolenia Rossii, i ułatwił oddalenie z urzędu kilku jescze osób z partii Prezesowi przeciwnej. Jak zaś daleko naruszał wyraźne brzmienie Traktatu Wiedeńskiego, zamieniając nagle dwie trzecie ludności Krakowskiej, z tytułu posiadanych nieruchomości w Królestwie *w poddanych Rossyjskich*, wziąść można miarę z deklaracij jakie w tym przedmiocie komunikowane były urzędownie ówczesnemu Senatowi ze strony Pruss i Austrii. [2] i [3] Wszakże warunek ten okazał się być, w oczach dwóch ostatnich protegujących Dworów, tak dogodnym środkiem *zapewnienia sobie wpływu na władze Wolnego Miasta Krakowa*, że go adoptowały, mimo czynionych przeciw niemu *poprzednio protestacii*, i zamieściły w Ustawie Konstytucyjnej, w r. 1833 nadanej. [4]

Że epoka czasu upłynionego pomiędzy decyziami trzech Dworów (w r. 1828), zaprowadzającemi provisorium Rządu w Rzeczypospolitej, a zapowiedzianą niemi reorganizacią kraju, (dopełnioną w r. 1833) niemogła być jak tylko epoką Rządów interwencii trzech Dworów, rzeczą jest zupełnie jasną, i samo się przez się rozumie. Rząd wypływający nie z przepisów obowiązującego prawa, ale postonowiony wbrew takowym, z woli trzech protegujących Dworów, że woli tej zupełnie poddanym być musiał, że był obowiązany stosować się do niej, wynikało z naturalnego rzeczy porządku. W rządach tych jednak zaszła

[1] Nota Ces. Ros. Rezydenta z d. 12. Listop. 1828. Patrz Dokumenta, N° VIII.

[2] Nota Cesarza Austriackiego Rezydenta z d. 4. Lutego 1829. — Dokumenta, N° IX.

[3] Nota Króla Pruskiego Rezydenta, z d. 30. Marca 1829. Doknmenta, N° X.

[4] Artykul VI. Konstytucii z r. 1833.

krótka przerwa; była ona skutkiem wypadków zaszłych w Królestwie Polskiem, w r. 1830-31. Wypadki te jako zagraniczne, kraju Wolnego Miasta Krakowa niedotyczą wcale. Wszakże gdy były pozorem pierwszego pogwałcenia neutralności jego, gdy nadto zaświadczają exystencią nowego rodzaju prawa służącego Dworom protegującym względnie Rzeczypospolitej, napomkniemy o nich o tyle, o ile wyjaśnienie tych dwóch okoliczności wymaga, Rzeczpospolita Krakowska, uważana jako ciało polityczne, najmniejszego w Rewolucii Polskiej niemiała udziału. Zaprzeczyć niemożna, że Powstanie Narodu Polskiego obudziło tu, jak i wszędzie indziej, powszechne zajęcie, wznieciło indywidualny zapał, i indywidualne powodowało ofiary; lecz pierwsze ograniczyło się na wsparciu rannych obojga Narodów, ślady zaś drugich wynaleźć by można jedynie w osobistem poświęceniu się służbie wojskowej kilkunastu z obywateli i młodzieży miejscowej, poświęceniu miesczącem się z resztą w granicach osobistej wolności, służącej każdemu; w ogóle jednak, żaden akt publiczny nie jest w stanie udowodnić udziału kraju w tej sprawie. Ani Rząd, ani mieszkańcy Miasta Krakowa nieskompromitowali się nigdy w obec Rossii żadnym nieprzyjacielskim czynem, i pozostali, przez cały ciąg rewolucyjnego Rządu, w granicach ścisłej neutralności, której szanowania wymagało nawet dobro powstającego kraju. Przypuścić nawet śmiało można, że wydarzony w owej epoce exces w Krakowie (aresztowanie Prezesa Senatu), nie byłby się całkiem wydarzył, gdyby do popełnienia go nie było zachęciło postępowanie Rezydentów trzech Dworów, kompromitujące ich w wysokim stopniu. Na otrzymaną albowiem wiadomość o wybuchu powstania w Polsce, Rezydenci chcąc ułagodzić niechęć i oburzenie powszechne, wywołane wcześniejszem ich postępowaniem (w r. 1828), wezwali Senat, aby do grona swego wezwał na powrót Senatorów, w roku 1828 za ich wpływem skasowanych; tudzież upoważnili go, do powołania na powrót do urzędowania Sędziów i Professorów wówczas skasowanych.

Krok ten był jawnem przyznaniem się do popełnionego bezprawia, w czasach kiedy je mogła siła osłaniać, a które w popłochu ówczesnych okoliczności, dosyć niezgrabnie wynagrodzić chciano, i tak przyjęty przez sąd opinii publicznej sprawił skutek zupełnie przeciwny od tego na jaki rachowali Rezydenci. Zamiast ułagodzić oburzenie powszechne, wzmocnił je tylko, bo przywołał jego pamięci dawne nadużycia, i wyznaniem słabości i bojaźni, której był dziełem, niechęć tę do czynu ośmielił. Nastąpione przeto w skutek tego aresztowanie, i przymuszona rezygnacia Prezesa Senatu, były czynami zupełnie obcemi Powstaniu Polskiemu. — Jednakże mimo takiego sprawowania się, mieszkańcy Miasta Krakowa uznani zostali przez Rząd Rossyjski za wspólników Rewolucii wybuchłej w Królestwie Polskiem. — W miesiącu Wrześniu 1831 roku, Miasto Kraków i terrytorium jego zajęte zostało przez wojsko Rossyjskie, pod dowództwem Generała Rydigera. Zajęcia tego nieusprawiedliwiała żadna potrzeba, ani go nakazywały jakiekolwiek strategiczne względy. Garstka ludzi z rozproszonego Korpusu Rożyckiego schroniła się wprawdzie na terrytorium Krakowskie, lecz ludzie ci, oprócz że na granicy dobrowolnie broń złożyli, znajdowali się jeszcze w Krakowie, w jawnie zapowiedzianym celu, przejścia Rzeczypospolitej i schronienia się na Podgórze, w Galicią Cesarsko-Austriacką. Zajęcie więc Krakowa przez wojska Rossyjskie, zdaje się uskutecznionem było z razu w innym ogólniejszym celu. Wszakże gdy na *nastawanie Austrii*, wojska Rossyjskie opuściły Kraków w Grudniu tegoż roku; pobyt ich, oprócz dostarczenia nowego dowodu, jak czczem jest zaręczenie neutralności jakiego kraju, jeśli sam nie ma dość siły do wymuszenia jej szanowania, nie byłby pociągnął za sobą innych skutków, gdyby mu nie był towarzyszył zabór własności publicznych i prywatnych, zabór, któregoby nawet niebył w stanie usprawiedliwić stan wojny, gdyby się w nim Rzeczpospolita znajdowała, tym mniej więc dopełniony na kraju *bezbronnym*

neutralnym, wymówić się pozwoli. Skarb publiczny Wolnego Miasta Krakowa zmuszonym był przez dwa miesiące dostarczać funduszów brzęczących na opędzenie potrzeb garnizonu Rossyjskiego. Okrąg zaś i wsi okoliczne poddane były kontrybucii in natura, ściąganej przez wojsko kantonujące, na drodze rekwizycii albo też prostego napadu. Lecz niepoprzestano tylko na gwałcie wyrządzonym własności. Rząd Rossyjski odmówił nawet stanowczo wszelkiego wynagrodzenia szkód przez wojska jego zrządzonych. Na przedstawienia czynione w tej mierze przez Rząd miejscowy, by uzyskać zwrót forszusów i jakiekolwiek wynagrodzenie dla poszkodowanych, w ogóle na summę blisko 300,000 złp. obrachowane, Rezydent Rossyjski notą swą z d. 28 Maja 1832, oświadczył Senatowi, że Xiąże Namiestnik Królestwa Polskiego, wychodząc z zasady, iż Najjaśniejszy Cesarz Rossyjski uznał być szkody przy zajęciu kraju, przez wojska jego zrządzone, za *słuszną karę rozciągnioną na mieszkańców Krakowa, za udział jaki mieli w Rewolucii Polskiej*, żądanego wynagrodzenia odmówił. [1]

Tak więc, oprócz wielu innych praw, których trzy Dwory protegujące używają względnie Krakowa, a o których Traktat Wiedeński i Konstytucia Wolnego Miasta zupełnie przemilcza, służy im jescze prawo orzekania na kraj cały *kar pieniężnych* razem z *władzą ściągania ich anticipative*, przed ogłoszeniem nawet wyroku, wydanego we własnej swojej sprawie.

Lecz przystąpmy wreszcie de najważniejszej epoki bytu W. M. Krakowa, to jest: do reorganizacii kraju tego w r. 1828 zapowiedzianej, a w r. 1833 do skutku przywiedzionej. Reorganizacia ta stwierdziła na nowo, i to w sposób uroczysty, mniemane prawo interwencii w sprawy wewnętrzne kraju tego, jakiego używać nieprzestawały Dwory protegujące od r. 1820. Dwory

[1] Nota Cesar. Ross. Rezydenta, z d. 28. Maja 1832. adresowana do Senatu. Dokumenta, N° XI.

wspomnione nadały wówczas Wolnemu Miastu nową Konstytucią i zesłały z ramienia swego Komissią tak zwaną *reorganizacyjną*, do rozwiązania jej i wprowadzenia w wykonanie na miejscu. Jak dalece to wszystko dziać się mogło z wiadomością i zezwoleniem innych Mocarstw Europejskich, do Kongresu Wiedeńskiego wpływających, nie jest nam wcale wiadomo; tyle tylko jest pewna, że jeżeli Mocarstwa te wiedziały o zmianach instytucij publicznych, zaprowadzonych w Krakowie w roku 1833 i jeżeli Ustawa kardynalna sankcionowaną przez nie wówczas była, sposób w jaki Ustawę tę naówczas wykonano, i w jaki dotąd jest wykonywaną (co, jak się zdaje, główną jest rzeczą) wcale im niewiadomym być musi. Zmiany zaprowadzone w r. 1833, w Konstytucii Traktatem Wiedeńskim nadanej, były dwojakie: jedne, na *korzyść* kraju; drugie, na *szkodę* onegoż. Do rzędu pierwszych policzyć należy: 1° Ustanowienie Komissii obrachunkowej z grona Izby, magistratury, której brak czuć się dawał przez cały ciąg bytu Rzeczypospolitej, i której urzędowanie było rękojmią sprawowania ścisłej kontroli nad zarządem grosza publicznego, tudzież że odpowiedzialność Senatu w tym względzie, zamiast być, jak dotąd, fikcią legislacyjną, będzie w przyszłości rzeczywistą; 2° Wyłączenie z grona Izby Reprezentantów wszystkich urzędników płatnych, tem samem więc położenie tamy wpływowi władzy wykonawczej na postanowienia prawodawczej. W rzędzie drugich widzieć się dają znaczniejsze: 1° Artykuł 2 Konstytucii określający stan neutralności Wolnego Miasta Krakowa, inaczej jak Artykuł VI. Traktatu Wiedeńskiego; — 2° Oddanie wyboru Prezesa Senatu pod zatwierdzenie trzech protegujących Dworów; 3° Trzechletni termin do zbierania się władzy prawodawczej; 4° Zmniejszenie liczby Reprezentantów; 5° Wyzucie Akademii Krakowskiej z przyznanego jej prawa reprezentacii w Senacie; 9° Opusczenie Artykułu zaręczającego wolność druku; 7° Nareszcie, opuszczenie Artykułu, w moc którego Instytucia przy-

sięgłych winna była być zastosowaną przy sądzeniu spraw kryminalnych. Oprócz więc zmian powyższych, Konstytucia w r. 1833 nadana, zastosowaną była z resztą do zasad dawnej, i przyjęta była, można powiedzieć, z rezygnacią, a nawet pewnym rodzajem zadziwienia, które tłómaczy dostatecznie obawę, jaką mieszkańcy Miasta Krakowa przejęci wówczas byli, żeby Instytucie ich niezostały im zupełnie odjęte; na co jak wyznać trzeba, po wypadkach w Królestwie Polskiem, w roku 1830-31, bardzo się prawdopodobnie zanosiło. W położeniu więc takiem mieszkańcy Miasta Krakowa, nazywali jescze szczęściem, że z powszechnego rozbicia, jakiego się spodziewali, udało im się uratować coś więcej przecie nad same formy liberalnych instytucii. Nie długi jednakże przeciąg czasu wystarczył do położenia końca ich przedwczesnemu weselu. Przekonali się nie długo że zupełne i otwarte zniesienie posiadanych przez nich swobód, zupełne cofnięcie Konstytucii, a nawet wcielenie kraju do jednego z Państw ościennych, znośniejszem by jescze dla nich było i więcej zgodnem z ich materialnem dobrem, aniżeli pozorne uznanie ustawy, która tak ograniczona, jak nią była, nigdy jednakże wykonaną być nie miała, aniżeli zachowanie instytucii których zastosować i w wykonanie wprowadzić nigdy niepozwolono; aniżeli nareszcie ten, niby nowo zaprowadzony porządek publiczny, przeznaczony nie długo do ustąpienia miejsca innemu, jakiego historia społeczeństw ludzkich nie pokaże zapewne przykładu. Przeznaczenie niechciało mieć by Konstytucia w roku 1830 *nadana, w wykonanie kiedy wprowadzoną być miała*. Sama Komissia reorganizacyjna w czasie jescze pobytu swego w Krakowie (od Marca do Października 1833 r.). *naruszyła ją* jawnie i upoważniła niejako do późniejszych ich gwałtów. W ogóle po dopełnieniu tej, jak ją mianowano, reorganizacii kraju Wolnego Miasta Krakowa, stan jego był następujący.

Co do stosunków handlowych W. M. Krakowa z ościennemi

Państwami N a korzyść tych Komissia reorganizacyjna. żadnej niezaprowadziła zmiany, i stosunki te zostały w tym stanie, w jakim je Komissia Organizacyjna od roku 1815. zaniedbała. *Stosunki handlowe i komunikacyjne były przedmiotem który Komissii reorganizacyjnej niezatrudniał wcale,* i pod tym względem istnieje z czasu jej pobytu, jeden tylko akt urzędowy, zaprowadzający w stosunkach tych bardzo dotkliwe ograniczenie. Aktem tym jest zawiadomienie z jej strony Senatu, iż mimo wyraźnego przepisu Artykułu III. Traktatu dodatkowego (z d. 3. Maja), Dwory protegujące postanowiły Miastu Podgórze odjąć przywilej Miasta wolno-handlowego, przyznany mu najwyraźniej Artykułem wspomnionym. [1] Ostatni to cios zadany handlowi W. M. Krakowa.

Co do urządzenia wewnętrznej administracii kraju : Komissia reorganizacyjna *rozpędziła* Rząd czyli Senat jaki zastała i w jego miejsce mianowała nowy ; [2] przepisała także nowy Statut organiczny dla Senatu , równie niedokładny i celowi nieodpowiadający jak nim był dawny. Zbyteczną z resztą byłoby rzeczą przytaczać tutaj, z jaką bezwzględnością na prawa nabyte szczególnych osób , zaprowadzoną była wówczas Reforma administracii; straty jakie szczególni ponieśli , były zapewne niczem, aniby były obudziły tak powszechnego narzekania , gdyby wymagane były w hołdzie jakiejś ogólnej i stałej zasadzie , gdyby ich była zażądała potrzeba kraju i dobro publiczne ; ale wywołały słuszne szemrania osób interesowanych i oburzenie po-

[1] Nota Komissii Reorganizacyjnej z d. 30. Lipca 1833. adresowana do Senatu. Dokumenta N° XII.

[2] Wyraz, *rozpędziła,* użyty tu jest właściwie. Komissia Reorganizacyjna zastała Rząd kraju złożony z członków bądź przez pierwszą Komissią organizacyjną, bądź przes Sejmy nominowanych. Niechciała jednakże wejść z nim w żadne stosunki. W dniu 21. Marca 1833 r. kancelista Rezydentury Austriackiej, przybył do Senatu i tam zgromadzonemu *in pleno* odczytał deklaracią Komissii reorganizacyjnej w której oświadczała : że zamianowawszy Rząd *nowy, dawny* rozwiązać się winien — co też, jak się łacno domyślić można, bez oporu i natychmiast nastąpiło.

wszechne, gdy się przekonano, że były obrócone na korzyść indywidualną kilku, którym się udało opanować ucho i zaufanie nowych organizatorów.

Co do Uniwersytetu. — Stan jego pod względem przywilejów i wolności pobierania w nim nauk przez młodzież ościennych prowincij, pozostał ten sam co i dawniej. Wewnętrzne tylko urządzenie jego uległo nowym zmianom, i majątek zakładu tego, do którego mu prawa dotąd tylko zaprzeczano, zdaje się że milczeniem Komissii reorganizacyjnej w tym względzie, stanowczo *za własność trzech Dworów protegujących* uznanym został.

Co do urządzenia wewnętrznego. — Nowo nadany Statut zawierał przepisy, zadające znaczeniu i celom zakładu tego cios stanowczy, i niczem niewynagrodzony. Przepisywał bowiem *raz na zawsze* plan nauk w Uniwersytecie dawać się mających, w ich wykładzie ograniczał professorów do dzieł, *które wymieniał* bez najmniejszego względu na ciągły postęp i doskonalenie nauk w każdym oddziale umiejętności; a powierzchowny nawet rzut oka na plan wspomniony, i na dzieła jakie za elementarne wskazywał, dostateczny był do odstraszenia młodzieży Królestwa Polskiego od pobierania nauk w Uniwersytecie Krakowskim, choćby jej nawet pozwolono było uczęszczać do niego. O duchu jaki dyktował plan nauk, dość powiedzieć, że *Katedry literatury i Historii Polskiej, zniesione zostały*, w ostatnim Polskim Uniwersytecie jakim był Krakowski. Na czele tak urządzonego zakładu, postawiono tak nazwanego *Komissarza rządowego*, lecz tytuł ten był tylko pozorny; Komisarz bowiem *rządowy* w niczem władzy Rządu nie ulegał, ani nawet nie był przez *Rząd nominowanym*. Komissia reorganizacyjna nominowała na tę posadę, w r. 1833, urzędnika Rossyjskiego.

Co do majątku Uniwersyteckiego. — Rok 1833 zdaje się nam być dla tego właściwą epoką do skreślenia historii posagu Uniwersytetu, że kwestia posagu tego, jak już wówczas była roztrzygnioną, żadnej po dziś dzień nie uległa zmianie. Wiadomo

jakie usiłowania czynił w czasie organizacii kraju (od roku 1815 do 1818) rząd miejscowy, celem windykacii własności Uniwersyteckiej, tudzież jakie odpowiedzi udzielone mu były ze strony trzech Dworów protegujących, na reklamacie jego w tej mierze. Wszakże interes ten, w czasie jeszcze pobytu Komissii organizacyjnej o tyle na lepszej stanął stopie, o ile oświadczenie Komisarza pełnomocnego Rossyjskiego, na posiedzeniu Komissii organizacyjnej w d. 6 Czerwca 1818 r., do protokułu jej wniesione, treści: że Cesarz Rossyjski gotowym jest zwrócić Uniwersytetowi jego majątek, tak w dobrach jak i w kapitałach, w Król. Polskiem się znajdujący, jeżeli Dwory, Austriacki i Pruski zwrócą równie ze swej strony, te części Uniwersytetu któreby się w Państwach ich znajdować mogły, [1] upoważniało do nadziei, że się przecie może uda Uniwersytetowi odzyskać swą własność, kiedy już jeden z dworów protegujących, *chociaż warunkowo,* oświadczył się być gotowym do jej zwrotu. Lecz Senat Krakowski, mylnie sobie, jak zwykle wytłómaczył znaczenie ówczesnego oświadczenia Cesarskiego. Senat mniemał, że Dwór Rossyjski przyjął na siebie obowiązek negociowania w tym względzie z Dworami Austriackim i Pruskim, i w duchu takiego przekonania czynił do Dworu Rossyjskiego kilkakrotne odezwy. Reskrypt dopiero Ministra Sekretarza Stanu, z d. 15 Czerwca 1819, wyprowadził rząd miejscowy z błędu; gdy jednak *potwierdza urzędownie,* oświadczenie cesarskie z r. 1818, reskrypt takowy jako dokument ważny składamy tu w kopii autentycznej. [2] W takiem więc położeniu rzeczy nie pozostawało Rządowi nic innego jak tylko postarać się o dopełnienie wa-

[1] Protokół obrad Komissii organizacyjnej z d.6. Czerwca 1818. i w nim oświadczenie Miączyńskiego Komissarza pełnomocnego Rossii, oparte na postanowieniu Cesarza z d. 9/21. Kwietnia 1818 r.

[2] Nota Ministra Sekretarza Stanu Król. Polskiego, do Xcia Namiestnika z d. 3/15. Czerwca 1815.. Zbiór Dokumentów N° XIII.

runku od którego zależało odzyskanie własności Uniwersytetu w Królestwie Polskiem znajdującej się ; to jest , postarać się, aby własność ta, o ile w Prussach i Austrii znajdować się mogła, równie zwróconą była. Co do Pruss : gdy tam znajdowała się jedynie summa dukatów, sztuk 3,333, i gdy takowej Rząd Pruski, jak to wyżej wspomnieliśmy , zaprzeczył , a to głównie na zasadzie, iż Art. 13 Konwencii , z dnia 26 Stycznia 1797, deklarowaną była jako *activum,* na rzecz Skarbu Pruskiego , a zatem w chwili podpisania Traktatu Wiedeńskiego , *nie była już własnością Uniwersytetu Krakowskiego.* Senat Krakowski powody powyższe słusznemi być uznawszy , odstąpił od żądania zwrotu summy wspomnionej od Rządu Pruskiego , uważając takową za *alienowaną* jeszcze w roku 1797, tem samem więc za *nienależącą do kategorii majątku Uniwersyteckiego,* ustanowionej Traktatem Wiedeńskim. —Ze strony więc Pruss nie zachodziła potrzeba starania się o *odzyskanie czego bądź,* z tej prostej przyczyny, że się Uniwersytetowi *od Pruss nic nie należało.* Co do Austrii : Pretensie do Austrii z tytułu własności Uniwersyteckiej dzieliły się *na dwie główne części.* Pierwsza obejmowała te należytości , które Rząd Austriacki jako posiadacz Galicii zachodniej (na lewym brzegu Wisły), bądź na drodze wypowiedzenia summ kapitalnych, bądź też sprzedaży dóbr Akademickich, w tej części kraju zahypotekowanych lub położonych, do Skarbu swego *po rok* 1809 ściągnął , i do tak nazwanego ogólnego funduszu edukacyjnego (allgemeiner Stifftungsfond) wcielił; — druga obejmowała te należytości , które wypływały z summ kapitalnych lub dóbr nieruchomych do Akademii Krakowskiej należących, w Galicii *Wschodniej,* na prawym brzegu Wisły, zahypotekowanych lub położonych; a zatem w kraju , którego Rząd Austriacki tak przed rokiem 1809, jak i po roku 1809, to jest *do dziś dnia,* był i jest posiadaczem, — czyli, jaśniej mówiąc, *dwie były kategorie* długu Austrii na rzecz Uniwersytetu. — Pierwsza, za własność jego zabraną z kraju który po rok 1809

był jej własnością, a w r. 1815 przeszedł pod panowanie Rossii; druga, za własność jego zabraną w kraju, w którego ciągłem posiadaniu zostawała i do dziś dnia zostaje. — Uzyskanie więc zwrotu ze strony Austrii pretensij wyżej wspomnionych, było dla Uniwersytetu Krakowskiego rzeczą bardzo ważną; bo pociągało za sobą, wedle oświadczenia Cesarza Rossyjskiego, zwrot wszystkich funduszów, które się w dawnej Galicii *Zachodniej* dziś do Królestwa Polskiego wcielonej, w samem Królestwie Polskiem, tudzież w Rossii znajdować mogły. — Celem więc doprowadzenia tego do skutku, Senat mianował Agenta Rzeczypospolitej przy Dworze Wiedeńskim, [1] udzielił mu obszerną instrukcią i o zamianowaniu tem Xięcia Metternich zawiadomił. — Ustanowienie jednak Agenta, nie wiele się przyczyniło do promowania interesu Uniwersyteckiego. Senat zawiadomionym został przez niego w r. 1820, iż podane przez niego przedstawienie w interesie Akademii do Kancelarii Nadwornej, oddanem zostało pod opinią Ministerium i władz właściwych. — Że opinia ta żądaniu Akademii *nieprzychylnie* wypadła, że wszakże w skutku decyzii Ministerium Nadwornego, żądanie Senatu wraz z nieprzychylnemi mu opiniami Władz właściwych, poddane zostało pod decyzią *samego Cesarza*. [2] Tymczasem, kiedy Rząd Krakowski czynił w Wiedniu powyższe kroki, zaszły okoliczności stwierdzające na nowo prawa Uniwersytetu do majątku położonego w Królestwie Polskiem, bo dostarczające dowodu, *że sam Rząd Rossyjsko-Polski* majątek ten za własność Uniwersytetu uważa. — W roku 1823 nastąpiła regulacia hypotek w Królestwie Polskiem, zaszła więc potrzeba odnowienia i przepisania tytułów własności jakie ktobądź do summ hypotecznie zabezpieczonych, bądź do dóbr nieruchomych posiadał. — Senat, na

[1] Agentem Rzeczypospolitej Krakowskiej mianowanym był w dniu 12. Października 1819. Kawaler de Blumenberg.

[2] Nota Kawalera de Blumenberg do Senatu z dnia 20. Czerwca 1820 r.

otrzymaną o tem wiadomość, ustanowił obrońców w Województwach, gdzie summy i dobra Akademickie lokowane były. — Rząd jednak Królestwa Polskiego niewiedząc o tem postanowieniu Senatu, gdy dopilnowanie praw własnych przy regulacii hypoteki poruczył Prokuratorii Jeneralnej Królestwa Polskiego, polecił jej zarazem, ażeby *per bona officia* dla Rządu Krakowskiego i instytutów publicznych kraju tego, praw ich również pilnowała, i stosowne gdzie należy obrony i wnioski czyniła.— Gdy zaś na koszta instruowania processów podobnych potrzeba było funduszu, Xiąże Namiestnik Królestwa Polskiego wezwał Senat za pośrzednictwem Cesarsko-Rossyjskiego Rezydenta w Krakowie, iżby, w celu dopilnowania praw funduszów duchownych i *edukacyjnych* W. M. Krakowa, Prokuratorii Jeneralnej której dopilnowanie to jest poruczonem, złp. 3,000 forszusu nadesłał. Odezwa ta, której kopią w Zbiorze Dokumentów dołączamy, [1] dowodzi jak najwymowniej, 1° Że w r. 1824, a zatem w lat dziewięć po Traktacie Wiedeńskim, tytuły własności summ i dóbr Akademickich w Królestwie Polskiem lokowanych, *ciągle na imie Akademii Krakowskiej* zapisane były; 2° Że w roku tym samym *sam Rząd Rossyjsko-Polski*, summy i dobra Akademickie w Królestwie Polskiem lokowane *za własność Akademii uważał*, kiedy własnym Władzom, dopilnowanie jej praw polecał, i od właściciela, którym był *indirecte* Rząd Krakowski, funduszów na opędzenie kosztów dopilnowania tego żądał. — Wprawdzie Senat Krakowski nie korzystał z ofiarowanej mu pomocy Xięcia Namiestnika, z powodu, że wprzódy już, do obrony praw tych samych, własnych ustanowił pełnomocników, mimo to jednak ofiara ta. jak z jednej strony jest dowodem przychylnych wówczas chęci Rządu Polskiego dla interesu Wolnego Miasta Krakowa, tak z drugiej strony świadczyć będzie

[1] Odezwa Xięcia Namiestnika Królestwa Polskiego, do Rezydenta Rossyjskiego w Krakowie z d. 20. Marca 1824. p. Zbiór Dokumentów N° XIV.

zawsze przeciw prawności pożniejszych rozporządzeń Rządu Rossyjsko-Polskiego w tym względzie. — W tym samym prawie czasie, bo w dniu 17 (29) Czerwca 1821 roku, zawartą została w Wiedniu Konwencia między Rossią i Austrią, której Artykuł 7 zastrzegał iż pretensie, jakieby Rząd, mieszkańcy, i *Instytuta świeckie i duchowne* Wolnego Miasta Krakowa do Rządu Cesarsko-Austriackiego mieć mogli, *będą oddzielnie wzięte na uwagę*. W wykonaniu układu tego o tyle postąpiono, że w konwencii tak zwanej przedugodnej, zawartej pomiędzy Rossią i Austrią, w Wiedniu, dnia 4 Marca 1825 r., w Artykule III., Rossia, wyznając się być ze strony Rządu Austriackiego zaspokojoną co do pretensii dawnego Xięstwa Warszawskiego do Austrii, w których summy porachowane być miały, i pretensie jakieby Miasto Kraków do Austrii formowac mogło, *obowiązała się zaspokoić* w zupełności, pretensie w ogóle wszystkie przez Rząd, mieszkańców, i Instytuta Wolnego Miasta Krakowa do Austrii likwidowane; w szczególności zaś obowiązała się zaspokoić Uniwersytet co do należytości jakie mu przypadają do zwrotu z funduszu edukacyjnego (Stifftungsfond), do którego jak to wyżej powiedzieliśmy, Austria przed rokiem 1809 wcieliła summy ściągnięte z łokacii lub sprzedaży dóbr w Galicii Zachodniej położonych.— Artykuł oprócz tego II. Konwencii przedugodnej stanowił, że osobna Komissia zatrudni się niebawem, bliższem rozszczególnieniem i rozwinięciem zasad Konwencią tą objętych. — Tak więc dwoma powyższemi układami ustanowione zostały dwie zasady, prawa Uniwersytetu do majątku jego w Austrii znajdującego się stwierdzające : *pierwsza*, że się Uniwersytetowi temu *coś* od Austrii należy; *druga*, że mu Austria przyznała zwrot *pierwszej kategorii* długu o którym wyżej wspomnieliśmy, to jest zwrot tych wszystkich summ, które z kraju Galicii Zachodniej, dziś pod panowaniem Rossii będącego przed rokiem 1809 powzięła i do funduszu sztiftowego wcieliła.

W skutku więc tak zawartych Konwencij, Rossia powinna

była dopełnić względnie Uniwersytetu Krakowskiego dwojakie zobowiązania. — *Pierwsze*, zapłacić mu tę część jego majątku, jaką mu Austria dobrowolnie Konwenciami powyższemi przyznawała, i na zaspokojenie których Rossii stosowne wypłaciła lub odstąpiła fundusze; *drugie*, zapłacić mu tę część majątku, która położona w Królestwie Polskiem lub Rossii z mocy zaręczenia Artykułu XV. Traktatu dodatkowego Wiedeńskiego, od dawna wydaną być była powinna; — względnie zaś zwrotu której, po dopełnionym warunku oświadczenia Cesarskiego, z roku 1818, i po przyznaniu Uniwersytetowi przez Austrią chociaż tylko części jego własności, żadna więcej kwestia zachodzić nie mogła.

Jak dalece Dwór Rossyjski uczynił zadość powyższym zobowiązaniom następujące szczegóły najlepiej czytelnika objaśnią.

Najprzód co do wykonania Konwencii z lat 1821 *i* 1825. — Pomimo że układy dotyczące, negociowane były w Wiedniu; pomimo że rozstrzygały najważniejsze kwestie własności Rządu, Instytutów i mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa; pomimo wreszcie, że Rzeczpospolita ustanowiła właśnie w Wiedniu, *do pilnowania tych samych interesów*, specialnego Agenta; — Senat jednak Krakowski, *ani Agent jego*, o zawarciu układów wspomnionych *nic niewiedzieli*, tym mniej więc przez Sędziów decydujących o ich interesie słuchanemi byli. — O Konwenciach w latach 1821 i 1825 zawartych, dowiedział się Senat dopiero w roku 1826. — Tak mało ważono sobie zawsze powagę i interes kraju, który przecież był samodzielnym i niepodległym. — Tajny Radca Nadworny, Baron Stürmer, odezwą swą z d. 12 Września 1826, zawiadomił Agenta Wolnego Miasta Krakokowa, tak o zawartych umowach z Rządem Rossyjskim, jak i o przekazie zaspokojenia pretensii Uniwersytetu na Rossią włożonym, umowami powyższemi zadecydowanym. [1] Z drugiej stro-

[1] Nota Barona Stürmer Cesarsko Austriackiego Radcy tajnego z dnia 12. Września 1826. do Kawalera Blumenberg. Patrz Zbiór Dokum., N° XV.

ny Minister Sekretarz Stanu Królestwa Polskiego, za pośrzednictwem Rezydenta Rossyjskiego, zawiadomił Senat o Konwencii z Dworem Wiedeńskim w roku 1825 zawartej, tudzież iż wszelkie pretensie jakieby Uniwersytet do Skarbu Austriackiego likwidować mógł, *Rząd Rossyjski zaspokoić przyjął obowiązek;* dodał jednakże zaraz że pretensie te *wtedy dopiero rozpoznawane i przyznane* być będą mogły, gdy Konwencia w roku 1825 zawarta, *ostatecznie rozwiniętą zostanie.*[1] Senat Krakowski, którego się wcale nie pytano, *czyli przystaje na przekaz podobny*, który nadto w zastosowaniu się do postanowienia Xcia Namiestnika Królestwa Polskiego, z dnia 27 Stycznia 1824 r., wszystkie pretensie kraju Miasta Krakowa do *wszystkich* trzech Dworów formowane, a *zatem i pretensie Uniwersytetu do Austrii*, do utworzonej postanowieniem powyższem Komissii Centralnej Likwidacyjnej, w Warszawie polikwidował, i dowody do poparcia likwidacii do *Warszawy* przesłał, znalazł się w przykrem położeniu, że, część majątku Uniwersyteckiego przez Rząd Austriacki *oczywiście już przyznaną* nowemu *rozpoznawaniu i przyznaniu* przez Rząd Rossyjsko-Polski poddaną być wiedział, i chcąc niechcąc musiał się zgodzić na przekaz do Rossii, gdy jak do Konwencii niewpływał, tak też jej zmienić nie mógł mieć nadziei. W takim stanie rzeczy postanowił się przynajmniej starać aby po rozwinięciu Konwencii z r. 1825, należytość Uniwersytetu, przez Austrią Rossii do zapłacenia przekazana, natychmiast odebraną bydź mogła, z aktu zaś przyznania Uniwersytetowi części majątku przez Austrią, korzystać w sposób, aby na zasadzie jego, jako *dopełniającego warunku oświadczenia Cesarskiego z roku* 1818, uzyskać od Rossii przyobiecany zwrot

[1] Nota Ministra Sekretarza Stanu Królestwa Polskiego, do Rezydenta Cesarsko Rossyjskiego w Krakowie z d. 29. Sierpnia 1826 r.

własności Uniwersytetu, znajdującej się w Rossii i Królestwie Polskiem. Uchwalił więc do Cesarza Austriackiego adres podziękowania, Agentowi zaś swemu zalecił, aby dał baczenie w jaki sposób i kiedy Konwencia z r. 1825 rozwiniętą zostanie, i Senat o jej exystencii i brzmieniu zawiadomił. — Opierając się zaś na Nocie Barona Stürmer, powyżej cytowanej (na której osnowę poważamy się zwrócić uwagę publiczną) zgłosił się za pośrzednictwem adresu do Cesarza Mikołaja z prozbą ażeby, gdy warunek, od którego wedle oświadczenia poprzednika jego Cesarza Alexandra, zależeć miał zwrót dóbr Akademii, w Król. Polskiem leżących, *dopełniony* został, i Austria majątek Akademii, jaki miała w swem posiadaniu *zwrócić zadeklarowała*, raczył również zezwolić, aby majątek jej będący w terrytorium Królestwa Polskiego *mógł jej być zwróconym*. [1] Osobnemi przytem adresami prosił Cesarza Austriackiego i Króla Pruskiego o *wstawienie się* w tej sprawie do Cesarza Rossyjskiego. — Tymczasem w dniu 29 Kwietnia 1828 r., zawartą została trzecia Konwencia między Austrią i Rossią, *rozwijająca i rozszczególniająca* zasady, Konwencią przedugodną z r. 1825 ustanowione. — Artykułem 7. Konwencii wspomnionej, Uniwersytet Krakowski przyznanym sobie miał ze strony Austrii *pierwszą kategorią długu*, (patrz wyżej) należącego mu się od niej. — Zapłacenie długu tego przekazała Rossii Austria, która takowy w całej zupełności zaspokoić *zobowiązała się*. — Artykułem 5. tejże Konwencii, summa ogólna pretensii przez Austrią Rossii przyznanych (w której to summie pomieszczone były summy Uniwersytetowi Krakowskiemu przyznane), oznaczoną była w wysokości 3,195,608. Złotych Reńskich w bankocetlach, z dodatkiem summy 750,694. Złot. Reńsk. 42 xr. w monecie konwencyjnej, i fundusze do zaspokojenia Rossii, pod względem tak

[1] Adres Senatu do Cesarza Mikołaja z d. 13. Maja 1827. patrz Zbiór Dokumentów, N° XVI.

przyznanego długu, Artyknłem 6. wyraźnie wskazane zostały. — Obok tego, w Protokóle dodatkowym, *na żądanie Cesarza Austriackiego* wyraźnie postanowionem zostało, iż Rząd Królestwa Polskiego *obowiązanym* będzie zdać Austrii sprawę, w jaki sposób pretensie Uniwersytetu z tego tytułu zaspokojone będą. [1] Wyciągi z powołanej Konwencii, tudzież z Protokółu dodatkowego, załączamy pomiędzy Dokumentami wraz z kopią Noty Rezydenta Austriackiego, przy której Konwencia powyższa Senatowi komunikowaną była, [2] bo uważne tych dokumentów przejrzenie, posłuży najwłaściwiej do należytego ocenienia ówczesnych chęci i postępowania Rządu Austriackiego względem Krakowa, i porównania ich z chęciami i postępowaniem Rządu Rossyjskiego.

Gdy tym sposobem (jak się przynajmniej Senatowi Krakowskiemu *zdawało*) Artykuł III. Konwencii z r. 1825, był w zupełności *rozwiniętym i rozszczególnionym*, a tem samem dopełniony warunek od którego, wedle Noty Ministra Sekretarza Stanu Królestwa Polskiego, z dnia 29 Sierpnia 1826, (patrz wyżej) zależyć miało przyznanie *eo ipso*, i wydanie Uniwersytetowi summ, Rossii przez Austrią do wypłaty przekazanych, Senat począł się dopominać od Rządu Cesarstwa Rossyjskiego zwrotu tej kategorii należytości Uniwersyteckiej, jako już *przez Austrią przyznanej*, a co, *rzecz główna*, przez nią *w gotowiznie* na ręce Rossii *zapłaconej*; nie był jednakże tak szczęśliwym, by na żądanie jego udzieloną mu była *stanowcza i wyraźna* odpowiedź.— Rząd Rossyjsko-Polski odpowiedział: iż gdy należytość Uniwersytecka, przy przekazaniu jej zapłaty do Rossii, *włączoną zos-*

[1] Wyciągi z Konwencii zawartej w Wiedniu dnia 29. Kwietnia 1828. między Austrią i Rossią, tudzież z protokółu dodatkowego do niej.—Patrz Zbiór Dokumentów, N° XVII.

[2] Nota Rezydenta Cesarsko-Austriackiego *Barona d'Oechsner*, do Senatu z d. 10. Lipca 1828 r.—Patrz Zbiór Dokumentów, N° XVIII.

tała w jedną ogólną summę pretensij przyznanych Rossii przez Austrią, żądaniu Senatu dopóty zadosyć uczynić nie może, dopóki wysokość summy Uniwersytetowi należącej się *wynaleziona* nie będzie; że *wynalezienie* to zależy od sporządzenia wykazów szczegółowych, sporządzenie zaś tych połączone jest z *mozolną kwerendą*, że wszakże, zebraniem do tego dzieła materiałów Rząd Rossyjski *pilnie* zatrudnia się. Odpowiedź podobna, jako *ogólna i omijająca*, niezaspokoiła Senatu; widział w niej tylko chęć Rossii, odwleczenia zwrotu należytości *nieulegającej już kwestii* od czasu *niezakreślonego*, bo nie mógł dopuścić, by układy zawierane w Wiedniu, w latach 1821, 1825 i 1828, zawierane były *na pamięć*, bez dokładnych wiadomości o wzajemnych należytościach, i wnosił słusznie, że układy te polegać musiały *właśnie, na obrachunkach i wykazach szczegółowych*, w których wysokość należytości na rzecz Uniwersytetu Krakowskiego przyznanej, *przynajmniej w ryczałtowej summie* ustanowioną być musiała. — Na tej więc zasadzie zgłosił się powtórnie do Rządu Rossyjskiego o udzielenie mu wykazów szczegółowych i klassyfikacyjnych summ Uniwersyteckich, które jako żadnemu więcej nieulegające *zaprzeczeniu*, przekazane były Konwencią z roku 1828 Rossii do zapłacenia. — Takie same żądanie przedstawił Rządowi Austriackiemu, za pośrednictwem swego Agenta. — Rezydent Rossyjski Notą swą z dnia 26 Października 1829 roku,[1] zamiast odpowiedzieć kategorycznie na żądanie Senatu, udzielił Senatowi co do kategorii należytości Uniwersyeckiej, tylko ogólne objaśnienie, które jak przez Senat żądanem niebyło, tak niezbliżało w niczem kwestii do stanowczego rozwiązania. — Co do Austrii, Agent Senatu uwiadamiał go kilkakrotnie, iż na podane w tym przedmiocie przedstawienie, żadnej od Kancelarii Nadwornej nie może się doprosić odpowiedzi,

[1] Nota Rezydenta Cesarsko-Rossyjskiego do Senatu z d. 26. Października 1829. — Patrz Zbiór Dokumentów, N° XIX.

starania zaś jego o uzyskanie na drodze prywatnej kopii wykazów o które chodzi, były o tyle bezskuteczne, o ile Rząd Austriacki zabronił pod kassacią, wydawania z Archiwum kopii Akt urzędowych.

Pod względem więc *wykonania Konwencii z lat* 1821 i 1825, rzeczy znajdowały się w epoce reorganizacii kraju w r. 1833, w położeniu wyżej przez nas opisanem.

Powtóre: Co do wykonania Artykułu XV. Traktatu dodatkowego, i deklaracii Cesarskiej z roku 1818, względnie na zwrot majątku Uniwersyteckiego w Królestwie Polskiem i w Rossii znajdującego się. — Wtedy, kiedy Senat oparty na wyraźnem brzmieniu Traktatu Wiedeńskiego, tudzież na uzyskanym ze strony Austrii zwrocie części majątku Uniwersyteckiego, polegał *na słowie Cesarskiem*, i wyglądał skutków podanego przezeń Adresu do Cesarza Mikołaja, (patrz Dokumenta n° XVI.), — władze Królestwa Polskiego czyniły kroki Traktatowi Wiedeńskiemu, i słowu swego Monarchy *zupełnie przeciwne*, przekonywające przytem jasno, że na uzyskanie sprawiedliwości pod tym względem ze strony Rossii wcale rachować nie wypada. — Powiedzieliśmy wyżej że w roku 1823. postanowioną została regulacia hypotek w Królestwie Polskiem; — dalej, że Prokuratoria Jeneralna tamtejsza odebrała *z razu* polecenie, bronienia praw Rządu i Instytutów, a *zatem i Uniwersytetu*, przy powyższej operacii; — że Senat ofiarowanej sobie tej posługi nie przyjął, i, do popierania swych interesów, własnych ustanowił pełnomocników. — Owoż, ta sama Prokuratoria, która miała przeznaczenie bronić praw Uniwersytetu, poczęła przy regulacii hypotek w Województwach, Sandomierskiem i Krakowskiem, *występywać z wnioskami przeciw tym prawom*; w końcu r. 1826 i na początku 1827., Pełnomocnicy Senatu i Akademii donieśli Senatowi, iż Prokuratoria Jeneralna, przy regulowaniu tytułów własności summ hypotecznych, i dóbr nieruchomych Akademii własnych, występuje wszędzie z wnioskami, aby dobra i kapitały te uregu-

lowane były na rzecz i imie Skarbu Królestwa Polskiego, *jako własność Jego*; donieśli przytem, że lubo Komissie hypoteczne właściwe, na zasadzie Artykułu XV. Traktatu Wiedeńskiego, i pokładanych dokumentów, oddalają wszędzie wnioski Prokuratorii Jeneralnej w pierwszej Instancii, Prokuratoria jednakże *wydaje zapozwy do Apellacii*; [1] zachodzi przeto potrzeba ustanowienia pełnomocnika w Warszawie do popierania praw Uniwersytetu w drodze Apellacii. — Senat ustanowił Pełnomocnika w Warszawie, przekonany jednakże, że postępowanie Prokuratorii Jeneralnej nie może jej być nakazanem przez Rząd Rossyjsko-Polski, w położeniu, gdzie ostateczne roztrzygnienie tej kwestii jest przedmiotem Konwencii i negociacii dyplomatycznych, zabierał się właśnie do czynienia w tym względzie Rządowi Rossyjskiemu energicznych przedstawień, gdy krok *urzędowy i jawny*, jaki w tym samym właśnie czasie uczynionym był przez Rząd wspomniony, jak był wyrażną manifestacią chęci i zamiarów Rossii w tym względzie, i los majątku Uniwersytetu w Królestwie Polskiem, stanowczo, ile się zdaje roztrzygał, tak Senat Krakowski zmuszał, do usiłowań bronienia własności Instytutu tego, z innych jak dotąd zasad, z innego stanowiska, i przeciw innym jak dotąd zamachom; — Rząd Rossyjski spostrzegłszy, że władze Sądowe Królestwa Polskiego, były dosyć niepodległe, i odważyły się mu zaprzeczyć na drodze wyrokowania, praw do własności Akademickiej rosczonych, nie będąc pewny, czyli wyższe Instancie, do których się odwołał, okażą się powolniejsze żądaniu jego, począł się lękać ażeby kwestia, którą na drodze dyplomatycznej na korzyść swoją roztrzygnąć miał zamiar, *nie była tymczasem roztrzygnięta na korzyść Uniwersytetu na drodze Sądowej;* powstanowił przeto uprzedzić wyroki ostateczne na drodze administracyjnego roz-

[1] Rapporta PP. Krzyżanowskiego i Lasanowskiego patronów, Senatowi w tym przedmiocie składane.

porządzenia, i w celu przecięcia tej kwestii stanowczo i na zawsze, wydał postanowienie z dnia 9 Października 1827roku, orzekające zabór dóbr i kapitałów Akademii Krakowskiej własnych, w Królestwie Polskiem położonych, na rzecz Skarbu Królestwa Polskiego. Kopia postanowienia wspomnionego, w Dokumentach naszych załączona, [1] oprócz stawienia dowodu wyraźnego naruszenia brzmienia Artykułu XV. Traktatu Wiedeńskiego, wyjaśni razem : 1° Że dobra i kapitały Uniwersytetu dotąd przez Rossią zaprzeczane, *były niezaprzeczoną własnością zakładu tego aż po rok* 1827, gdy tytuły ich własności, po rok ten, w xięgach hypotecznych na imie jego uregulowane były, i gdy do przepisania ich na imie Skarbu Królestwa Polskiego osobnego potrzeba było postanowienia; 2° Że bez wydania postanowienia powyższego, Uniwersytet Krakowski byłby był *na drodze Sądowej* uzyskał sprawiedliwość, i byłby był utrzymany przy własności najświętszej jaka kiedykolwiek istniała.

Rzecz jednak godna zawsze zastanowienia, że krok powyższy Rządu Rossyjskiego nastąpił w czasie gdy kwestia: czyli Artykuł XV. Traktatu dodatkowego, obowiązuje Mocarstwa dopełniające rozbioru Xięztwa Warszawskiego, do zwrotu dóbr i kapitałów Akademii własnych, w ich krajach położonych?—roztrzyganą była właśnie na korzyść zakładu tego w Wiedniu, gdzie układano wówczas właśnie Konwencią przyznającą stanowczo, zwrot dóbr Akademii ze strony Austrii; Konwencią w 5 miesięcy poźniej, bo 29 Kwietnia 1828 roku podpisaną; — że krok ten czyniła Rossia w czasie, gdzie Prussy oświadczyły swą gotowość wstawienia się w tak słusznej sprawie do Cesarza Rossyjskiego, a zatem uznawały prawność reklamacii przezUniwersytet czynionych, jak o tem przekonywa odpowiedź udzielona Senatowi przez Rząd Królestwa Pruskiego, na wczesniejszy ad-

[1] Postanowienie Rady Administracyjnej Królestwa Polskiego, z dnia 9. Października 1827.—Patrz w Dokumentach, N° XX.

res Senatu w tym przedmiocie do Króla ; [1] że nareszcie zabór ten (bo go inaczej nazwać nie można), nakazanym był wtedy właśnie , gdy Senat uzyskał ze strony Austrii zwrót majątku Akademickiego ; gdy tym sposobem dopełniony był warunek od którego, wedle oświadczenia Cesarza Alexandra, z roku 1818, zależał, zwrót podobny majątku ze strony Rossii ; — a zatem, gdy stosownie do zobowiązania samej Rossii, Senat nabywał prawa do żądania od niej wspomnionego zwrotu , i dowodził tem samem, że Rząd Rossyjski uroczyste zobowiązania własnego Monarchy *za nic sobie ważył.*

Że podobnie *urzędowna konfiskata* majątku Uniwersyteckiego, wpłynęła znakomicie na dalsze usiłowania Rządu , w celu odzyskania go od Rossii, samo się przez się rozumie. — Senat zwątpił , jeżeli nie o prawach swoich , to przynajmniej o możności odzyskania i osiągnięcia na drodze dobrowolnej jakiegokolwiek skutku. — Nie przestał jednak czynić reklamacij , chociaż z brzmienia ich przeglądało wyraźnie , że stracił zaufanie w słuszności swej sprawy; gdy zamiast *protestować* przeciw jawnemu gwałtowi, *solicytował o własność swoją jako o łaskę.* — Uczynione wówczas ze strony jego przedstawienie do Vice-Kanclerza Państwa Rossyjskiego Hrabiego Nesselrode, dołączamy w kopii autentycznej ; — bo oprócz obrazu całego stanu sprawy, znajdują się w niem *motiva* czerpane z zasad prawa narodów, i prostej sprawiedliwości, tak mocne, i niczem pobitemi być niemogące, że trzeba było *całej złej woli* Rządu Rossyjskiego; i stanowczego jego postanowienia *korzystania z słabości Rządu Rzeczypospolitej*, by im się oprzeć i polegającym na nich reklamaciom zadosyć nieuczynić.[2] Dołączamy również w Doku-

[1] Nota Rezydenta Królestwa Pruskiego z d. 13. Lipca 1827. adresowana do Senatu, w odpowiedzi na adres do Króla. Patrz Zbiór Dokumentów N° XXI.

[2] Odezwa Senatu do Vice-Kanclerza Państwa Rossyjskiego Hrabiego Nesselrode, z d. 1 Grudnia 1827. Dokumenta, n. XXII.

mentach kopią adresu jaki Senat wtedy podał do Cesarza Austriackiego, z którego przekonać się można zapewne, że niczego niezaniedbano ze strony Rzplitej, aby wyjednać satysfakcią prawom tak niewątpliwym. [1] Wszakże ani na jedno ani na drugie zgłoszenie się nie otrzymał Senat żadnej odpowiedzi. — W roku 1829, w czasie kampanii Tureckiej, gdy Kurator Uniwersytetu znajdował się jako adjutant przy boku Cesarza Mikołaja, Senat wezwał go ażeby, korzystając z sposobności, kwestią o zwrot majątku Uniwersytetetu Krakowskiego, starał się przypomnieć i na jej korzyść otrzymać jakieś przychylne zapewnienie. — Kurator odpowiedział pod dniem 14 Lipca 1829 r., a z odpowiedzi jego wypływa, że kwestia ta oddana była na *łaskę tłómaczeń* urzędników wyższych otaczających Cesarza, którzy roztrzygnieniem jej na korzyść Rossii, mniemali sobie robić zasługę i skarbić względy jego. [2] Skutkiem przypomnienia Kuratora było przynajmniej że Komissarz Cesarsko - Rossyjski w Warszawie, Hrabia Nowosilcow, zaprosił obecnych tam wówczas delegowanych z Krakowa Senatorów, *na rodzaj narady*, na której wysłuchał ich zarzutów przeciwko wnioskom Ministra Sekretarza Stanu, i Protokół tej narady Hrabiemu Nesselrode przesłał. [3] W roku 1830 otrzymał Senat *pierwszą odpowiedź dyplomatyczną ze strony Rossii* w interesie Akademickim. — Dołączamy w mowie będące dokumenta, jako to: 1° List Hrabiego Nowosilcow do Kuratora Uniwersytetu Jagiel-

[1] Adres Senatu do Cesarza Austriackiego z dnia 25. Lipca 1828. r.— Patrz Zbiór Dokumentów, N° XXIII.

[2] Odezwa Kuratora Hr. Załuskiego do Senatu z d. 14. Lipca 1829.— Patrz Zbiór Dokumentów, N° XXIV.

[3] Protokuł narady delegowanych Senatu Wolnego Miasta Krakowa odbytej z Hr. Nowosilcow, przesłany przez tegoż Hr. Nesselrode. — Patrz Zbiór Dokumentów, N° XXV.

łońskiego ; [1] 2° Odezwę Vice-Kanclerza Państwa Rossyjskiego, Hrabiego Nesselrode do Hrabiego Nowosilcow ; [2] 3° Memoriał przy odezwie powyższej dołączony, a obejmujący *motiva*, na zasadzie których Rossia mniema mieć prawo odmówienia żądaniom Uniwersytetu Krakowskiego. [3] Zwracamy uwagę czytelnika szczególniej na Akt ostatni, który go obezna z sposbem rozumowania, za pośrzednictwem którego Rossia, niemogąc zaprzeczyć własnego swego zobowiązania, tak jak zaprzeczyła znaczenie Traktatu Wiedeńskiego, usiłuje się wyłamać z pod jego skutków, i dowodzi że Austria *zwróciwszy fundusze Akademii* właśne, do funduszu sztyftowego wcielone, *nie zwróciła jescze tego, co się Rossii majątkiem Uniwersyteckim nazywać podoba*, tem samem że zwrot ten z jej strony nie dopełnia jescze warunku przez Cesarza Alexandra położonego, ani nie moze za sobą pociągać *dopełnienia zobowiązania się przez niego uczynionego*.

Na zarzuty komunikowane mu przez Hrabiego Nesselrode, Senat Krakowski odpowiedział Notą swą z dnia 2 Czerwca 1830. — Umieszczamy w Dokumentach pismo wspomnione, a to w celu skompletowania wiadomości pod względem kwestii Akademickiej, [4] gdy w samej rzeczy, na tej odpowiedzi Senatu *stanęła cała korespondencia w tej mierze*. Rewolucia Polska w r. 1830 i po niej nastąpiona zupełna zmiana stosunków Rzeczypospolitej z Dworem Rossyjskim, odjęły Senatowi odwagę wznawiania materii, tyle, jak ją nazywał, *delikatnej*, dla tego też nie było

[1] List Hr. Nowosilcow do Hr. Załuskiego Kuratora Uniwersytetu Jagiellońskiego z d. 21. Lutego 1830.—Patrz Zbiór Dokumen., N° XXVI.

[2] Odezwa Hr. Nesselrode, do Vice-Kanclerza Państwa Rossyjskiego Hr. Nowosilcow z dnia 29. Stycznia 1830. —Patrz Zbiór Dokumentów, N° XXVII.

[3] Memoriał obejmujący *motiva* Rossii dla których żądaniu Universytetu zadość uczynić niemoże, jako anex do odezwy powyższej.— Patrz Dokumentów, N. XXVIII.

[4] Odezwa Senatu, do Vice-Kanclerza Hr. Nesselrode z dnia 2. Czerwca 1830. r.—Patrz Zbiór Dokumentów, N° XXIX.

o niej całkiem mowy, w czasie pobytu Komissii reorganizacyjnej w Krakowie, w roku 1833. — *W dzisiejszem zaś* położeniu rzeczy, samo się przez się rozumie, że Rząd *nominowany z woli i pod warunkami* przez trzy Dwory postanowionemi, żadnej więcej w tej mierze reklamacii czynić *nie będzie*.

Z powyższego więc wywodu opartego na dokumentach, przekonać się łatwo można, że Artykuł XV. Traktatu dodatkowego (z dnia 3 Maja), o ile dotyczył *majątku Uniwersyteckiego*, przez każde z trzech Mocarstw *inaczej* był tłumaczonym, i przez każde z nich, z osobna *inaczej* wykonanym został.

Prussy oświadczyły gotowość zwrotu i przyznały, że z osnowy Artykułu XV. Traktatu Wiedeńskiego wypływa obowiązek, dla Mocarstw sąsiednich, zwrócenia Akademii majątku, o ile ten w granicach ich Państw znajdować się może; *niezwróciły jednakże nic same*, dla tego że na terrytorium ich nieznajdowało się nic takiego *coby za własność Uniwersytetu* uznanem być mogło.

Austria zaprzeczyła z razu Uniwersytetowi prawa reklamowania od niej jakiegobądź zwrotu, przyznała mu jednak prawo to pożniej dobrowolnie, lecz, czyniąc się *arbitrem w swojej własnej sprawie*, zamiast całości zwróciła *jej część tylko*, i zamiast ją *zwrócić uprost właścicielowi*, złożyła fundusze przeznaczone do zaspokojenia *długu* tego *w ręce Rossii*, przekazując Uniwersytet *po wypłatę do niej*.

Rossia zaprzeczyła uprost, iżby z brzmienia Artykułu XV. miał dla niej wypływać obowiązek zwrócenia czego bądź, na rzecz Uniwersytetu; *oświadczyła jednakże*, że jeśli Austria i Prussy wydadzą z swej strony, reklamowane od nich części, ona *część u niej* znajdującą się *również* zwrócić obowiązuje się. — Wszakże pomimo takiego dobrowolnego zobowiązania się, pomimo, że Uniwersytet dopełnił warunku przez nią położonego i zwrot własności swojej ze strony Austrii uzyskał, pomimo nareszcie, *że wyroki jej własnych Władz Sądowych* zapadały na *korzyść praw Uniwersytetu*, —*nie tylko zobowiązania się swego* nie

dotrzymała, *nietylko nakazała urzędowy zabor* własności dotąd tylko kwestionowanej, ale nadto *wzbrania się* zaspokoić Uniwersytet *co do tej nawet należytości* która mu przez Austrią przyznaną została, po której wypłatę do niej przekazanym został, i *na której zaspokojenie od dawna brzęczące odebrała fundusze.*

Co do Sądownictwa: Urządzonem zostało stosownie do potrzeb kraju i przepisów Kodexu postępowania cywilnego Francuzkiego, i Władza ta, jaką taką organizacyją swoją, przypisać mogła głównie okoliczności, że przedmiot Sądowy obcym był zupełnie dla Kommissii reorganizacyjnej; że przeto mało mu poświęcając uwagi, przyjęła plan urządzenia go taki jaki jej przedstawiono.

Co się wreszcie tyczy reorganizacii Władzy Prawodawczej.— Tej przeznaczeniem było, zdaje się, tracić przy każdej reformie kraju, na władzy, wpływie i powadze, bądź dla tego że ją *niechciano widzieć skutecznie działającą*, bądź też dla tego, że jej się *najwięcej lękano.* Wszystkie więc postanowienia pierwszej Komissii organizacyjnej, dotyczące jej funkcii *utrzymano w swej mocy*, przepisy dawnego Statutu z wszystkiemi potwornemi definiciami praw Izby, znalazły miejsce *w Statucie nowym*, nadanym jej w roku 1833; a gdy doświadczenie przekonywało Komissią reorganizacyjną, że, na drodze ustanowienia form postępowania, dadzą się w Krakowie obalić zasady samego prawa; w zamiarze przeto zapobieżenia, ażeby zasady Konstytucii, dotyczące stanowiska i działalności Izby Reprezentantów, w praktyce nie mogły być więcej zastosowanemi, w Statucie U. Z. P. przez nią nadanym, zamieściła *niektóre dodatki* ułatwiające dopięcie zamierzonego celu. — Artykuł 54 przyznawał Senatowi wyłączne prawo orzekania o ważności lub nieważności obioru Reprezentantów. — Artykuł 57 *znosił jawność Posiedzeń Sejmowych.* Artykuł 96 znosił *sekretne głosowanie.* — Artykuł 159 wreszcie, zabraniał Reprezentantom czytania *mów z pisma*, ale przepisywał aby mówili z pamięci (ex tempore).

Wszakże nie samym tylko ustanowieniem podobnych teorij, wyrządzonym został gwałt zasadom Prawa Kardynalnego, przyznającego Izbie Reprezentantów bardzo ważne prerogatywy. — Prerogatywy te *praktycznie* znieważonemi zostały, mimo że w ich użyciu zastosowała się była Izba do przepisów Statutu z wszelką uległością. — Zgromadzenie Reprezentantów zwołane, w czasie pobytu Komissii reorganizacyjnej w Krakowie (w roku 1833), na drodze przepisanej Statutem i dodatkowemi postanowieniami obydwóch Komissij reorganizacyjnych, postanowiło Budżet Przychodów i Wydatków na następne trzy lata. — Budżet więc ten, wotowany w granicach wszelkich przepisów jakiemi organizatorom Krakowa podobało się ścieśnić w tym względzie attrybucie Izby, zdaje się że powinien był być prawem nietykalnem, tak dla kraju i Władz jego, jak i *dla samej Komissii reorganizacyjnej*, która przeznaczona do zaprowadzenia porządku, opartego wszędzie *na szanowaniu praw jakie gdzie obowiązują*, zdaje się że pierwsza powinna była dać *przykład uszanowania tego*. — Lecz w Krakowie, jak to już wyżej powiedzieliśmy, wyznawaną była całkiem inna wiara; szanowano prawa o tyle tylko, o ile dogadzały indywidualnym widokom ludzi mających udział we władzy, a co najgorsza, że pierwszy przykład podobnego małoważenia praw, dawali u nas zawsze ci sami właśnie, którzy całości ich przestrzegać byli obowiązani. — Dla tego też i Budżet z roku 1833. mimo że postanowionym był w ścisłem zastosowaniu się do prawideł przez Komissią reorganizacyjną przepisanych, nie więcej nad inne prawa był przez nią szanowany. — W kilkanaście dni po rozejściu się Sejmu, Komissia reorganizacyjna postanowieniem swojem z d. 28 Września 1833 roku, [1] wydanem na przedstawienie Komissii

[1] Resumé des décisions z dnia 30. Września 1833. dotyczące ostatecznego załatwienia kwestii z czynności Komissii Włościańskiej wynikających, które dla swej obszerności w zbiorze Dokumentów, do memoriału niniejszego umieszczone być niemoże.

Włościańskiej [1] zmniejszyła roczne dochody kraju o złotych polskich 104,000, redukując opłaty czynszów od włościan dóbr narodowych, i podatek ofiary od beneficiatów, wydatki zaś publiczne *obłożyła ciężarem kilku milionów*, przyznając włościanom ze Skarbu publicznego *zwrot nadpłat*, jakie w stosunku powyższej redukcii w czynszach od roku 1815. opłacanych do Skarbu publicznego wnieśli; jaki deficyt wyniknąć musiał w dochodach publicznych z postanowienia tego, — jakie zamieszanie sprawiło w administracii Skarbu, jak wreszcie było nielegalnem, i ubliżało attrybuciom Władzy wykonawczej i prawodaczej, każdy czytelnik łatwo oceni.

Taki jest ogólny rys postanowień i działań Komissii reorganizacyjnej, która zamiast zaprowadzenia harmonii w błędnem dziele Komissii organizacyjnej, zamiast dokładniejszego oznaczenia granic działania każdej szczególnie Władzy, zamiast uprzątnienia wszystkich zawad któreby ruch Administracii kraju tamować w przyszłości mogły, *rozstroiła* jeszcze bardziej machinę Rządu, pomnożyła nieład w wzajemnych funkciach władz szczególnych, i *mnóstwem postanowień dodatkowych*, excepcii najczęściej na korzyść indywidualnych interesów przyznanych, obok utrzymania w swojej mocy wszystkich przepisów pierwszej Komissii organizacyjnej, zawikłała do reszty administracią kraju, w niezrozumiały chaos sprzeczności i paradoxów.

[1] Komissia Włościańska była jednem z dzieł pierwszej Komissii organizacyjnej. Równie jak Universytet była Rządem w Rządzie.—Przeznaczoną była do ustanowienia czynszów od Włościan Dóbr narodowych, w zamian za pańszczyznę od której Traktatem Wiedeńskim uwolnionemi byli.— Była ona zupełnie niezawisłą od Władz miejscowych i korrespondowała wprost z Dworami, a wyrachowania jej okazały się być w końcu tak przenośne i do cen miejscowych nie zastosowane, że redukcii koniecznej uledz musiały.—Zamiast więc zaprowadzenia tej redukcii na drodze legalnej, tojest: za pośrzednictwem Sejmu, Komissia Reorganizacyjna zaprowadziła ją na drodze przez nas opisanej.

— W roztrzygnieniu kwestij tyczących *materialnych interesów kraju*, w wypełnieniu obowiązku ustanowienia na ich korzyść jakichsiś stałych prawideł, Komissia reorganizacyjna postępowała śladem pierwszej Komissii organizacyjnej. — Kwestie te *zostały jej zupełnie obcemi, ani ich niedotknęła wcale*, i zdawało się jej, że, mianowawszy zgraję urzędników, przepisawszy im formy postępowania bez zadania sobie nawet pracy porównania ich między sobą, dopełniła zupełnie zadania swojego. Komissia reorganizacyjna była przekonaną, że *dobre urządzenie kraju* zależy na liczbie urzędników, tudzież że przy niem można pominąć kwestią, czyli są fundusze do ich opłacenia, lub kto ich i zkąd dostarczać będzie?

Mimo to jednak, szczęściem by jeszcze prawdziwem nazwać można było, gdyby Rzeczpospolita Krakowska skazaną była na poniesienie skutków samej tylko organizacii i reorganizacii kraju. — Przeobrażenia te nieodpowiedziały zapewne celowi swojemu, niewypłynęły z nich takie dla kraju następności, jakie wypłynąć były powinny. — Zaprzeczyły one wiele praw mieszkańcom Miasta Krakowa, inne poddały wątpliwości lub dwójznacznemu tłómaczeniu, ale zaprowadzały jednak rodzaj jakiegoś porządku publicznego, w którego samym nieładzie był przecie system jakowyś, mniejsza o to że z dobrem kraju i jego prawami niezupełnie zgodny. — « Nie było więc to, czegoby so- « bie życzyć można, ale jednakże było coś zawsze. » Organizacia władz prowadziła do gorszących pomiędzy niemi kollizii, to prawda, ale rezultat kollizii tych niemógł być inny, jak tylko, że jedna z nich musiałaby zwyciężyć drugą; zawsze więc pozostawała władza jakaś, do której się udać, przed którą się żalić, i od której opieki żądać można było. Ustawy pełne były sprzeczności, i tego zaprzeczyć nie można, ale ztąd niewynikało jeszcze *aby niebyło żadnych*; prędzej czy poźniej musianoby się zgodzić na przepis jednej, nim by się rządzono, według niego by postępowano, i byłoby przecie jeszcze zawsze *jakieś prawo*, do

którego by w potrzebie odwołać się wolno było. — Zasady prawa publicznego, wedle których obywatele przypuszczeni byli do udziału w rządzie kraju, były w prawdzie zniweczone na drodze przepisania im form duchowi ich ubliżających, i udział obywateli w rządzie kraju redukujących, do rodzaju wystawnej i nic nie znaczącej assystencii, ale sama ta assystencia była rodzajem moralnej kontroli, przeciw samowolności i nadużyciom; ale formy te tak ściśle spowinowacone z treścią zasad samych, nastręczały jescze talentom, dobrym chęciom i poświęceniu się *nie jedną sposobność tentowania*, ażali im się nieuda jasnym rzeczy wykładem, zdrową logiką, przekonać o niepodobieństwie, aby zasada przyznana i obowiązująca mogła być w zastosowaniu neutralizowana formą, i tym sposobem wymódz wykonanie choć jakiej frakcii samej zasady? Z resztą, nie podobna zaprzeczyć, że politycznemu życiu ogółu narodu położonemi były szranki redukujące go do wegetacii nic prawie nieznaczącej, że ruch przemysłowy skrępowanym był zupełnie; że nakoniec, tak ogółowi jak i szczególnemu wyrzec się należało owej zamożności i dobrego bytu, jaki towarzyszy zwykle swobodzie przemysłowej i odbytowi handlowemu; ale przecież, jeżeli urzędnik pragnący władzy lub wpływu, jeżeli obywatel chciwy zasłużenia się krajowi lub dorobienia się większej fortuny, — zatamowaną mieli drogę do celu, massa narodu i większa część ludności mogła żyć spokojnie, używać tego bez obawy co było jej własnością, — wolno było jej być obojętną, i nikt nie kłócił jej domowego *zacisza*. Było więc zamieszanie w organizmie kraju, była stagnacia w ruchu prywatnym, ale niebyło anarchii, w pierwszym ani w drugim nie panował jescze terroryzm! Jakże niedaleką była ta chwila w której mieszkańcy Miasta Krakowa, przeznaczonemi byli do przekonania się własnem doświadczeniem, że stan, w jakim ich zostawiała reorganizacia kraju, mógł, w porównaniu jaki ich czekał, nazwać się jescze bardzo szczęśliwym! Jakże rychło wyzutemi być mieli i z tych

ostatków biernego szczęścia!... Jakże niedługo zaprzeczyć im miano wszelkiego prawa, znieść pomiędzy niemi wszelką władzę, i podstawić w jej miejsce, *dowolność*, sponiewierać *wszelkie formy*, i zagrozić domowemu pokojowi *nawet najobojętniejszych*!

Że taka a nie inna przyszłość zgotowaną była dla mieszkańców M. Krakowa, niepozwalał wątpić powierzchowny nawet rzut oka na postępowanie Rezydentów trzech Dworów, jakiego natychmiast po odjeździe Komissii reorgonizacyjnej dali dowody. Wszystko co tylko przez nią było postanowionem, i co się zdawało być ostatecznie rozstrzygniętem, poddali na nowo wątpliwości i kwestii. — Zaprowadzonym przez Komissią reorganizacyjną władzom, zaprzeczono na raz służących im prerogatyw, i używanie ich podciągnęli Rezydenci trzech Dworów protegujących pod kontrolę, o której prawa krajowe milczały. — Ustawy przez Komissią reorganizacyjną nadane, zanim je jeszcze w wykonanie wprowadzić zdołano, uznali Rezydenci ciemnemi i *tłómaczenia potrzebującemi*, a wszystko przekonywało, że tłómaczami ustaw tych miał być nie kto inny tylko oni sami. — Dążność zaprowadzenia w praktyce wcale innego porządku, niż ten co z teorii wypływał, była jawną, i przeglądała z każdego ich kroku, a krótki przeciąg czasu wystarczył do przekonania każdego, że reorganizacia kraju w roku 1833 dopełniona, odbyła się dla zadość uczynienia innym przemożniejszym względom, aniżeli był wzgląd na potrzeby miejscowe.

Zdaje się że polityka Gabinetów trzech Dworów protegujących wymagać po nich musiała, w roku 1833, by dali ze swej strony przykład Europie i złożyli jawny dowód, że stypulacie Traktatu Wiedeńskiego ściśle dochowują. — Dowód ten potrzebnym jej był, by domaganie się ich wykonania *gdzieindziej* poprzeć przykładem własnego postępowania i własnej względnie nich uległości. Lecz po zaspokojeniu tych zewnętrznych względów, polityka ta, niemyślała odstąpić nawet na chwilę od *sy-*

stematu postępowania wewnątrz, jakie wywołały wypadki w r. 1833 zaszłe. — System ten ogólnie przyjęty, i w krajach sąsiednich na wielką aplikowany skalę, nie mógł pozwalać by dzielność jego paraliżowaną być miała co dzień, zasadami gminowładztwa i przykładem formy rządu na nich opartego. — Nie mógł więc tuż pod oczyma narodów, przeznaczonych na uległość władztwu opartemu na *zupełnie przeciwnych formach i zasadach*, zostawić rządu takiego w używaniu pełni jego prerogatyw, nie mógł pozwolić na istnienie swobód wypływających z doktryn zdaniem jego niebezpiecznych i przezeń potępionych, a jeżeli współczesne okoliczności i względy ogólnej polityki, wymagały na nim koncessią uznania nanowo zasad tych w teorii prawa publicznego Rzeczypospolitej, w roku 1833 nadanego, koncessią tę łatwo mu uczynić przyszło, ani się potrzebował obawiać jej skutków, gdy praktyczne wykonanie tak przez siebie uznanych zasad, od jego zawisłem było woli, i w jego wyłącznej zostawało mocy; gdy z wykonania takiego nieczuł się obowiązanym zdawać komu bądź rachuby, a tym mniej obawiał się reklamacii ze strony tych, na których niby korzyść, i w których jakoby interesie przyznanemi były, gdy oddawna wzbronionym sobie mieli wszelki głos w swojej własnej sprawie; nie zasięgano nigdy ich zdania w tej mierze, na objawione zaś przypadkiem nigdy niezważano.

W położeniu więc takiem, gdzie wypadało pogodzić wzgląd na zewnątrz, z wymaganiami własnej obawy, i własnej wewnętrznej potrzeby, dewiza zastosowania systematu tego w Krakowie nie mogła być inna jak tylko : nietykalność praw wszelkich w teorii, odmówienie ich zaś absolutne w praktyce, — a dewiza ta raz przyjęta, nie dozwalała się wahać w wyborze środków do jej przeprowadzenia i wykonania, bo środki te zredukowane były do jednego, to jest: do podstawienia siły materialnej w miejsce prawa, do użycia wreszcie pierwszej w każdym wypadku, w którym by drugie nieprowadziło do celu. —

Jak dalece, na wykonanie i zastosowanie podobnych zasad, podobnego systematu, wpłynąć mogła lub dotąd wpływa osobistość tych, którym wykonanie to poleconem zostało, to jest: osobistość rezydentów trzech Dworów, ich chęć odznaczenia się, położenia zasług, zaspokojenia wreszcie własnych namiętności lub skłonności; jak dalece, osobistość tą, sprawić mogła że system, o którym wspomnieliśmy, wyrodził się w prawdziwy terroryzm, i zagroził osobistemu nawet bezpieczeństwu i wolności mieszkańców Miasta Krakowa; że jego ofiarą oprócz publicznych, padły jeszcze i prawa prywatnych? Pytania tego przesądzać tutaj niechcemy. — Ograniczając się do prostego opowiadania faktów, światłemu Sądowi czytelnika zostawiamy uznanie, ażali w nich upatrzy jakikolwiek pragmatyczny związek między systematem, którego zaprzeczyć nie podobna, a wpływami o których z lekka tylko napomknęliśmy. — Wszakże niechaj nam wolno będzie otworzyć zdanie nasze w tej mierze, i wyznać, że wedle rozumienia naszego, dobry byt i spokojność pojedynczego obywatela, pomyślność materialnych interesów ogółu, nie zawadzałyby zapewne systematowi, jeżeliby tylko w obec ogólnie przyznanej niemocy oporu, nieznajdywał na drodze, do politycznego jej celu wiodącej, żadnej ze strony miejscowej przeszkody; — a zatem, że skutkiem jego mogłyby być ograniczenia polityczne, lecz nigdy prześladowanie i ucisk, jakich interesa pojedyncze każdego stają się dziś ofiarą. Wniosek więc, że na dzisiejszy smutny stan mieszkańców Miasta Krakowa wpływają, oprócz skutków systematu, inne jeszcze jemu obce, ogólnej jego polityce podrzędne przyczyny, jako bardzo do prawdy podobny, na swojem miejscu nam się być zdaje.

Zamierzając jednakże rządzić krajem, *ultra* praw jego, ciągle jakoby obowiązujących, system musiał się najprzód starać o opanowanie władzy, a przynajmniej o zapewnienie sobie takiego wpływu na tych którzy ją sprawowali, żeby ją sprawowali nadal, tylko zgodnie z jego celami, to jest: żeby się zdecydowali

być firmą osłaniającą panowanie jego. Obok tego, przygotowanym być musiał do gwałtownego nawet przeobrażenia składu władzy wszelkiej, na przypadek, gdyby która z nich ośmieliła się zaprzeczyć mu berła lub poważyła się formalizować przy jego oddaniu. — Do uczynienia też zadość tej głównej swojej potrzebie, poczynił stosowne kroki natychmiast po odjeździe Komissii reorganizacyjnej z kraju. — Artykuł XXVII. Konstytucii z roku 1833 przepisywał, że *w razie sprzeczności zdań* między Sejmem a Senatem, co do *tłómaczenia* Ustawy kardynalnej, Rezydenci trzech Dworów protegujących *na uczynione do nich wezwanie* przez jednę z władz wspomnionych *zbiorą się na konferencią*, i roztrzygną spór zachodzący, z zastrzeżeniem zawsze zatwierdzenia trzech Dworów protegujących. — W przepisie tym, mogącym być zastosowanym tylko w czasie funkcionowania władzy prawodawczej, upatrzył system pierwszy szczebel do władzy do której dążył. W początku roku 1834, poczęli Rezydenci trzech Dworów żądać od Senatu tłómaczenia w przedmiotach dotyczących *wewnętrznej administracii kraju*, pociągali Senat do zdawania im sprawy z postanowień, należących wyłącznie do wydziału władzy, której wolne używanie zapewnionem mu było prawami krajowemi. — Senat ujrzał się nagle poddanym jakiejś nadzwyczajnej kontroli, której źrzódła nie znał, ani się z razu celu domyślał. — Kontrola ta nie długo tylko kontentowała się samym nadzorem, zaczęła niebawem występować czynnie i wdzierać się w granice attrybucii, służącej tylko władzy wykonawczej. Rezydenci trzech Dworów protegujących poczęli podciągać pod swą decyzią postanowienia rządu, tyczące na przykład, przyznania praw Obywatelstwa pojedynczym osobom, i prawa takich osób kwestionowali na zasadzie, iż uzyskający je mieli udział w Rewolucii Polskiej, mimo że Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa, *po Rewolucii Polskiej* nadana, żadnego w tym względzie nie ustanowiła wyjątku. — Spór wynikły między Rządem a Instytutem Szpitala Świętego

Lazarza, uznali równie za ulegający roztrzygnieniu swemu, przyzwali przed Trybunał swój Senat, w przymiocie oskarżonego, oświadczyli wreszcie że *sami zajmą się* urządzeniem administracii Instytutu tego, i mianowali *ad hoc* Komitet z miejscowych Urzędników. — Akta te były czemś więcej jak kontrolą czynności Rządu, bo objawiały władzę *czynną decydującą* i wprowadzającą w wykonanie decyzie swoje, władzę, jednem słowem, *rządzącą*. — Władza ta nazwała się *Konferencią Rezydentów*, w tym przymiocie występowała wszędzie, i wszystkie jej odezwy pisane były w tym charakterze i pod tem imieniem. Senat z początku uległy i tłómaczący się z uszanowaniem, spostrzegł się nareszcie i odgadywać począł wszystkie skutki mogące dla niego samego wyniknąć z ustalenia podobnej władzy. Chodziło tu o jego władzę, jego powagę i jego exystencią. Zdobył się przeto na męztwo i przedstawił rezydentom: iż gdy Artykuł XXVII. Konstytucii, w jednym tylko i ściśle oznaczonym wypadku, działalność konferencii przewiduje, przypadek ten zaś nie zachodzi, nie umie sobie wytłómaczyć postępowania Rezydentów, a tem mniej mu wiadomo na mocy by jakiego prawa, w charakterze konferencii mogli poddawać czynności jego swojej kontroli, w obec wyraźnego przepisu ustawy kardynalnej, przyznającego prawo jej sprawowania, jedynie władzy prawodawczej kraju? Lecz jeżeli Senat zrozumiał że chodzi o jego exystencią, nie było także tajnem Systematowi, *iż od zwycięzenia oporu* w samym zarodzie, zależy dalsze powodzenie jego, a zwycięzenie to znowu od pierwszej odpowiedzi Rezydentów. — Przecinając przeto spór wszelki, ci ostatni oświadczyli Senatowi krótko: iż nie mają obowiązku tłómaczenia się z postępowania swego, iż działają z *woli i polecenia swych Dworów*, że zamienieni « dans une conférence permanente pour les affaires de ce « pays, [1] » w tym charakterze nadal urzędować będą, i w nim

[1] Odezwa Konferencii do Senatu dnia 15. Lutego 1834. r. do L. 793.

przez Senat *mają być uznawanymi*. Wystawiliśmy już poprzednio, że pomiędzy innemi artykułami wiary politycznej, zaszczepionej pomiędzy nami postępowaniem Komissii organizacyjnej, był i ten, *że wola Dworów protegujących* może u nas zastąpić miejsce *prawa*, nic więc dziwnego że władza wyznająca podobne principium, nie znalazła nic do zarzucenia przeciw odpowiedzi obejmującej wyraźne oświadczenie, że to, na co się skarży, dzieje się *z woli i polecenia protegujących Dworów*. Senat też Krakowski odebrawszy odpowiedź powyższą umilkł zupełnie, i zamienił się odtąd w powolne narzędzie woli konferencii, tem samem więc i dążeń systematu. — Wszakże nie obeszło się przy tej okoliczności, bez energicznych usiłowań ze strony pojedynczych członków Senatu, by go nakłonić do postępowania więcej zgodnego z prawami i powagą jego. — Senator Hiacynt Mieroszewski wniósł, ażeby Senat przedstawił wprost Dworom położenie w jakiem się znajduje, i do ich decyzii zastosował dalsze postępowanie swoje. Zlękniony Senat wniosek tak śmiały uchylił, a Senator Mieroszewski stał się ofiarą szlachetnych swych chęci. — Konferencia bowiem pojęła bardzo dobrze, że niepodległy głos urzędnika, tak powszechnie szacowanego i znanego z umiarkowania, jak był Senator Mieroszewski, wpływać może nieprzychylnie jej dążeniom, na umysły reszty Senatorów, że głos taki łatwo może zdemoralizować władzę, na której subordynacii, jak to dobrze wiedziała, jej własne zależało panowanie, i że w skutku takiej demoralizacii, może się dla niej samej zrodzić tysiąc kwestij bardzo delikatnych i nieprzyjemnych, których stanowczego rozwiązania ile możności uniknąć pragnęła. — Chcąc więc rozzbroić oppozycią Mieroszewskiego, spodziewała się we własnym jego interesie znaleźć skuteczny na nią hamulec. Mieroszewski posiadał wioskę w Królestwie Polskiem, Rezydent więc Rossyjski odmówił *jemu, jego żonie i dzieciom* wizy paszportu do Królestwa Polskiego, a gdy, pomimo to wszystko, Senator Mieroszewski pozostał wiernym

przekonaniu swemu, i działał stosownie do niego, Konferencia, bez względu że był nominowanym przez same trzy Dwory protegujące, oświadczyła Senatowi Notą swą z dnia 1836 r. [1] że Dwory protegujące przekonawszy się, iż P. Mieroszewski namiętną oppozycią (par une opposition passionnée) staje na zawadzie *dobroczynnym ich zamiarom* względnie Krakowa, postanowiły odwołać (revoquer) jego nominacią; w skutku czego urzędowanie jego ustaje.

Każdy zapewne uzna że Dwory protegujące kassując w podobny sposób jednego z najwyższych urzędników kraju, nie tylko naruszały Konstytucią *przez nie same dopiero co nadaną*, w moc której destytucia Senatorów była wyłączną attrybucią Izby Reprezentantów; nie tylko ubliżały sprawiedliwości, bo w żadnym krajn na świecie nie potępiają nikogo *bez występku, bez oskarżenia, bez wysłuchania wreszcie obrony;* ale przyznawały się nadto do praw majestatu względnie Krakowa; gdy władza destytuowania, wedle woli, publicznych fonkcionariuszów jakiego kraju, Panującemu jedynie służyć może, a raz w Krakowie ustalona, zamieniała Rzeczpospolitą w prowincią Berłu Dworów protegujących uległą, a jej urzędników, w ślepe instrumenta ich woli, zawisłe od ich rozkazów i nie mogące mieć innych obowiązków nad wykonanie ich bezwarunkowe.

Że przykład tak oburzającej arbitralności skutkował jak należy, i pożądane na całym Senacie uczynił wrażenie, samo się przez się rozumie. — Uczył on Senatorów wymownie, dokąd prowadzi, obstawanie przy prawach przez Dwory protegujące nadanych, i że jest zbrodnią chcieć je rozumieć inaczej, jak je one same rozumianemi mieć chcą. — Przykład ten nadto przekonywał z nich każdego, że dla urzędnika Rzeczypospolitej Krakowskiej *nie ma na przyszłość wyboru* jak tylko *między ślepem posłuszeństwem rozkazom rezydentów*, a dobrowolną dymissią

[1] Nota Konferencii z d. 1836. r. patrz Zbiór Dokumentów, N° XXX.

lub też destytucią; a gdy dymissii podać lub się na destytucią narażać wzbraniał im ich własny interes, przystali z chęcią na posłuszeństwo tak wygodne dla egoizmu i ograniczenia. — Przyprowadziwszy więc Senat raz do uznania takiego obowiązku, i zmusiwszy go raz do przyjęcia podobnej zasady jego urzędowania, system mógł od tej chwili być pewnym, że *za pomocą celnej władzy miejscowej*, gotowej na jego rozkazy i nie rozbierającej ich wcale, przeprowadzi z łatwością dalsze widoki swoje. — Konferencia nie mogła się więcej obawiać, by woli jej stawianym był *jakikolwiek opor* ze strony sprawujących tak zwany Rząd w kraju. Wola ta uznana raz przez Senat *prawem*, przelewała de facto Rząd Rzeczypospolitej w jej ręce. — Senat utrzymał tytuł Rządu dla zadość uczynienia względom zewnętrznym, i pożyczał go w celu legalizacii rozkazów Konferencii, a tym sposobem główna kwestia sprawowania *rzeczywistego* władzy nielegalnej, obok istnienia pozornego władzy legalnej, pod jej imieniem i *za jej sankcią*, rozwiązaną została na korzyść systematu, tylekroć razy przez nas wspomnionego.

Wszakże, lubo Konferencia pewną była posłuszeństwa Senatu, nikt jej przecie zaręczyć niemógł, ażali dwie drugie władze, *prawodawcza i sądowa*, posłuszne będą takiemu Senatowi; bo Konferencia korrespondowała wyłącznie z Senatem, a ten dopiero na zasadzie odebranych od niej poleceń, wydawał postanowienia stosowne, jako *Rząd Konstytucyjny kraju*. Łatwo się przeto mógł zdarzyć wypadek, że jedna z władz powyższych oparta na wyraźnem brzmieniu prawa, odmówi wykonania postanowień prawu temu wręcz przeciwnych, i opartych jedynie *na woli Dworów protegujących o której prawo zupełnie milczało*. Sądownictwo którego *niepodległość* jak najwyraźniej Konstytucią zaręczoną była, nie tak łatwo jak Senat, zmuszonem być mogło do *uległości*. *Nominacii* Sędziego nie mogła jeszcze wówczas odwoływać Konferencia tak łatwo, w imieniu trzech Dworów, jak odwoływała nominacią Senatorów; Dwory albowiem

nie nominowały Sędziów, i ci wybrani byli przez Izbę Reprezentantów; Artykuł zaś XVIII. Konstytucii przepisywał wyraźnie: *że żaden Sędzia nie może być złożonym z urzędu* tylko za wyrokiem *Sądu najwyższego Sejmowego*. — Co do Izby Reprezentantów, tej skład i natura urzędowania, jescze mniej dozwalały przypuszczać, by *votum* jej, w razie gdy Systematowi potrzebnem być miało, z łatwością uzyskane być mogło. Owszem, duch obywateli odgadujących zwolna zamiary i potrzeby Systematu, kazał się lękać jawnego oporu przeciw dążeniom jego Duch ten znany dokładnie Konferencii groził nawet czemś więcej, bo zdawał się zapowiadać że Izba Reprezentantów, przy pierwszem zejściu się, *uczyni jakiś krok zewnętrzny*, odwoła się do całej Europy, lub do samych Protektorów, z reklamacią o prawa krajowi uroczyście zaręczone, a reklamacia taka w każdym razie, jako akt publiczny, jako świadectwo woli całego kraju, zadające fałsz twierdzeniom systematu i dowodzące że Instytucie, w roku 1833 nadane, wcale wykonywanemi nie są, niweczyła kałkuły polityki jego opartej na tajemnicy, i na błędzie, w jakim Francią i Anglią, co do rzeczywistege stanu rzeczy w Krakowie, utrzymywać umiała. — Jak więc Sądownictwo wyrokami swemi mogło krzyżować zabiegi Systematu wewnątrz, tak Izba Reprezentantów, odwołaniem się swoiem mogła je zawstydzić, bo na jaw wywołać. — Zapewnienie więc sobie posłuszeństwa Senatu, nie było dostatecznem do zapewnienia mu zupełnego zwycięztwa. — Co chwila narażonym się widział na niebezpieczeństwo, pierwsze ocknięcie się władz nie podległych w Krakowie, mogło obalić plan, w połowie już prawie do skutku doprowadzony. — Nad odwróceniem więc tego niebezpieczeństwa, nad zapobieżeniem skutkom takiego ocknienia się, System przemyślać był skazany. — Oprócz tego, i posłuszeństwo samego Senatu *jako wystraszone*, zachwiać się równie mogło. — Swieży przykład poświęcenia się jednego z Senatorów mógł znaleźć niebezpiecznych naśladowców. —

Konferencii wiadomem było że, pomimo uległości z jaką Senatorowie stosowali się do *objawionej im woli* trzech protegujących Dworów, porównywali jednak niekiedy *tę wolę* z przepisami stojącego prawa; z porównania zaś tego rodziły się wątpliwości, wnioski, nie zawsze *powodzeniu tej woli* przyjażne. Na *analizę* więc taką nie mógł być obojętnym system, a tym mniej mógł pozwalać by się z nią oswajały władze jakiekolwiek, jeżeli dalsze jego zastosowanie nie miało się zamienić w nieustanną walkę, której wypadek mógł być niekiedy inny od tego jakiego wymagał interes jego. Srzodek użyty raz przez Konferencią, to jest *destytucia oponującego*, nie zawsze pozwalał się użyć, ani zupełnie zapobiegał złemu, raz dla tego że mnożył piśmienne dowody gwałtu stojącego prawa, drugi raz dla tego że był gwałtowny, a tem samem z polityką jego niezupełnie zgodny; bo polityce tej zależało głównie na tem, by panował *więcej serwilizmem aniżeli jawną przemocą*, by nadto, zagranica w ciągłem była mniemaniu, że to co się w Krakowie dzieje, *dzieje się w skutku rozporządzeń władzy miejscowej i prawnej*, nie zaś w skutku interwencii *władzy obcej* lub na drodze jakiego przymusu. Z resztą, Konferencia świadoma wrażenia, jakie uczyniła na umysłach wszystkich destytucia Sen. Mieroszewskiego, niechciała cząstkowemi wycieczkami utrzymywać rozjątrzenia, zaprzeczającego jej połowę zwycięztwa. — Konferencia pojęła bardzo dobrze, że jeśli jej już przyjdzie użyć koniecznie gwałtu, wypada jej użyć takiego, coby obejmował nie część ale całość, wypada jej poszukać takiego któryby ogarnął wszystko, *przecinał i siłą rozstrzygał wszystkie wątpliwości*, któryby ogromem swoim zagłuszył wszystkich umysły, nakazał milczenie wszelkim wnioskom, kładł koniec wszelkim zuchwałym nadziejom, a użyczając w pomoc Systematowi siły materialnej, samą jej demonstracią, czynił zbytecznem jej cząstkowe użycie. A jeśliby jeszcze udało się dać gwałtowi temu, względnie zagranicy, *taką barwę*, żeby go, w pierwszej przynajmniej chwili, przyjęła

za wypadek konieczny i okolicznościami usprawiedliwiony, zadanie systematu znalazłoby się szczęśliwie rozwiązanem, a cele jego dopięte i na długi czas zapewnione!!!

Gwałtem, zapowiadającym tak pomyślne *skutki wewnątrz*, a zdolnym do przyjęcia podobnej barwy *zewnątrz*, była okupacia wojenna kraju W. M. Krakowa! *Okupacią* więc wojenną zadecydował system jeszcze w roku 1834, i jeżeli jej wówczas zaraz nie przyprowadził do skutku, przyczyną tego było, że mu wypadało wprzódy wynaleźć do niej pozor miejscowy, i Europę z jej myślą oswoić.

W końcu roku 1834 i na początku 1835 poczęli się w Krakowie zjawiać tajemni emissariusze propagandy jakoby Paryzkiej, wysłańcy Emigracii Polskiej we Francii, działający niby w jej duchu i z jej polecenia. — Usiłowali oni wciągnąć, namówić włóczęgów, próżniaków, niedoświadczoną wreszcie młodzież, do przedsięwzięcia napadu na granice Polski, Galicii, a nawet Węgier. Wiadomości o zjawieniu się Emissariuszów podobnych przechodziły w Krakowie pocichu z ust do ust. Nikt ich nieznał, nikt ich nie miał sobie poleconych, a najmniej wiedziano że przybywali *nie z Francii* ale *z Królestwa Polskiego*, nie z polecenia propagandy Paryzkiej, ale *na żądanie* i za paszportami Rezydenta Rossyjskiego. — Knowania ich nie uszły bacznego oka ówczesnej policii. Policia ta, działająca w dobrej wierze, i wcale nie obeznana z tajemnicami potrzeb systematu, czy to z powodu że jej zamiaru powierzyć nie śmiano, czy też dla tego że go nie chciała, lub też nie umiała odgadnąć, wyśledziła tajemnych Missionarzy, podciągnęła ich pod badanie, i zabierała się na prawdę oddać ich Sądom miejscowym, po wymiar zasłużonej kary, lecz na proceder taki nie mógł zezwolić System, z powodów bardzo dla siebie ważnych. — Badania bowiem policyjne, chociaż dopiero sumaryczne, przeto powierzchowne, *na dziwne już jednakże naprowadziły poszlaki;* mniemani Emissariusze Emigracii okazali się być wysłańcami Rossyjskiemi, a je-

den z nich nawet, przyciśniony badaniem, zeznał rzeczy kompromitujące w wysokim stopniu jednego z Rezydentów trzech Dworów. [1] W takim więc rzeczy stanie Konferencia niemogła zezwolić, by obwinieni oddani zostali pod inkwizycią Sądową, a zatem ściślejszą. W trakcie przeto jeszcze inkwizycij policyjnych Rezydent Rossyjski wezwał Senat, ażeby uwięzieni, jako poddani Królestwa Polskiego, bezzwłocznie władzom tamtejszym wydanemi byli. Nadaremnie Senat zasłaniał się ustawą karną, na próżno odwoływał się do Traktatu Wiedeńskiego, i do przepisów Konstytucii obowiązującej; nadaremnie przedstawiał że uwięzieni nie należą do *Kategorii uszłych z pod broni*, lub przez prawo ściganych, i jako popełniający występek na terrytorium Wolnego Miasta Krakowa, na miejscu, i przez władze Rzeczypospolitej sądzeni i karani być winni. — Przedstawienia takowe żadnego nie miały skutku, reklamacie Rezydenta Rossyjskiego coraz to groźniejszym przemawiały językiem, aż nareszcie oświadczenie, *iż taka jest wola* Dworów protegujących, położyło koniec sporowi, i Senat, mimo Traktatu i Konstytucii, zmuszonym był wydać reklamowanych w ręce władz Królestwa Polskiego.

Dzięki więc posłuszeństwu Senatu, system wybrnął wprawdzie z bardzo drażliwego położenia, wszakże, lubo się widział zmuszonym szukać innych śrzodków do dopięcia zamierzonego celu, nie odstąpił nawet na chwilę od raz powziętego zamiaru. System przekonał się tylko o potrzebie działania ostrożniej i na pewniejszych zasadach, a postępowanie takie stało się dla niego tem konieczniejszem, gdy zaszłe podówczas *okoliczności zewnętrzne*, zmuszając go do przyśpieszenia okupacii wojennej Krakowa, nie pozwalały mu jej więcej czynić zawisłą od *półśrzodków*, od zabiegów mogących się *udać* albo też *niepowieść*, ale kazały do niej dążyć drogą pewną i niewątpliwą.

[1] Klemens Hulanicki.

W tym samym bowiem czasie, to jest w końcu 1835 r., Dzienniki Angielskie uczyniły Rzplitą Krakowską przedmiotem uwag i dyskussij swoich. Zwracały one uwagę Rządu swego na korzystne położenie Krakowa i radziły, aby przemysł Angielski, punkt ten centralny w Europie, uczynił głównym składem handlu swojego. —Kwestią tę pochwyciły Dzienniki Ministerialne, a ich rozumowania i wnioski zgodne z insinuacią Dzienników neutralnych przekonywały System, że uwaga Rządu Wielkiej-Brytanii zwróconą została w samej rzeczy na kraj tak długo w Europie zapomniany; że się skłania działać w duchu nastręczonych mu myśli, a nawet że, dla rozpoznania nowego pola działania tego, i dla zapewnienia handlowi swemu opieki miejscowej, zamierza do Krakowa zesłać Agenta czyli Konsula swego. Że śladem Rządu Angielskiego pójdzie nie długo i Rząd Francuzki, nie pozwalał wątpić wzgląd na ścisłe związki między dwoma narodami temi, na ich wreszcie emulacią pod względem handlu i przemysłu. — Wszakże nic niemogło więcej być niedogodnem dla interesu i powodzenia systematu jak zesłanie do Krakowa Konsulów Francuzkiego i Angielskiego. — W obec podobnych świadków system rozwijać się w żaden sposób nie mógł, i pod oczyma *takiej kontroli*, alboby musiał zmienić hasło działania swego, i *wystąpić otwarcie*, albo też ustąpić całkiem z pola, i dozwolić wolnego wykonania praw *ciągle jakoby* obowiązujących. — Tym czasem polityka jego niepozwalała ani na jedno ani na drugie, i jej też wymagania zmusiły go do ruszenia wszelkich sprężyn by zamiar Francii i Anglii udaremnić, siebie zaś uwolnić od bardzo niewygodnej kontroli. — By tego dopiąć jedna tylko zostawała droga, to jest: wmówienie w Rządy Francuzki i Angielski, że zjawienie się w Krakowie ich Konsulów będzie hasłem powstania, zachętą do zamachów na bezpieczeństwo sąsiednich krajów, a to dla rewolucionistów, demagogów, jakobinów, jednem słowem, dla ludzi pokojowi powszechnemu niebezpiecznych, w Krakowie główne siedlisko mających. Potrzeba takiego wmówienia, po-

ciągnęła za sobą potrzebę udowodnienia że Kraków jest w samej rzeczy siedliskiem podobnych ludzi; a gdy udowodnienie to, i sprawdzenie podobnego ducha w Krakowie, *nastręczało zarazem pozoru* do zadecydowanej od dawna *okupacii* wojennej tego kraju, a przeto dopisywało interesowi systematu, zebraniem więc takich dowodów, przekonaniem Anglii i Francii, że wysłanie z ich strony Konsulów byłoby, w takiem położeniu rzeczy, krokiem niepolitycznym, zajął się system pilnie i bez żadnej zwłoki.

Wiadomo, że, w skutek Artykułu III. Traktatu dodatkowego, granice Wolnego Miasta Krakowa *ze wszech stron są otwarte*, Rzeczpospolita nie ma urzędników Celnych ani straży granicznej, i wejście cudzoziemców na jej terrytorium zależy całkiem od zezwolenia władz granicznych Austriackich, Pruskich i Rossyjskich, strzegących zewsząd przystępu do tego wolnego kraju. — Nagromadzenie przeto tak zwanych Emigrantów, w obrębie Miasta Krakowa, było dla systematu rzeczą bardzo łatwą, gdy zależało zupełnie od woli władz krajów sąsiednich, czyli, jaśniej mówiąc, *od jego własnych poleceń*. — Polecenia te znać że wydanemi być musiały, gdy władze wspomnione wyścigały się w dogodzeniu tej nadzwyczajnej potrzebie. — Policia Wrocławska i Komissarz policyjny Austriacki w Podgórzu (Guth) napełnili Kraków, w krótkim bardzo czasie, *tułaczami* wszelkiego rodzaju, rangi i pochodzenia. Szląsk Pruski i Galicia napełnionemi jescze pod ówczas były nieszczęśliwemi, niemogącemi *na własnej ziemi* znaleźć schronienia ani przytułku. — Przebywali oni tam z wiedzą władz policyjnych miejscowych, i miejsca ich zamieszkania nie były tajemnicą dla władz wspomnianych. Jak tylko więc *zaszła potrzeba* nagromadzenia ich w Krakowie, *ogólną* na nich *zrobiono obławę*. Tym którzy mieli paszporta francuzkie lub belgijskie wizowano je *do Krakowa*, tym którzy nie mieli żadnych *dawano passirzetle* również do Krakowa, dając przytem do zrozumienia że raz przybyli na

terrytorium krakowskie *więcéj niepokojeni nie będą*; w ogóle mówiąc, *tak czynnie i sprężyście* wzięto się do dzieła, że w końcu 1835 r. przeszło 200 wychodniów, *za zezwoleniem lub nakazem* władz Pruskich i Austriackich, znaleźli się zgromadzeni w Krakowie. Nagromadzenie to ludzi po większej części bez paszportów, bez zatrudnienia, a co najwięcej bez funduszu utrzymania, nieuszło baczności ówczesnego Rządu. — Ostrzegany o niem rapportami policii, i skargami samych przychodniów żalących się, że im paszportów *do wyjścia* z kraju żaden z Rezydentów *wizować nie chce*, zgłaszał się kilkakrotnie do Konferencii z żądaniem, aby stosownemi poleceniami władzom granicznym, dalszemu napływowi wychodniów na terrytorium Krakowa, zapobiegła, tym zaś co już są w kraju, potrzebne do Francii lub gdzieby się udać chcieli, *wizowała paszporta*. [1] Na dowód takich starań Rządu miejscowego, składamy tu jednę z licznych odezw Prezesa Senatu, czynionych w tym przedmiocie do Konferencii. — Lecz zgłoszenie się Senatu, jak to łacno przewidzieć można było, żadnego nie wzięło skutku. — System potrzebował mieć *tułaczy* zgromadzonych w Krakowie, nie mógł więc *sam ułatwiać ich rozejścia się*. — Konferencia więc wszelkie odezwy Rządu w tej mierze *zupełnem pomijała milczeniem*, a Rezydenci szczególnie wzięci — *odmawiali stale wizowania paszportów* wychodniom, paszportów, wydawanych im przez oddzielnie do tego ustanowioną Komissią.

Powieść ta byłaby niepodobną do wiary, gdyby na jej udowodnienie nie było dokumentu urzędowego a przeto autentycznego. — Dokument więc ten załączamy w Zbiorze Dokumentów, [2]

[1] Nota P. Wielogłowskiego Prezesa Senatu, z dnia 30. Maja 1835. r. do Konferencii. Dokumenta, N° XXXI.

[2] List tegoż z dnia 25. Lutego 1836. r. do Xięcia Metternicha. Dokumenta, N° XXXII.

i spodziewamy się że obraz postępowania w tym względzie, tak Rządu jak i Konferencii, jaki, ówczesny Prezes Senatu kreśli Xięciu Metternich, jak znakomite rzuci światło na zabiegi i dążność ówczesną Systematu, tak podanie nasze w zupełności potwierdzi.

Tymczasem, kiedy wKrakowie podobne do okupacii wojennej przygotowywano materiały, System *niezapominał o zagranicy*, usiłował ją wcześnie przygotować na to wydarzenie, i starał się ją oswoić z myślą *o konieczności użycia takowego środka*. — Gazeta Augsburgska była mu w tej robocie bardzo wielką pomocą, i stała się pryncypalnym jego organem. — Każdy jej numer z ostatnich miesięcy 1835 roku, *nowe o Krakowie przynosił wiadomości*. — Wystawiano w nich Kraków jako *jaskinię zbójców*, ubolewano nad losem mieszkańców drżących przed *sztyletami Jakóbinów*, litowano się nad Rządem obradującym wśród pogróżek rozkiełznanych na *wszystko Demagogów*. — Bezczelnym tym fałszom wierzyła *cała Europa*, bo prawda wzbronionym sobie miała głos wszelki, nie wolno jej się było odezwać, tak nieograniczenie panował System wszystkim organom jawności w Europie; tak dziennikarstwo Europejskie pokazało się być wówczas służebnem woli i potrzebom jego. — W Krakowie Rząd miejscowy przerażony, oczekujący co chwila rozwiązania tych zagadek, milczał, i nieusiłował nawet odeprzeć tych *potwarzy*. Prywatnym Cenzura niedozwalała się odezwać, a reklamacie ich adresowane do źrzódła tych wszystkich fałszów, to jest do *Gazety Augsburgskiej*, czyniła daremnemi *odpowiedź* jej Redakcii, że jej nie wolno jest ogłaszać żadnego artykułu o Krakowie, któryby *z urzędowego* niepochodził źrzódła.

Zdaje się jednakże że, mimo tych wszystkich przygotowań, okupacia Miasta Krakowa od dawna zamierzona, nie byłaby nastąpiła jeszcze *tak prędko*, gdyby los krajowi temu nieprzychylny, nie był zaopatrzył Systematu w nowy, i to przekonywający dowód, usprawiedliwienia jej w oczach całej Europy. — W pier-

wszych dniach miesiąca Stycznia 1836 roku zamordowanym został w Krakowie, niejaki *Pawłowski*, Agent Rossyjski, czasowo w mieście bawiący. — Kto był sprawcą tej zbrodni dotąd nie jest wiadomo. — System obwiniał o nią *Wychodniów Polskich*, w Krakowie wówczas nagromadzonych, lecz obwinienie takie nakazane *interesem jego*, wszelkiego pozbawione jest dowodu. — Nawzajem, *głos publiczny*, nie w kim innym tylko w niewidzialnych Agentoch Systematu upatrywał sprawców tego sromotnego czynu, głos ten utrzymywał, że morderstwo Pawłowskiego dopełnionem zostało lub przez nich samych, lub z ich rozkazu, tak jak wprzódy, z rozkazu takich samych tajemnych wysłańców i przez ich najemników, wybijano okna po domach, wszczynano zwady po miejscach publicznych, etc., etc. Lecz głos ten, równie polegający na wnioskach tylko i domniemaniach, nie ma żadnego dowodu na stwierdzenie śmiałych swych obwinień. Pomimo atoli niepewności co do autora tej zbrodni, tyle jednakże jest rzeczą pewną, że nigdy *żaden* wypadek nieprzyszedł w pomoc *niczyjemu* interesowi tak w samą porę, *ani niczyim zamiarom* niedopisał tak szczęśliwie, jak *morderstwo Pawłowskiego* dopisało zamiarom i potrzebie Systematu, *i interes jego* silnie poparło. Oparty na krwawym tym czynie, nacechowanym oprócz tego wszystkiemi znamionami politycznej zbrodni, mógł się do celu swego posunąć śmiałym krokiem na drodze, na której dotąd *zwolna* tylko postępował. — Morderstwo Pawłowskiego uznane symptomatem choroby politycznej, trawiącej Rzeczpospolitą, służyło mu za pozor użycia przeciw niej heroicznego lekarstwa, by stłumiona w samym zarodzie, niezarażała sąsiednich krajów. Niewahał się więc korzystać z przyjaznego swoim widokom momentu, i pod wpływem wrażenia, jakie śmierć Pawłowskiego powszechnie uczyniła, pośpieszył się z zadaniem lekarstwa oddawna przygotowanego.

W miesiąc po tym wypadku, wojska trzech protegujących Dworów zajęły wojennie Kraków, w celu jawnie zapowiedzia-

nym, expulsii z niego Wychodniów Polskich, i ludzi mających udział w Rewolucii 1830-31 roku.

Noty Konferencii do Senatu dotyczące wypadku tego, znane są publiczności z Pism urzędowych Austriackich. Wszakże, gdy Dostrzegacz Austriacki uznał za potrzebne, opuścić z jednej z nich ustęp bardzo ważny, bo przekonywający że Rząd miejscowy nie mógł, choćby nawet chciał, żądaniom ówczesnym Konferencii zadosyć uczynić, będący przytem dowodem że Systematowi zależało właśnie na tem, aby Rząd postawić w niemożności dopełnienia jego żądań i nie postradać pozoru do okupacii kraju, jednem słowem, gdy Dostrzegacz Austriacki opuścił znajdujący się w jednej z Not Konferencii ustęp, będący jawnym dowodem, że jej nie tyle chodziło o expulsią Wychodniów, ile o okupacią kraju, widzimy potrzebę przytoczyć go tu w całości; wyjaśni bowiem położenie ówczesne Rządu i prawdziwe tendencie Systematu wykryje.

Ustęp wspomniony następującej był osnowy : « Des indivi-
« dus sujets *d'autres puissances* qui demeurent à Cracovie, et
« *qui seront désignés par les Cours protectrices comme dange-*
« *reux*, devront également être *renvoyés* dans le terme de huit
« jours du territoire de cette ville, à quel effet, celui des Gou-
« vernements protecteurs, par le territoire duquel ces étran-
« gers devront passer, les fera munir des passeports néces-
« saires, par le moyen de son Résident à Cracovie. » [1]

Nie chodziło tu więc, jak się każdy przekonywa, o expulsią z kraju samych tylko wychodniów Polskich, których liczbą, osoby, z imienia, nazwiska i miejsca zamieszkania znane były władzom miejscowym; ale Konferencia domagała się expulsii wszystkich, których pod ogólnem nazwiskiem : « *Cudzoziemców*

[1] Dosłowny odpis ustępu z noty Konferencii do Senatu z dnia 9. Lutego 1836. opuszczonego przy ogłoszeniu jej w Dostrzegaczu Austriackim.

niebezpiecznych » Rządowi dopiero kiedyś wskazać miała; domagała się przeto expulsii wszystkich osób w Krakowie nieurodzonych, bawiących tam za paszportami, to jest: Niemców. Polaków, Francuzów i Anglików, chociażby nabyli praw Obywatelstwa w tym kraju. Gdy wedle, oświadczenia Konferencii, objętego drugą jej Notą z dnia 9 Lutego, również w Dostrzegaczu Austriackim nieogłoszoną, a którą w Zbiorze Dokumentów ogłaszamy, [1] uzyskanie nawet prawa Obywatelstwa w Krakowie, nie miało nikogo uwalniać od ogólnej proskrypcii, jasną więc było rzeczą, że Rząd nie mógł wiedzieć, którego z tych cudzoziemców podobać się będzie Konferencii uznać za niebezpiecznego, a tem samem, że nie mógł wykonać jej żądania. Zrobił atoli wszystko co w podobnem położeniu zrobić było w jego mocy. — Wydał odezwę do tak zwanych Wychodniów Polskich, i polecił im aby natychmiast ustąpili z Krakowa, i udali się na Podgórze; a największy nieprzyjaciel Rządu i kraju tutejszego, nieośmieli się zaprzeczyć, że Wychodnie ci z pośpiechem i uległością zastosowali się do rozkazów Senatu, i przed wkroczeniem jescze wojsk Dworów protegujących prawie wszyscy opuścili Kraków. [2]

Co do kategorii *Cudzoziemców niebezpiecznych*, gdy ci nie byli Rządowi znani, Senat zgłosił się do Konferencii, o komunikowanie mu listy osób przez nią za niebezpieczne uważanych, z oświadczeniem, że otrzymawszy ją, żądaniu trzech protegujących Dworów zadosyć uczynić nieomieszka. — Wszakże żądanie Senatu dla tego samego nie mogło wziąść skutku, że Systematowi właśnie na tem zależało, by Senat jego żądaniom nieuczynił zadość. — Gdyby mu albowiem uczynił zadość, nie by-

[1] Druga nota Konferencii do Senatu z d. 9. Lutego 1836. nieogłoszona w Dostrzegaczu Austriackim. Dokumenta, N° XXXIII.

[2] List Prezesa Senatu do Xięcia Metternicha. Ob. Dokumenta N° XXXII. objaśniający najlepiej ówczesne wypadki.

łoby pozoru do okupacii. Okupacia jednakże była rzeczą do innych celów potrzebną, rzeczą dla Systematu nieodzowną, i od dawna, mimo wszystkiego zadecydowaną. — Z tych samych przeto względów, dla których Konferencia wprzódy nie chciała Wychodniom wizować paszportów, nie mogła teraz zaopatrywać Rządu w środki któreby ją czyniły zbyteczną: nie odpowiedziała więc nawet na odezwę Senatu i nigdy mu żadnej listy cudzoziemców niebezpiecznych niekomunikowała.

W takiem więc położeniu rzeczy, Kraków mimo najlepszych chęci władz jego, mimo wszelkich ofiar na jakie by się był zdobył, musiał uledz przeznaczonemu dlań losowi. — Niewykonano żądań trzech protegujących Dworów, bo do wykonania nie były podobne. — Wojska więc ich wkroczyły na terrytorium Rzeczypospolitej i zajęły Miasto w dniu 17 Lutego 1836 r.

Co się w niem działo, w pierwszych chwilach wojennego zajęcia, trudnoby było opisać, a jescze trudniej uwierzyć.—Historyk piszący kiedyś dzieje XIX° Wieku, nie małą podjąć musi pracę, w wiele, i niewątpliwych musi się zaopatrzyć dowodów, jeśli potomność ma dać wiarę powieści jego o Krakowie. — System zajmując Kraków, zapowiedział Europie jawnie, że to czyni, w celu epuracii jego terrytorium z mnóstwa ludzi niespokojnych, burzycieli, i nieprzyjacioł wszelkiego porządku. — Znajdował się więc w potrzebie wykazania się przed nią, że w istocie wielką tych ludzi znalazł w Krakowie gromadę, i że ich wszystkich pojedynczo ujął; nie mógł więc poprzestać na dziesiątku jeńców, ale mu ich koniecznie wypadało liczyć na sta, na tysiące. — Dla tego, celowi zwiększenia liczby podobnych trofeów, poświęcono wszystkie inne względy, na prawa najświętsze, na wszystkie związki, na samą ludzkość nawet.— Zakwestionowano wszystkich exystencie, zaprzeczono proskrybowanym praw przyrodzonych nawet, i potargano wszelkie węzły łączące ludzi z sobą. Spokojny obywatel, zabiegły kupiec, pracowity włościanin, choćby od lat dziesięciu osiedleni w kraju,

choćby się tu pożenili, tu zakupili, i tu od dawna w Xięgi ludności tutejszej zaciągnieni byli, jeśli tylko nie mogli się wykazać metryką urodzenia w Krakowie, lub zatracili dowody legalnego w nim pobytu, przeznaczonymi byli do pomnożenia *armii jeńców*, którą rekrutował System w Podgórzu, aby w jej orszaku wystąpić godnie w oczach Europy, i zdać przed nią sprawę z tej niesłychanej w annalach świata wyprawy. — Związki rodzinne, stosunki majątkowe, musiały ustąpić tej przeważnej Systematu potrzebie; kazano ich się proskrybowanym wyrzec bez litości, i zapowiedziano im rozłączenie o jakiem z nich zapewne żaden niepomyślał; każdy z nich musiał się przygotować w dniach ośmiu na wygnanie bez powrotu! na drugi koniec świata! do Ameryki! Chuć ta zgromadzenia jak największej liczby tak zwanych burzycieli, nieszanowała nawet pokoju umarłych! Zrewidowano wszystkie groby! Otwierano do trumien, [1] a liczne transporta spętanych niewolników przeciągające prawie codzień, pod oczyma odurzonych Krakowian, świadczyły dostatecznie o czynności armii okupacyjnej, i przekonywały, jak znamienitą dla spokojności powszechnej podejmuje w Krakowie usługę. — Kolumny Dostrzegacza Austriackiego donosiły Europie o szczęśliwym skutku wyprawy; wykazywano w nich z tryumfem, zwiększającą się codziennie liczbę tak zwanych Rewolucionistów, aresztowanych w Podgórzu, zapominano tylko donieść o tych którzy, aresztowani w skutek zbytniej gorliwości Agentów okupacii, usprawiedliwiwszy pobyt swój w Krakowie, napowrót codzień odsyłanemi być musieli.

Uczyniwszy więc w ten sposób zadość zewnętrznej takiej potrzebie, System zajął się przygotowaniem wszystkiego, coby dalsze jego powodzenie wewnątrz ułatwić mogło, obok zapewnie-

[1] W klasztorze Mogilskim i w Kościele u XX. Dominikanów.

nia mu na czas jak najdłuższy assystencii siły zbrojnej. Traktowaniem pełnem pogardy zmuszono Prezesa Senatu, nominowanego przez trzy Dwory, w roku 1833, do rezygnacii z urzędu, a w miejsce jego Konferencia mianowała Prezesa tymczasowego. — Załączamy dotyczące postanowienie Konferencii, [1] jako dowód że Dwory protegujące, nie już stypulacie Traktatu Wiedeńskiego, ale własne swoje naruszały ustawy; gdy przyznawszy Konstytucią, w roku 1833 nadaną, prawo wyboru Prezesa Senatu Izbie Reprezentantów, (Artykuł VIII.) przewidziawszy w tejże samej Konstytucii, że na przypadek wydarzonego wakansu przed zgromadzeniem się zwyczajnego Sejmu, Senat, dla dopełnienia wyboru, winien będzie zwołać Sejm nadzwyczajny (Artykuł IX.), mianowały jednakże same Prezesa w zdarzonym wypadku, bez najmniejszego udziału Władzy, do której wybór ten z prawa należał.

Dla zapewnienia zaś sobie wcześnie nowego pozoru do przedłużenia wojennej okupacii kraju, Konferencia rozwiązała Korpus Milicii miejscowej pod pozorem, że jest złożona z *zbiegów* Państw sąsiednich, z ludzi niespokojnych i bez powołania, pomimo że Milicia ta świeżo, bo w roku 1833, pod okiem Komissii reorganizacyjnej i za jej zezwoleniem, [2] zupełnie nowo reorganizowoną była. — Wreszcie dla uorganizowania systematycznie proskrypcii, jakiej poddano wszystkich mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa, Konferencia postanowiła Komitet złożony z kancelistów wszystkich trzech missij, który miał władzę decydowania ostatecznie o prawie Obywatelstwa i pobytu na terrytorium Rzeczypospolitej, wszystkich osób w niej nieurodzonych. — Dla uczynienia zaś decyzij Komitetu tego odpo-

[1] Nota Konferencii do Senatu z dnia 25. Lutego 1836. r. Dokumenta, N° XXXIV.

[2] Patrz list Prezesa Senatu do Xięcia Meternicha w zbiorze Dokumentów, N° XXXII.

wiadającemi widokom i celom Systematu, przepisała mu zarazem nowe zasady, wedle których prawo Obywatelstwa Wolnego Miasta Krakowa, regulowane i przyznawane być miało; — zasady z gruntu przeciwne Artykułowi VI. Konstytucji co dopiero, bo w roku 1833, nadanej, dotyczące Konferencii, wraz z zasadami o których mowa, składamy tu w odpisach wierzytelnych, [1] aby przekonać, jak gwałtownemu wstrząśnieniu uległ podówczas porządek towarzyski w kraju Wolnego Miasta Krakowa, kiedy, mimo praw nabytych w dobrej wierze i pod zasłoną ustaw obowiązujących, poddawano ich używanie w przyszłości nie tylko nowym, i temi ustawami nieobjętym warunkom, ale nadto (rzecz w Annalach prawodawstwa niepraktykowana), przyznawano tym warunkom moc wstecznie obowiązującą.

Wszakże rozporządzenia powyższe były niczem, w porównaniu tego co jescze rozporządzonem być miało. — Cztery lata upłynęły od dnia okupacii Rzeczypospolitej, a w całym tym przeciągu czasu nie ma dnia ani jednego któryby niebył naznaczonym jakąś zmianą, jakąś infrakcią w prawach ciągle jakoby obowiązujących.

Przeciąg czasu tego wystarczył dla systematu, aby, pod zasłoną okupacii, coraz to nowe jej przedłużenia wynajdując pozory, zdeorganizować i zburzyć wszystko, co tylko w kraju tym jescze przedstawiało jakiś cień prawnego porządku, i co nastręczało jakikolwiek punkt oparcia się, bądź władzom, bądź pojedyńczym mieszkańcom Wolnego Miasta Krakowa. W miejsce tak zniweczonego porządku, zaprowadzono *anarchią*, i co najdziwniejsza, objęto ją w przepisy i uprawniono tak zwanemi mo-

[1] Nota Konferencii do Senatu z dnia 13. Kwietnia 1836. r. wraz z annexem obejmującym zasady, wedle których Komitet, przez nią ustanowiony, przyznawać miał mieszkańcom Wolnego Miasta Krakowa prawo obywatelstwa, w tym kraju.—Patrz zbiór Dokumentów, N° XXXV.

dyfikaciami ustaw, a gdy obraz anarchii tej jest zarazem obrazem obecnego stanu kraju naszego, gdy poprzednim historycznym opisem ułatwiliśmy czytelnikowi zrozumienie go i pojęcie dokładne, gdy stawienie obrazu tego jest głównym celem pisma naszego, gdy nadto byłoby dla nas niepodobieństwem, trzymać się, w dalszym opisie wypadków w Krakowie, chronologicznego porządku w jakim po sobie następowały, zbierzemy je tu w ogólne kategorie, wedle głównych kwestij lub celniejszych władz i praw których dotyczą, i tak zebrane oddamy pod sąd czytelnika w nadziei, że na tych wiadomościach oparty, będzie sobie mógł sformować dokładne wyobrażenie o nieszczęśliwym naszym losie.

Zaprowadzone pod zasłoną czteroletniej okupacii zmiany w Mieście Krakowie, do następującego kraj ten doprowadziły stanu:

Co do stosunków z ościennemi Państwami: Na dwa tygodnie przed zajęciem kraju (6 Lutego 1836 roku) osadzono granice Wolnego Miasta Krakowa ścisłym *wojennym kordonem*, jak w czasie panującej *cholery* w roku 1831. Kordon ten przeciął, można powiedzieć, nietylko stosunki handlowe Rzeczypospolitej, ale nawet zwykłe stosunki kommunikacyjne z sąsiedniemi krajami; a lubo w pół roku cofniono, rygor jednakże utrudzający je do tego stopnia, iż się stały niepodobnemi, w niczem zwolniony nie został, i wszystkie przepisy obostrzające je podówczas, obowiązują do dziś dnia, tak jak obowiązywały w roku 1836. — Mieszkańcy sąsiednich krajów, z obawy aby się nie podać w podejrzenie, iż obcują z ludnością złożoną z Rewolucyonistów i Jakobinów, zrzekli się prawie dobrowolnie wszelkich z Krakowem stosunków, i zrzec ich się koniecznie musieli, gdy uzyskanie dzisiaj paszportu do Krakowa, połączone jest z tysiącem trudności i legitymacii, odstraszających każdego spokoj lubiącego człowieka. W Królestwie Polskiem łatwiej jest uzyskać paszport do Francii lub Anglii, aniżeli do Krakowa. —

Wzajemnie Obywatele Krakowscy, w codziennych swoich i koniecznych stosunkach kommunikacyjnych, niesłychanej poddani są samowolności. — Niedosyć że nikt z mieszkańców Miasta Krakowa, mający jakikolwiek udział w Rewolucii Polskiej, nie dostanie paszportu, ani do Rossii, ani do Prus, ani do Austrii, ale i najspokojniejsi nawet pomiędzy niemi, i wolni od udziału w Rewolucii, jeżeli tylko nie umieją się podobać Rezydentom trzech Dworów, tejże samej poddani są klątwie. Co zaś takowy stan rzeczy czyni niepodobnym prawie do zniesienia jest okoliczność, że od decyzyi Rezydenta odmawiającej wizy żadnej do nikogo nie ma appellacii. W dowód takiego stanu rzeczy i takich nadużyć, moglibyśmy przytoczyć mnóstwo wypadków, i mnóstwo imion mieszkańców tutejszych klass wszystkich, moglibyśmy przytoczyć ich reklamacie do Dworów protegujących, i odmowne tych ostatnich odpowiedzi, ale nas od tego wstrzymuje uwaga, że się niegodzi zatrudniać uwagi czytelnika kwestiami czysto osobistemi. — Lecz nie tu koniec nadużyć jakim mieszkańcy Wolnego Miasta Krakowa ulegać są zmuszeni; uzyskana nawet wiza paszportu przez właściwego Rezydenta, nie daje jescze pewności, że paszport tak wizowany na granicy lub wewnątrz kraju, do którego i odróż przedsięwzięta, szanowanym będzie. Wieleby albowiem można przytoczyć przykładów, że władze sąsiednie zwracały na powrót mieszkańców Miasta Krakowa, mimo że zaopatrzeni byli w wizowane paszporta, a świeżo wydarzony wypadek w Tarnopolu, gdzie aresztowano dwóch Obywateli Miasta Krakowa [1] przybyłych z paszportami wizowanemi, i z kąd ich po dwumiesięcznej detencii na powrót pod strażą odesłano, przekonywa, że paszport chociaż wizo-

[1] PP. Antoni Lipczyński i Glogier obywatele wolnego miasta Krakowa, tam uwięzieni, przez dwa miesiące w detencii trzymani, odstawieni zostali pod strażą do granicy, bez uwiadomienia ich o powodach tak niesłychanej arbitralności.

wany i przez Władze graniczne uznany, wewnątrz jeszcze krajów Dworów protegujących zaprzeczonym być może, i nie daje Obywatelom Wolnego Miasta Krakowa żadnego prawa do opieki miejscowych zwierzchności.

Tyle co do stosunków kommunikacyjnych; zobaczmy w jakim stanie znajdują się handlowe. Znając dokładnie położenie w jakiem organizacia i reorganizacia kraju zostawiły nasze stosunki handlowe, zdawałoby się że zaprowadzenie w nich jeszcze jakichkolwiek ograniczeń jest rzeczą niepodobną. — Przecież niechęć Rządów sąsiednich ku Rzeczypospolitej, dążąc otwarcie do zrujnowania i tego ledwie znośnego bytu, jakim się dotąd jeszcze cieszyła, pozazdrościła Krakowowi nawet i tych mizernych korzyści, jakie mu nastręczało geograficzne jego położenie i kredyt ustalony wiekami. Od niepamiętnych lat Kraków był głównem targowiskiem zboża, pomiędzy prowinciami polskiemi wywożącemi ten produkt, a Galicią i Szląskiem zaopatrującemi się w niego w Krakowie. — W promieniu mil 30, Ziemianie nie mają nigdzie punktu tak dogodnego i tak ułatwiającego wzajemną zamianę jakim jest właśnie Kraków. Aż do roku 1836, Obywatele nadgraniczni Królestwa Polskiego, używali wolności przyjazdu do Krakowa za paszportami wydawanemi im przez Wójtów Gmin wiejskich. Rząd Rossyjski natychmiast po zajęciu terrytorium Rzeczypospolitej przez wojska Dworów protegujących, wydał rozporządzenie, w moc którego, przyjazd ten na przyszłość tylko za paszportami Rządowemi był dozwolony. — Paszporta zaś takie wydawano jedynie w Warszawie. Skutkiem rozporządzenia tego wszelki dowóz zboża do Krakowa ustał zupełnie, gdy uzyskanie potrzebnego paszportu z Warszawy, oprócz znacznych kosztów, wymagało najmniej 3 miesiące czasu; gdy oprócz tego paszporta te nie były wydawane do częstego przejazdu tylko na raz jeden. O paszporta przeto podobne, nikt nawet się starać niechciał, gdy nadchodziły dopiero wtedy, jak potrzeba ich użycia ustała, i drugi raz

użytemi bydź nie mogły. — Na przedstawienie, czynione w tej mierze Rządowi Królestwa Polskiego przez nadgranicznych właścicieli dóbr w Królestwie, Rząd Gubernialny Krakowski postanowił, ażeby targi na zboże odbywały się na samej granicy Krakowa, na terrytorium Królestwa, to jest w *Wilczkowicach i Baranie*. Skutkiem tego handlarze zboża z Szląska i Galicii udawali się wprost na miejsca wspomnione po potrzebne zapasy; handel zbożowy odwróconym został całkowicie od Krakowa, i mieszkańcy jego pozbawionemi zostali i tych małych korzyści jakie im przynosił. — Wprawdzie rozporządzenia te Rządu Królestwa Polskiego zwolnione zostały cokolwiek w ostatnich czasach; Rząd Gubernialny Krakowski upoważniony został do wydawania (w Kielcach) paszportów do przejazdu z zbożem do Krakowa, lecz zwolnienie to mało tylko ożywiło handel zbożowy, bo konieczność starania się o paszport (w Kielcach o mil 14) była zawsze dla Obywateli nadgranicznych nadto wielką przeszkodą, ażeby ich nie miała odstraszać od handlu, który, małe tylko nastręczając korzyści, przy nieograniczonej jedynie swobodzie, usiłowanym być może. Rząd jednakże Rossyjski nie poprzestał na ograniczeniu tej tylko gałęzi handlu Krakowskiego. — Rząd ten zadał mu jescze cios drugi nierównie dotkliwszy od pierwszego, jeżeli zważymy że postanowienia jego dotyczącego, nie wywoływała żadna potrzeba miejscowa lub obrona własnego jego interessu; ale że go dyktowała oczywiście niechęć przeciwko Rzeczypospolitej, obok oczywistego zamiaru przyprawienia ją o wielkie straty, bez żadnej własnej, choćby najmniejszej, korzyści. — Kraków jak bywał zawsze znakomitem targowiskiem zboża, tak był głównym składem win Węgierskich; a położenie jego, klima, lub też nareszcie rodzaj budowy piwnic, były powodem, że wina te, dopiero po przeleżeniu się lat kilka w Krakowie na składzie, nabywały smaku i wytrawności takiej, że się stawały artykułem handlu bardzo poszukiwanym. — Na Węgrach nie dostał nigdzie tak

dobrego Węgierskiego wina, jakiego dostać można było w Krakowie, i dla tego Kraków zaopatrywał zawsze całe Królestwo Polskie w wina Węgierskie, bogate jego posiadał zapasy, i wiele domów handlowych negociowało głównie tym artykułem do Rossii i Królestwa Polskiego. Aż do roku 1836 opłata cła wchodowego od wina Węgierskiego ustanowioną była na granicach Królestwa Polskiego na ośm dukatów od beczki, — i to na całej ich przestrzeni od strony Austrii i Miasta Krakowa. Tymczasem postanowieniem swojem z dnia 4/16 Października 1835 roku [1] Rząd Rossyjski zniżył cło powyższe na cztery dukaty od beczki, a to na wszystkich punktach wchodowych z strony Austrii, wyjąwszy wyraźnie od dobrodziejstwa tego, punkta wchodowe z strony Wolnego Miasta Krakowa, na których cło to pobierane być miało tak jak dawniej, to jest po ośm dukatów od beczki. — Oprócz tego, w jawnym celu odwrócenia handlu tego od Krakowa polecił Rząd Rossyjski wystawić most na Wiśle pod Sierosławicami, i tym sposobem uprzątnął jedyny powód jakiby handlarzy tym artykułem mógł skłaniać do prowadzenia go na Kraków, lub zaopatrywania się nim w Krakowie. Że rozporządzenie powyższe położyło koniec handlowi win Węgierskich w Krakowie, samo się przez się rozumie; że pociągnęło za sobą ruinę negociantów trudniących się handlem artykułu tego, żadnej równie nie podpada wątpliwości. Dla tego też Mieszkańcy Miasta Krakowa, zagrożeni nowemi straty, czynili wszelkie usiłowania by Rząd Cesarsko-Rossyjski skłonić do cofnięcia rygoru, wymierzonego wprost przeciw ich interessowi. Przedstawienia ich w tym względzie oparte były nietylko na wyraźnem brzmieniu artykułu X, Traktatu dodatkowego (z dnia 3 Maja) artykułów XXVIII i XXIX, Traktatu oddzielnego między Rossią i Austrią, i XXVIII i XXIX, Traktatu takiegoż między Rosią i Prussami. Artykułu zaś XIV, Traktatu

[1] Postanowienie to ogłoszone jest w Dzienniku praw Królestwa Polskiego.

głównego Wiedeńskiego (z dnia 9 Czerwca), ale nadto na wyraźnej osnowie specialnej umowy, zawartej w dniu 17 (29) Lipca 1834 roku, z okoliczności wypuszczenia Rossii *monopolu solnego* w Krakowie, między Rządem Rosyjskim a Rządem Wolnego Miasta Krakowa, której artykułem I wyraźnie zastrzeżonem było, że cło wchodowe od towarów zagranicznych przechodzących przez Rzeczpospolitą Krakowską, pobieranem będzie na granicach królestwa Polskiego, od strony Krakowa, w tej samej wysokości jak i na innych punktach wchodowych Królestwa Polskiego. Rząd Wolnego Miasta Krakowa i jego mieszkańcy liczne w tym przedmiocie do Rządu Królestwa Polskiego, a nawet do samego Cesarza, czynili reklamacie; lecz słuszne ich żądania żadnego po dziś dzień nie wzięły skutku. Rząd Rossyjski na wszystkie w tej mierze odezwy udzielił Rządowi Wolnego Miasta Krakowa dotąd dopiero jedną, i to odmówną odpowiedź. Składamy ją w zbiorze dokumentów [1], aby każdy przekonał się z jej treści, jak opłakanym jest los kraju, który, mimo praw przyznanych na rzecz jego najuroczystszemi traktaty, mimo umów szczególnie zawartych, nie może wyjednać dotrzymania ani jednych, ani drugich; używanie praw tych ma sobie odmówione nawet w drodze łaski, i który, mimo że jest pod protekcią Rossii, azatem w naturalnych stosunkach przyjaźni z jej Rządem, ma sobie odmówione i te nawet względy, które, jak sam Rząd Rossyjski w nocie swego Rezydenta wyznaje, należą się Rządowi sąsiedniemu i przyjacielskiemu (une puissance voisine et amie). Z resztą dla dania czytelnikowi dokładnego wyobrażenia o stopniu upadku handlu artykułem wspomnionym, a tem samem o stratach, jakie ztąd wynikły równie dla prywatnych jak i publicznych dochodów, składamy mu załącz-

[1] Nota Rezydenta Cesarsko-Rossyjskiego do Senatu, z dnia 23 Kwietnia (5 Maja) 1836. patrz zbiór Dokumentów, N° XXXVI.

nie urzędowe świadectwo, miejscowej władzy konsumpcyjnej, z którego się przekona, że ruch dzisiejszy w handlu winnym, w stosunku do ruchu jaki w tym względzie panował w roku 1835, to jest przed wydaniem przez Rząd Rossyjski dotyczącego rozporządzenia, zredukowanym jest do 1/3 części, i jeszcze większej redukcii zapewne podpadnie [1].

Do kategorii stosunków z ościennemi państwami należy, oprócz tego, ostateczne wyzucie Rzeczypospolitej z przywileju poczt, i sposób, w jaki wytłómaczono zobowiązanie włożone na nią Artykułem VI, Traktatu dodatkowego (z dnia 3 Maja). — Co do 1°: artykuł XII Traktatu dodatkowego przyznawał Rzeczypospolitéj przywilej utrzymywania poczt na jej terrytorium. — W roku jescze 1816 Austria, przez ustanowienie własnego i oddzielnego pocztamtu i urządzenia własnej expedycii listów i pakietów do państw Austriackich idących, naruszyła pierwsza prawa Rzeczypospolitej w tym względzie. — W rok później Rząd Pruski udał się śladem Austriackiego, i pocztamtowi Wolnego Miasta Krakowa, czynienie służby na najdłuższej linii kommunikacyjnej na terrytorium jego będącej, to jest między Krakowem a Szląskiem Pruskim (7 1/2 mili niemieckiej), odebrał. Senat zgłaszał się po kilkakroć do Rządów Pruskiego i Austriackiego, z prożbą o cofnięcie rozporządzeń, naruszających prawa Wolnego Miasta, wyraźnie przyznane, i przyprawiających Skarb publiczny o znakomite straty, odwołał się nawet w tym względzie do pośrednictwa Cesarza Rossyjskiego, i otrzymał od niego odpowiedź godną prawdziwie szlachetnego Monarchy. — Cesarz Alexander protestował w niej przeciw postępowaniu Pruss i Austrii; tudzież przeciw takiemu tłumaczeniu Traktatów na szkodę słabszego; oświadczał przytem że sam nie myśli nigdy postępować podobną drogą. Dotyczącą dekla-

[1] Swiadectwo Urzędu konsumpcyjnego wydane kongregacii kupieckiej z dnia 14. Marca 1838. r. patrz zbiór Dokumentów, N° XXXVII.

racią Cesarza, jako dokument ważny, bo stwierdzający prawo Rzeczypospolitej w tym względzie, składamy czytelnikowi w odpisie wierzytelnym [1]. Wszakże mimo wszelkich usiłowań miejscowego Rządu, popartych tak przychylnem oświadczeniem się jednego z protektorów Rzeczypospolitej, pocztamty Pruski i Austriacki nietylko na chwilę nieprzerwały czynności swoich w Krakowie, i do dziś dnia exystują, ale nadto Rząd Rossyjski, mimo własnej protestacii przeciw podobnemu postępowaniu i tłómaczeniu Traktatów, polecił w roku 1836 ustanowienie pocztamtu Rossyjskiego w Krakowie, w skutku czego pocztamt miejscowy, mając sobie odjętą czynność na ostatniej linii kommunikacyjnej (do Królestwa Polskiego), rozwiązać się musiał, i w tej chwili nie exystuje więcej. W taki przeto sposób wykonanym jest, względnie Krakowa, artykuł XII Traktatu dodatkowego. — Co do 2°: Wszczęta między Senatem a konferencią korrespondencia, z okazii żądanej przez Rezydenta Rossyjskiego extradycii Emisariuszów, o której wyżej wspomnieliśmy, dała powód do sporu w przedmiocie, jak miał być tłómaczonym obowiązek włożony na Rząd Wolnego Miasta Krakowa artykułami VI Traktatu dodatkowego, i II konstytucii z roku 1833, głównie zaś, co się miało rozumieć przez przymiot ludzi ściganych przez prawo? Senat mniemał że ludźmi ściganemi przez prawo, są indiwidua, przeciw którym w kraju obcym, za występki lub zbrodnie w nim popełnione, rozpoczęta jest instrukcia sądowa lub też zapadły wyroki, i które przed skutkami pierwszej lub drugich, ucieczką zasłonić się pragną; Konferencia, utrzymywała przeciwnie, że każde indiwiduum uważane być ma za ścigane przez prawo, a tem samem wydane być winno Władzom dotyczącym, które reklamowane jest przez jedno z Opiekuńczych Mocarstw; za-

[1] Deklaracia Mączyńskiego Komissarza pełnomocnego Rossyjskiego, zaciągnięta do protokółu posiedzeń Komissii Organizacyjnej, w dniu 16. Czerwca 1818. r. patrz zbiór Dokumentów. N° XXXVIII.

przeczała przytem Rządowi prawa wchodzenia w powody, czynionych do niego rekwizycii, lub sądzenia o Ich prawności lub nieprawności; oświadczała nareszcie, że w celu postanowienia pod tym względem stałych prawideł, kwestią tę roztrzygnieniu trzech protegujących Dworów poddaje. — Decyzią więc trzech Dworów protegujących, jaka w tej mierze zapadła, kommunikowała Senatowi w roku 1837. — A gdy sposób w jaki decyzia wspomniona rozwiązuje wątpliwości Senatu, ustanawia nietylko zupełnie nową definicią ludzi ściganych przez prawo, ale nadto rodzi obawę: czyli w skutku takowej definicii i Obywatele miejscowi i w Krakowie urodzeni, nie będą musieli być wydawanemi Władzom sąsiednim, na zaszłe w tej mierze rekwizycie, załączamy w zbiorze dokumentów [1], aby każdy osądził, jak najświętsze zasady prawa Narodów tłómaczonemi są w zastosowaniu do Rzeczypospolitej Krakowskiej, tudzież jak Dwory protegujące chcą mieć pojmowany włożony na nią obowiązek Art. VI, Traktatu Wiedeńskiego.

Co się tyczy Rządu Wolnego Miasta Krakowa i jego wewnętrznej Administracii. Że Rząd Rzeczypospolitej równie de facto jak i de jure przeszedł w ręce Władzy ustawie kardynalnej nieznanej, i za czynności swoje nikomu nieodpowiedzialnej; że przeobrażenie to nie nastąpiło w skutku jakowej zmiany Konstytucii, ale w skutku modyfikacij w statucie organicznym Senatu, przez konferencią poczynionych, ustawie konstytucyjnej wprost przeciwnych; że, jednem słowem, Rząd Wolnego Miasta Krakowa mający być, w ślad konstytucii, w Senacie, i ograniczony jej przepisami, zamienił się w absolutny, tajemny i nieograniczony; że Rządu takiego pozostał tylko czczy tytuł przy istniejącym dziś Senacie, władzę zaś jego pomimo konstytucii w roku 1833 nadanej, i ciągle jakoby obowiązującej, sprawują rzeczywiście,

[1] Nota Konferencii z d. 9. Września 1837. r. do Senatu. Patrz zbiór Dokumentów N° XXXIX.

Rezydenci trzech Dworów protegujących, którzy przy nim tylko akredytowani być winni — przekona się czytelnik z treściwego przeglądu dat i ograniczeń, jakim magistratura ta, od czasu zajęcia kraju w roku 1836, ciągle ulegała i dotąd ulega.

Wiadomo, z wcześniejszego naszego opisu, jakiemi środki Konferencia Rezyd. zapewniła sobie nad Senatem, w roku 1833 przez trzy Dwory nominowanym, prawo niejakiej kontroli i przeważnego na jego postanowienia wpływu. Przekonawszy Członków jego, przykładem wymierzonej na P. Mieroszewskim kary, że posady ich przez nią samą, każdej chwili, odjęte im być mogą, Konferencia już wtedy z pewnością rachować mogła na ślepe posłuszeństwo zgromadzenia złożonego z ludzi przywiązujących wielką cenę do sprawowanych urzędów; wszakże niepoprzestała ona na samem przerażeniu ich obawą; interes jej wymagał, ażeby na uległość i posłuszeństwo Członków wpływała i wdzięczność; musiało się więc wykazać z posiadanego prawa że równie jak opór karać, tak serwilizm wynagradzać, ma władzę pełną i nieograniczoną. W miejsce przeto skasowanego Sen. Mieroszewskiego, tudzież w miejsca jakie w Senacie kolejno wakować mogły, nominowała sama nowych Członków; skutkiem postępowania którego jest, dzisiaj, że, mimo wyraźnej osnowy Art. VIII konstytucii w roku 1833 nadanej, w słowach: « *Tous les Sénateurs, ainsi que le Président, seront élus par la Chambre des Représentans,* » ani jeden z Członków dzisiejszego Senatu nie jest wybranym przez Izbę Reprezentantów, ale wszyscy mianowani są przez konferencią Rezydentów. Oprócz tego, w celu zapewnienia sobie posłuszeństwa tak przez nią nominowanych, tak właśnie jak gdyby pokazać chciano że prawo obowiązujące w niczem wykonane nie będzie, postarała się konferencia o to, aby miejsca w Senacie osadzić ludźmi zawisłemi zupełnie od względów trzech Dworów, nawet pod względem majątkowym. Mimo więc że Art. XXI konstytucii z roku 1833 wyraźnie przepisuje, że, między innemi kwalifikaciami do urzę-

du Senatora, potrzebnem jest posiadanie własności w kraju W. M. Krakowa, opłacającej najmniej 100 złp. podatku, żaden z Senatorów, przez konferencią nominowanych, nie posiada kwalifikacij Art. XXI wymaganych, jeden z nich tylko, w chwili zanominowania swego, był posiadaczem nieruchomości w Rpltej, reszta zaś niebyła i nie jest do dziś dnia Obywatelami nawet W. M. Krakowa — są to wszystko właściciele dóbr nieruchomych w Rossii lub Austrii, a zatem poddani tamtejsi, krajowi W. M. Krakowa zupełnie obcy, i w każdym kroku swoim zawiśli od woli i skinienia Rezydentów trzech Dworów. Że podobny skład Senatu, dopisuje w zupełności zamiarom polityki systematu, że czyni zadość głównej tej potrzebie, to jest : że jej zapewnia posłuszne jej widokom votum Magistratury, która poprzestając na samym tytule Rządu, uchodzi jednakżeż w oczach zagranicy za Władzę rzeczywistą, i organ jeżli nie woli, to przynajmniej życzeń całego kraju, stosuje się zaś z resztą we wszystkiem do woli i widoków systematu; że Senat taki wybrany nie przez Naród, ale przez konferencią, niedba też wcale o zaufanie Narodu, ale głównem zadaniem swojem, mniema być obowiązek zjednania sobie zaufania konferencii; że w położeniu gdzie sprawowanie się pojedyńczych Członków jego ulega sądom i karze Reprezentantów systematu, usuniętem zaś jest z pod sądu i kary Reprezentantów kraju, obawa odpowiedzialności przed Narodem nie panuje więcej postanowieniom jego, ale im natomiast panuje obawa odpowiedzialności przed pełnomocnikami trzech Dworów —jest rzeczą jasną i wynika z naturalnego rzeczy porządku. Wyobrażenia o obowiązkach Członków Rządu jakie im przyjąć nakazano, i wyznanie wiary, dzięki jedynie któremu — powołanemi zostali do jego składu, lub też w nim dotąd są cierpianemi, sprawiły i tu ten sam skutek, jaki się wszędzie objawi, gdzie tylko korrupcia nastręczy własnemu interesowi podobnie łatwe zwycięztwo, w walce z sumieniem i prawem. Senat Krakowski, złożony z ludzi przyjmujących podobnie nowe,

i prawu publicznemu przeciwne warunki exystencii Rządu, począł niedługo emulować z samą konferencią, w zadość uczynieniu widokom systematu i w uprzątnieniu wszelkich zawad na drodze powodzenia jego. Jeżeli dawniej do wymuszenia na nim postanowienia przeciwnego prawu, potrzebnego jednakżeż w interesie konferencii, potrzeba było pismiennego wezwania z jej strony, opartego jak zwykle na woli jakoby trzech P. D. — potrzeba ta ustała już dziś zupełnie, i ustna insynuacia którego bądź z Rezydentów, domysł sam nawet, że krok ten lub inny konferencii przyjemnym będzie, Senat zaś w jej łasce utwierdzi, dostatecznemi są, by go zdecydować do uczynienia kroku takiego —ma się rozumieć w duchu systematu i zgodnie z interesem jego. Jeżeli dawniej te tylko kwestie wewnętrzno-krajowe szły pod jej rozstrzygnienie, w których sama zapowiedziała najwyższą interwencią swoją, i o kommunikowanie szczegółów których Senat przez nią wzywanym bywał; nowy skład jego pospieszył dobrowolnie znieść sam te ostatnie granice, jakie wpływowi swemu — zdaje się że sama zakreśliła była, i przywiódł rzeczy do tego już dziś stopnia, że bez zezwolenia, wiedzy i potwierdzenia konferencii, najmniejszego sobie niedowierza zrobić kroku, najpodrzędniejszej nawet administracyjnej nie załatwi kwestii, wszystkie swoje nawet ekonomiczne czynności, wykonanie najprostszych nawet funkcij administracyjnej Władzy, np. nominacie najniższych nawet Urzędników, assygnowanie najlżejszych nawet summ ze skarbu publicznego, — wszystko to za nim w Senacie postanowionem zostanie, oddaje wprzód pod opinią i zatwierdzenie konferencii; dość często nawet mimo jej woli i chęci. Lecz praktyka taka, jako skutek deprawacii indywidualnej kilku, nie zagrażałaby jescze dobru publicznemu tyle, gdyby jej nie była uprawniła teoria praw w kraju naszym obowiązujących. Indywidua zmienić się mogą, i miejsca ich zajęte być mogą przez inne, mające odmienne wyobrażenia o godności powołania publicznego: lecz prawa, nadewszystko też

narzucone przemocą, zostają, i oprócz uprawnienia, uwieczniają nadużycie; czyli, mówiąc słowami znakomitego publicysty Francuzkiego: « *Mieux vaut une illégalité qu'une mauvaise institution. L'illégalité n'est que d'un homme et d'un jour, une institution mauvaise est appliquée par tous et tient long-temps, surtout quand elle est faite au profit des grands contre les petits.* » Konferencia też, chcąc sobie zapewnić na długie czasy, korzyści płynące dla niej z podobnego stanu rzeczy, postarała się, aby anarchia będąca dotąd skutkiem tylko dobrej woli, i owocem *servilizmu* ludzi do wykonania praw powołanych, nakazaną była na przyszłość temi samemi prawami, i trwała, mimo wszelkich zmian w personale Magistratur. W roku więc 1837, po oddaleniu z Senatu Mieroszewskiego, i po zapełnieniu miejsc w Senacie wakujących Członkami przez konferencią nominowanemi, Senat na ustną jej insynuacią, i za jej pośrednictwem, zgłosił się do trzech protegujących Dworów z przedstawieniem potrzeby zmiany konstytucii w roku 1833 nadanej. Przedstawionemu sobie w ten sposób życzeniu, całego jakoby kraju, pospieszyły Dwory protegujące uczynić zadosyć, o czem przekonywa nota konferencii z dnia 9 Września 1837 r. załączona w dokumentach [1]. Każdy przekona się z niej że Art. 7 i 11 konstytucii zostały, na żądanie Senatu, zmienione w sposób, nienaruszający w niczem pierwiastkowego ich ducha; lecz za to w sposób, usuwający dotychczasową ich jasność, i ułatwiający złej wierze tłómaczenie ich w przyszłości przeciwnie duchowi temu; zmiany albowiem, o których mowa, były następujące: w Art. 7 w miejsce wyrazów:

« Le Sénat exerce le pouvoir exécutif *dans toute sa plénitude*, toute autorité exécutive ou administrative *ne peut émaner que de lui* » położono wyrazy:

[1] Nota Konferencii do Senatu z d. 9. Września 1837. r. Patrz zbiór Dokumentów N° XL.

« Le Sénat *et son président* exercent le pouvoir exécutif, *conformément aux lois et réglemens en vigueur.* »

W artykule zaś 11, w miejsce wyrazów :

« Le Sénat nomme à toutes les places administratives, hors celles exceptées par la constitution » położono wyrazy :

« Le Senat nomme à toutes les places administratives, hors celles exceptées par la constitntion ou à l'égard *desquelles il aurait été statué autrement.* »

Z porównania więc brzmienia zmian, wyżej wymienionych, z pierwiastkową osnową zmodyfikowanych Artykułów, zdawałoby się, że w gruncie zmiany te nieograniczały w niczem naturalnych prerogatyw Senatu, jako Władzy wykonawczej w kraju. Wedle brzmienia zmodyfikowanych nawet w powyższy sposób Artykułów konstytucii Rząd kraju pozostawał jeszcze zawsze przy Senacie, nowa tylko i niepewna definicia prerogatywy jego nastręczała złej wierze dowolne pole jej tłómaczenia, wedle wydarzyć się mogącej potrzeby. Zastrzeżenie : że Senat sprawować będzie władzę wykonawczą, « *conformément aux lois et réglemens en vigueur* » nieubliżałoby w niczem attribuciom jego, gdyby, tak jak tego analogia prawodawstwa wymaga, *les lois et les réglemens en vigueur* były rozwinięciem zasad ustawy Kardynalnej; lecz zastrzeżenie to zamieszczone w konstytucii kraju, przywykłego do stanu rzeczy, że na drodze właśnie tak zwanych, *des lois et réglemens en vigueur,* wyzutym był ze wszystkich swobód, i widział jedną, po drugiej, niszczonemi wszystkie gwarancie porządku konstytucyjnego, zastrzeżenie to, powtarzamy, zamieszczone w konstytucii kraju takiego, było znaczące, i odsłaniało jawną dążność systematu zaprowadzenia, na drodze *des réglemens et lois en vigueur,* praw i urządzeń konstytucii przeciwnych, i ustanowienia na tej samej drodze wcale innego Rządu, aniżeli nim być był powinien Senat, wedle wyraźnego brzmienia konstytucii·

Że taki a nie inny był cel modyfikacij wyżej przez nas powo-

łanych, świadczą postanowienia Konferencii, jakie pod względem zmian w Statucie Organicznym Senatu, azatem w Ustawie, która powinna była być rozwinięciem Artykułów 7° i 11° Konstytucii, natychmiast po ogłoszeniu nowej ich redakcii, w wykonanie wprowadziła. — Przy nocie swej z dnia 9 Września 1837 roku, wyżej przez nas powołanej, komunikowała Senatowi zarazem postanowienie, jakoby trzech Dworów, zaprowadzające bardzo ważne zmiany w Statucie jego Organicznym. Jak dalece zmiany te wyzuwały Senat z wszystkich prerogatyw Rządu, przyznanych mu nawet świeżo zmodyfikowaną Konstytucią, — w jak niepraktykowany sposób rozdzielały funkcie jego pomiędzy rozmaite podrzędne władze, zamienione w tyleż niepodległych Magistratur, nie zawisłych od woli i rozkazów jego; jak dalece bezpośrzednim skutkiem wprowadzenia ich w wykonanie nie mogło być nic innego, jak tylko obalenie w kraju Wolnego Miasta Krakowa wszelkiej [zwierzchniej i naczelnej Władzy], tak, że nie jest dziś więcej wiadomo, kto, i w jakich przypadkach, prywatnemu Obywatelowi opieki prawa udzielić jest obowiązany, — kto i przed kim, za odmówienie wymiaru sprawiedliwości, za niewykonanie ustaw, za szafunek wreszcie grosza publicznego jest odpowiedzialny, —jak dalece nakoniec usprawiedliwiają to wszystko cośmy wyżej, o tak zwanych *lois et réglemens en vigueur*, powiedzieli?—przekona czytelnika krótkie porównanie ich treści z brzmieniem Konstytucii dzisiaj obowiązującej. [1]

Wedle Artykułu 7° Konstytucii Rząd kraju jest w Senacie.— Artykuł 16 tejże Konstytucii przepisuje sposób głosowania jego obrad, i ustanawia liczbę głosów potrzebną do nadania postano-

[1] Cytowane w poniższem porównaniu Artykuły tak Konstytucii jak i Statutu Senackiego są te same, które w r. 1837. przy Reskrypcie Senatu z d. 9. Września 1837. do L. 5436. w Dzienniku praw jako obowiązujące ogłoszonemi zostały, i które do dziś dnia obowiązują.

wieniom jego mocy obowiązującej. Tymczasem, wedle zmiany zaprowadzonej przez Konferencią w roku 1837, w Statucie Senackim, Prezes Senatu miał sobie przyznane prawo wstrzymania wykonania postanowień całego Senatu, w okolicznościach (jak słowa Statutu) ważnych, które jednakże bliżej oznaczonemi nie zostały. Prezes Senatu, wstrzymawszy wykonanie postanowienia Senatu; winien jest o tem donieść Rezydentom trzech Dworów, a oni dopiero nie w Konstytucii ale w Statucie mają sobie przyznaną władzę orzeczenia ostatecznie, czyli postanowienie to ma być, lub nie, wykonanem.

Wedle Artykułu 11. Konstytucii Senat ma prawo nominacii na wszystkie urzęda administracyjne, wyjąwszy Wójtów, Sędziów i Senatorów których nominacia należała do Izby. — Dodatek do Artykułu 10. Statutu Senackiego przepisuje jednakże, że w przedmiocie nominacii, kassacii, lub zawieszenia w urzędowaniu Dyrektora Policii i Kommendanta Milicii, Senat nie ma mocy stanowienia, aż za poprzedniem zniesieniem się z Rezydentami trzech Dworów, a to przez organ swego Prezesa.

Wedle Artykułu 15. Konstytucii, służy Senatowi prawo delegowania z grona swego dwóch członków do składu Izby Reprezentantów, a to bez żadnego ograniczenia. — Artykuł atoli 12 Statutu Senackiego, przez Konferencią w roku 1837 zmodyfikowany, przepisuje wyraźnie, że, zanim Senat przystąpi do wyboru delegacii wspomnionej, winien się będzie pierwej porozumieć z Rezydentami trzech Dworów, końcem powzięcia wiadomości, czyli nie będą mieli do wniesienia jakiego zarzutu przeciw temu lub owemu Senatorowi, co do delegacii jego do Sejmu.

Wedle Artykułu VII. Konstytucii, stanowiącego, że Rząd kraju jest w Senacie, Senat przyznane sobie ma tem samem wszystkie naturalne attrybucie wszelkiego Rządu na świecie, ma więc przyznany i nadzór czyli zwierzchnictwo, nad Policią krajową; bo inaczej, Rząd pozbawiony jurisdykcii nad Policią

nie stawiałby, ani rządzonym, ani sobie samemu, żadnej rękojmi porządku i bezpieczeństwa publicznego. — Artykuł jednak 16. Statutu Senackiego zmodyfikowanego w roku 1837, przez Konferencią, usuwa wszelką Policią z pod władzy Senatu, i oddaje ją pod wyłączny kierunek Prezesa Senatu, a tem samem, w dzisiejszym stanie rzeczy w Krakowie, pod wyłączny kierunek Rezydentów trzech Dworów. — Że taki jest duch modyfikacii w Artykule 16 Statutu Senackiego zaprowadzonej, przekonywa dodatek do Artykułu 17 tegoż Statutu, zaprowadzony również w roku 1837, przez Konferencią, w moc którego wyraźnie jest postanowionem, że w razie, gdyby naczelnikowi Policii udzielonym był przez Prezesa Senatu rozkaz, będący w sprzeczności z postanowieniami obowiązującemi, lub którego wykonanie mogłoby szkodzić regularnemu biegowi służby, kierunkowi jego powierzonej, obowiązkiem jego w takim razie będzie, *wstrzymać wykonanie odebranego rozkazu*, i zachodzący wypadek przedstawić Rezydentom trzech protegujących Dworów, którzy ostatecznie rozstrzygną względnie skutku tak wydanego polecenia.

Wedle Artykułu XXVI. Konstytucii, Straż bezpieczeństwa publicznego, czyli tak zwana Milicia, to jest: cała siła zbrojna Wolnego Miasta Krakowa, oddaną jest pod rozkazy Prezesa Senatu. Dodatek jednak do Artykułu 17 Statutu Senackiego, zaprowadzony przez Konferencią w roku 1837, upoważnia wyraźnie Komendanta Milicii *do niewykonania rozkazów od Prezesa Senatu odebranych*, gpyby uznał, iż te sprzeciwiają się postanowieniom obowiązującym, lub też gdyby mu się zdawało, iż wykonanie ich mogłoby szkodzić regularnemu biegowi służby, kierunkowi jego powierzonej. W razie więc takim Komendant Milicii podobnie jak i Dyrektor Policii, winien jest zawiadomić o wypadku Rezydentów trzech Dworów, którzy sami przyznali sobie władzę ostatecznego orzeczenia w tej mierze.

Artykuł XV. Konstytucii przyznaje na rzecz Senatu prawo

początkowania (inicjatywy) wszelkich projektów do praw, lub do zmian w Ustawach dotąd obowiązujących. Dodatek jednakże do Artykułu 26 Statutu Senackiego, zaprowadzony przez Konferencią w roku 1837, przepisuje jak najwyraźniej, że, zanim Senat użyje służącego mu prawa początkowania, i projekt pod decyzią Izby wprowadzi, winien jest komunikować go Rezydentom trzech Dworów, ażeby ci przekonać się mogli, czyli nie zawiera nic przeciwnego Konstytucii, lub stosunkom z ościennemi Państwami.

Oprócz zaś tych zmianStatutuSenackiego, ubliżających wprost zasadom Konstytucii, zaprowadzono w nim wówczas inne jeszcze zmiany, ubliżające w wysokim stopniu niepodległości Senatu, jako naczelnej władzy kraju.

Artykuł 4 zaprowadzał głośne wotowanie w Obradach Senatu, a to w celu ażeby Konferencia, o pojedynczem nawet zdaniu każdego Członka Senatu, dokładną mogła mieć wiadomość. — Art. 8 nakazywał utrzymywanie protokółu obrad, z wyłuszczeniem każdego pojedynczego zdania. — Artykuł 16 upoważniał Prezesa Senatu do utworzenia własnego Biura Korrespondencij Dyplomatycznych i wyższej Policii, którego czynności usunięte mi są z pod wiedzy Senatu; — tenże Artykuł przyznawał Prezesowi Senatu władzę aresztowania każdego, wkładając nań jedynie obowiązek uwiadomienia o tem Senatu w dniach trzech. — Artykuł 17 zaopatrywał Prezesa Senatu w fundusze, wynagradzania pilnych i przykładnych urzędników, a to bez udziału Senatu. — Artykuł ten sam polecał zaprowadzenie Policii tajnej, i stosowne na nią obmyślał fundusze. Artykuł wreszcie 26 oddawał ogłoszenie Protokółu czynności Sejmowych (Diariusza) pod cenzurę Prezesa Senatu, wkładając nań obowiązek znoszenia się w tej mierze z Rezydentami trzech Dworów.

Czyli w obec powyższych przepisów Senat Krakowski może się jeszcze nazywać Rządem, jakim go Konstytucia krajowa mieć chce ?... Jakie znaczenie i wpływ na bieg rzeczy,publicznych

w kraju, może mieć Magistratura wyzuta tak całkowicie z wszelkiej a wszelkiej Władzy? — Jaka anarchia panować musi w kraju, którego niby Rząd nie może być pewnym wykonania swych własnych postanowień, bo je w każdej chwili może obalić *veto* przyznane władzy obcej, — którego Administracia nie ma mocy nominowania Dyrektora Policii i Komendanta Siły zbrojnej, tylko za zezwoleniem *Zagranicy* — i nie może ich w urzędowaniu zawiesić ani skasować, tylko z jej wiedzą i potwierdzeniem, — którego naczelna Władza, w wykonaniu najmniejszych nawet funkcij swoich, ograniczona jest wolą cudzą, bo jej odjęto prawo delegacii, odebrano zwierzchnictwo nad Policią krajową, upoważniono Naczelnika tej ostatniej, i Dowódzcę Siły zbrojnej do niewykonywania jej rozkazów, wyzuto z prawa iniciatywy, zaprzeczono prawa promulgowania i wykonywania Ustaw na drodze legalnej ustanowionych, oddano zdanie szczególnych jej Członków pod jawną kontrolę zagranicznego wpływu, i usunięto z pod jej wiedzy i zarządu stosunki dyplomatyczne z ościennemi Państwami?— są to pytania, których rozstrzygnienie światłemu sądowi każdego czytelnika zostawiamy.

By jednak zmierzyć dokładnie cały ogrom panującej anarchii administracyjnej w Rzeczypospolitej Krakowskiej, wypada rozpatrzyć się w organizacii Policii i Milicii miejscowych, jako należących do kategorii Rządu czyli Administracii kraju. *Co do Policii.*—Zaraz po zajęciu Krakowa w roku 1836, Konferencia Notą swą z dnia 2 Czerwca 1836 roku, zawiadomiła Senat, iż od urządzenia Policii i Milicii w Wolnem Mieście Krakowie, stosownie do woli trzech protegujących Dworów, zależy ostateczna ewakuacia kraju tego; przy nocie wspomnionej komunikowała nawet Konferencia Senatowi *zasady* mające służyć do urządzenia i jednej i drugiej. [1] Wszakże wprowadzenie w wy-

[1] Nota Konferencii z d. 2. Czerwca 1836. wraz z zasadami, o których mowa, znajduje się ogłoszona w N° XXVIII. Portofolio Londyńskiego.

konanie zasad, pod względem organizacii Policii, uznała Konferencia poźniej *dopóty* niepodobieństwem, *dopókiby* gałęź ta służby publicznej nie była oddaną *naczelnictwu osoby*, na którejby całkowite poświęcenie się jej interesowi rachować z pewnością mogła. Osoba naturalnie taka nie mogła być wynalezioną pomiędzy mieszkańcami Wolnego Miasta Krakowa. Dla tego w roku 1837, kiedy ustanowiony przez nią skład Senatu, pozwalał rachować na zupełną uległość tej magistratury, insynuowała Senatowi znowu ustnie, ażeby przedstawił Dworom protegującym zachodzące niepodobieństwo, wynalezienia w kraju indywiduum dość zdolnego, do uczynienia zadość tak ważnym obowiązkom, stawiającego zaś krajowi Wolnego Miasta i Dworom protegującym wystarczającą rękojmię, jakiej okoliczności wymagały; żądała przytem, aby Senat zaniósł prozby do Dworów protegujących, o wyjednanie u Dworu Austriackiego pozwolenia dla Pana Gutt, ówczesnego Komissarza Policii Austriackiej w Podgórzu (zaleconego jej z gorliwych usług, przy nakazanem, w roku 1835, nagromadzeniu Wychodniów w Krakowie) do przejścia w służbę Wolnego Miasta Krakowa, w charakterze Organizatora i Dyrektora Policii. — Senat uczynił natychmiast zadość żądaniom Konferencii, a Dwór Austriacki pozwolił P. Gutt przejść w służbę Rzeczypospolitej, w powyżej wzmiankowanym celu; w skutku czego, tenże nominowany nie przez Senat, lecz przez Konferencią, objął natychmiast urzędowanie Dyrektora Policii w Mieście Krakowie. Dodać tu jescze wypada, że Pan Gutt niewykonał przysięgi przed objęciem urzędowania swego, i ze Skarbu W. M. Krakowa żadnej niepobierał pensii, i to wytłómaczy dla czego, upoważniony, jak to wyżej widzieliśmy, wyraźną ustawą do niewykonania rozkazów Prezesa Senatu, mniemał się być uwolnionym od wszelkiej odpowiedzialności, i nie zawisłym od żadnej Władzy w kraju; tudzież że stosownie do tego mniemania działał, i wedle niego, przez wszystkie Władze kra-

jowe był uważany. — Tak nowo mianowany Dyrektor Policii, nie tylko odpowiedział, ale przewyższył nawet oczekiwania Konferencii Rezydentów. Pod naczelnictwem jego Policia przybrała niebawem zupełnie inną postać, a przynajmniej, dała się mieszkańcom poznać z zupełnie nowej strony. — Przez 25 lat bytu Rzeczypospolitej Krakowskiej, nie słyszano nigdy w tym kraju o żadnym spisku, o tajnych towarzystwach, o zamachah wreszcie, zagrażających bezpieczeństwu Państw sąsiednich. — Dwa miesiące urzędowania, wystarczającemi były jednakże dla nowego Dyrektora, do wynalezienia i sprawdzenia bytu tego wszystkiego w Krakowie. We dwa miesiące zaledwie urzędowania swego, nowy Dyrektor przetrząsnął domy Obywatelskie w całym kraju Wolnego Miasta Krakowa. — Każdy dzień przynosił wiadomości o nocnych napadach i rewiziach domów Obywatelskich; każdy dzień mnożył liczbę, tak zwanych *Więźniów Stanu*, ludzi niebezpiecznych, przemyśliwających nad zawichrzeniem świata, i świadczył o niezmordowanej czynności Policii, i niedługo w cichym i spokojnym Krakowie, na pomieszczenie aresztowanych, musiano zająć celne hotele Miasta, więzienia albowiem publiczne, pokazały się być nie wystarczającemi, co raz to większej potrzebie Policii. — Przestrach i zgroza opanowały wszystkich, a samodzielność z jaką Policia oczywiście postępowała przy poszukiwaniach swoich (tak zwany bowiem Rząd miejscowy nie wiedział w istocie, ani o liczbie, ani o powodach ich aresztowania, ani się o to wszystko nie miał odwagi zapytać Dyrektora Policii), nie pozwalała wątpić, że Rzeczpospolita uważaną jest przez Dyrekcią Policii, za kraj znajdujący się *w Stanie oblężenia*, i że spokojność, wolność osobista i życie jej mieszkańców, oddane są na *na łaskę* nadzwyczajnego Dyrektora Policii, Komissarza *ad hoc*, trzech protegujących Dworów, zesłanego do Krakowa z Prokonsularną władzą. — Rzecz przytem zastanowienia godna, że uwięzieni należeli prawie wszyscy do klassy Uczniów Uniwersytetu i Gimna-

zium tutejszego, i byli dziećmi obywateli miejscowych, w wieku, od lat 11 do 18.

Lecz niedość zapowiedzieć odkrycie spisku, wypada jescze udowodnić istnienie i szczegóły jego. — Policia przeto, napełniwszy więzienia konspiratorami, znalazła się w potrzebie sprawdzenia ich winy, a to, na drodze sądowej; trzeba jej było koniecznie wyroku potępiającego aresztowanych, a tem samem usprawiedliwiającego jej nadzwyczajne postępowanie; a gdy Sądownictwo było wówczas jescze niepodległe, i bez dowodów winy obawiała się Policia wystąpić przed oblicze jego, w braku więc tychże, (bo ich wcale nie było) mniemała je zastąpić własnem obwinionych wyznaniem, wymuszonem na nieletnich dzieciach — *grożbą*, — *chłostą*, — *lub obietnicami*.

Na drodze to dopiero inkwizycij ordynaryjnych, czyli Sądowych, wykrytemi zostały nadużycia, za pośrzednictwem których Policia otrzymała chwilowo, ty'e pożądany rezultat instrukcii swojej, to jest, własne wyznanie obwinionych. — P. Gutt kuł obwinionych w kajdany, ubierał ich w siermięgi kryminalistów, straszył chłostą, a nawet jej używał, męczył głodem, obiecywał nareszcie nagrody, a nawet ofiarował pieniądze, by skłonić obwinionych do wyznania winy, którą koniecznie wynaleźć postanowił, a o której żaden z aresztowanych nie wiedział. Był nawet tak nieostrożny, iż się wymówił przed więźniami swemi, *że przyznanie się do winy, nie tylko natychmiast położy koniec ich więzieniu, ale ich nadto zaleci względom Konferencii Rezydentów, którym niezmiernie przyjemnem będzie.* [1] — Srzodki podobne, użyte przeciw niedoświad-

[1] Zeznanie Bylickiego i innych uczniów aresztowanych wówczas : patrz Akta sprawy studentów obwinionych o towarzystwa tajne, które w *najdrobniejszych* szczegółach udowodniają to wszystko, co tylko wyżej powiedzianem jest o postępowaniu ówczesnem Dyrektora policii, które bez tych dowodów byłoby prawdziwie niepodobnem do wiary.

czonym i małoletnim, że skutku chybić nie mogły, pojąć się łatwo pozwoli. Ulękniona młodzież przyznała się do wszystkiego, czego tylko od niej żądano, i dopieroto policia, zaopatrzona w podobny dowód, pośpieszyła oddać sprawę pod decyzią Sądową.—Na drodze jednak śledztwa ordynaryjnego, zmieniła się zaraz postać rzeczy: obwinieni, wolni od terroryzmu policyjnego, odwołali jednozgodnie zeznania w policii poczynione.— Nowe badania uwiadomiły Sąd o śrzodkach, jakich Policia używała do zyskania zeznań odpowiednich jej celowi: a gdy śrzodkami temi były w ogóle cielesne i moralne tortury, używane przeciw obwinionym, gdy przytem, za rzeczywistością skarg w tej mierze zanoszonych, świadczyła okoliczność, iż przy badaniach policyjnych, pominiętemi były wszystkie formy, któremi Procedura kryminalna, zwłascza też Austriacka, zasłania obwinionego przeciw złej woli i nadużyciom indagującego: to jest, gdy badania te odbywały się tajemnie, bez obecności assystentów przysięgłych, jakich prawo wymaga, a tem samem, gdy nie było żadnego bezstronnego świadka, mogącego zadać fałsz twierdzeniom obwinionych, zaskarżającym Policią o tak ciężkie nadużycia, tajemnica zaś, z jaką sobie przy tem wszystkiem poczynała, przemawiała bardzo silnie za prawdą zeznań nowych i zupełnie jednozgodnych; gdy nadewszystko, oprócz zeznań tak wymuszonych, nie było żadnego innego dowodu winy, ani się można było dopatrzyć nigdzie, śladu złego zamiaru, który dopiero czynom nadaje charakter zbrodni lub występku, Wyrok niepodległego i bezstronnego Sądu, obowiązanego nadto, zastosować ściśle literę prawa do wypadku, nie mógł być w takiem położeniu rzeczy wątpliwy. Sąd Podsędkowski (Pierwsza Instancia w sprawach kryminalnych) uznał więc wszystkich obwinionych za niewinnych, i takowych na wolność wypuścić polecił; postępowanie zaś Dyrektora Policii, przed Sądem Trzeciej Instancii z urzędu zaskarżył, i akta sprawy dotyczące, jako dowód; do urzędowego użycia przesłał.

Atoli, postępowanie Sądu podobnie lojalne, nie tylko że żądnych względnie Policii nie pociągnęło skutków, ale owszem było tylko powodem do nowego pogwałcenia attrybucii, tej ostatniej niepodległej Instytucii, w kraju W.M. Krakowa. W jaki sposób ukaranemi były Sądy miejscowe za śmiałość, że się poważyły zaprzeczyć istnienia spisku wtedy, gdy interes Systematu wymagał stwierdzenia jego exystencii, dowie się czytelnik przy kategorii *o Sądownictwie*. — Co się jednak tyczy obwinionych, Wyrok Sądowy, niewinności, zapadły na ich korzyść, nie uwolnił ich od przeznaczonego dla nich losu. Konferencia poleciła Senatowi założyć apelacią od Wyroku Pierwszej Instancii, [1] Policia zaś uwięziła ich na nowo, i po dziś dzień jeszcze, kiedy to piszemy, niektórzy z nich oczekują w więzieniu Wyroku, który, jak się to czytelnik z kategorii o Sądownictwie dowie, ferowany będzie nie przez Sądy miejscowe Konstytucyjne, ale przez Komissią Sądową, z Zagranicznych Sędziów złożoną, i do Krakowa, do odsądzenia-li Spraw politycznych, przez trzy Dwory protegujące zesłaną.

Co do oskarżenia Dyrektora Policii *o nadużycie urzędu*, takowe żadnego niewzięło skutku. Pan Gutt odmówił stawienią się do Protokółu Sądowego, i odpowiedzi na uczynione mu zarzuty, a to na zasadzie, że nominowany przez Dwory protegujące, jurisdykcii Władz miejscowych nie ulega. — Swiadkowie nawet, używanej przeciw więźniom tortury, do których zeznań odwoływali się obwinieni, nie mogli być sądownie słuchanemi; albowiem z powodu, że niemi byli wyłącznie żołnierze Austriaccy straż w więzieniu trzymający, Władza wojskowa nieuznając, co do nich, jurisdykcii Sądów miejscowych, stawie-

[1] Austriacki kodex postęp. krym. w kraju W. M. obowiązujący, prawo Appelacii od wyroków kryminalnych zastrzega tylko *na rzecz obwinionego*, nigdy zaś na rzecz *oskarżyciela*, jakim był w powyższym wypadku Rząd Wol. Mias. Krakowa.

nia się ich do Protokółu odmówiła. Rząd zaś miejscowy, spętany przepisami Statutu i warunkami położenia, w jakiem się własnowolnie postawił, nieposiadał ani władzy zmuszenia ich do posłuszeństwa prawu, ani też do tego nieokazał żadnej nawet chęci.

Że tak gorszący wypadek, ośmielił tylko Dyrektora Policii do dalszego postępowania na drodze arbitralności, na której już tak daleko był się posunął, że w dalszych czynach swoich, mniemał się być wolnym od szanowania najprostszych nawet form postępowania, przepisanego krajowemi prawami, kiedy zastosowanie się do nich, stawiało w kwestii pomyślne skutki jego zabiegów, było koniecznością przywiązaną do nienaturalnego stanowiska, jakie policia w kraju zajęła, następnością wreszcie, wynikającą z zupełnego rozzbrojenia organizmu porządku publicznego, przeznaczonego na ofiarę wymagań obcego interesu, mniej szlachetnej polityki. — Od chwili też tej, Policia wystąpiła otwarcie, jako nieprzyjaciołka wszystkich zasad i przepisów, będących w każdem uporządkowanem prawodawstwie, hamulcem ich działania, lub ograniczających jej władzę. Od chwili owej, policia wykryła nie jeden jeszcze spisek, i nie jedno tajne towarzystwo, zaopatrzyła przeto Konferencią w wiele materiałów, do usprawiedliwienia w oczach zagranicy, dzisiejszego stanu rzeczy w Krakowie; lecz od chwili tej także nieoddała już więcej żadnej politycznej sprawy pod rozpoznanie i decyzią Sądów miejscowych. Od lat trzech jak zaludniła więzienia, tak nazwanemi, zbrodniarzami stanu, młodzieżą, po większej części Uniwersytecką, nikt nie wie o postępowaniu jej z więźniami, których strzeże, bada i traktuje wedle swojej woli, pod pozorem spodziewanej nowej reorganizacii Sądownictwa. Od lat trzech ofiary te czekają w więzieniach, nie już Sądu, lub Wyroku, ale nawet badania dopiero Sądowego! Ze los tych nieszczęśliwych, po większej części dzieci obywateli miejscowych, najmocniejsze obudza zajęcie, łatwo sobie wystawić można; lecz wszechwładztwo

Dyrekcii Policii, jej niepodległość i bezkarność, tak są, były powszechnie uznane, że nikt nie ma odwagi ująć się za niemi, nikt nie śmie się dopomnąć o sprawiedliwość dla nieletnich dzieci, Rząd, z powodów, które łatwo odgadnąć można, Rodzice, Obywątele, z obawy by ich losu niepogorszyli. Na takiejto drodze, Policia, przeznaczona do zapewnienia spokojności i bezpieczeństwa prywatnego obywatela, stała się samowładną panią, wolności, czci i sławy, a nawet można powiedzieć, i życia każdego pojedynczego mieszkańca; — postanowiona i uorganizowana, wyłącznie w celu wspierania zamiarów Systematu, zadania swego dopełnia z zupełną bezwzględnością na przyszłość tego nieszczęśliwego kraju, i na prawa w nim obowiązujące. Do jakiego zaś stopnia posuwa wzgardę wszelkich Ustaw, jak nadaremnemi są wszelkie usiłowania, nie już Rządu, ale nawet prywatnych obywateli, trudnoby było wierzyć, gdybyśmy, na poparcie tych podań, wierzytelnych nie przedstawiali dowodów. Niech jeden przykład okaże konieczną potrzebę położenia kresu tej coraz dotkliwszej tyranii.

W miesiącu Wrześniu 1838 roku, zamordowano w Krakowie niejakiego *Celaka*, indywiduum będące w służbie tajnej policii Rossyjskiej. Jeżeli morderstwo Pawłowskiego, przypisywano w roku 1836, zbytniej gorliwości Agentów Systematu, o nakaz morderstwa Celaka, z większem jescze prawdopodobieństwem, obwiniał teraz głos powszechny Dyrekcią policii, która, pod naczelnictwem P. Gutta, znajdowała się w potrzebie odznaczenia się jakąś znakomitą wysługą, pokazania się że jest czynną, przedsiębierczą i umiejącą wszystko wyśledzić, i która pewnie, dla dokupienia się sposobności przekonania trzech Dworów, że tylko w nowym składzie odpowiada ich widokom, i interes ich rozumie, za nic sobie ważyć mogła podobną zbrodnię, której ofiarą był człowiek tak nikczemny i nic nieznaczący. — Bądź co bądź, nie jest do dziś dnia wiadomo, kto był autorem tej powtórnej zbrodni, bo prawdziwego

sprawcę zdołałoby jedynie odkryć śledztwo bezstronne, a mieszkańcy Miasta Krakowa, oddawna zrzec się musieli bezstronnego śledztwa, w sprawach ich Miasta dotyczących, które Policii, politycznemi kwalifikować wypada; dla tego też, istotny sprawca tej zbrodni, zdaje się że nigdy wiadomym nie będzie. Tyle jednakżeż pewna, że nikt na uczynku schwytanym nie był, Policia zaś, uwięziziła pożniej jednego z Uczniów tutejszego Gimnazium, jako poszlakowanego o czyn ten krwawy, przeciw któremu, mocne wprawdzie zdawały się walczyć zarzuty, który się jednakżeż, zarzuconej mu zbrodni stale dotąd wypiera. Gdyby wynalezienie prawdy było, jak być powinno, celem akcii policyjnej, mieszkańcy Miasta Krakowa mogliby być obojętnemi na jej poszukiwania; bo dalecy od wszelkiej złej myśli, a nawet, niesposobni do popełnienia politycznych zbrodni, spokojnie oczekiwaćby mogli wykrycia prawdy, gdy ta, nie mogłaby im w niczem zaszkodzić. Lecz w położeniu, gdzie dążność Policii jest jawną, i gdzie ta władza dała dowody, że jej nie tyle zależy na sprawdzeniu wypadku, i wykryciu istotnych jego autorów, ile na tem, aby żaden występek popełniony w Krakowie, nie minął dla jej widoków bezkorzystnie, by w każdym wynaleźć piętno rewolucyjnych knowań, by każdy przyodziać w polityczną barwę, i każdy zamienić w dowód, przeciw duchowi i spokojności mieszkańców Miasta, w dowód, pociągający za sobą, coraz to nowe ograniczenia ich swobód, praw i źrzódeł materialnego nawet utrzymania się, w położeniu, powtarzamy, takiem, każdy najmniejszy krok tej władzy, jaki z okoliczności, wydarzonej nowo zbrodni, uczynić znajdywała potrzebę, ulegał surowemu rozbiorowi obywateli, drżących o najdroższe swe interesa. Każdy zdawał im się być podejrzanym, i żaden nie uszedł pilnej ich baczności i najrozmaitszego tłumaczenia. — Tymczasem Policia, nieświadoma mocy panującego przeciw niej uprzedzenia, poczynała sobie tak zupełnie, jak gdyby jej czynom towarzy-

szyło zupełne zaufanie publiczności, i, czylito pewna opinii publicznej za sobą, czyli też niedbająca o nią wcale, posunęła się na drodze poszukiwania swego do popełnienia takich arbitralności i nadużyć, żeby one same zdołały były odwrócić od niej zaufanie powszechne, gdyby je nawet posiadała była; a w braku zaś jego, nie mogły jak tylko wzmocnić panujące przeciw niej podejrzenia, i posunąć obawę obywateli do jak najwyższego stopnia. Ze zbrodni powyżej wzmiankowanej, tak jak i z każdej innej, zamierzyła sobie policia korzystać, w duchu głównego zadania swego, to jest, w sposób, ażeby zaświadczyła o fanatyzmie rewolucyjnym, panującym jakoby pomiędzy mieszkańcami Miasta Krakowa; a gdy los zdarzył, że poszlakowany o jej popełnienie był Uczniem Szkół miejscowych, Uczniów zaś Szkół wszelkich najsnadniej jest dziś pomówić o fanatyzm rewolucyjny, bo pomówieniu temu najsnadniej sąd publiczny daje wiarę, z takiego więc usposobienia sądu publicznego, przedsięwzięła Policia użytkować, i postanowiła, że Uczeń Gimnazium Krakowskiego, który poszlakowany dopiero o zbrodnię, znajdował się w ich rękn, musi być koniecznie mordercą, choćby za niewinnością jego przemawiały nie wiedzieć jakie dowody. Postanowienie takie, raz przez nią powzięte, wprowadziła też natychmiast w wykonanie; obwiniony, od pierwszej chwili uwięzienia swego, był w jej oczach zupełnie przekonanym mordercą, i tak go uważając, traktowała go stosownie do tego, i miała sobie za nic, na rachunek, czekającej go kary, odliczyć mu anticipative, część jej znakomitą. Nadaremnie przeto, niesczęśliwy, zastawiał się świadectwem ludzi wiarogodnych, że w chwili popełnienia zbrodni był w innem miejscu; nadaremnie, Obywatel, w którego mieszkaniu znajdował się właśnie w tym czasie, jego żona, dzieci i służący, zgłaszali się kilkakrotnie do Policii z zeznaniami, dowodzącemi *alibi* obwinionego, nadaremnie, przemawiały za nim, jego wiek, najprzykładniejsze prowadzenie się

i moralność, dotąd nieposzlakowana, — Dyrektor Policii niechciał nawet słuchać niczego, głuchym był na jego obronę, odmówił przyjęcia zeznania świadków, a ułożywszy sobie raz, że mordercą nie może być, ani nie będzie kto inny, tylko Uczeń Szkół Krakowskich, nie wahał się przymusić go do wyznania, dogadzającego bardzo wielu interesom; bo najprzód, jego własnemu odznaczeniu się, i zasłużeniu swym Panom (Konferencii); bo, udowodniając istnienie knowań politycznych, ustalało ich władzę, — Systematu nareszcie, który, dla usprawiedliwienia okupacii Wolnego Miasta Krakowa w obec Europy, potrzebował co raz to nowych pozorów, i zbierał coraz to więcej dowodów. — Jakoż, niezachwiany w raz powziętem postanowieniu, Dyrektor Policii, przymusił obwinionego do wyznania, a to, *aplikacią tortury*, wywołanej przez wszystkie prawodawstwa, przez wszystkie ludy ucywilizowane naŚwiecie. — W pierwszych 24. godzinach po uwięzieniu swoiem, obwiniony *odebrał blisko* 100 *batogów przez mokrą szmatę*, i, jak się łatwo domyśleć można, *przyznał się do wszystkiego*. — Lecz katownia jakiej uległ zagroziła słabemu jego, zkądinąd, zdrowiu, zachorował niebezpiecznie, a wieść o torturze jaką wycierpiał, o jego słabości, o *śmierci nareszcie*, rozeszła się po mieście lotem błyskawicy. Policia sama, dokładała ze swej strony wszelkiego starania by ją uczynić do prawdy podobną, gdy najprzód smagała obwinionego prawie publicznie, bo w gmachu, wśrzód rynku położonym, tak że jęki jego i krzyki sprowadzały pod okna izby, w której był bity, mnóstwo ludzi litujących się losu jego; — powtóre, przerażona słabością jego, chcąc wcześnie odwrócić uwagę, i sąd publiczny, od istotnej przyczyny jego słabości, i spodziewanej śmierci, ogłosiła publicznie, przy trąbie, że się *otruł i na śmiertelnej pościeli, wyznał wspólników popełnionej zbrodni*, etc., etc. — Wzgląd na niesczęśliwy stan Mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa, *na niemoc i serwilizm jego tak zwanego Rządu, na bezwładność*

wszelkiego prawa, na interesa i tendencie Systematu i jego Agentów, na następności wreszcie jakie się wywiązywały zawsze dla ogółu kraju, ilekroć razy ludziom zaszczyconym zaufaniem trzech protegujących Dworów, udało się, choćby na drodze najoczywistszego nadużycia, przysposobić i uzyskać jakiś dowód *niebezpiecznego ducha Obywateli* Rzeczypospolitej, niechaj wytłumaczy, dla czego wiadomości powyżej wzmiankowane, napełniły niemal całą ludność Krakowa przerażeniem, zgrozą, a nawet można powiedzieć rozpaczą. — Postępowanie Policii było w oczach każdego najobojętniejszego, jasnym dowodem, że na podobnej drodze, exystencia wszelkich niebezpiecznych zamachów, wszelkich politycznych zbrodni, może być w Krakowie sprawdzoną i udowodnioną. — Każdy pojedynczy Obywatel i mieszkaniec, lękał się paść ofiarą podobnego jak obwiniony, losu, bo każdy był przekonany, że przy pierwszej potrzebie policii popisania się przed trzema Dworami, z wykryciem jakowego spisku, może być pochwycony, do wyznania zmuszony, a w końcu, aby nieodwołał, otruty lub zabatożony. Do wzmocnienia obawy powszechnej, przyczyniała się znakomicie apathia, tak zwanego Rządu, który nie miał, ani władzy, ani chęci zapobieżenia nadużyciu Policii; trwoga i osłupienie, jakiemi wszystkie inne władze kraju, osobliwie też Sądowa, zdawały się być przerażonemi, w obec tak śmiało popełnianych bezprawiów, zwątpienie wreszcie, jakie opanowało prawie wszystkich, będących świadkami z jaką bezczelnością, w kraju, gdzie prawa, każdy ruch władzy jakiejkolwiek określiły i naprzód przewidziały, jeden człowiek nic nie znaczący, jeden urzędnik obcy, ważył się je deptać i ich przepisom urągać. — W tak przeto nadzwyczajnem położeniu, celniejsi Obywatele Miasta, postanowili uczynić krok, jaki obok nadziei jakiegoś przecie skutku, przedstawił im się jeszcze jako jedyny i ostatni. — W liczbie więc dwunastu, udali się do Prezesa Senatu, i żądali od niego, jako od Naczelnika Rządu i

Zwierzchnika Policii wszelkiej, (wedle brzmienia nowo zmodyfikowanego Statutu Senackiego) ażeby postępowaniu Dyrektora Policii, ubliżającemu prawom obowiązującym [1] zapobiegł, aby się postarał, żeby przy inkwizyciach z obwionemi zasiadali, tak, jak prawo wymaga, przysięgli Obywatele; aby przyczynę zgonu obwinionego sprawdził, Dyrektora zaś Policii, jako nadużywającego swej władzy, w urzędowaniu zawiesił.— *Prezes Senatu* odpowiedział, że ubolewa nad wypadkiem, lecz że *nieposiada żadnej Władzy*, uczynienia zadość życzeniom Obywateli; Dyrektor albowiem Policii, *nie jest nominowanym przez Senat*, ani *płatnym ze Skarbu publicznego*, ale *nominowany przez trzy Dwory, przez nie wynagradzany, przez nie też tylko karanym być może.* — Na przedstawienie jednak Obywateli, że, *ktokolwiek nominował Pana Gutt, i ktokolwiek go płaci*, Rząd jednakże miejscowy, nie może mieć zaprzeczonej Władzy, czuwania nad jego postępowaniem, i zapobiegania nadużyciom jakichby się mógł dopuścić, inaczej, przestałby *być de facto Rządem*, Prezes Senatu przyobiecał *przedstawić Senatowi* żądanie Obywateli. — Zamiast jednakże dotrzymać obietnicy, pośpieszył donieść *Konferencii Rezydentów*, o kroku Obywateli, która znowu ze swej strony *niezaniedbała korzystać z niego*, w duchu, w jakim korzysta z każdego innego wypadku w Krakowie. —Szlachetny więc postępek Obywateli W. M. Krakowa, wystawiła Dworom protegującym, *jako otwartą rewoltę* przeciwko Władzom *przez nie postanowionym*, a wystawiwszy potrzebę, zaopatrzenia ją w dostatecną siłę, do poskromienia wybuchu, którego się, *wedle jej wersii*, ciągle

[1] Artykuł 300. Kodexu Kryminalnego, Części I. obowiązującego w Krakowie, zabrania jak najwyraźniej używania przy indagaciach z obwinionemi, obietnic, groźby lub chłosty, i za warunek udowodnienia istoty czynu kładzie dobrowolne zeznanie obwinionego, lub też zbieg okoliczności.

spodziewać należało, *żądała wzmocnienia Garnizonu Miasta, stosownym posiłkiem,* [1] żądaniu temu; uczyniły Dwory protegujące spiesznie zadość, i w dniu 8 Października 1838 roku, 1500, *ludzi piechoty i kawalerii, z wojska Cesarsko-Austriackiego wkroczyło do Miasta Krakowa*

Posiłku tego użyły Władze Krakowem rządzące do wywarcia zemsty na Obywatelach którzy się ośmielili zaskarżyć wszechwładnego Dyrektora policii; nowo przybyłe wojsko, osobliwie też kawalerią, rozlokowano po domach Obywateli należących do Deputacii wyżej przez nas wspomnionej, osadzono je wojennie w prawdziwem tego słowa znaczeniu; żołnierzom zaś polecono aby postępowaniem swojem dali uczuć właścicielom należycie wielkość występku którego się dopuścili. Do polecenia też takiego zastosowali się żołnierze z całą *insolencią zbrojnej bandy* i brutalstwem przemocy, a excessa przez nich popełnione doszły do tego stopnia, że jeden z obywateli którego mieszkanie odbito i zrabowano, dla uratowania przynajmniej życia przed wściekłością rozuzdanej na wszystko sołdaterki, z żoną i dziećmi dom swój opuścić musiał. Dodać tu przytem wypada, że gwałty podobne pomimo zanoszonych skarg do władz wszelkich nigdy ani dochodzone ani karane nie były. Co zaś do instrukcii samej sprawy, ta odbywa się tajemnie przed Komissią sądową złożoną z obcych Sędziów (patrz kategorią o sądownictwie) i usuniętą jest stanowczo z pod juryzdykcii Sądów miejscowych. Tyle tylko doszło pod tym względem do wiadomości publicznej, że obwiniony powróciwszy do zdrowia, niebył więcej katowany batami, i wymuszone poprzednio przez Policię zeznania odwołał, jaki zaś będzie rezultat dochodzenia w tej mierze przewi-

[1] Xiąże Metternich, jednemu z Obywateli Wolnego Miasta Krakowa bawiącemu wówczas w Wiedniu, sam powiadał, że wedle wiadomości odebranych z Krakowa, tłum Obywateli zbrojnych naszedł Senat, i żądał uwolnienia więźnia (?).

dzieć niemożna, tem więcej gdy świadkowie zeznający na korzyść obwinionego, i udowadniający jego *alibi* osadzeni są przez policią od miesięcy ośmiu w więzieniu, i, przy zapowiedzianej reorganizacii Sądownictwa i procedury kryminalnej, nie mogą mieć nadziei, by prawda wykrytą była, jeżeli jej głos okaże się być niebezpiecznym dla sprawców tylu nadużyć.

Wprawdzie w ostatnich czasach (w Lipcu 1839 roku) zdaje się że Dwór Austriacki sam się przekonał, o zbytniej gorliwości Dyrektora policii Rpltej przezeń pożyczonego, gdy pod pozorem, iż ukończył powierzone sobie dzieło, to jest organizacią policii tenże JP. Gutt odwołanym został; lecz gdy odwołanie to nienastąpiło za karę popełnionych przez niego nadużyć, gdy je przyodziano innym pozorem, a przeto gdy wnosić wolno, że Dwór Austriacki nietyle karał bezprawia swego agenta, ile niezręczność w ich popełnianiu, przewidywać można że nowy Dyrektor policii, nominowany w miejsce jego przez Senat tą razą na polecenie konferencii,[1] trzymać się będzie tych samych zasad postępowania jak skoro przez Rząd jego potępionemi nie są, z tą tylko różnicą, że przy ich zastosowaniu poczynać sobie będzie mniej głośno i więcej tajemnie. W terroryzmie więc policyjnym momentalna tylko nastąpiła cisza, lecz go się przeto niemniej lękać wypada, gdy moc prześladowania pozostała w zupełności przy tej samej władzy, jeżeli więcej ostróżnej, za to też więcej rozdrażnionej.

Co do Milicii. — Z Noty konferencii z dnia 2 Czerwca 1836 r. wyżej przez nas powołanej (Porto-folio N° XXVIII), wiadomo czytelnikowi, iż organizacia milicii, stosownie do woli trzech protegujących Dworów, miała być również jak i organizacia policii kardynalnym warunkiem ewakuacii kraju. Do urządzenia

[1] Na dniu 4 Lipca, w miejsce odwołanego Pana Gutt, Senat na polecenie Konferencii nominował Dyrektorem Policii P. Wolfarth, również urzędnika Austriackiego, i Komissarza Policii dawniej w Podgórzu.

jej postanowiono również zasady, które Senatowi przy nocie powyższej również kommunikowane zostały. Wszakże tak jak i przy organizacii Policii pokazało się niebawem, że i urządzenie milicii wedle zasad powyższych, w żaden sposób w kraju Wolnego Miasta Krakowa dopełnionem być niemoże. W całej ludności Rzeczypospolitej nie można było znaleść kandydatów, ani na Komendanta ani na officerów, ani nareszcie na szeregowych tej wyborowej straży. Konferencia wynajdywała tysiąc przeszkód w przypuszczeniu kogobądź z krajowców do służby milicyjnej. Przeciw osobom, jakie jej Senat przedstawiał, czy to na officerów, czy też na prostych, mnóstwo miała zarzutów do wniesienia, i przekonała Senat niedługo, że w samej rzeczy nie ma w Wolnem Mieście Krakowie ludzi dość usposobionych do sprawowania tak ważnych obowiązków. Przekonania takiego naturalnym musiało być skutkiem, że Senat sam przyznać musiał, iż jak skoro potrzeba kraju wymaga skompletowania milicii, w kraju zaś nie ma zdolnych do tego ludzi, potrzeba ich poszukać za granicą, to jest w jednym z sąsiednich krajów. — Przyprowadziwszy więc raz Senat do uznania tego, konferencia tak jak przy nominacii Dyrektora policii, insynuowała Senatowi ustnie, aby się udał z prozbą do Dworu Austriackiego, o pozwolenie officerom i żołnierzom z jego pułków przejścia w służbę Wolnego Miasta Krakowa. Że Senat Krakowski uczynił zadość insynuacii powyższej, a Dwór Austriacki że pozwolenie żądane udzielił, zdaje się że najmniejszej nie ulega kwestii. W skutku więc tego Major z pułku Austriackiego Nugent, nominowanym został Komendantem przyszłej milicii. — Wszyscy również officerowie i żołnierze składający ten korpus, dotąd wprawdzie nieczynny, lecz od dawna kompletny, wzięci są z pułków Galicyjskich Armii Cesarsko-Austriackiej i weszli w służbę Rzeczypospolitej Krakowskiej, z zatrzymaniem rangi i z policzeniem lat służby, tak jak gdyby pozostawali w służbie Austriackiej. — W takim stanie rzeczy zdawaćby się powinno,

że milicia Wolnego Miasta Krakowa, jako uorganizowana, zostanie nareszcie wprowadzoną w czynność, garnizon zaś wojska Austriackiego, że z miasta ustąpi. — Wszakże nowe i całkiem nieprzewidziane przeszkody, stanęły na zawadzie ewakuacii kraju. — Nowy Komendant oświadczył Senatowi, że bez osobnego kodexu wojennego, siłą zbrojną Rzeczypospolitej dowodzić niemoże, a gdy Rzeczpospolita dotąd obchodziła się bez takiego prawa, zaradzając brakowi, przedstawił mu zarazem Kodex wojenny Armii Xięcia Modeny, jako wzór tego rodzaju ustaw, do przetłómaczenia, zastosowania i zamienienia w prawo obowiązujące. — Lecz korzystanie z insynuacii Komendanta milicii niebyło rzeczą dla Senatu tak łatwą jakby się to komu wydawać mogło. — Stanowienie bowiem praw w kraju było jescze wówczas, wedle konstytucii, attrybucią Izby Reprezentantów, a Senatowi służyło tylko prawo iniciatywy w tej mierze. — Uczynienie więc zadość żądaniu Kommendanta zdawało się być z razu rzeczą niepodobną: Senat niemógł zaprowadzać samodzielnie ustawy o jaką chodziło, że zaś zaprojektowaną Izba odrzuci, niepozwalał wątpić wzgląd na jej treść, tudzież na zasady na jakich opartą była. Kodex albowiem wojenny przez Komendanta projektowany, zaprowadzał dla 400 ludzi, poddanych, jakoby Rzeczypospolitej Krakowskiej, zupełnie nowe i wyjątkowe prawo kryminalne, prawo, które w każdym wierszu ubliżało Konstytucii ciągle jakoby obowiązującej. Rota przysięgi i obowiązki żołnierza nim przepisane, były zupełnie przeciwne obowiązkom płynącym dla każdego mieszkańca Wolnego Miasta Krakowa z ustawy fundamentalnej kraju. Kodex nadto wspomniony stanowił za najlżejsze przewinienie żołnierza karę śmierci — wyjmował całą milicią krajową z pod juryzdykcii sądów miejscowych, i prostą straż bezpieczeństwa wewnętrznego, jaką w ślad konstytucii milicia być powinna, zamieniał w korpus liniowy wojenny, — poddany woli i rozkazom Rezydentów trzech Dworów. Nie ulegało więc

najmniejszej wątpliwości że projekt do podobnego prawa sankcii Izby nie uzyska. — Dla tego też cofniętym został z drogi zwyczajnej, i zamiast go oddać pod zatwierdzenie Izby, przesłano go pod zatwierdzenie trzech Dworów. Sprzeczność jego z Konstytucią spostrzegły i same protegujące Dwory; niechaj jednakże nikt nie myśli, że się dla tego wyrzekły zaprowadzenia nowego prawa w tej postaci jak było projektowane. Bynajmniej, Dwory protegujące postarały się tylko aby projekt rzeczony nie ubliżał na przyszłość w niczem Konstytucii, i w tym celu, zamiast zmodyfikować projekt w sposób aby się zgadzał z brzmieniem kardynalnej ustawy, zmodyfikowały kardynalną ustawę tak, aby się zgadzała z projektem. — Notą swą z dnia Maja 1839 roku konferencia zawiadomiła Senat, iż wysokie Dwory protegujące, modyfikując Artykuł XVIII Konstytucii orzekły; że Milicia poddaną jest oddzielnemu prawodawstwu kryminalno-poprawczemu [1], a w skutku tego zezwoliły aby projekt do kodexu milicyjnego, zanim uzyska stanowcze przyjęcie na drodze konstytucyjnej, był tymczasowo w wykonanie wprowadzonym [2]. Tak więc projekt przez Kommendanta Milicii przedstawiony, na drodze konstytucyjnej nowo przez Dwory protegujące wynalezionej, zamieniony został w prawo tymczasowo obowiązujące, i uważany pod tym względem kraj Wolnego Miasta Krakowa jest zapewne jedynym krajem na świecie, gdzie zamiast stosowania projektów do praw do ustawy zasadniczej, ustawa ta stosowaną jest do projektów jej przeciwnych, gdzie nadto władze rządzące nadają projektom do praw moc obowiązującą wprzódy, za nim te na drodze konstytucyjnej (jeżeli wzmianka

[1] Zmiana Artykułu XVIII. Konstytucii, ogłoszona w dniu 22 Maja 1839 roku. Dokumenta, N° XLI.

[2] Kodex Karny Wojskowy ogłoszony został w Dzienniku Praw W.M Krakowa, jako prawo obowiązujące, przy Reskrypcie Senatu, z dnia 22 Maja, do L. 9. Dziennika Konferencii.

o niej nie jest w takiem położeniu rzeczy, najdotkliwszem urągowiskiem) w prawo zamienionemi zostaną.

Krótki powyższy rys kolei, jaką w kraju naszym przechodzi organizacia milicii, wystarczy zapewne do należytego ocenienia stanu, w jakim się kwestia ta w obecnej chwili znajduje. Urządzenie milicii, przez konferencią zrazu wszelkiemi wstrzymywane sposobami, dopełnionem jednakże zostało.— Milicia ta skompletowana officerami i żołnierzami Austriackiemi, nie będzie wprawdzie niczem innem tylko kontynuacią okupacii Austriackiej, przyodzianą w suknie i barwy Wolnego Miasta Krakowa; poddana jak jest wyjątkowemu prawodawstwu, dopełni w prawdzie szeregu rozlicznych anomalij porządku publicznego w Krakowie, i zwiększy Anarchią w nim panującą; a gdy jej dowódzca upoważnionym jest wyraźnem prawem do niewykonywania rozkazów Rządu, ilekroć razy tego uzna potrzebę, będzie ona zapewne raczej zastępem uległym woli obcej, aniżeliby miała stanowić siłę dodaną w pomoc rozporządzeniom miejscowego Rządu, i będzie więcej strażą interessów zagranicy, aniżeliby miała czuwać nad bezpieczeństwem i spokojnością publiczną, lub przestrzegać powagi miejscowego Rządu. — Wszakże jakiekolwiek być mogą jej skład i przeznaczenie, tego zaprzeczyć nie można, że jest uorganizowaną stosownie do woli trzech Dworów, skompletowaną i płatną, a przeto że dopełnia warunku przez same dwory co do ewakuacii kraju położonego; i w takiem położeniu słusznie każdemu nasuwa się pytanie: dla czego okupacia wojenna kraju trwa dotąd? Dla czego milicia skompletowana, uorganizowana i płatna, zostaje mimo to wszystko bezczynną?

Rozstrzygnienie pytań powyższych jak zostawiamy z ufnością publiczności, tak pewni jesteśmy, że ją postawi w możności należytego ocenienia stopnia dobrej wiary, z jaką wszystkie zaręczenia i obowiązania względnie Wolnego Miasta Krakowa, ze strony trzech Dworów protegujących dotrzymane bywają.

Rozebrawszy w sposób powyższy kategorią *co do Rządu* Wolnego Miasta Krakowa, czyli wewnętrznej Administraci kraju, i należących do niej władz policii i milicii, wypada nam teraz zebrać w ogólną summę szczegóły kategorii tej dotyczące, aby mieć jasne wyobrażenie w jakiem położeniu znajduje się dziś w kraju Wolnego Miasta Krakowa Władza, która uchodzi za naczelny Rząd jego. Doprowadzi nas do tego rzut oka na naturę prawodawstwa z którego położenie to wypływa. — Rzeczpospolita Krakowska rządzona jest dwóma rodzajami ustaw, z których jedne są zasadnicze, drugie tak zwane organiczne. — Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa Traktatem Wiedeńskim nadana, w latach zaś 1818, 1833, 1837 i 1839, zmieniana i modyfikowana, jako zawierająca zasady prawa publicznego, wedle których kraj ten winien być rządzony, jest nie czem innem tylko ustawą zasadniczą. — Statuta, których modyfikacij nikt nie zliczy, zaprowadzane zawsze przez same trzy Dwory, lub przez ich pełnomocników, jako rozwijające zasady konstytucią objęte, są ustawami organicznemi. — Jak konstytucia obejmuje i urządza całość budowy politycznej Rzeczypospolitej, tak statuta traktują i urządzają jej szczegóły, czyli pojedyńcze jej władze i Magistratury, i dla tego ile mamy władz w kraju, tyle jest statutów organicznych postępowanie ich urządzające, z których główniejsze organizują Senat. — Zgromadzenie Reprezentantów, — Sądy, — Uniwersytet, etc. etc. Zdawałoby się przeto, że Statuta jako rozwijające zasady Konstytucią objęte, nie mogą same ustanawiać zasad nowych, a najmniej zasad Konstytucii przeciwnych, tudzież, że wszystkie ich przepisy, o tyle tylko obowiązywać mogą i powinny, o ile są zgodne z duchem zasadniczej ustawy, której jakoby mają być rozwinięciem. — Taką nawet loikę politycznej jurisprudencii Wolnego Miasta Krakowa uświęciła Kommissia reorganizacyjna, decyzią swą z dnia 16 Września 1833 roku [1]. Wedle jednak-

[1] Postanowienie Komissii reorganizacyjnej, z dnia 16 Września 1833.

że praktyki dotąd zachowywanej, w Rzeczypospolitej Krakowskiej dzieje się zupełnie przeciwnie. Konstytucia czyli ustawa zasadnicza, jest wprawdzie nietknięta, lub mało co zmieniona, lecz obowiązuje o tyle tylko, o ile jej przepisy nie sprzeciwiają się brzmieniu szczególnych statutów organicznych, będących jakoby jej rozwinięciem; a gdy przepisy te, sprzeciwiają mu się na nieszczęście we wszystkiem, wypada ztąd że konstytucia nie obowiązuje wcale, i że jest uchylona ustawami, które mają być jej rozwinięciem. — Jeżeli dotąd nie jest de jure zniesioną, dzieje się to jedynie przez wzgląd na Europę, i jest skutkiem tej pewności, że jej przepisy, nie będą nigdy dla Dworów protegujących przeszkodą, by, na drodze modyfikacii statutów, nie miały, wedle swej woli, wprowadzić w wykonanie zasad zupełnie przeciwnych jej brzmieniu i duchowi. — Dwory protegujące znając dokładnie, iżby, bez wiedzy i zezwolenia Europy, nie mogły zmienić konstytucii Wolnego Miasta Krakowa, zmieniają w to miejsce jego statuta, z Władzy przyznanej im na raz jeden, jako Organizatorom kraju, i przyznanej w domniemaniu, że organizacia odbędzie się w ścisłem zastosowaniu się do zasad ustawy fundamentalnej, i na tej drodze uwalniają się od potrzeby starania się o uzyskanie pozwolenia, któreby im zapewne nigdy udzielonem nie było. Dla tego też i Senat, — pomimo, iż wedle konstytucii powinien być Rządem kraju, jego władzą wykonawczą, i używać wszystkich attrybucij do sprawowania

1 oku, ogłoszone w Dzienniku Praw Wolnego Miasta Krakowa, przy Reskrypcie Senatu z dnia 3 Października 1833 roku, do Liczby 6,075, którego ustęp dotyczący, brzmi jak następuje. — « Z resztą, dla zapobie-
« żenia wszelkim na przyszłość trudnościom, jako też na przypadek wnie-
« sionej jakiej bądź wątpliwości co do przepisu Statutu Urz. Zgr. polit.
« Komissia uznała za przyzwoite, postanowić za stałe i nieodmienne
« prawidło, iż Statuta organiczne jako wypływające z Konstytucii, i jej
« tylko rozwinięciem będące, nie mogą być tłómaczone w sposob uwła-
« czający fundamentalnej Ustawie. »

Władzy podobnej przywiązanych, powinien mieć prawo inicjatiwy i promulgacii praw wszelkich, powinien nominować i odwoływać Urzędników Administracyjnych wedle swej woli, powinien mieć nadzor i zwierzchnictwo nad policią, i siłę zbrojną kraju mieć pod swemi rozkazami; podług zmian w statucie jego organicznym zaprowadzonych, a zatem podług brzmienia ustawy, która nie powinna być jak tylko rozwinięciem tego co mu konstytucia przyznaje,—*nie jest władzą wykonawczą kraju Wolnego Miasta Krakowa*, ma sobie zaprzeczone wszystkie jej attrybucie, odjętą iniciatiwę praw, i władzę ich promulgacii; nie może być nigdy pewnym wykonania swych własnych postanowień; nie może nominować, ani odwoływać Urzędników Administracyjnych, tylko za wiedzą i zezwoleniem Władzy obcej; nie ma prawa wymagania posłuszeństwa od Naczelników policii i milicii, tylko o tyle, o ile się im samym podobać może, słuchać jego rozkazów: jednem słowem, jest zgromadzeniem bez Władzy, bez znaczenia, bez wpływu, której dla tego tylko jescze pozostawiono tytuł Rządu, ażeby ten tytuł był firmą osłaniającą Rząd rzeczywisty, działający, władny, o jakim w prawdzie konstytucia nic nie wie, lecz który, mimo to, na drodze modyfikacij zaprowadzonych w statucie organicznym Senatu, przeniesiony jest w ręce Rezydentów trzech Dworów. Wynika ztąd następność, że Senat który, wedle konstytucii, powinien być Rządem Wolnego Miasta Krakowa, i posiadać i tytuł, i Władzę jego, wedle przepisów statutu Senackiego, nie jest wcale Rządem, i tylko jego tytuł posiada: wynika dalej, że w takim stanie rzeczy, *niemasz dzisiaj żadnego Rządu w Krakowie*, bo tam gdzie jego tytuł, nie ma jego Władzy, tam zaś, gdzie jest jego Władza, tytułu nie ma; tem samem więc i Władza zaprzeczoną być może, jakoż w istocie zaprzeczoną bywa, w każdym wypadku, w którym interes własny, sprawujących ją rzeczywiście, nie wymaga po nich przyznania się do jej posiadania.

Taki jest dzisiaj rzeczywisty stan kategorii Rządu Wolnego Miasta Krakowa, i takie a nie inne jest znaczenie i cel modyfikacii zaprowadzonej w roku 1837, w Artykule VII konstytucii, w ślad której « le Senat exerce le pouvoir exécutif, conformément aux lois et réglemens en vigueur. »

Co do Sądownictwa. — Wiadomo, że Sądownictwo urządzonem zostało w czasie reorganizacii kraju, w sposób odpowiadający celowi i przepisom Kodexu, postępowania Cywilnego Francuzkiego w kraju obowiązującego. — Statut więc Sądowy, nie niweczył, ani nie czynił bezwładną zasady jego niepodległości orzeczonej ustawą konstytucyjną, i zasada ta pozostała owszem w zupełnej swej mocy i całości, a tem samem, funkcie Sądownictwa pozostawały pozagranicą wszelkiego zewnętrznego wpływu. Że tej swobody postępowania Sądowego, niedługo lylko cierpieć będzie system, w przedmiotach zwłaszcza sprawiedliwości karnej, co do przestępstw tak zwanych politycznych, nie pozwalał wątpić wzgląd na zabiegi i potrzeby jego. Opierając panowanie swoje w Krakowie głównie na istnieniu w tym kraju towarzystw tajnych, spisków, i na niespokojnym i bezpieczeństwu państw sąsiednich zagrażającym duchu mieszkańców jego, że się znajdzie i rychło i dość często w potrzebie sprawdzenia twierdzeń swoich, wyrokami sądowemi, zaświadczającemi istnienie tego wszystkiego, łatwo przewidzieć można było; a położenie jego takie raz przewidziane, kazało przypuszczać, że pierwszy opór ze strony Władz Sądowych zaświadczenia urzędownie tego, o co Kraków obwiniać nie przestawał, i na zaświadczeniu czego bardzo mu wiele zależało, będzie dla niego hasłem do ograniczenia prerogatyw Władzy Sądowej, a przynajmniej wywoła ze strony jego usiłowania poddania jej wyroków pod wpływ podobny, pod jakim już od dawna zostawały decyzie Senatu. — Wnioski takowe usprawiedliwione zostały dość rychło wypadkami zaszłemi w Mieście Krakowie. —

Wiadomo, jak dla uniknienia bezstronnego wyroku Sądów miejscowych, w sprawie mniemanych Emisariuszów (w r. 1835) wyroku, który w tak wysokim stopniu mógł kompromitować Rezydentów trzech Dworów, Emisariusze ci, wydanemi zostali w ręce Władz Rossyjskich. — Jasną więc było rzeczą, że już wtedy konferencia nie ufała Sądownictwu Krakowskiemu, i wszystko kazało się spodziewać, że spraw podobnych, nie odda dopóty pod jego rozsądzenie, dopóki na tej lub owej drodze nie podda go własnej kontroli, dopóki taką lub inną demonstracią, nie zaszczepi w nim wiary, albo obawy, że za wyroki, przy których ona tak mocno jest interesowana, nie sumieniu własnemu, ale jej samej będzie odpowiedzialnym. — Kiedy więc po zajęciu kraju w roku 1836, policia przetrząsała domy Obywatelskie, i kiedy przeciw tym, u których znalazła książki Rewolucii Polskiej dotyczące, wytaczała polityczne processa, konferencia upatrująca w posiadaniu książek historycznych, dowód niebezpiecznego ducha mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa, i zamyślająca korzystać z niego w interesie tak własnych, jak i systematu zabiegów, starała się wszelkiemi sposobami, ażeby pociągnięci z tego powodu do odpowiedzialności uznani byli za winnych wyrokiem sądowym. — Przewidując jednakże, że sądy obowiązane wyrokować wedle litery prawa, będą zmuszone uniewinnić ich zupełnie, a to z przyczyny, że w Rzeczypospolitej Krakowskiej, niebyło prawa zabraniającego prywatnym posiadania książek, dotyczących Rewolucii kraju obcego, jakim, w politycznym względzie, była Polska względnie Krakowa, konferencia postanowiła zastąpić podobny brak przepisu prawa, własną swą wolą ; a gdy się do niej jawnie przyznać niechciała, postanowiła uczynić przeciw Sądom taką demonstracią, i tak im zaimponować, żeby tę wolą odgadły, i stosownie do odgadniętej wyrokowały. — Notą więc swoją z dnia 31 Marca 1836 zawiadomiła Senat, iż z powodu, że instrukcia spraw podobnych mocno interesuje Dwory protegujące, a zatem mają prawo

wymagania, aby się działa z ich wiadomością, do atentowania badaniom Sądowym w sprawie dwóch Obywateli o posiadanie książek obwinionych, delegowani będą Komisarze ze strony wszystkich trzech missij, tudzież że bez ich obecności żadne badanie sądowe przedsięwzięte być niemoże [1]. Asystencia podobna, ubliżająca wyraźnemu brzmieniu Artykułu XVIII konstytucii, zaręczającemu niepodległość sądownictwa, nie znana procedurze sądowej obowiązującej, a tem mniej gdziekolwiek praktykowana, dążąca obok tego oczywiście do wywierania na zdanie Sędziego wpływu nielegalnego, i przeciwnego interesowi bezstronnej sprawiedliwości, była pierwszym zamachem na Instytucią Sądową Rzeczypospolitej Krakowskiej, jakiej się system w ciągu lat 20 bytu tego kraju dopuszczał. — Wszelako dzięki tej wytrwałości i tej odwadze, jakie znamionowały wszędzie korporacie sądowe, w przesileniach podobnych, zamach wspomniony był przynajmniej tą razą całkiem bezskuteczny. Asystencia delegowanych członków trzech missij, przeznaczona do wystraszenia na Trybunałach wyroków zgodnych z widokami Rezydentów, najmniejszego na nie niewywarła wpływu; — postępowały w instrukcii spraw dotyczących, tak zupełnie, jak gdyby członków missii na świecie niebyło. — Nadaremnie rozdrażniona konferencia,—za pośrzednictwem not swych do Senatu, not, których język i namiętność ubliżały równie charakterowi Reprezentantów Monarchów, jak i powadze Magistratur, u których traktowały, i z których jednę, jako próbę tego rodzaju odezw konferencii, składamy pod sąd publiczny [2],—groziła i uznawała nieważnemi czynności Trybunału odbyte w nieobecności jej Komisarzy; nadaremnie dawała poznać, przy ka-

[1] Nota Konferencii do Senatu, z dnia 31 Marca 1836 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLII.

[2] Nota Konferencii do Senatu, z d. 1 Lipca 1836 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLIII.

żdej sposobności, swe najwyższe zagniewanie i okazywała sądownictwu jawną niełaskę a nieledwie nawet pogardę.[1] Sądy pomimo to, wyrokowały bezstronnie i niepodległe, i wszystkie podobne demonstracie nie wystraszyły na nich żadnej sentencii przeciwnej prawdzie i sprawiedliwości. — Postępowanie to tolerawała konferencia dopóty, dopóki Władza Sądowa z obowiązku urzędu swego, nie była zmuszoną zaskarżyć postępowanie jednego z jej pryncypalnych Agentów, to jest Dyrektora policii. Wiadomo z poprzedniego opisu (kategoria o policii), że Sąd podsędkowski, czyli I Instancii w sprawach kryminalnych, wyrokiem swoim uznał niewinnemi kilkunastu uczniów Uniwersytetu i Gimnazium miejscowego, uwięzionych przez policią w roku 1836 i obwinionych przez nią, o towarzystwa tajne i knowania demagogiczne. Ponieważ wyrok ten opierał się wówczas na jednozgodnem odwołaniu zeznań przez nich w policii poczynionych, ponieważ zeznania te okazały się być wymuszone środkami, których użycia zabrania wyraźne prawo, i kontrawencią w tej mierze kwalifikuje nadużyciem urzędu; przeto Sąd podsędkowski, nie zawiśle od wyroku przywracającego wolność obwinionym, zaskarżył nadto Dyrektora policii o

[1] W dni Imienin Monarchów Protektorów Rzeczypospolitej, jest zwyczaj, że wszystkie Władze krajowe składają Rezydentom właściwym swoje powinszowania. — Przy takich więc solennościach, Sądownictwo miało sposobność przekonania się, jak dalece postępowaniem swojem obraziło Reprezentantów Protektorów Kraju. — P. Hartman, Rezydent Pruski, obrócił się tyłem do Prezesa Sądu Trzeciej Instancii, składającego mu na czele Sądownictwa zwykłą gratulacią dla Monarchy, i ani słowa do niego nie przemówił. — P. Liehman, Rezydent Austriacki, posunął się jeszcze dalej, bo zgromadzonym u niego z podobnej okoliczności Członkom Sądownictwa, oświadczył z góry: że NN. Monarchowie nie są kontenci z postępowania Władz Sądowych w Krakowie, że postanowili ich reformę, i że przy jej zaprowadzeniu, ci tylko z Sędziów utrzymają swe miejsca którzy postępowaniem swojem zasłużą sobie na względy Najjaśniejszych Protektorów.

nadużycie urzędu przed Sądem III Instancii. — Że zaskarżenie to żadnego względnie Dyrektora policii nie wzięło skutku, już o tem na swojem miejscu mówiliśmy; inaczej się jednak rzecz miała względnie Sądownictwa zaskarżającego jego nadużycia. Konferencia mając przed oczyma dowód, że dotychczasowe jej demonstracie, nietylko żadnego na redakcią wyroków nie wywarły wpływu, ale nadto, że nawet niezdołały zapobiedz, by sądy nie zaskarżyły postępowania jej agentów, czyli, bo to na jedno wychodzi, postępowania jej samej, przekonała się nareszcie, że chcąc Sądownictwo nakłonić do większej dla jej widoków powolności, chcąc go nagiąć by w sprawach politycznych wyrokowało tak, jak tego wymagała jej własna potrzeba, śrzodki, dotąd używane nie są, ani niebędą nigdy wystarczające, lecz że potrzeba użyć innych, dzielniejszych i pewniejszy skutek obiecujących. — Obok tego zdawało jej się koniecznem, aby śmiałość, z jaką się poważył sąd zaskarżyć postępowanie przez nią samą aprobowane, nieuszła równie bezkarnie; w celu więc dopełnienia pierwszego, insynuowała Senatowi ustnie, ażeby uczynił do niej przedstawienie : iż z względu na bezkarność, z jaką wszystkie przestępstwa polityczne puszczane są przez Sądy miejscowe, mylnie swą niepodległość pojmujące, z względu na niebezpieczeństwo wyniknąć ztąd mogące, dla spokojności Państw sąsiednich, wypadałoby pomyśleć o reformie Władzy Sądowej, i wskazać jej takie granice, by na przyszłość odpowiadała jak się należy dobroczynnym widokom trzech protegujących Dworów dla Krakowa : poleciła przytem Dyrektorowi policii, ażeby żadnych więcej procesów politycznych pod rozpoznanie Sądów miejscowych nie oddawał. — Co zaś do drugiego : gdy kassacia jednego sędziego, który wyrok niewinności ferował, zdawała się jej być aktem za nadto gwałtownym, i noszącym na sobie piętno zemsty indywidualnej, gdy oprócz tego, wedle brzmienia Artykułu XVIII konstytucii, jeszcze wówczas obowiązującego, żaden Sędzia nie mógł być z urzędu

złożony, tylko za wyrokiem Sądu Sejmowego, nie pozostawało konferencii nic innego, jak tylko, celem ukarania jednego Sędziego, wyrobić u Dworów zmianę konstytucii, i znieść całą Instancią sądową, której winny był Członkiem. — Dopełniła też tego za pośrzednictwem noty swej z dnia 9 Września 1837 [1], przy której przesyłając Senatowi Artykuł tak zwany dodatkowy do konstytucii [2], zawiadomiła go zarazem, że Dwory protegujące postanowiwszy znieść instytucią Wójtów gmin i Podsędków (bez dania powodu dla czego to czynią), zgodziły się w tym względzie na dodanie konstytucii Artykułu który mu załącznie do wykonania przesłanym zostaje. — Skutkiem więc tej nowej modyfikacii w konstytucii zaprowadzonej, sprawowanie policii prostej w kraju całym, instrukcia spraw wszelkich kryminalnych, ich śledztwo i wyrokowanie w I instancii przeszło z rąk Urzędników konstytucyjnych, przez zgromadzenie Reprezentantów obieranych, i za sprawowanie Urzędów swych przed zgromadzeniem Reprezentantów równie odpowiedzialnych, Urzędników, któremi po większej części bywali zawsze znakomitsi i w kraju osiadli obywatele, w ręce kreatur mianowanych przez policią, nie zawisłą od Rządu jej Władzy uległych, mogących być w każdej chwili przez nią odwołanemi, i którzy wszyscy z powodu i w celu, które łatwo odgadnąć można, krajowi Wolnego Miasta Krakowa obcy, wzięci są z biór cyrkularnych Austriackich. Juryzdykcia więc karna, policyjno-poprawcza, sprawowana dotąd w interesie całego kraju przez Obywateli zaufaniem Narodu zaszczyconych, i jego kontroli i Sądowi uległych, sposobem można powiedzieć patryarchalnym, zamieniła się w fiskalno-polityczną, sprawowaną w interesie Władzy

[1] Nota Konferenciido Senatu, z d. 9 Września 1837. Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLIV.

[2] Artykuł dodatkowy do Konstytucii. — Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLV.

krajowi nieprzyjaznej, ustanowionej w celu sprawdzenia między mieszkańcami jego ducha niespokojności, i dążności bezpieczeństwu krajów sąsiednich zagrażających, i oddaną jest w ręce ludzi, którzy, wolni od wszelkiej odpowiedzialności względnie narodu, nie mogą mieć jak tylko jeden interes, to jest zasłużenie się tej samej władzy, gdy od jej łaski są zawiśli. — Do ocenienia należycie wszystkich następności, jakie z tej jednej reformy wypłynęły i ciągle płynąć będą dla kraju Wolnego Miasta Krakowa, dosyć jest przywieść pamięci postępowanie policii jakiego dała dowody od chwili przejścia swego pod naczelnictwo Urzędników Austriackich, jej jawne tendencie, i tę gotowość użycia wszelkich środków, byle prowadziły do celu, jaką się od początku odznaczała i po dziś dzień odznacza.

Na tej więc drodze konferencia dopięła drugiego zamiaru swego, i ukarała Sędziego, poważającego się zaskarżać jej podwładnych: bo samo się przez się rozumie, iż po zniesieniu instytucii Podsędków, utracił urząd i sposób utrzymania się; lecz zostawało jej jescze rozwiązać pierwsze zadanie, to jest wyjednać u Dworów protegujących reformę całego Sądownictwa, a tem samem wyższych jego instancij, których niepodległość koniecznie, albo znieść, albo też ograniczyć wypadało, jeżeli system i jego dążenia miały się rozwijać bez żadnej przeszkody, jeżeli miały być kiedy pomyślnym uwieńczone skutkiem. — Powiedzieliśmy wyżej, że celem dopięcia tego, poleconem zostało Senatowi, ażeby zaskarżył przed konferencią nadużycia Sądownictwa i jego reformy żądał. — Senat uczynił zadość insynuacii i notą swą z dnia 2 Listopada 1837 roku, przesłał do konferencii żądaną skargę. — Pierwszym jej skutkiem było, że obior Sędziów których nominacie miały być odnowione przez zbierające się właśnie zgromadzenie Reprezentantów (w Grudniu 1837 roku) został przez konferencią wstrzymany; notą swą z dnia 29 Listopada 1837 roku zawiadomiła Senat, iż Dwory

protegujące, zważywszy słuszność przedstawianych im spostrzeżeń Senatu, co do nadużyć i nieregularności w wymiarze sprawiedliwości, w celu zapewnienia krajowi Wolnego Miasta Krakowa, lepszej i sprężystszej sprawiedliwości, postanowiły reorganizować Sądownictwo, tymczasem zaś, zanim się zgodzą na zasady zapowiedzianej reorganizacii, uznały za stosowne zawiesić zgromadzenie Reprezentantów, właśnie zwołane, w używaniu attrybucii wyboru Sędziów do wszystkich instancij. — Dotycząca nota [1] przekona zapewne każdego dostatecznie, że w Rzeczypospolitej Krakowskiej, żadna modyfikacia ustaw nie pociągała za sobą dla jej mieszkańców pewności, że tak jak są zmodyfikowane, wykonane przynajmniej zostaną. — Modyfikacie w ustawie Kardynalnej zaprowadzone, a w Wrześniu 1837 r. ogłoszone, nieograniczały w niczem attrybucii Izby Reprezentantów w wyborze Sędziów. — Zdawałoby się przeto, że zgromadzenie Reprezentantów, zwołane w dwa miesiące po ogłoszeniu wspomnionych modyfikacij, używać będzie prerogatywy, którą zostawiono nietkniętą; tymczasem stało się zupełnie przeciwnie, i tak w tym kraju szanowaną jest konstytucia przez tych właśnie którzy jej całości i wykonania strzedz są obowiązani, że prosta nota ich agentów, wystarcza do zawieszenia najcelniejszych Władz krajowych w używaniu głównych atrybucij, jakie im ustawa Kardynalna przyznaje. — Sejm przeto Krakowski, mimo że konstytucia obowiązująca, upoważniała go do wyboru Sędziów, w skutku noty Rezydentów trzech Dworów protegujących od ich wyboru wstrzymać się musiał.

Tymczasem Władze i mieszkańcy Wolnego Miasta Krakowa, mieli wkrótce sposobność przekonania się, co Dwory protegujące rozumieją przez « justice plus régulière et plus impartiale »

[1] Nota Konferencii do Senatu, z d. 29 Listopada 1837 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLVI.

— i co ma znaczyć « sursis momentané » jaki w funkciach Izby co do wyboru Sędziów, zarządziły. — Morderstwo Celaka wydarzone w końcu roku 1838, nie mniej nadużycia jakich się przy tej okoliczności dopuścił Dyrektor policii, względnie obwinionych, nie pozwalały puszczać na zwłokę śledztwa i sądu w tej sprawie. — Sledztwo to nie mogło być więcej powierzonem Dyrektorowi policii, który za nadto się uniosł gorliwością, i wywoławszy przeciw sobie oburzenie powszechne, sam system skompromitował. — Niechciano go też oddać w ręce Sądów krajowych, bo te były wówczas jescze niepodległe, i świeże doświadczenie uczyło, że niebardzo są skłonne do uczynienia z niepodległości tej ofiary, na korzyść interesów lub potrzeb systematu. — W alternatywie więc takiej konferencia postarała się o to aby, mimo że reorganizacia Sądownictwa dopiero zapowiedziana była, sprawa na której jej tyle zależało, była instruowaną i sądzoną przez Trybunał, przez nią na prędce improwizowany, żadnem prawem krajowem nieprzewidziany, gwałcący wszystkie zasady znanego i dotąd obowiązującego prawa Narodów, Trybunał potwornego składu, któremu podobnego napróżnoby kto szukał w dziejach narodów, lub w historii znanego po dziś dzień prawodawstwa! Lekkomyślność, z jaką w Krakowie deptane są najświętsze zasady i najuroczystsze prawa, ocenić łatwo, zważywszy, że Trybunał wspomniony, nie jest zaprowadzonym w skutku jakowej nowej modyfikacii ustawy kostytucyjnej, lub nareszcie statutu organicznego Sądowego, ale że ten niesłychany i excepcionalny sąd mieszany zaprowadzono i urządzono w skutku prostej noty Rezydentów trzech Dworów. — Noty tej adresowanej do Senatu, w której między innemi powodami ustanowienia tak nadzwyczajnego Sądu znajduje się i ten, « że sądy Wolnego Miasta Krakowa, niezasługują na zaufanie trzech Dworów protegujących » nie załączamy w dokumentach; autorowie jej albowiem, świadomi dostatecznie ile ubliża prawu, polecili ją

schować po zrobieniu z niej użytku. — Wszakże na dowód, że sąd takowy z woli trzech dworów ustanowiony został, że jest przeznaczony do zastępowania Sądów miejscowych w instruowaniu i sądzeniu spraw politycznych, podajemy do wiadomości łącznie reskrypt Senatu do Sądu III instancii, oparty na nocie wyżej powołanej, z którego wynika przekonanie o prawdzie twierdzeń naszych zaledwie podobnych do wiary [1].

Lecz system mający ciągle na oku cel główny, to jest wyzucie kraju Wolnego Miasta Krakowa z wszystkich swobód i instytucij, które mieszkańcom jego stawiały jeszcze jakąś rękojmią odpowiedzialności sprawowanej nad niemi władzy, nie poprzestał na tymczasowem zaprowadzeniu Trybunału excepcyonalnego w Krakowie. — System przy kolejnym postępie zniszczenia porządku prawnego w Rzeczypospolitej postępował z pewną metodą i wyrachowaniem; najprzód gwałcono go w praktyce, dalej zawieszono go tymczasowo, a nakoniec oswoiwszy z nadużyciem Sąd publiczny, i przyzwyczaiwszy mieszkańców do niego, znoszono go zupełnie na drodze formalnej ustawy, i tym sposobem illegalizowano bezprawia. Na takiej właśnie drodze zniesioną została w kraju Wolnego Miasta Krakowa dotychczasowa konstytucyjna jego instytucia Sądownictwa. To co w latach 1837 i 1838, było tylko excepcią, środkiem tymczasowym, nadużyciem, zamieniło się w roku 1839 w wyraźne i obowiązujące prawo. — Jak wiadomo, Dwory zapowiedziały reorganizacią Sądownictwa, i zawiesiły Sejm tymczasowo w używaniu attrybucii wyboru Sędziów, z powodu zapowiedzianych przez nich reform powyższych. Zapowiedź ta spełnioną została w r. 1839. Notą swą z dnia 19 Czerwca 1839 roku, konferencia zawiadomiła Senat, iż ze względu na udowodnione nadużycia jakich się Sądy Krakowskie w wymiarze sprawiedliwości dopuścić

[1] Nota Senatu do Sądu Trzeciej Instancii, z d. 27 Listopada 1838 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLVII.

miały. Dwory protegujące zgodziły się na zaprowadzenie we władzy tej zupełnej reformy; że do zaprojektowania nowego Statutu Sądowego udzielają Senatowi żądane przez niego upoważnienie; że nakoniec Statut ten ma być zaprojektowanym wedle zasad przez Dwory w tej mierze postanowionych, które mu przy nocie powyższej kommunikowane zostały.

Zasady te jakkolwiek wszystkie służyć mają za podstawę Statutowi tylko sądowemu, dzielą się jednak na dwie główne kategorie; z których pierwsza dotyczy organizacii Sądownictwa, pod względem jego składu, nominacii i kassacii jego członków, ich wreszcie odpowiedzialności; druga zaś dotyczy jego organizacii, pod względem postępowania sądowego i granic, jakie mu w wymiarze sprawiedliwości zakreślone być mają.

Co do pierwszych: Statut sądowy ma orzec, że Sędziów wybierać będzie na przyszłość Senat, z zastrzeżeniem wszakże, aby listy kandydatów kommunikowane wprzód były Rezydentom trzech Dworów, którzy będą mieli prawo wykreślenia z nich osób, przeciw którym ważne walczyłyby zarzuty. — Na ten jeden raz wszakże, Senat nie będzie używać przyznanej mu Statutem sądowym attrybucii, i konferencia zanominuje wszystkich Członków Sądownictwa przyszłego, a to wedle listy kandydatów przedstawionych jej przez Senat. — Wszystkie nominacie Sejmowe uznane są za nieważne, i postanowiony Komitet tak zwany Epuracyjny, złożony z Rezydentów trzech Dworów i Członków Senatu, sądzić będzie ostatecznie, o utrzymaniu nadal przy urzędach Członków dzisiejszego Sądownictwa wszelkich instancij. — Osobny kodex dyscyplinarny Sądowy, postanowi kary za przestępstwa Sędziów popełnione w wykonaniu ich urzędowania. — Kodex ten zaprojektuje Senat a zatwierdzą Dwory; główną wszakże zasadą jego będzie przepis, w moc którego każdy Sędzia, przy każdej sprawie, obowiązywany będzie wpisać zdanie swoje w utrzymywany w tym celu sentencyonarz, wraz z powodami dla czego takie a nie inne daje. Przestępstwa

Sędziów tego rodzaju sądzić będą zwykłe Sądy karne organizowane w sposób niżej wyrażony.— Kwalifikacią ich jednak, czy są winni lub nie, orzecze Sąd nadzwyczajny mieszany, zwoływany do każdego wypadku przez Rezydentów trzech Dworów z Sędziów państw opiekuńczych, który to sąd zarazem dopełni instrukcii sprawy, i inkwizycią z winnego wyprowadzi.

Co do drugich. Statut nowy znosi dotychczasowy kodex postępowania karnego, i zaprowadza w to miejsce Austriacki. — Wedle niego ustanawia instancie Sądu karnego, z tą tylko różnicą, że do składu najwyższej Instancii (Obergericht), powołuje trzech Sędziów delegowanych przez trzy Dwory. — Pod względem sądzenia spraw politycznych, Statut ten ustanawia wyjątkowe zupełnie postępowanie, prawo kwalifikacii, czyli czyn jaki jest zbrodnią polityczną, przyznanem jest wyłącznie Rezydentom trzech Dworów. — Kwalifikacia taka pociąga za sobą zesłanie do Krakowa nadzwyczajnej śledczej komissii ze strony trzech Dworów, która z obwinionych inkwizycią wyprowadzi, i wszystko co do instrukcii sprawy należy, uzupełni.— Osądzenie tak obwinionych należeć ma do Sądów karnych Wolnego Miasta Krakowa, w powyższy sposób organizowanych. — Postępowanie to jednak wtedy tylko może mieć miejsce, jeżeli Rezydenci w konferencią połączeni takowe za przypuszczalne uznają, jak równie Senat, co do tak osądzonych, o tyle tylko może używać prawa ułaskawienia o ile na to zezwolą Rezydenci trzech Dworów. — Wreszcie z powodu, że Rzeczpospolita Krakowska nieposiada żadnych warowni, w którychby *zbrodniarze stanu* osadzeni być mogli, przeto Dwory opiekuńcze biorą na siebie obowiązek, *takowych zbrodniarzy stanu*, we własnych więzieniach osadzać, za których jednak utrzymanie Rząd miejscowy, winien będzie wynagrodzić to Mocarstwo, w którego Państwach skazany karę ponosić będzie.[1]

[1] Reskrypt Senatu, z d. 2 Lipca 1839 r., do Liczby 23, ogła-

Możnaż sobie pozwolić dodać jakąkolwiek uwagę do tego cośmy powyżej przytoczyli!! Byłoby to obelgą najograniczeńszego nawet czytelnika. — Dla tego ani słowa co do legalności i smutnej tendencii podobnie potwornych *zasad niby sprawiedliwości*, zasad mających obowiązywać w kraju którego Artykuły XIV i XVIII konstytucii, mimo powyższych zasad Statutu, nieodwołane i ciągle obowiązywać mające, oddają wybor i Sąd Sędziego w ręce narodu, uznają Sądownictwo niepodległem, i jego juryzdykcii oddają wszelki wymiar sprawiedliwości w całym kraju; lecz niech nam wolno będzie powiedzieć słów parę, o logicznej wartości zasad powyższych, gdyż ustawy, jeżeli dość często grzeszą przeciw sprawiedliwości, powinny przynajmniej szanować zdrowy rozsądek.

Dwory protegujące zaprowadzają reformę Sądownictwa w kraju Wolnego Miasta Krakowa, z przyczyny jawnie przyznanej, że sądy te niezasługują na ich zaufanie, pusczając mimo pytanie, czyli sądy kraju wolnego i niepodległego mogą mieć obowiązek starania się o zaufanie Rządów krajowi ich obcych? i zgadzając się na factum, że tak jest w istocie, tudzież że Dwory mają prawo wymagania po Sądownictwie Krakowskiem, aby się starało zasłużyć na ich łaskę, przyznać jednak wypada, że reforma na takich motiwach oparta, nie jest czem innem tylko karą.— Kara zaś każda, jak nie bez celu rozciąganą bywa, tak w większej części wypadków skutek otrzymywać zwykła. — Cóż może być celem kary na Sądownictwo Krakowskie orzeczonej? nic innego zapewne, tylko, zmuszenie go do postępowania więcej zgodnego z widokami trzech Dworów, a zatem zasługującego na ich zaufanie; jakiż być może jej skutek? Oto że Sądownictwo zastosuje się do okoliczności, sądzić będzie

szający nowe zasady do organizacii Sądownictwa, wraz z dwoma suplementami do zasad tych, zamieszczony w Dzienniku Praw. Patrz Zbiór Dokumentów, N° XLVIII.

sprawy kryminalne stosownie do wymagań polityki trzech Dworów; jednem słowem, że będzie zasługiwać i zasłuży sobie na ich wysokie zaufanie. Na skutek nawet taki tem pewniej rachować mogą Dwory protegujące, gdy do składu najwyższej Instancii karnej (Obergericht), deleguja trzech własnych Sędziów, a zatem w sądzie tym, złożonym z pięciu i sprawującym nadzor nad wymiarem sprawiedliwości, zapewnioną mają oczywistą większość. — Zdawałoby się przeto, że Sądownictwo złożone z Sędziów przez nie nominowanych, przez nie odwoływanych, przez ich sądy sądzonych i karanych, powinno nareszcie wzbudzać, a tem samem zasługiwać na ich zaufanie. Najabsolutniejsze przynajmniej Rządy, mogłyby spokojnie polegać na takim składzie, i na takich warunkach sądowej władzy; tymczasem Dwory protegujące niedowierzają jej jescze w naszym kraju, dochodzenie spraw politycznych wyłączyły z pod jej juryzdykcii, i do prowadzenia śledztwa w sprawach takich ustanowiły nadzwyczajną komissią śledczą, z własnych Sędziów złożoną! — Sędziowie ci przez Dwory wybrani, od ich woli zawiśli, z dwóch względów, raz że są ich własnemi Urzędnikami, drugi raz, że są ich poddanemi, zdaje się, że wszelkim wymaganiom najnieufniejszej nawet polityki zadosyć czynić powinni. Nie tak się jednak rzeczy mają w Rzeczypospolitej Krakowskiej, i polityka trzech Dworów nie tak się łatwo zaspokoić pozwala, w kwestiach jej uspokojenia dotyczących. — Dwory protegujące nie wierzą przeto jescze własnym swoim Sędziom, i własnym poddanym, przez nie same wybranym. — Dla tego do roztrzygnienia pytania: czyli czyn jaki jest zbrodnią polityczną, ustanawiają Sąd nowy i zupełnie oddzielny. Rezydenci trzech Dworów zamienieni do tego są w Instancią Sądową, i kwalifikują bez appelacii czyny w Krakowie popełnione! (suplement do zasad lit. A. Artykuł III) Srzodek ten, zdaje się, zaspokoićby powinien wszelką obawę, by przestępca jakikolwiek mógł ujść w Krakowie zasłużonej kary. Tymczasem śrzodek ten

dzielny, bo dyplomatyczny, jescze jej niezaspakaja wcale. — Kiedy idzie o ukaranie Sędziego za nadużycie Urzędu (a domyślić się łatwo w czem się na przyszłość mieścić będzie nadużycie urzędu Sędziego), Dwory niewierzą jescze swym własnym Rezydentom! Do wyprowadzenia śledztwa w processach takich ustanawiają jescze jeden Sąd nowy, oddzielny, wyjątkowy, nadzwyczajny, to jest delegują nadzwyczajną komissią Sądowo-kwalifikacyjną, znowu z ich własnych Urzędników złożoną (suplement do zasad lit. B. Art. I). — Możnaż posunąć nieufność i podejrzliwość bliżej ku śmieszności? Możnaż pomyślić postępowanie Sądowe, więcej ubliżające najprostszym zasadom logiki?! — Możnaż napiątrzyć excepcionalność do większego stopnia chaosu?

Beniamin Constant na samą myśl o odwołalności tylko Sędziów napisał « un peuple chez lequel le pouvoir judiciaire n'est pas indépendant, un peuple chez lequel une autorité quelconque peut influer sur les jugemens, diriger ou forcer l'opinion des juges, employer contre l'innocent qu'elle veut perdre les apparences de la justice, et se cacher derrière les lois pour frapper ses victimes de leur glaive, un tel peuple est dans une situation plus malheureuse, plus contraire au but et aux principes de l'état social, que la horde sauvage des bords de l'Ohio, ou que le Bédouin du désert. » A cóżby dopiero powiedział, gdyby mógł był przypuścić, że zasady do organizacii Sądownictwa przez trzy Dwory protegujące w Krakowie postanowione będą kiedykolwiek obowiązywać w Europie!

Wszakże zasady takie, mimo ich śmieszności i potworności, mimo że konstytucia kraju nieodwołana i pod względem sądowej Władzy ciągle jakoby obowiązująca, nic a nic o nich nie wie, wprowadzonemi będą w wykonanie w Rzeczypospolitej Krakowskiej, jeżeli temu nie zapobieży wdanie się za nami dostojnych Rządów Francii i Anglii. Wdania się tego gwałtowna zachodzi potrzeba, bo Władzę sądową taką jaką ustawa zasadnicza naka-

zuje, a zdrowy rozum pojmuje, Władzę, mającą być rękojmią wolności osobistej, sławy, majątku, a nawet i życia mieszkańców tego nieszczęśliwego kraju, Władzę taką zniszczono zapowiedzianym Statutem, co zaś w jej miejsce podstawiono, niech same dostojne Rządy bezstronnie osądzić raczą.

Co do Władzy prawodawczej. Niewzmiankowalibyśmy nawet o niej, tak zawsze była bezwładną, nic nieznaczącą, i w praktyce z wszelkich wyzutą prerogatyw, gdybyśmy nie byli w stanie przekonać czytelnika, że Władza ta, pomimo nicości swojej, nie przestawała jednak niepokoić Reprezentantów systematu w Krakowie, że anarchia jaką w praktyce jej funkcij i attrybucij zaprowadzono i utrzymywano, pokazała się być niewystarczającą jescze do zaspokojenia ich pod względem jej postępowania i jego skutków, że przeto tak, jak i w urządzeniu władzy wykonawczej i sądowej, posunięto się nareszcie i w jej urządzeniu do kroku ostatniego, to jest: że anarchie te objęto w ustawy i legalizowano teorią prawa obowiązującego. Artykuł XIV Konstytucii z roku 1833 przepisuje, że co trzy lata, zwołanem być powinno zgromadzenie Reprezentantów Rzeczypospolitej Krakowskiej. Stosownie więc do przepisu tego, zgromadzenie Reprezentantów powinno się było zebrać w Grudniu 1836. Jakoż Senat wydał w tym roku Uniwersały, zwołał zgromadzenia wyborcze, i obiory Reprezentantów, w formie Statutem przepisanej, dopełnionemi zostały w całym kraju. Mimo to wszakze, powszechnem było mniemaniem, że Sejm nie będzie otwartym, a tem mniej odbytym, bo Sąd publiczny nie mógł jakoś pogodzić sejmowania z okupacią kraju, zgromadzenia się Władzy niepodległej, przeznaczonej do kontrolowania czynności Rządu, i czuwania nad wykonaniem praw, z postępowaniem Senatu i Konferencii; pokazało się niedługo, że Sąd publiczny miał racią. Konferencia dopuściła wprawdzie wyborów w nadziei, że padną na osoby, nieznające ani praw kraju, ani obecnego jego stanu, obojętne i nieupatrujące

w Sejmie, jak tylko okazią przeprowadzenia jakiego interesu własnego, pomożenia kryską przyjacielowi lub zjedzenia kilku urzędowych obiadów, łatwowierne zresztą i lękliwe, a nadewszystko wierzące tak dalece w omnipotencią Rezydentów trzech Dworów, że słowo z ust ich wystarczy do nakazania milczenia ich obowiązkom, przekonaniu i prawu; lecz przekonana rezultatem wyborów, że jej nadzieje omylonemi zostały, nie wahała się ani chwili z odroczeniem Sejmu, aż do czasu, w którymby nowemi ograniczeniami jego, nie Władzy, bo tej już dawno nie posiadał żadnej, ale samych funkcij, nie obwarowała się dość mocno przeciw spodziewanym z tej strony attakom. — Notą więc swoją (z Października 1837) zawiadomiła Senat, iż wolą Dworów protegujących jest, ażeby, z powodu że etata policii i milicii nie są jescze wyrachowanemi, zgromadzenie Reprezentantów odroczonem było, aż do późniejszego czasu i dalszej ich decyzii w tej mierze. Po raz więc drugi w przeciągu 25cioletniego istnienia kraju, Dwory protegujące zawieszały cały naród w używaniu praw politycznych, a to bez żadnego powodu, ani nie posiadając do tego żadnego prawa. Że ustanowienie etatów dla przyszłej policii i milicii było tylko pozorem, i to dosyć niezręcznym, do kroku, który na czemś przecie oprzeć trzeba było, na żadnym zaś przepisie prawa oprzeć się niepozwalał; że Sejm odroczonym był nie dla tego, żeby projekta mające być oddane pod deliberacią jego, nie miały być gotowe, ale dla tego, że *nowe przepisy* któremi działania jego ograniczyć chciano, przeznaczone do powściągnięcia śmiałości jego członków, nie były jescze zadecydowane, przekonywają o tem modyfikacie zaprowadzone przez Konferencią *w Statucie urządzającym zgromadzenia polityczne*, które w rok później bo w Wrześniu 1837 roku, jako prawo obowiązujące ogłoszonemi zostały. — Konferencia kommunikowała je Senatowi przy nocie swej wyżej przez nas powołanej (dokument XL); a lubo, jak to czytelnikowi z kategorii

Rządu Wolnego Miasta Krakowa dokładnie wiadomo, modyfikacie zaprowadzone wówczas w Konstytucii, *nie dotyczyły wcale* Władzy prawodawczej kraju, a przeto i Statut organiczny przepisany dla niej niepowinien był (logicznie biorąc) żadnym ulegać zmianom, przecież Konferencia korzystając z przyjaźnej, jak się zdawało, chwili, przy zmianie Statutu Senackiego, zmieniła i Statut Izby Reprezentantów, a Senat posłuszny jej woli przyjął modyfikacie jego bez żadnego oporu, i jako prawo obowiązujące w Dzienniku praw ogłosił. — Treść zmian wspomnionych, porównana z brzmieniem ustawy Kardynalnej obowiązującej, najlepiej wyjaśni ich dążność i cele.

Wedle Artykułu VIII. Konstytucii obowiązującej, każdy Obywatel Wolnego Miasta Krakowa, posiadający kwalifikacie Artykułem XXI. Konstytucii przepisane, ma prawo starania się o urząd Senatora lub Prezesa Senatu; — wedle Artykułu XIV. tejże Ustawy, prawo wyboru, na urzęda, Senatorów i Prezesa Senatu, należy wyłącznie do Izby Reprezentantów.— Tymczasem, wedle zmiany zaprowadzonej w roku 1837, przez Konferencią, w Statucie Organicznym Sejmowym, a mianowicie w Artykule 109. listy Kandydatów na urzęda Senatorów, przed komunikowaniem ich Izbie, winny być przesłane Konferencii Rezydentów, którzy, w Statucie, nie w Konstytucii, przyznaną mają władzę wykreślania z nich imion tych osób, przeciw którymby z ich strony walczyły ważne zarzuty. —Władza więc wyboru Senatorów, należąca wedle Konstytucii do Sejmu, przeniesioną jest Statutem w ręce Rezydentów trzech Dworów.

Wedle Artykułu XIV. Konstytucii obowiązującej, prawo stanowienia Budżetu Przychodów i Wydatków, należy wyłącznie do Zgromadzenia Reprezentantów. — Tymczasem, zmiana w Art. 133 Statutu Organicznego Sejmowego, zaprowadzona przez Konferencią, w r. 1837, przepisuje wyraźnie: iż gdyby Izba odmówiła przyjęcia jakowego tytułu Budżetu Przychodów

lub Wydatków, Konferencia, na reklamacią Senatu, zadecyduje w tej mierze ostatecznie. — Prawo więc stanowienia Budżetu, należące, wedle Konstytucii, do Izby, przeniesione jest Statutem na Konferencią Rezydentów trzech Dworów.

Oprócz powyższych przepisów Statutu, osnowie Konstytucii wprost przeciwnych, modyfikacie zaprowadzone wówczas (roku 1837), w Statucie Organicznym Sejmowym, ustanawiały nowe zasady prawa, o których w Ustawie kardynalnej żadnej nie ma wzmianki, i które jej duchowi, diametralnie ubliżają, i tak: Artykuł 92 stanowi, iż Diariusz czynności Sejmowych, przed ogłoszeniem go drukiem, podany być ma Cenzurze Prezesa Senatu, który mocen jest z niego wykreślić wszystko, coby, zdaniem jego, mogło ubliżać stosunkom Krakowa z ościennemi Państwami. W skutku więc przepisu tego, czynności Władzy Prawodawczej oddane są kontroli Prezesa Senatu, który, z prawa, ulega jej kontroli i Sądowi (Artykuł XIV. Konstytucii); porządek więc prawny i logiczny przewróconym jest zupełnie, gdy kontrolowany kontroluje i sądzi kontrolującego.

Artykuł 94, przyznaje Senatowi władzę ukarania Sekretarza Sejmu, gdyby Diariusz ogłosił bez poddania go pod Cenzurę Prezesa Senatu, lub wbrew poczynionym przez tego ostatniego zmianom. — Przepis ten narusza, również w wysokim stopniu, logikę prawodawstwa wszelkiego, gdy członka władzy niepodległej, również niepodległego, mającego prawo zaskarżać i sądzić Senat, oddaje pod Sąd tego samego Senatu, i skazuje na uległość karom przez niego orzeczonym.

Artykuł 137 przyznaje Senatowi prawo, rozporządzenia rocznie summą 60,000 Złp., bez wiedzy i dyspozycii Izby. — Ubliża więc wprost duchowi Artykułu XIV. Konstytucii, w moc którego, stanowienie Budżetu Przychodów i Wydatków, należy wyłącznie do Izby.

Artykuł 166 przyznaje nareszcie Senatowi, władzę odro-

czenia Sejmu, na wypadek, gdyby (słowa są Statutu) w obradach jego zaszły jakowe ważne nieporządki, a nawet władzę rozwiązania go zupełnie, w razie, gdyby po upływie sześciu miesięcy, nieporządki te, mogące naruszyć wewnętrzną spokojność i stosunki Wolnego Miasta Krakowa z ościennemi Państwami, ponowić się miały. — Zdaje się, że byłoby zbytecznem, chcieć dowodzić, o ile władza taka, mogąca być jedynie przyznaną Panującemu w Monarchiach Reprezentacyjnych, przyznana w Rzeczypospolitej Senatowi, nominowanemu przez Rezydentów trzech Dworów, i pod ich wpływem będącemu, ubliża wszelkim pojęciom, i naturze czystego Gminowładztwa, jakiem jest forma Rządu Wolnemu Miastu Kraków nadana.[1]

Przegląd powyższy przekonywa, że na tej samej drodze, na jakiej Konferencia przywłaszczyła sobie, w roku 1837 wszystkie attrybucie władzy wykonawczej, to jest na drodze zmiany, nie Konstytucii, lecz tylko Statutu dotyczącego, celne równie attrybucie władzy prawodawczej, przyznała sobie samej; wedle więc brzmienia Konstytucii, Sejm powinien był obierać Senatorów i stanowić Budżet; wedle zaś brzmienia Statutu, Konferencia załatwia to wszystko. — Anarchia więc, panująca dotąd tylko w wykonaniu praw, sankcionowaną została na przyszłość, temi samemi prawami. — Oprócz tego, zmiany inne, tyle razy rzeczonego Statutu, ubliżające równie w wysokim stopniu duchowi Konstytucii samej, przeznaczone były do zastraszenia Członków Izby, do imponowania jej postępowaniu, i trzymania go w należytych, i przez Konferencią zakreślonych szrankach. — Cenzura Diariusza i Władza rozwiązania Sejmu, Senatowi przyznana, jak miały być dla

[1] Cytowane powyżej Artykuły, tak Konstytucii jak i Statutu U. Z. P., są te same jakie w r. 1837 obowiązywały, i z których ostatnie, ogłoszone były w Dzienniku Praw, przy Reskrypcie Senatu, z dnia 9 Września 1837 roku, do Liczby 5436.

samej Izby hamulcem jej usiłowań, tak stanowiły dla Konferencii rękojmią, że do wiadomości Zagranicy nic dojdzie nic takiego, z obrad Reprezentantów kraju, coby mogło zadawać fałsz jej twierdzeniom, jakoby zmiany ciągle zaprowadzane, działy się na żądanie całego kraju, życzeniom jego odpowiadały, i przyjmowane były z powszechnem zadowolnieniem.

Postanowiwszy więc takie przepisy, Konferencia osądziła nareszcie, że Sejm Rzeczypospolitej może być zwołany, bez żadnego dla niej niebezpieczeństwa, kiedy już zwołania jego i odbycia, wymagał koniecznie wzgląd na Zagranicę.

Pomimo przeto, że ani Konstytucia, ani nawet Statuta obowiązujące niezawierały przepisu, iżby Senat potrzebował być upoważnionym przez Rezydentów trzech Dworów do zwołania Sejmu, Konferencia jednak upoważniła go do tego, notą swą z dnia 1 Listopada 1837 roku, którą w Dokumentach dołączamy.[1] — Wszakże omyliłby się, i grubo, każdy ktoby mniemał, że Sejm tak zwołany będzie miał wolność używania tych prerogatyw i wykonywania tych attrybucij, które mimo zmian i ograniczeń władzy jego, Statutem dopiero co zmodyfikowanym, jeszcze się przy nim zostawać mogły. — Zdaje się, że zadaniem ostatniego czasu było głównie, przekonać Mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa, że względnie nich, żadne prawo, choćby dniem wprzódy przyznane, szanowanem, żadne zaręczenie choćby na rzecz ich, choćby najświętsze, dotrzymanem nie będzie. — Na drodze zmiany Statutu, ograniczono co dopiero attrybucie Reprezentacii, wszakże, mimo tych ograniczeń, prawo wyboru Sędziów, bezwarunkowo, prawo zaś wyboru Senatorów, warunkowo, to jest po przejrzeniu i zatwierdzenisty Kandydatów przez Konferencią, należało jeszcze do niej bez żadnej wątpliwości. — Zdawałoby się przeto, że Izba bę-

[1] Nota Konferencii do Senatu, z dnia 1 Listopada 1837. Patrz Zbiór Dokumentów. N° XLIX.

dzie używała prawa, które jej dobrowolnie zostawiono, że przeto obierze Sędziów i Senatorów wychodzących z urzędowania. —Nie tak jednakże chciało mieć przeznaczenie. — W Kategorii o Sądownictwie, wykazaliśmy dla czego, na jakiej drodze, i pod jakim pozorem, Konferencia zawiesiła attrybucią Izby, co do wyboru Sędziów; ten sam los spotkał attrybucią wyboru Senatorów, z tą tylko różnicą, że w jej odjęciu niekłopotano się więcej o wynalezienie pozoru, ale oświadczono po prostu, że taka jest wola trzech protegujących Dworów. — Dotyczącą notę Konferencii do Senatu umieszczamy w Dokumentach. [1] Z celnych więc attrybuicij Sejmu, pozostawało jescze prawo stanowienia, a przynajmniej rozbierania Budżetu. — Wprawdzie, wedle zmiany zaprowadzonej w Artykule 133, Statutu Sejmowego, Konferencia przyznaną sobie miała władzę postanowienia Budżetu, ale dopiero w razie, gdyby go Izba odrzuciła; przy Izbie więc zostawionem jescze zawsze było prawo przyjęcia go lub odrzucenia, prawo wreszcie dyskussii nad nim. — Konferencia niezaniedbała jednak zaprzeczyć Izbie i tego ostatniego, przez nią samą co dopiero przyznanego prawa. — Skompletowawszy Milicią żołnierzami i officerami Austriackiemi, obsadziwszy Policią urzędnikami z Austrii zawerbowanemi, powyznaczawszy wreszcie tym i tamtym wysokie, i do funduszu kraju wcale niezastosowane, pensie, Konferencia niechciała narażać etatów przez nią postanowionych, na łaskę powolności Izby dla siebie. — Notą więc adresowaną do Senatu, pod dniem 22 Grudnia 1837 roku, [2] oświadczyła Senatowi, iż wolą trzech Dworów jest, iżby etata Milicii i Policii, przez nich postanowione, nie były przedmiotem nie tylko żadnego zmniejszenia, ale nawet dyskussii Zgromadzenia Reprezentantów.

[1] Nota Konferencii do Senatu, z dnia 29 Listopada 1837 r. Patrz Zbiór Dokumentów. N° L.

[2] Nota Konferencii do Senatu, z dnia 22 Grudnia 1837 r. Patrz Zbiór Dokumentów. N° LI.

W takiem położeniu rzeczy, i w obec podobnego postępowania Konferencii, niepodobna się było łudzić, co do celu i przeznaczenia zwołanego Sejmu. — Chodziło o to, by Zagranica wiedziała, że go zwołano, i że się odbył konstytucyjnie. — Z resztą, nie tajono wcale zamiaru niedopuszczenia, by w rzeczach wewnątrz-krajowych, żadnego nie miał głosu. — Jeżeli więc Członkowie, tak zwanego Zgromadzenia Reprezentantów, zgromadzili się, i przez sześć tygodni asystowali tak upokarzającym dla nich obradom jego, działo się to jedynie w nadziei, że przyodziani urzędowym charakterem Reprezentantów będą się mogli odezwać legalnie z żalami, w imieniu całego kraju, choćby też tylko do protektorów swoich, i uchwałą uroczystego aktu, zaprotestować przeciw stanowi rzeczy, który przed Europą usiłowano wystawić jako legalny, i z życzeniami mieszkańców zgodny. Aktem tym był adres do Dworów protegujących, uchwalony jednomyślnie, na ostatniej Sessii Sejmowej. — Reprezentacia domagała się w nim ulgi od Monarchów w nieszczęśliwem położeniu kraju, żaliła się na zaprowadzoną anarchią Władz i Ustaw wszelkich, prosiła wreszcie, o zesłanie ze strony Dworów bezstronnej Komissii na miejsce, którąby sprawdziła stan rzeczy i zaprowadziła w nim zmiany, z dobrem kraju i jego potrzebami zgodne. — Osnowa adresu wiadomą jest Europie z pism publicznych Francuzkich, [1] mimo jednak pokory i uniżoności z jaką był napisany, niedoszedł urzędownie przeznaczenia swego. — Konferencia Rezydentów zrozumiawszy dokładnie, że Sejm skarżąc stan rzeczy, zaskarżał w gruncie jej postępowanie, obrażona do najwyższego stopnia, tą, jak ją nazywała, śmiałością Reprezentacii, postanowiła ją nawzajem upokorzyć, i, za krok tyle ubliżający jej wszechwładztwu i nieomylności, przyzwoicie ukarać. Najprzód więc, co do adresu; gdy przesłanie go do Dworów, w moc decyzii Kommissii orga-

[1] Journal des Débats, z dnia 5 Października 1838 roku.

nizacyjnej, z dnia 6 Marca 1818 r., nie mogło nastąpić inaczej, tylko za pośrzednictwem Senatu, Konferencia insynuowała Senatowi ustnie, ażeby, zanim zadecyduje przesłać adres, tyle razy rzeczony, na drodze urzędowej, uczynił do niej wprzódy zapytanie: czyli adres Izby, kwalifikuje się do przesłania Dworom protegującym.— Senat uczynił zadość insynuacii, wstrzymał przesłanie adresu, i zapytał Konferencii o to, o co pytaną być chciała. — Notę jego w tej mierze załączamy w Dokumentach. [1] Konferencia odpowiedziała Senatowi notą, z dnia 14 Maja 1838 roku: [2] *iż zgadzając się ze sposobem widzenia Senatu*, adres do Dworów protegujących, wotowany przez Zgromadzenie Reprezentantów, uznaje za niekwalifikujący się do przedstawienia u podnóżka ich Tronów, i oświadcza, że adres ten uważany być ma za *żadny i niebyły*.

Tym więc sposobem, Konferencia nietylko udaremniła krok Izby, po którym powszechnie, bardzo zbawiennych spodziewano się skutków; ale nadto, zaprzeczyła Reprezentantom kraju, nazywanego jescze *wolnym i niepodległym*, i tego prawa, jakiem się cieszą poddani najabsolutniejszych nawet Rządów, to jest, *prawa petycii*.

Niechęć jednakże, jaką uchwała adresu obudziła w Konferencii przeciwko Izbie, niepozwoliła jej poprzestać na tym jednym gwałcie Uchwał Sejmowych. Wszystkie więc postanowienia jego w finansowym zwłascza względzie, uległy temu samemu co i adres losowi. Na ustną insynuacią Konferencii, Senat zaskarżył przed nią uchwałę Budżetu Przychodów i Wydatków, w którym Izba, mimo postanowień Komissiii organizacyjnej i reorganizacyjnej, tudzież Konferencii, z których część

[1] Odezwa Senatu do Konferencii, z dnia 18 Kwietnia 1838 roku. Patrz Zbiór Dokumentów, N° LII.

[2] Nota Konferencii do Senatu, z d. 14 Maja 1838 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° LIII.

większa, nawet ogłoszoną nie jest, wychodząc z zasady, — raz, że postanowienia te i dodatki, ubliżają jej attrybuciom, Konstytucią kraju przyznanym, drugi raz, że jako nieogłoszone, nieobowiązują, (lex non promulgata non valet) znakomite poczyniła zmiany; dodał przytem, że w celu zapobieżenia, aby się podobne nieregularności i nadużycia, jakich się Izba obecnie dopuściła, na przyszłość niewydarzały, wypada koniecznie, aby obowiązujący i dopiero co zmodyfikowany Statut zgromadzeń politycznych, ze względu, że przepisy jego nie dają Rządowi środka kierowania obradami Izby, na nowo zmodyfikowany został. [1] Odpis noty Konferencii, z dnia 1 Czerwca 1839 roku, [2] dostatecznie czytelnika przekona jaki był skutek zaskarżenia Reprezentacii przez Senat. — Konferencia, zapowiadając przedewszystkiem, iż Dwory zajmą się niezwłocznie rewizią i nową zmianą Statutu Sejmowego, a to w celu zapobieżenia nadal podobnym nadużyciom Izby, czyni w niej zadość żądaniu Senatu, znosi i unieważnia większą część Uchwał Sejmu, co do rozporządzeń Budżetu Przychodów i Wydatków, i utrzymanie ich w mocy obowiązującej oddaje decyzii Senatu, — upoważnia go przytem, do nałożenia i poboru podatku, przez Izbę odrzuconego, a to na zasadzie patentu Austriackiego, z roku 1805, który samem zaprowadzeniem porządku Konstytucyjnego, i w obec władzy, Izbie Artykułem XIV. Konstytucii przyznanej, ani się do dzisiejszej Rzeczypospolitej stosować, ani w niej obowiązywać nie może. Z resztą, nie zawiśle od tych wszystkich pogwałceń najlegalniejszych postanowień Reprezentacii, w nocie swej przemawia Konferencia nadto o władzy tej językiem, i tra-

[1] Dosłowne brzmienie i ogólna treść not Senatu: pierwszej, z dnia 24 Marca 1838 r., drugiej, z d. 2 Maja 1838 r., które dla ich obszerności nie zamieszczamy w Zbiorze Dokumentów.

[2] Nota Konferencii do Senatu, z d. 1 Czerwca 1838 roku. Patrz Zbiór Dokumentów, N° LIV.

ktuje ją w sposób, które dowodzą aż nadto dostatecznie, że piórem jej kierowało nie tyle mylne pojęcie praw publicznych kraju, lub wewnętrzne przekonanie, że Izba ubliżyła w samej rzeczy, ile satysfakcia namiętności, mszczącej się uraz osobistych, tak mało zgodna z charakterem i powagą dostojności, Reprezentantów Monarchów.

Unieważniając jednak w ten sposób wszystkie prawie uchwały Sejmu, pod względem Budżetu, upoważniając Rząd do poboru i rozkładu podatków przezeń odrzuconych, jednem słowem, zamierzając rządzić arbitralnie funduszami publicznemi, wbrew woli władzy, mającej wyłączne prawo stanowienia w tej mierze, wypadało Konferencii z porządku, pozbyć się i kontroli, ustanowionej przez Sejm w celu dopilnowania, wykonania postanowień jego pod względem Budżetu; istnienie albowiem, i funkcie kontroli tej, nie dały się więcej pogodzić z drogą postępowania, jaką, co do zarządu funduszami publicznemi, Rząd, czyli Senat, to jest Konferencia, obrała lub obrać zmuszoną była.— Chcemy tu mówić o Komissii Obrachunkowej, władzy wybranej z grona Izby, w ślad Artykułu XIV. Konstytucii, władzy, której urzędowanie powinno było być nieustającem, władzy nakoniec, obowiązanej kontrolować i porządkować rachunkowość wszystkich gałęzi, administracii publicznej, odnośnie do postanowień Budżetu, — że urzędowania podobnej władzy nie mógł cierpieć Rząd, zamierzający właśnie rządzić Skarbem publicznym, pomimo postanowień Budżetu, wynikało jasno, z nadzwyczajnego stanowiska, jakie w kraju owładnął. — Ze zniesieniem więc kontroli tak niewygodnej, i działania jej krzyżować mogącej, pośpieszyła się niebawem Konferencia. Za pośrzednictwem więc prostej noty, załączającej się w Dokumentach, [1] upoważniła Senat do zawieszenia czynności, Ko-

[1] Nota Konferencii do Senatu, z d. 10 Kwietnia 1838 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° LV.

missii obrachunkowej; mimo że, wedle Art. XIV Konstytucii, urzędowanie jej powinno było być nieustającem, a gdy Komissia obrachunkowa wezwana przez Senat, na zasadzie powyższego upoważnienia, do zawieszenia urzędowania swego i wydania akt właściwych, odpowiedziała,— że Ustawy krajowe nie przyznają Konferencii nigdzie prawa upoważnienia Senatu do zawieszania w urzędowaniu władz Konstytucyjnych kraju, ani na Senat niewkładają obowiązkn przyjmowania podobnego upoważnienia; a przeto, że ona, to jest Komissia obrachunkowa, uważając postanowienia, tak Konferencii, jak i Senatu za nielegalne, a tem samem za nie mogące być wykonanemi, ani urzędować niepoprzestanie, ani akt żadnych nie wyda,—Senat, po zniesieniu się w tej mierze z Konferencią, zesłał do lokalu posiedzeń Komissii obrachunkowej, policią i siłę zbrojną, i tam drzwi wejścia, jak i wszystkie Biura, mocą odbić i akta zabrać polecił, tem samem więc, Komissią Obrachunkową, władzę, przez Izbę Reprezentantów postanowioną, otwartym gwałtem rozpędził. — Wszystko to działo się w dniu 23 Maja 1838 roku, w dzień jasny, w obecności mnóstwa widzów przypatrujących się w milczeniu tej nowej wyprawie władz Krakowem rządzących przeciw ostatniej władzy Konstytucyjnej kraju.[1]

Nie długo też potem, spełniła się zapowiedź noty Konferencii, z dnia 1 Maja 1838 roku. Dwory protegujące zrewidowały Statut Sejmowy, i zgodziły się na zasady nowych zmian, jakie w nim zaprowadzonemi być mają. Odpis noty Konferencii, z dnia 19 Czerwca 1838 roku.[2] za pośrzednictwem której komunikowała Senatowi zasady, postanowione przez Dwory

[1] Rapport urzędowy Dziennikarza Komissii Obrachunkowej, z dnia 23. Maja 1838 roku, złożony Hr. Kryspinowi Zeleńskiemu, Prezydującemu w Komissii Obrachunkowej.

[2] Nota Konferencii do Senatu, z d. 19 Czerwca 1839 r. Patrz Zbiór Dokumentów, N° LVI.

protegujące, co do modyfikacii Statutu Sejmowego, również w Dokumentach załączone, [1] postawi czytelnika w możności ocenienia ich wartości i ich znaczenia, wszystkie zaś wcześniejsze wnioski i twierdzenia nasze, o dążności Systematu, który, ile się zdaje, aktem tym, stanął u mety swych zabiegów, i dopełnił miary pogwałceń Traktatu Wiedeńskiego, dostatecznie usprawiedliwi.

Zaiste, byłoby to zupełnie zbytecznem, gdybyśmy, na drodze szczegółowego rozbioru i porównania zasad, co dopiero powołanych, z Konstytucią, chcieli czytelnika przekonywać, że zmiany, przez trzy Dwory protegujące postanowione, a mające być podstawą nowego Statutu, urządzającego zgromadzenia polityczne, którego redakcia powierzoną jest Senatowi, znoszą de jure władzę prawodawczą kraju Wolnego Miasta Krakowa, a tem samem znoszą formę Rządu jego, nadaną mu z woli całej Europy; czyli, jednem słowem, znoszą jego kartę Konstytucyjną uznaną, za część integralną Traktatu Wiedeńskiego, (z dnia 9 Czerwca 1815 roku). Wszakże, celem stawienia w należytem świetle postępowania, jakiego swobody Rzeczypospolitej Krakowskiej stają się ofiarą, nie możemy niezwrócić uwagi każdego, na trzy najwydatniejsze punkta noty Konferencii, z dnia 19 Czerwca 1839 roku, bo dopiero bliższy ich rozbiór pozwala się rozeznać w labiryncie tylu dwójznaczności i gwałtów.

Punktami temi są:

1° Że Dwory, udzielają Senatowi upoważnienia do zaprojektowania nowego Statutu U. Z. P., wedle zasad przez nie postanowionych, a to, na mocy władzy im zostawionej, stanowienia względem wszystkich odmian, mogących być wprowadzonemi w Ustawy organiczne Wolnego Miasta, którychby potrzebę doświadczenie nakazywało.

[1] Zasady do zmian, w Statucie U. Z. P., zaprowadzić się mających, dołączone do noty powyższej. Patrz Zbiór Dokumentów, N° LVII.

2° Że zasady powyższe, wywracające z gruntu zasady Konstytucii, ciągle jednak obowiązującej, i znoszące ją de jure, mają być rozwinięte i wprowadzone w wykonanie, nie na drodze modyfikacii Konstytucii kraju, która ma zostać *niezmienioną*, ale na drodze modyfikacii Statutu urządzającego zgromadzenia polityczne.

3° Nakoniec, że zasady wspomnione, postanowione zostały przez trzy Dwory, *na żądanie Senatu.*

Co do pierwszego : Historia politycznej existencii Rzeczypospolitej Krakowskiej, skreślona przez nas powyżej, jest nie czem innem, tylko szeregiem ustawicznych zmian i modyfikacij zaprowadzanych przez Dwory protegujące, w instytuciach kraju tego. — Liczne Dokumenta, złożone przez nas przed sąd publiczności, przekonywają zupełnie : że Dwory protegujące, zaprowadzenie wszystkich zmian powyższych, opierały zawsze na zasadzie pełnej swej woli, ani nieznajdowały potrzeby legalizowania ich kiedy inną jaką powagą. — Pierwszy razto dopiero, od lat 25, Rezydenci ich, władzę czynienia zmian w Ustawach Organicznych Rzeczypospolitej, wywodzą z innego źrzódła, opierając ją na jakiemś pełnomocnictwie, które im, ad hoc, (niewiadomo jednak przez kogo) udzielonem być miało. — Wyznanie to jest wielkiej wagi, bo dowodzi najprzód, że same Dwory protegujące wiedzą o tem, iż do zmieniania Instytucii Wolnego Miasta Krakowa, oprócz własnej ich woli, potrzeba im nadto innego jescze upoważnienia; — powtóre, że zapowiedziały i przyznały się do posiadania upoważnienia takiego. — Uważane pod względem pierwszym, wyznanie to, nie może jak tylko zupełnie zaspakajać Obywateli Wolnego Miasta Krakowa, bo stwierdza w nich przekonanie o świętości ich bytu i swobód, gdy naprowadza na ślad przyznania przez same trzy Dwory protegujące, że byt ten i swobody, są pod gwarancią i strażą kogoś więcej aniżeli ich samych; uważane jednak pod względem drugim, nie może być przez nich dopu-

szone, bo dopuszczone, dowodziłoby najwyższej obojętności ze strony innych gwarantów, na los i przyszłość kraju, którego swobody zaręczyli; boby dowodziło z ich strony lekceważenie skutków danej przez nich rękojmi, boby nakoniec było czynem, z ich strony równie niemoralnym, jak niepolitycznym. — *Zdaje się przeto*, że upoważnienie, do którego się Konferencia w nocie swej odwołuje, *nie exystuje wcale;* tudzież, że w niej napomyka o niem w celu jedynie, aby swą powagą, zaspokoiła sumienie, posłusznego zkądinąd na jej rozkazy Rządu, i rozzbroiła skrupuły, jakieby w obec podobnie śmiałych i radykalnych reform, powstać jeszcze mogły w umysłach pojedynczych członków jego. Dopuściwszy jednakże, że upoważnienie podobne mogło być, i jest w samej rzeczy dane, ufać wypada, że dane w dobrej wierze i w zupełnie innym celu, cofniętem będzie w obec złożonych przez nas dowodów, do czego użytem zostało; i cofniętem będzie dość wcześnie, byśmy wprzódy, nieulegli zupełnie pod wpływem opłakanych jego skutków.

Co do drugiego: Okoliczność, że zasady podobne mają być rozwinięte i w wykonanie wprowadzone, nie na drodze zmiany Konstytucii, lecz na drodze zmiany Statutu U. Z. P., jest dowodem, że i przy ogarnięciu Władzy prawodawczej Wolnego Miasta Krakowa, uznano słusznem trzymać się tej samej taktyki, jaka okazała się być tak skuteczną przy przeniesieniu attrybucij władz, Wykonawczej i Sądowej, w ręce Rezydentów trzech Dworów, i której dzielność oddawna w Krakowie wyprobowano. Widzieliśmy wyżej, jak pomimo że, wedle Konstytucii, Rząd kraju i wszystkie jego attrybucie, powinny być w Senacie, Rząd ten jednakże, i wszystkie jego attrybucie, dzięki zasadom w Statucie Senackim zaprowadzonym, znajdują się obecnie w Konferencii Rezydentów. Widzieliśmy dalej że, pomimo iż Konstytucia zawsze jakoby obowiązująca, chce mieć Sądownictwo niepodległe, nieodwołalne, wybór jego i kassacią przyznaje Sejmowi, wymiar wszelkiej sprawiedliwości jego

czyni zadaniem, niezna excepcionalnych sądów, etc., etc., w moc jednak zasad postanowionych przez trzy Dwory, do nowego Statutu Sądowego, Sądownictwo to będzie podległe i odwołalne, wybór jego i kassacia zależeć będzie od Rezydentów trzech Dworów, którzy przyznali sobie nawet władzę sądzenia w materiach politycznych; zmienione będzie prawodawstwo kryminalne, i ustanowiony Trybunał wyjątkowy, a przecież nie ustający, z obcych Sędziów złożony. Dla czegożby więc i władza prawodawcza, — mimo że jej Konstytucia przyznaje prawo wyboru i Sądu Senatorów, stanowienia praw i Budżetu, że z jej grona wyłącza wszystkich urzędników płatnych, i przepisuje periodyczne ich zbieranie się, — nie miała być za pośrzednictwem Statutu, równie w tych funkciach wyręczoną przez Rezydentów trzech Dworów, kiedy na taką zgodę ustaw wprost sobie przeciwnych, zezwala w kraju *serwilizm władz wszelkich*, obojętność i ograniczenie większości, i niemoc zupełna protestowania przeciw niej skutecznie? Droga ta wyzucia całego kraju z należących do niego swobód jest nadto dogodną dla Systematu, aby nie miał na niej dobiegać celów swoich. Czyni ona zadość wszystkim jego potrzebom wewnątrz kraju, gdy legalizuje pozornie najoczywistsze bezprawia; czyni ona równie zadość wszystkim jego potrzebom zewnątrz, gdy usuwa kwestią z pod rozbioru Zagranicy, obwija ją w pozór zmian administracii wewnętrznej i Ustawy zasadniczej bynajmniej niedotyczących, uwalnia go nareszcie od natrętnych zapytań, i bardzo niemiłych a koniecznych tłómaczeń. Wszakże, jakkolwiek dogodną być może dla Systematu, przekonywa jednakże każdego, obeznanego bliżej z jej początkiem i krętym biegiem, że Dwory protegujące, pomimo *uroczystego* przyznania się *do nadanej im jakoby władzy* zaprowadzania zmian *w Ustawach organicznych* Wolnego Miasta Krakowa, nie muszą jednak mieć przyznanej władzy zaprowadzania zmian *w Ustawie zasadniczej* kraju tego, a tem mniej nieposiadają do tego prawa, gdy,

mimo naglącej zapewne potrzeby odjęcia Rzeczypospolitej *wszystkich swobód*, Ustawa ta, żadnej, co do swych głównych zasad, nieuległa zmianie, jest ciągle jakoby obowiązującą, i stanowi ów niby puklerz, przeznaczony do zasłonienia Europie wszystkiego, co się po za nim, wewnątrz kraju dzieje!

Co do trzeciego. Rozbiór pytania, — co się ma rozumieć przez *żądanie Senatu*, na którem, jak gdyby zgromadzenie to mogło byćuważanem *za legalny* organ życzeń całego kraju, opartemi są wszystkie zmiany, zaprowadzane w tym kraju od lat pięciu, — zdaje się być zbytecznym, po tem wszystkiem cośmy już wyżej powiedzieli o jego składzie, pochodzeniu i warunkach pod któremi urzęduje. — Skład ten, to pochodzenie i te warunki, każą w nim owszem upatrywać, *nie organ* życzeń, ale najgłówniejszego dziś nieprzyjaciela kraju Wolnego Miasta Krakowa i jego Mieszkańców. Czyli na tej pozycii stawia go *egoizm*, ograniczenie, lub zaślepienie jego członków, wszystko to jedno, gdy *jedne* za sobą sprowadza skutki. W takiem więc położeniu rzeczy, wszystko czego może żądać Senat Krakowski, dla tego właśnie staje się podejrzanem, *że przez niego jest żądanem*. — Gdyby protekcia Wolnego Miasta Krakowa lojalnie sprawowaną była, wiedzianoby zapewne dobrze, gdzie szukać i znaleźć wyraz życzeń całego kraju, aniby niebrakło powodu i sposobności objawienia ich całemu światu.

Co do Uniwersytetu. Instytut ten, którego przynależne urządzenie i stan kwitnący byłyby, jak to już wyżej powiedzieliśmy, głównem źrzódłem utrzymania się Miasta, jakkolwiek od roku 1815, *potrzykroć* organizowany i reorganizowany, nieuniknął jednakże *nowej reorganizacii*, w czasie okupacii, tak jak i wszystkie inne władze i Instytuta w kraju. Okupacia kraju, ułatwiająca wszystko, upoważniająca do wszystkiego, wywołała za sobą nie jedne konieczności i wiele potrzeb o których możeby bez niej niepomyślano. — Zaprowadzając systematycznie anarchią w całym wewnętrznym organizmie kraju, i

legalizując ją ustawami, Konferencia mimowolnie nawet musiała być konsekwentną, i wszystkie cząstki mechanizmu politycznego tak przyrządzić i przystotować, by nietylko niezawadzały ruchowi maszyny, przez nią w bieg pusczonej, ale owszem, by mu ile możności dopomagały. Uniwersytet Jagielloński wydzielone sobie miał zanadto znakomite miejsce w całym tym mechanizmie, aby pod ogólny system podciągniętym nie został.

Przedewszystkiem, co do jego majątku, widzieliśmy wyżej, że w epoce reorganizacii kraju (w roku 1833), kwestia zwrotu własności jego, znajdowała się skoncentrowaną w jedno miejsce, i zależała zupełnie i wyłącznie od Rossii. Rossia miała obowiązek zaspokojenia Uniwersytetu Jagiellońskiego, w dwojakich jego pretensiach; *pierwszych*, z tytułu majątku, jaki w Królestwie Polskiem i Rossii posiadał, którego zwrot Cesarz Alexander przyobiecał w roku 1818, którego jednakże ostateczny i stanowczy zabór, Cesarz Mikołaj w roku 1827 nakazał; *drugich*, z tytułu pretensij, przyznanych na rzecz jego przez Austrią, i w moc Konwencii Wiedeńskiej z roku 1828, Rossii *w gotowiznie zapłaconych*, po których wypłatę, do tej ostatniej był przekazanym. — W roku 1833, żadna z tych pretensij zaspokojoną nie była, w chwili obecnej kiedy to piszemy, żadna z nich równie zaspokojoną nie jest. Wszakże, gdy w epoce lat sześciu (od roku 1833 do 1839), postępowanie Rządu Rossyjskiego nastręczyło nowych dowodów, że Rossia, włożonych na nią obowiązków *wykonać nie myśli*, mamy sobie za obowiązek podać do wiadomości publicznej treść zaszłych w tej mierze negociacij. Co do majątku Uniwersyteckiego znajdującego się w Królestwie Polskiem i Rossii, do zwrotu którego Rossia, w myśl Artykułu XV. Traktatu Wiedeńskiego, i oświadczenia Cesarza Alexandra, z roku 1818, obowiązaną była, o tej kategorii należytości Uniwersyteckiej nie było od roku 1833 żadnej wzmianki, tak ze strony miejscowego, jak i Rossyjskiego

Rządu. — Jawna nieprzychylność, jaką względnie Rzeczypospolitej Krakowskiej okazywała Rossia od czasu Rewoluii Polskiej, niemniej skład Rządu z ludzi, zawisłych w większej części od Rządu Rossyjskiego, były przyczyną, że *Senat kwestii tej nie dotknął wcale*, pomimo, że na edezwę swą z dnia 2 Czerwca 1830 roku, adressowaną do Hr. Nesselrode, *żadnej podziś dzień nieodebrał odpowiedzi*. Co do należytości przyznanej Uniwersytetowi przez Austrią, po której wypłatę przekazanym został do Rossii, w moc Konwencii Wiedeńskiej, z roku 1828, wypłacie należytości tej, której realizacia zdawała się być rzeczą tak łatwą i pojedynczą, stawił Rząd Rossyjski *nowe i nieprzewidziane* przeszkody.

Postępowanie Komissii Centralnej Likwidacyjnej, za pośrzednictwem której odbywała się cała czynność likwidacyjna ze strony Rzeczypospolitej przeciw Skarbowi Królestwa Polskiego, zapowiadało *jawną dążność* wyzucia ogółu likwidujących, a więc Rządu, Instytutu i prywatnych mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa z ich własności, przyznanej im Traktatami, a nawet już dla nich w większej połowie, przez Austrią i Prussy na ręce Rossii *wypłaconej*. [1] Oprócz bowiem obowiązku zaspo-

[1] Gdybyśmy, w celu udowodnienia, jak całkowicie Traktat Wiedeński nie został dotrzymany względem Rzeczypospolitej Krakowskiej, chcieli przechodzić szczegółowo jego Artykuły, i na zasadzie dowodów autentycznych jakie mamy pod ręką, przekonywać, jak dalece każdy z nich, ani jednego nie wyjmując, jest pogwałcony, musielibyśmy pisać tomy, tak niewyczerpaną jest ta materia, i w tak liczne dowody zaopatrzył nas dwudziesto pięcio-letni zaledwie przeciąg czasu, exystencii kraju tego. — Wszakże, nie możemy pominąć, by przy tej okoliczności nieskreślić losu jednej z najważniejszych stypulacii, pomienionego Traktatu, jaką było zapewnienie zaspokojenia, przez Mocarstwa dzielące się Xięstwem Warszawskiem, wszystkich pretensij, jakieby Rząd, Instytuta Duchowne i Swieckie, tudzież prywatni mieszkańcy, do Pruss, Austrii i Rossii, likwidować mieli prawo. — Artykuły XIII. i XIV. Traktatu dodatkowego, obejmowały takowe zaręczenia. — Jak dalece mu czyniono zadość, objaśnią nastę-

kojenia Uniwersytetu, co do pretensij jego do Austrii, jaki przyjęła na siebie Rossia, konwenciami z lat 1821, 1825 i 1828, obowiązała się nadto temi samemi konwenciami, zaspokoić pretensie jakieby, przez Rząd, Instytuta duchowne, i prywatnych mieszkańców Wolnego Miasta Krakowa, przeciw Austrii likwidowane być mogły, wyjąwszy kilka małych kategorij, których zaspokojenie Austria samej sobie zostawiła. W dziele więc dopełnienia takich *zobowiązań Rossii*, Komissia Centralna Likwidacyjna, jako władza w tej mierze pośrednicząca, postępowała sobie przy ocenieniu likwidacii ze strony Wolnego Miasta Krakowa *zupełnie arbitralnie*, i z wielkim likwidujących uszczerbkiem; i tak *najprzód*: pomimo że Rząd Rossyjski zobowiązał się zaspokoić całkowicie pretensie Wolnego Miasta Krakowa do Austrii, i Rząd Austriacki przelał do rąk jego oddawna, i w gotowiznie przeznaczone na ten cel gotowe fundusze, Komissia jednak Centralna Likwidacyjna, znaczną ilość pozycii likwidowanych, albo wprost odrzuciła *bez żadnych motiwów*, albo też przyznane, pomimo że się należały w złocie, lub srebrze, i że ich wypłata w takich, a nie w innych monetach przekazaną była Rossii przez Austrią, na bankocetle redukowała, a tem sa-

pujące cyfry i data. — W roku 1816, zesłały Dwory do Warszawy Komissią, tak zwaną Trylateralną, dla obrachowania wzajemnych pretensij. — Dla kraju Wolnego Miasta Krakowa była ona oczywiście extralateralną, bo w niej interesa, ani jego Rządu, ani jego mieszkanców, żadnego nie miały glosu, i przesądzane zawsze były zupełnie arbitralnie. — Do tej więc Komissii Rzeczpospolita wezwaną była likwidować pretensie do wszelkich Rządów, i z wszelkich Kategorij, — wezwaniu takowemu uczyniła zadość, i pretensie te polikwidowałała. — Tymczasem, w moc Konwencii Berlińskiej, z dnia 10 (22) Maja 1819 roku, zawartej między Rossią a Prussami, Konwencii zaś Wiedeńskiej, z d. 17 (29) Czerwca 1821 roku, zawartej między Rossią i Austrią, Rossia przyjęła na siebie obowiązek, zaspokojenia w ogóle wszelkich pretensij, jakieby Rząd, Instytuta lub mieszkańcy Rzeczypospolitej Krakowskiej, mogli formować do Pruss i Austrii. — W skutku więc takich układów, Rossia stała się jedyną i wyłą-

mem przyznawała 20 za 100 rzeczywistej wartości; —*powtóre*, tak przyznane przez nią 20 za 100, niewypłacała jescze w gotowiźnie, tylko w tak zwanych dowodach Komissii Centralnej Likwidacyjnej, których umorzenie, czyli wypłata, nie miały oznaczonego żadnego terminu, i dla tego kurs ich nie stał wyżej

czną dłużniczką Krakowa, i wszelkie jego pretensie zaspokoić miała obowiązek, tak te, które do niej samej, jak te które do Pruss i Austrii likwidowane być mogły. —Komissia więc Trylateralna rozwiązała się, a w miejsce jej, postanowioną została w roku 1824, Komissia Centralna Likwidacyjna Królestwa Polskiego. — W chwili jednakże zaraz jej postanowienia, przewidzieć można było, że interesa kraju Wolnego Miasta Krakowa, poddane pod wyrok tak jednostronnego i arbitralnego Trybunału, albo zupełnie upadną, albo też znakomity poniosą uszczerbek, a poniżej zamieszczony urzędowy wykaz stanu pretensij połączonych Rzeczypospoliej Krakowskiej, to jest, Skarbowych, Instytutowych (oprócz Akademickich) i prywatnych, wykaz, sporządzony w roku 1837, a zatem, prawie żadnej po dziś dzień nieuległy zmianie, najlepsze da wyobrażenie losu, jaki czeka własność, która od dawna zaspokojoną być była powinna.

WYSZCZEGÓLNIENIE TYTUŁU PRETENSII.	Pretensia wynosiła.		Zaspokojono, odrzucono, lub do innej drogi odesłano.		Pozostaje w likwidacii.	
	Złote.	gr.	Złote.	gr.	Złote.	gr.
1° Ogul pretensij Wolnego Miasta Krakowa, których zaspokojenie Rząd Rossyjski wziął na siebie	5,214,822	12	1,214,725	27 1/2	4,000,096	14 1/2
2° Ogul pretensij W. M. K., do dawnego Xięstwa Warszawskiego, w który wchodzą i Pruskie	6,411,296	13	557,989	4	5,853,307	9
3° Ogul pretenssij W. M. K. do samej Rossii	1,344,109	22	18,287	18	1,325,822	4
Ogulna przeto summa pretensij do Rządu Rossyjskiego wynosi.	12,970,228	17	1,791,002	19 1/2	11,179,225	27 1/2

Wykaz powyższy przekonywa, że we 25 lat po zawarciu Traktatu Wiedeńskiego, z 13tu milionów, pretensii Rzeczypospolitej do Rządu Rossyjskiego, zaledwie 1/6 część, załatwioną jest w sposób, że ją lub odrzucono, lub odesłano do innej drogi, lub też przyznano i zapłacono w dowodach Komissii Centralnej Likwidacyjnej! — Na tę więc podzialkę mierząc postęp rzeczy, — całość, ledwie za 125 lat rozpoznaną będzie, — a kiedy zapłaconą będzie? na to odpowiedzieć nie umiemy.

nad 25 za 100. W takiem więc położeniu rzeczy, własność Rządu, Instytutów i prywatnych mieszkańców Rzeczypospolitej narażone były na zupełną prawie utratę, bo jasną było rzeczą, że Rząd Królestwa Polskiego redukując 500 na 100, a za te 100 płacąc tylko 25, — 13,000,000 pretensij udowodnionych, zaspokoi mizerną summą 650,000 Zł., pomimo, że na zaspokojenie *większej połowy* summy pierwszej, odebrał od Austrii i Pruss, rzeczywistych dłużników, 100 za 100 w monecie brzęczącej. W celu więc zapobieżenia temu, *ile można*, Senat Krakowski, po reorganizacii kraju i odnowieniu składu swego, wysłał Delegacią do Warszawy w roku 1834. Delegacia wspomniona miała polecenie, ażeby u władz Królestwa Polskiego wyrozumiała, na jakiej drodze znajduje się całe dzieło oblikwidacii pretensij, przez Rzeczpospolitą Krakowską formowanych? — żeby zasięgnęła wiadomości kiedy i w jaki sposób uczynionem będzie zadość Konwencii Wiedeńskiej, z roku 1828, przyznającej Uniwersytetowi część jego majątku, ze strony Austrii? żeby nareszcie, w wielu przedmiotach postępowania byłej Komissii Centralnej Likwidacyjnej, starała się powziąść urzędowe objaśnienia. — Lecz Delegacia ta, jak i wszystkie inne kroki Rządu Krakowskiego, żadnego nieotrzymała skutku. Senator delegowany przypusczonym był zaledwie do konfidencionalnego zniesienia się z Referendarzem Stanu Siennickim, dyrygującym Wydziałem Likwidacyjnym w Komissii Rządowej Przychodów i Skarbu, i na takiej drodze uzyskał niektóre objaśnienia, ale nie bardzo pocieszające. Objaśnienia te, o ile dotyczą kwestii majątku Uniwersyteckiego, były następujące: 1° na zapytanie, — dla czego Komissia Centralna Likwidacyjna, mimo przyznanych przez Austrią Uniwersytetowi summ, w srebrze, takowe na bankocetle redukuje, gdy te, jako przez Rossią w srebrze odebrane, żadnej więcej ewaluacii ulegać nie mogą? — odpowiedział Referendarz Siennicki: że Rząd Austriacki, patentem z dnia 20 Lutego 1811 roku, zmienił wartość banko-

cetli na 1/5, a zatem, « z tej wychodząc zasady, (słowa są od-
« powiedzi jego) Rząd Polski nie ma obowiązku przyjmo-
« wać innego systematu, względem zaspokojenia w mowie bę-
« dących długów, nad ten, jakiego się trzymał Rząd Austriacki
« przed Konwencią roku 1821; » 2° na zapytanie, — na jakiej zasadzie Komissia Likwidacyjna odrzuca znaczną część likwidowanych pretensij, gdy decyzij swoich w tej mierze nie opiera na żadnych motiwach?[1] — odpowiedział Referendarz Siennicki: « że odpowiedź na tę kwestią znajdzie się wtenczas, gdy Ko-
« missia Centralna Likwidacyjna, wszystkim pretensorom ob-
« jawi powody, dla których likwidowane przez nich pretensie « zmniejszone lub uchylone zostały ; » 3[2] nareszcie, na zapytanie: — czyli szczegółowe wykazy summ, funduszu sztyftowego, o ile zwrot takowych przyznanym został przez Austrią, na rzecz Uniwersytetu Krakowskiego, są już Rządowi Królestwa Polskiego kommunikowane?[1] — odpowiedział Referendarz Siennicki : « Między Aktami, przez Władze Galicyjskie Rządowi tutej-
« szemu dotąd extradowanemi, nie znajdują się Akta, któreby
« obejmowały przedmioty wyżej wyrażone, wszakże nadmie-
« nić należy, że rozpoczęta czynność extradycyjna, na sku-
« tek Konwencii Wiedeńskiej, z roku 1828, w roku 1830 prze-
« rwana, jescze nie jest przywróconą. » [2] Tak mało zaspokajającym był rezultat missii Senatu w roku 1834, i dla tego Senator delegowany konkludował w swym rapporcie do Senatu: « Z tych wszystkich konfidencionalnych objaśnień przekonał się
« podpisany, iż podanie jakiegobądź pisma, w tej mierze, do

[1] Pomiędzy tak, bez motywów, odrzuconemi summami, znajdowała się summa, Złp. 263,268 gro. 22 Akademii własna, i na Kahałach zahypotekowana.

[2] Ustępy cudzosłowem oznaczone, wyjęte są dosłownie, z odpowiedzi Referendarza Siennickiego, które, na zapytanie Senatora Mieroszewskiego, na piśmie udzielił.

« Rady Administracyjnej, byłoby nadaremnem onej, a żadnego skutku nie obiecującem zatrudnieniem; i że, jeżeliby « jaki krok mógł posłużyć do zasłonienia pretensorów krajowych od strat przewidywanych, to nic inny, jak tylko « w szukaniu posrzednictwa Rządu Cesarsko-Austriackiego, « który, w osnowie Konwencii, zastrzegł sobie udzielenie mu « wiadomości, w jaki sposób pretensorowie ci zaspokojeni « będą. » [1]

Nie zaraz jednakże Senat Krakowski udał się drogą przez delegowanego proponowaną, i dopiero, gdy, na ponowione żądania z swej strony, odebrał, za pośrednictwem Konsula Rossyjskiego w Krakowie, odpowiedź od Kommissii Rządowej przychodów i skarbu, równie niepewną i pełną czczych obietnic jak wszystkie poprzednie; gdy z odpowiedzi tej wyczytał, że wykazy szczegółowe summ fundusz sztyftowy składających,—na których braku opierano ze strony Rossii niepodobieństwo zwrotu Uniwersytetowi summ przez Austrią na rzecz jego przyznanych mimo starań przez lat 8,—wynalezione być nie mogły, i wydobycie ich od Austrii, poleconem zostało Ambasadorowi Rossyjskiemu w Wiedniu P. Tatisczeff, Senat w roku 1837 odezwą swą z dnia 5 Maja t. r. zawiadomił Rząd Austriacki o wszystkich okolicznościach, wstrzymujących pomimo upływu lat 10, wykonanie, ze strony Rossii, Konwencii Wiedeńskiej z roku 1828, upraszając go, o nakaz przyśpieszenia extradycii wykazów, tudzież, o objaśnienia dotyczące ewaluacii summ Akademickich i innych, przez Rząd Królestwa Polskiego na bankocetle redukowanych. — O skutku żądania Senatu zawiadomionym został Rząd przez Rezydenta Austriackiego, notą jego z dnia 2 Listopada 1838 roku. — Czyli ewaluacia summ na bankocetle odpowiada duchowi Konwencii z roku 1828, o tem milczała zupeł-

[1] Dosłowny odpis konkluzii rapportu Senatora Mieroszewskiego, złożonego Senatowi, dnia 23 Sierpnia 1834 roku.

nie nota Rezydenta Austriackiego; co do rozszczególnienia jednak, ile z summ ogólnych w Artykule 5, Konwencią z roku 1828 Rossii przyznanych i wypłaconych, przypada na rzecz Uniwersytetu Krakowskiego, Rezydent Austriacki, wyznając, że operacia ta, bardzo mozolnej i zawiłej ulega kwerendzie, udzielił jednak dla wiadomości Senatu, dotychczasowy jej rezultat, i kommunikował mu wykaz sporządzony przez sztyftową nadworną Buchhalterią, którego odpis wierzytelny przy niniejszym załączamy [1]. Z wykazu tego pokazało się, że z summy 3,104,848 reńskich 43 3/4 x. s. kapitału w Walucie Wiedeńskiej, przyznanego Rossii Artykułem 5 Konwencii Wiedeńskiej, kwota 307,988 zł. reńskich 26 x. s. wykazaną została, stanowczo jako przypadająca na rzecz Uniwersytetu Krakowskiego. — Summa zaś 2,321,144 zł. reńskich 17 3/4 x. s. pozostaje do stosunkowego podziału, między Królestwo Polskie a Rzeczpospolitą Krakowską; z summy zaś 742,002 zł. reńskich 11 3/4 x. s. procentu w monecie konwencyjnej, wypłaconego Rossii w moc tegoż samego Artykułu Konwencii, kwota 121,223 zł. reńskich 56 x. s. wykazaną została, stanowczo jako przypadająca na rzecz Uniwersytetu Krakowskiego; summa zaś 495,294 zł. reńskich 22 1/4 x. s. pozostaje do stosunkowego podziału między dwa kraje. — Wedle więc noty Rezydenta Austriackiego powyżej wspomnionej, Rząd Krakowski miał prawo żądać bezwłocznej wypłaty, tego co już bez żadnej wątpliwości za własność Skarbu Rzeczypospolitej uznanem być musi, miał zatem prawo żądać wypłaty summ: 307,988 zł. reńskich 26 x. s. w walucie Wiedeńskiej, i 121,223 zł. reńskich 56 x. s.

[1] Wykaz summ Instytutowych Galicii Zachodniej, wedle Konwencii, z roku 1828, przez Dwór Wiedeński Królestwu Polskiemu opłaconych, z których Rząd Królestwa Polskiego, przypadającą część krajowi Wolnego Miasta Krakowa spłacić zobowiązał się. — Patrz Zbiór Dokumentów. N° LVIII.

w monecie Konwencyjnej; co zaś do pozostających Summ 2,321,144 zł. reńskich 17 x.s. w walucie Wiedeńskiej kapitału, i 495,294 zł. reńskich 22 x. s. w monecie Konwencyjnej procentu, o stosunkowy ich podział winien był zawrzeć z Rządem Królestwa Polskiego dobrowolny układ; rozszczególnienie ich albowiem, oprócz znacznej zwłoki, było jeszcze zdaniem Rządu Austriackiego, *prawie niepodobnem*. — Radził więc Rząd Austriacki Senatowi, zawarcie jak najrychlej z Rządem Królestwa Polskiego układu przyjacielskiego co do podziału summ *niemogących być rozszczególnionemi*, i oświadczał, że z swej strony rekomendował Rządowi Rossyjskiemu zawarcie układu o którym mowa, zastrzegając sobie wyraźnie, aby o jego treści i osnowie był w swoim czasie zawiadomionym. [1]

Senat Krakowski odebrawszy ten wykaz i radę pośpieszył zrobić użytek z *pierwszego*, zastosować się zaś *do drugiej*. — Odezwą swą z dnia 25 Stycznia 1839 roku kommunikował Rezydentowi Rossyjskiemu odebrany ze strony Austrii wykaz, i upraszał go, aby w Komissii przychodów i Skarbu wyjednał *wypłatę summ*, które stosownie do niego, uważane być muszą jako stanowczo na rzecz Uniwersytetu Krakowskiego przyznane, i żadnej wątpliwości nieulegające. — Oświadczył zarazem gotowość do zawarcia układu o rozdział summ pozostałych, prosząc, aby Rząd Królestwa Polskiego oznaczył czas i miejsce wzajemnego porozumienia się, celem mianowania ze strony Rzeczypospolitej właściwego pełnomocnika.

Jaki to słuszne żądanie wzięło skutek, przekona się czytelnik z załączającej się przy niniejszym noty Rezydenta Rossyjskiego, wraz z odpisem dotyczącej odpowiedzi Ministerium Skarbu Kró-

[1] Brzmienie noty Rezydenta Austriackiego do Senatu, z dnia 2 Listopada 1838 roku.

lestwa Polskiego. [1] Rząd Królestwa Polskiego odmówił i wypłaty i układu: pierwszej na zasadzie jakoby Artykuł VII Konwencii, z roku 1828, nie dopuszczał cząstkowego działania w tej mierze, chociaż, jak się o tem z doknmentów N. XVII łatwo przekonać można, artykuł cytowany wcale niezabrania cząstkowej wypłaty i o niej zupełnie milczy; drugiego na zasadzie, iż bez wiadomości o szczegółowych źrzódłach, z których się składa cały kapitał przez Austrią wypłacony, działałby w tej mierze bez podstawy i mógłby uczynić mimowolną krzywdę własności Instytutowej.

Tym sposobem Rząd Królestwa Polskiego mniejszą w tem uważa krzywdę Instytutów Krakowskich, *zatrzymując całą ich własność*, a niżeli gdyby im wypłacił tę część która do nich *stanowczo należy*, i podzielił się tą częścią względnie której podziału, żądana przezeń podstawa, to jest szczegółowe wykazy nigdy zapewne nie będą mogły być dostarczonemi.

W tak smutnym więc stanie znajduje się w dniu dzisiejszym kwestia majątku Uniwersytetu Krakowskiego. — Instytut ten mimo *Traktatów, deklaracij Cesarskich, konwencij dyplomatycznych*, własnej wreszcie uległości z jaką się stosuje do wszystkiego, co tylko właśni jego dłużnicy o wypłacie i zaspokojeniu go postanowić mogą i postanawiają, nie może jednak zrealizować, ani najmniejszej frakcii świętej własności swojej, i podobno jej nigdy nie zrealizuje.

Co do wewnętrznego urządzenia Uniwersytetu. — Wyzuwszy Instytut ten z własności, niepozostawało jak tylko ogołocić go jescze z tego wszystkiego, co stanowi i jest podstawą naukowej i moralnej wartości podobnych zakładów, i tego też właśnie do-

[2] Nota Rezydenta Rossyjskiego do Senatu, z d. 12 Kwietnia 1839 r. — Patrz Zbiór Dokumentów. N° LIX., tudzież, Odezwa Ministerium Skarbu Królestwa Polskiego, do Rezydenta Rossyjskiego, z d. 15 (27) Marca 1839 roku. — Zbiór Dokumentów, N° LX.

pełniła Konferencia, pod zasłoną wojennej okupacii kraju. — Gdy materiały do improwizowanych przez policią spisków, wynajdywał jej Dyrektor głównie pomiędzy młodzieżą Uniwersytecką, i gdy ich w przyszłości nigdzieindziej tak łatwo i w sposób tak na wiarę zasługujący wynajdywać nie miał nadziei, wypadało zapobiedz wcześnie, aby w gronie samych Professorów, nie odezwało się kiedy przypadkiem, jakieś lepsze uczucie godności ich powołania, któreby ich mogło zachęcić lub posunąć do ujęcia się, za krzywdę młodzieży i Uniwersytetu, do zaskarżenia wreszcie postępowania policii, a tem samem do nabawienia Konferencii niemałego kłopotu. Obok tego wypadało Konferencii starać się ile możności, aby pomiędzy samą młodzieżą stłumić wszelkie zarody młodzieńczego zapału i szlachetnej ambicii, które jak jej dobrze wiadomem było, jeżeli są silniejszym od przymusu bodźcem dla młodzieńca, aby smakował w naucc, i cnotliwem prowadzeniu się, tak też za nadto kształcą jego umysł, za nadto go uczą pojmować własną wartość, i hartują jego duszę w potrzebną wytrwałość do bronienia i obstawania przy tej wartości, by taki kierunek wychowania młodzieży, mógł się podobać Propagatorom systematu opartego na *serwilizmie;* potrzeba więc było poniżyć młodzież Uniwersytecką w jej własnych oczach, złamać jej młodzieńczą dumę swobody, i uczynić ją nieczułą na los jaki jej gotowano; potrzeba nadto było nakazać milczenie sumieniu Professorów, na przypadek gdyby się pokusiło odezwać, trzeba go było skrępować postrachem strat osobistych i zagrożeniem destytucii, owładnąć ich prowadzenie się. — Obydwa cele osiągnionemi zostały przez zaprowadzenie w Statucie Uniwersyteckim, nadanym dopiero w roku 1833, *nowych znowu modyfikacij.* — Na przedstawienie tak zwanego Komissarza Rządowego przy Instytutach naukowych, nominowanego przez Konferencią, a zatem działającego *wedle jej woli i insynuacii;* Konferencia postanowiła pod dniem 20 Czerwca 1838 niektóre dodatki do Statutu Uni-

wersyteckiego. — Nie będziemy tutaj zatrudniać czytelnika szczegółowym tych dodatków rozbiorem, bo dążność ich oceni dostatecznie, gdy się dowie o główniejszych przepisach, tych nowych modyfikacij; i tak co do młodzieży: dodatek do § 68 Statutu, zaprowadza karność Licealną na kursach wydziału filozoficznego, poddaje więc *Uczniów Uniwersytetu karze cielesnej*; wedle zmiany § 18 *zabronionem jest najwyraźniej* przyjmować do Album Uniwersytetu młodzieży z prowincij poddanych berłu Mocarstw protegujących; Artykuł więc XV Traktatu Wiedeńskiego, gwałcony dotąd w praktyce tylko, znajduje się być na drodze przepisu tego *de jure* zniesionym; co do Professorów: ich los, pewność posady, a nawet prawo do emerytury, zależą teraz zupełnie od woli Komissarza Rządowego. — Wedle § 13, Professor niemoże otrzymać pensii emerytalnej nie złożywszy świadectwa od Komissarza, *że postępowanie jego było nienagannem* przez cały ciąg służby. — Kto świadectwa takiego nie złoży, temu pensia wysłużona może być o 1/4 zmniejszoną. Oddaleni z posad Professorowie utracają pensią emerytalną i prawo do jej żądania; wedle § 36, Komissarz Rządowy ma prawo napominania Professorów, karania ich pieniężnie, i zawieszania w urzędowaniu. — Appelacia od jego decyzii jest wolną do Prezesa Senatu[1], a gdyby ten nie zgadzał się z sposobem widzenia Komissarza, Rezydenci trzech Dworów rozstrzygają spór w ostatniej Instancii. Ten sam paragraf zapowiada dobrze sprawującym się Professorom pieniężne wynagrodzenia, posuwanie na wyższe stopnie, etc. etc. Co do Komissarza Rządowego § 1 przepisuje wyraźnie: iż w razie gdyby Komissarzowi Rządowemu danem było polecenie od wyższej Władzy przeciw-

[1] Przepis ten, w obecnej przynajmniej chwili, w Lipcu 1839, jest nawet bezwładny, gdyż Komissarz Rządowy jest zarazem Senatorem, przez Konferencią mianowanym, i jako taki, zastępuje Prezesa Senatu, którego w Maju skasowano.

ne przepisom obowiązującym, albo mogące wywierać wpływ szkodliwy na bieg służby której kierunek jest mu poleconym, Komissarz Rządowy ma prawo niewykonania go, powinien zrobić przedstawienie do tejże Władzy, a w razie gdyby nie skutkowało, poddać kwestią pod rozstrzygnienie Rezydentów trzech Dworów. — Nakoniec co do Rezydentów trzech Dworów: tych interwencią w sprawy Uniwersyteckie legalizuje każdy niemal paragraf nowych modyfikacij. — Oni mają prawo przeglądania list uczniów, decydowania o ich przyjęciu, żądania odpisów akt, przezierania listy konduity Professorów, etc. a nareszcie aby organizacia Uniwersytetu przykróconą była zupełnie wedle formy, podług której urządzono wszystkie władze i Instytucie w kraju, § 100, nowych modyfikacij, przyznaje Rezydentom wyłączną władzę, tłómaczenia i objaśniania wszelkich wątpliwości, mogących się objawić w zastosowaniu tak jasnych przepisów [1].

Powyższy szczegółowy przegląd pojedyńczych kategorij obecnego stanu Rzeczypospolitej Krakowskiej, niebyłby jednakże ani dokładnym, ani zupełnym, gdybyśmy nim nie objęli i kategorii okupacii wojennej miasta przez garnizon Cesarsko-Austriacki, okupacii będącej *razem i władzą i ciężarem naszego kraju*. Uważana pod względem pierwszym okupacia, nie zależy od żadnej innej władzy krajowej, jest zupełnie niepodległą, niewiadome są granice jej attrybucii, niema appelacii od jej decyzii, ani Instancii przed którą by ją zaskarżyć można. — Rozporządzenia *miejscowego Rządu nieobchodzą jej wcale*, ani ich też nigdy nie szanuje. Rozkazy swoje exekwuje sama, a dbała przedewszystkiem o wygodne siebie samej pomieszczenie, zajmuje *celne domy* i celne w nich mieszkania, bez względu na

[1] Modyfikacie Statutu Uniwersytetu Krakowskiego, zamieszczone w Dzienniku Praw, ogłoszone przy Reskrypcie Senatu, z dnia 19 Lipca 1839 r., do Liczby 25. Dziennika Konferencii.

umowy, na prawa lokatorów, bez względu na ich potrzeby, wiek, choroby, i porę roku w której ich *na ulicę wyrzuca*. — Jak dalece Władze miejscowe, których powagi strzedz jest niby zesłaną, są przez nią szanowane, osądzić można z dwóch wypadków odznaczających się między wieloma innemi tego rodzaju. — W roku 1836, policia schwytała człowieka, który upiwszy się napastował i zelżył wartę stojącą przed mieszkaniem komenderującego Jenerała. Przewinienie to, przewidziane Kodexem kryminalnym, należało do wydziału policii sądowej. Wszakże Jenerał postanowił wymierzyć sobie samemu satysfakcią i winnego po wojskowemu ukarać. Dowiedziawszy się więc że się znajduje w aresztach policyjnych, posłał Adjutanta swego do Dyrektora policii z żądaniem, aby uwięziony wydanym mu był natychmiast. Dyrektor policii (był nim jescze P. Sobolewski) tłómaczył się że bez rozkazu Senatu, nikomu żadnego więźnia wydać nie może. Otrzymawszy podobną odpowiedź Jenerał, komenderował kompanią żołnierzy pod dowództwem officera z poleceniem, aby się udali do gmachu więzień policyjnych, i dostawili mu żądanego więźnia gwałtem lub po dobremu. — Oddział więc wykomenderowany ruszył przeciwko policii, a gdy pomimo tej demonstracii, Dyrektor policii więźnia wydać niechciał, *odbito drzwi więzienia*, i aresztowanego na odwach uprowadzono, przy niesłychanem zbiegowisku ludu przypatrującego się w milczeniu temu dowodowi uszanowania praw i władz publicznych, jaki dawało wojsko zesłane w celu przestrzegania całości obojga. — W końcu roku 1838, Huzary, nie po pijanu, bez żadnej prowokacii, i z rozmysłem, chcąc się zemścić na włościaninie wsi Kościelniki Hr. Wodzickiego własnej, za oskarżenie ich o kradzież prosięcia, zamordowali przez pomyłkę innego, który idąc przypadkiem drogą dostał się w ich ręce. Na zaskarżenie morderstwa, poparte zeznaniem umierającej ofiary, władze miejscowe niemiały nawet odwagi uwięzić winowajców; zamiast ukarania, Władza wojskowa

poprzestała tylko na ich tranzlokacii i odesłała ich do Tarnowa, gdzie, co się z niemi stało, nikomu nie jest wiadomo.

Uważana pod względem drugim okupacia jest ciężarem kraju, tak nadzwyczajnym, iż niewiadomo czyli go długo jeszcze znosić będzie w stanie. — Przy zajęciu Wolnego Miasta Krakowa, oświadczył Jenerał komenderujący, iż Armia okupacyjna utrzymywaną będzie kosztem trzech dworów protegujących; przez to rozumiał zapewne Jenerał żołd dzienny, gdyż oprócz żołdu, Garnizon utrzymywany jest kosztem skarbú Rzeczypospolitej. Nałożono na obywateli podatek kwaterunkowy, pomimo, że Sejm ostatni odmówił projektowi swej sankcii. — Zamek dawny Królów Polskich zajęto na koszary, i officerom równie jak żołnierzom dostarcza Skarb, światła, opału, pościeli, wszelkich ustensyliów, a nawet i meblów. — Rząd Cesarsko-Austriacki, znany z gospodarności swojej, zdziwiłby się zapewne, gdyby wiedział o wymaganiach jego officerów w Krakowie. Umeblowanie kwatery Pułkownika kosztowało przeszło 400 dukatów, innych zaś stosunkowo. — PP. Officerowie nie poprzestają na sprzętach tylko koniecznie potrzebnych, żądają rzeczy zbytkowych, jako to: firanek, żwierciadeł, żirandolów, a nawet byli tacy co się niemogli obejść bez obrazów. Byłoby ze strony naszej prawdziwą niedorzecznością chcieć tutaj wyliczać wszystkie nadużycia tego rodzaju, dosyć więc będzie powiedzieć, że utrzymanie garnizonu złożonego z 1,200 ludzi, kosztuje Skarb publiczny Miasta Krakowa (oprócz kwaterunków), przeszło 200,000 zł. polskich rocznie, summę więc ogromną, jeżeli zważymy, że ją wydaje nadaremnie kraj, którego roczne dochody zaledwie 1,800,000 zł. pol. wynoszą.

Takim jest dzisiaj w ogóle stan kraju Wolnego Miasta Krakowa. — Obraz jego w głównych przynajmniej zarysach staraliśmy się oddać z wiernością historyczną, i oparty na dowodach autentycznych, składamy pod sąd opinii publicznej, bez obawy by mu ktośkolwiek zaprzeczyć się odważył. — Sąd ten

jest jeszcze dzisiaj ostatnim Trybunałem, do którego się na tej ziemi odwołać uciśnionemu jest wolno. Niechaj więc wyda o nim swój wyrok, poddajemy mu się zawczasu z uległością, bo wiemy że będzie bezstronny, a zatem sprawiedliwy!

Niechaj go równie rozważą i światłe Rządy do których interwencii odwołujemy się w tej chwili.... Wszakże jest głównie przeznaczony do poparcia próżb naszych przed niemi.... Niech go więc przemierzą temi zasadami, szlachetnej polityki, sprawiedliwości i ludzkości jakie są podstawą ich bytu, i jakie im przewodniczą w sprawowaniu ich Władzy, i niech orzekną, czyli nam daje tytuł do zawezwania ich pomocy? czyli nas nie przymusza do tej ostateczności?...

Kiedy w roku 1815, darzyła świat pokojem obradująca Europa, kiedy stanowiła o losie tego małego kawałka ziemi, nieprzewidywaliśmy zapewne, że w obec niezmienionych warunków naszego bytu, ucisk nasz dójdzie do stopnia, że musi na podobnej drodze ulgi szukać wypadnie!... Spokojni i mało wymagający, nie pragnący nigdy odgrywać głośnej roli na scenie świata, marzyliśmy wtedy o używaniu cichego szczęścia, i wszystko nas upoważniało do takiego marzenia! Gwarancia całej Europy, protekcia trzech najpotężniejszych Mocarstw, Instytucie liberalne okupywane gdzieindziej krwi potokami, zapewniony każdemu ścisły i niepodległy wymiar sprawiedliwości, wskazane nareszcie i ze wszystkich stron otwarte, liczne drogi i obfite źrzódła zarobkowania; 25 lat zaledwie ubiegło, a znikła pomiędzy nami, nawet pamięć snu tego. — Zajęła miejsce jego okropna smutna rzeczywistość, i przyszliśmy dziś już do tego stopnia nędzy, że zazdrościmy losu nie jednym, nad któremi był czas żeśmy ubolewali! — Wszystko co człowieka podnosi do godności rozumnej istoty, co go utrzymuje na tej wysokości, co stanowi powab i cel jego życia, porządek towarzyski, rękojmie publiczne, pewność opieki prawa, i wolność wyścigania się w położeniu zasług towarzystwu lub krajowi, wszystko to jest

nam dzisiaj odjętem lub wzbronionem. — Zniweczonemi zostały wszystkie warunki pomyślności publicznej i prywatnego powodzenia! — Przestało obowiązywać i jest dziś bezwładnem wszystko co tylko mogło być zakładem pojedyńczej nawet każdego z nas exystencii, wyzuto nas z praw wszelkich, stawiono wszystko w kwestii, by wszystko co nam się z prawa naturalnego nawet należy, uczynić zawisłem od względów osobistych i łaski, niebędących udziałem nikogo, kto w zamian za nie, niezrobi ofiary z własnego przekonania, kto ich nieopłaci datkiem sumienia, i za szacunek współobywateli niewymieni! Niema pomiędzy nami Rządu ani zwierzchności, ani żadnych ustaw. — Nasza osobista wolność, nasza sława, nasz majątek, a nawet i życie, zależą dziś od kaprysu woli, nikomu za nadużycia nieodpowiedzialnej; wzbroniono nam przemysłu, zamknięto w sczupłych granicach i odepchnięto od mety, do której dąży świat cały! — I zrobiono to wszystko nie dla tego, żebyśmy na coś podobnego zasłużyć sobie mieli, lub żebyśmy do tego wszystkiego mieli dać jakowy powód, nie dla tego, by stanu takiego wymagał interes równowagi świata, lub jego polityki, lub też spokojności, — ale najpodobniej dla tego, że niesłychany ten stan rzeczy, odpowiada widokom kilku ludzi, którzy, dla położenia posad własnej karierze i wielkości, starają się o utrzymanie ciągłej anarchii w tym kraju, bo ona tylko nastręcza im obszerne pole, odznaczenia się i położenia zasługi!...

Jestże w tym stanie rzeczy usprawiedliwionem żądanie nasze? Rządy Fruncuzki i Angielski mają prawo i obowiązek uczynienia mu zadość?... Zechcą w naszym interesie użyć prawa i dopełnić obowiązku tego? — Są to pytania z których dwa pierwsze rozstrzyga Traktat Wiedeński i deklaracia w Chaumont, — Trzecie zaś rozwiąże przyszłość niedaleka, którą znów kiedyś potomność osądzi!...

ZBIOR
DOKUMENTOW.

DOKUMENTA.

N° I.

A l'illustre Sénat gouvernant. D'après une communication du gouvernement du cercle de Myslenice, il paraîtrait que les fils de quelques bourgeois de Skawina, et nommément Nicolas Kotalski ou Molkow, Paul Zylinski, Valentin et Thomas Szklarski, se trouvent à Cracovie, y font leurs études, ou y résident, sans vouloir retourner dans leur pays, malgré qu'on ait déjà condamné leurs parents à *l'amende de* 100 *ducats prescrite par les règlements*. Avant toutefois que cette amende ne soit appliquée, le gouvernement du cercle de Myslenice désirerait être informé si tous ces individus ou quelques-uns d'entre eux se trouvent réellement à Cracovie, leurs parents eux-mêmes ne pouvant suffisamment répondre de ce point. J'ai donc l'honneur d'inviter l'illustre Sénat à vouloir bien me donner connaissance si les individus en question se trouvent en effet à Cracovie, et, dans ce dernier cas, à leur faire intimer que, faute à eux de retourner dans leur pays, ils auront à encourir l'application *des peines prescrites contre l'émigration*.

Signé Joseph comte de SWEERTS-SPORK.

Cracovie, le 25 juin 1818.

N° II.

La Commission organisatrice instituée par les trois hautes Cours, — En réponse à la Note de l'illustre Sénat du 1er du mois et de l'année courante, sur la question soulevée par plusieurs membres de la Chambre des représentants, à l'occasion

du serment à prêter par leur président, déclare que la Chambre des représentants *n'a pas à discuter son statut, mais à s'y conformer;* et que si, plus tard, les circonstances exigeaient qu'il fût *modifié*, ces modifications ne seraient faites que *par la Commission organisatrice*, ou *par ceux* qui tiendraient sa place comme *gardiens de la constitution.*

Signé SWEERTS-SPORK.

Fait à la séance du 2 décembre 1817.

N° III.

Présents. De la part des commissaires plénipotentiaires des trois hautes Cours :

S. E. M. le comte de Sweerts-Spork, président de la séance ;
S. E. M. le baron de Reibnitz ;
S. E. M. de Mionczynski ;

De la part des adjoints :

M. le prélat Lancucki,
M. Bartsch.

S. E. M. le commissaire plénipotentiaire de Mionczynski donna au protocole présent la déclaration suivante : Le soussigné commissaire plénipotentiaire de S. M. l'empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, a l'honneur de porter à la connaissance de la Commission d'organisation, pour être insérée dans son protocole, la décision qu'il vient d'obtenir de son auguste souverain concernant les questions qui ont été débattues dans la séance de la Commission du 7 mars a. c. sur la validité des arrêtés des représentants nationaux dans leur dernière Assemblée. — « S. M. l'Empereur et Roi a pris en même considération les questions que son Lieutenant

lui a soumises par son rapport du 5 avril dernier, et dont la teneur suit : 1°. L'Assemblée des représentants de la ville libre de Cracovie peut-elle diminuer la masse des revenus du pays, telle qu'elle existait au moment où l'existence politique de la ville libre a été reconnue, et telle qu'elle a été portée, dans la suite, par la Commission d'organisation au premier budget que ladite Commission a réglé? — 2°. Les opérations et les arrêtés de la dernière Assemblée des représentants postérieurs en date au terme de la durée des sessions de l'Assemblée des représentants, doivent-ils être déclarés nuls et non avenus? Après un examen approfondi, Sa Majesté a daigné déclarer, à l'égard de la première question, que si l'article XIV du traité additionnel affectait à l'instruction publique tout l'excédant des frais de l'administration, si l'article XII des instructions données en commun aux commissaires des hautes parties contractantes confirmait cet emploi éminemment utile, et partant, si les traités imposaient aux Puissances protectrices de la République de Cracovie le devoir de veiller à ce que l'excédant de ces revenus ne fût point détourné de sa destination primitive : il n'en était pas moins vrai, d'un autre côté, qu'il n'est dit ni dans le traité additionnel, ni dans la Constitution, qui en fait partie intégrante, ni dans les institutions arrêtées à Vienne d'un commun accord, que cet excédant ne puisse jamais varier en moins, et que les actes qui en précisent l'emploi n'en fixent pas la quantité. L'article X des bases constitutionnelles accorde, au contraire, à l'Assemblée des représentants, toutes les attributions nécessaires de ce pouvoir, par conséquent celle de déterminer la proportion des revenus publics avec les besoins de l'État et les facultés des contribuables. Cette attribution serait évidemment illusoire, si elle se bornait au droit de fixer le montant de recettes possibles, sans examiner celui des dépenses nécessaires, et sans diminuer les premières quand des circonstances heureuses permettraient de diminuer

les secondes. Il est donc clair que l'article x précité en déléguant à l'Assemblée des représentants tous les droits de la puissance législative, et en lui commettant le soin de régler chaque année le budget, lui a attribué le pouvoir d'établir un juste équilibre entre les revenus, les dépenses et les besoins de l'État. La Commission d'organisation semble avoir suffisamment assuré la dotation des établissements d'instruction publique, en statuant que les 327,000 fl. de Pol. qui leur sont alloués par le premier budget, resteront toujours affectés à cette branche importante. Il est heureux qu'on ait pu y ajouter un excédant de 37,000 fl. de Pol.; mais des malheurs imprévus ne peuvent-ils pas forcer à le réduire une autre année? L'objection de M. le commissaire prussien que, si l'excédant actuel des frais d'administration n'est pas alloué une fois pour toutes à l'instruction publique, cet excédant, loin d'augmenter, diminuera toujours, est plus spécieuse que fondée. L'amélioration de la régie des domaines nationaux spécialement affectés aux instituts scientifiques et littéraires, semble garantir l'accroissement progressif de leurs revenus; d'ailleurs, par une heureuse combinaison, l'emploi le plus libéral qu'on pût imaginer de l'excédant des revenus de la République de Cracovie, est aussi l'emploi que lui commandent ses plus chers intérêts. N'est-elle pas, en effet, trop intéressée à l'éducation de ses propres citoyens pour ne pas encourager de tout son pouvoir la culture des sciences et des lettres, elle qu'on peut appeler à bon droit la première patrie, la terre classique des Muses polonaises? Une Académie florissante attirera dans son sein la foule des étudiants étrangers, tribut de ses lumières, de son commerce, et par conséquent de sa prospérité; leur affluence la dédommagera avec usure de ses premiers sacrifices. Il est impossible qu'une considération aussi importante échappe à la prévoyance d'une administration sage. Au reste, le premier budget a été calculé

à la naissance de ce nouvel État : la Commission d'organisation n'a donc pu travailler que sur des calculs approximatifs ; peut-on être certain qu'il n'y aura aucune différence entre les recettes présumées et les rentrées effectives ? Et serait-il juste que les contribuables payassent, par une augmentation de charges, une erreur souvent inévitable dans ces sortes d'évaluations ? Enfin des vues toutes paternelles ont dicté aux puissances signataires des traités de Vienne celui qui a fixé le sort de la ville libre de Cracovie ; ces mêmes vues doivent présider au développement de sa constitution. Il a été observé plus haut qu'il serait injuste de priver la République d'une des principales attributions du pouvoir législatif ; il ne le serait pas moins d'enlever à ses citoyens tout espoir de soulagement en cas de calamité imprévue. Une année de stérilité, un fléau extraordinaire, peuvent frapper aisément un aussi petit État dans toute son étendue, et ôter à une grande partie de ses habitants les moyens d'acquitter la totalité des impositions ; si cependant par respect pour l'instruction publique il était impossible de diminuer les revenus de l'État, et par là même d'accorder des dégrèvements aux contribuables, l'instruction publique deviendrait pour eux un fardeau au lieu d'être un bienfait, et ce triste résultat répondrait mal aux intentions des hautes parties contractantes, qui n'ont eu pour but que le bonheur de la ville libre de Cracovie. Sa Majesté Impériale et Royale pense donc que l'Assemblée des représentants a le droit de diminuer la masse des revenus publics portée au premier budget réglé par la Commission d'organisation. A l'égard de la seconde question : — Sa Majesté a daigné témoigner qu'aux termes de l'article x des bases constitutionnelles de la ville libre de Cracovie, il était indubitable que les sessions de l'Assemblée des représentants ne peuvent durer que quatre semaines. — On a vainement objecté que la Constitution convoquait les représentants en décembre, et que la dernière session ayant eu lieu en

février, devait être considérée comme extraordinaire : — L'article x paraît être général et fixer à quatre semaines la durée de toutes les sessions quelconques de l'Assemblée des représentants. Il en résulte que, d'après la lettre de la Constitution, toutes les délibérations de ladite Assemblée survenues après le délai expiré de quatre semaines, devraient être regardées comme nulles et non avenues. Deux considérations graves portent néanmoins Sa Majesté à en reconnaître la légalité. C'est, en premier lieu, la nature même de cette Assemblée convoquée sous les yeux, et pour ainsi dire sous les auspices de la Commission d'organisation; c'est encore la décision du 25 février, par laquelle la Commission a permis que la présentation des projets de loi, qui devait cesser à la treizième séance, eût lieu jusqu'à la vingtième. Cette autorisation ne renfermant aucune réserve sur la durée de l'Assemblée, l'autorisait implicitement à prolonger la session; car les projets de loi ne pouvant être proposés, en vertu de l'article xi des bases constitutionnelles, à la délibération de l'Assemblée des représentants, qu'autant qu'ils auraient été communiqués préalablement au Sénat et agréés par lui, il devenait physiquement impossible que des projets de quelque importance, présentés à la vingtième séance, pussent être communiqués et agréés au Sénat, puis encore discutés à l'Assemblée des représentants dans l'espace des quatre jours de fête. En second lieu, Sa Majesté a pris en considération l'importance des projets approuvés par l'Assemblée pendant la cinquième semaine de sa dernière session, et particulièrement celle du projet par lequel l'impôt sur les consommations a été changé, dans la séance du 10 mars, en impôt personnel. Réduire le Sénat de Cracovie à la nécessité de lever une taxe naturellement décréditée, puisque l'opinion publique en a appelé le changement, ce serait exposer le Sénat à perdre la confiance des administrés, ce serait jeter le germe de dissensions si funestes à tous les gouvernements, mais

bien plus encore aux républiques, dont la force est tout entière dans l'union et dans l'harmonie. Ces raisons dont la gravité n'a pas besoin de preuves déterminent Sa Majesté à reconnaître pour valides et légales toutes les délibérations de la dernière session de l'Assemblée des représentants de la ville libre de Cracovie. Comme néanmoins cette déclaration est contraire à la lettre des stipulations de Vienne, Sa Majesté croit devoir ajouter que des circonstances extraordinaires ont seules pu l'engager à permettre qu'on s'éloignât de l'exécution littérale des conventions, pour se rapprocher des vues qui les ont dictées : elle désire donc que des cas semblables ne se renouvellent point, parce que son respect pour les traités l'emporterait nécessairement sur la sollicitude pour le bien-être de la République de Cracovie. Sa Majesté espère que les habitants verront dans ce respect même le gage le plus certain de sa constante bienveillance. Le traité additionnel du $\frac{21 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$ 1815 et la constitution qui en fait partie, renferment tous les éléments de leur bonheur, mais cet heureux avenir s'évanouirait au moment où la République voudrait s'écarter des principes que les puissances contractantes lui ont invariablement tracés. Sa force, le bienfait de son indépendance, ceux que lui préparent une administration éclairée et d'utiles institutions, tout est pour elle dans l'observateur religieux des traités. » — Comme cette décision de Sa Majesté Impériale et Royale, outre les difficultés qu'elle aplanit, renferme dans son contenu des vues paternelles et instructives qui peuvent, dans la suite, jeter une lumière avantageuse sur la conduite des représentants et du Sénat, le soussigné a l'honneur de proposer que le présent protocole soit communiqué au Sénat, vu que l'arrêté des deux autres hautes Cours est conforme à celui de son souverain. La décision des deux questions ci-dessus mentionnées par les deux hautes Cours d'Autriche et de Prusse étant dans sa teneur conforme à celle-ci, on accéda à la motion de S. E. M. de Mionczynski d'en informer le Sénat,

en lui communiquant un extrait du présent protocole quant à cet article.

Signé Sweerts-Spork, Reibnitz, Mionczynski, Lancucki, Bartsch.

Pour copie conforme,

Signé Darowski, *secrét. de la Comm. d'org.*

Fait à la séance de la Commission d'organisation, le 21 mai 1817.

N° IV.

La Commission organisatrice à l'illustre Sénat de la ville libre de Cracovie. — Prenant définitivement en considération le projet du Sénat, sur la manière dont les représentants ont à voter sur le budget, la Commission a décidé à l'unanimité d'ajouter à l'article 130 du statut sur les assemblées politiques le paragraphe additionnel suivant : « L'Assemblée des représentants et son comité de finances ne pourront examiner d'autres articles du budget des dépenses que ceux *présentés* par le Sénat, ni se permettre d'y introduire ou de voter aucun nouveau chapitre. Toute décision contraire sera considérée par le Sénat comme nulle et non avenue. » La Commission, en communiquant sa présente décision au Sénat, l'invite à la publier par la voie de la presse, comme disposition additionnelle au statut.

Signé Sweerts-Spork, Reibnitz, Mionczynski.

Cracovie, le 10 juillet 1818.

N° V.

La Commission organisatrice à l'illustre Sénat de la ville libre de Cracovie. La Commission informe le Sénat, que d'après la décision unanime des trois hautes Cours, le premier budget

institué par la Commission doit être considéré comme *loi fixe*, ne pouvant être modifiée autrement que par la voie constitutionnelle, c'est-à-dire sur l'initiative du Sénat, et par la Chambre des représentants.

Signé Sweerts-Spork, Reibnitz, Mionczynski.

Cracovie, le 31 juillet 1818.

N° VI.

Au louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les soussignés, en se référant à leur Note collective du 3 janvier, par laquelle ils ont déclaré au louable Sénat ne pouvoir reconnaître, comme légal, qu'un ordre de choses conforme à l'article XIX de la Constitution et à la volonté suprême de leurs hautes Cours respectives annoncée à ce sujet, et ne pouvant en aucune manière admettre les justifications qui leur furent présentées à cet égard par le Sénat, en date du 3 janvier, n° 16 : — vu que l'assertion que le Sénat n'avait point connaissance du défaut de qualifications de plusieurs membres de l'Assemblée législative, et qu'il n'avait pas de droit légal de s'en informer, manquait de tout fondement, et est même en contradiction évidente avec la teneur de l'article LXXX du statut organique ; et vu qu'en outre l'argument offert par le Sénat, comme quoi il n'aurait point été informé à temps de la volonté suprême des hautes Cours relativement à l'observation de l'article XIX, ne se trouve être qu'illusoire, en ce que la volonté précitée des trois hautes Cours n'introduisait point une loi nouvelle, mais qu'elle insistait uniquement sur l'observation rigoureuse de la loi fondamentale, de laquelle on n'aurait jamais dû s'écarter ; — reconnaissant enfin que la Constitution de la dernière Diète, ainsi que la marche qu'elle suivit, rendent moins important d'établir, si la faute en était au Sénat ou à la Chambre elle-

même ; — les soussignés au nom et conformément aux ordres suprêmes de leurs hautes Cours respectives s'empressent de déclarer à S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie et de son territoire, que tous les actes de la dernière Diète seront regardés comme illégaux et nuls ; — que l'ancien ordre de choses, tel qu'il avait subsisté avant l'ouverture de ladite Assemblée aurait à être rétabli et serait maintenu, sous la présidence de M. le comte Stanislas Wodzicki, jusqu'à ce que des dispositions plus définitives puissent être prises dans les voies de la Constitution.

Signé Darest, Zarzecki, le baron d'Oechsner.

Cracovie, le 25 février 1828.

N° VII.

Note des résidents des trois hautes Cours à M. le président du Sénat de Cracovie. — Dans les années antérieures, déjà les trois hautes Cours co-protectrices et le Gouvernement même de cette République avaient reconnu la nécessité d'introduire différentes dispositions adaptées aux circonstances et devant assurer l'ordre légal dans cet État. Aujourd'hui, des événements peu satisfaisants survenus depuis, exigent plus impérieusement encore des mesures efficaces et suffisantes pour consolider dans la République l'ordre constitutionnel sur lequel repose toute son existence politique. Les trois augustes Cours co-protectrices ont décidé dans leur haute sagesse et dans le véritable intérêt de ce pays, qu'un comité composé de Votre Excellence, de leurs plénipotentiaires, et de ceux de messieurs les sénateurs qui sont restés fidèles à la Constitution, aurait à délibérer sur les moyens les plus convenables pour replacer le Gouvernement dans la voie légale. C'est conformément à ces ordres suprêmes de leurs hautes Cours respectives, que

les soussignés ont l'honneur d'inviter Votre Excellence à vouloir bien désigner ceux de messieurs les sénateurs qu'elle jugera devoir coopérer avec eux dans ce but, et de leur faire part du temps et lieu où ce comité, dont la composition doit offrir toutes les garanties pour le salut de la République, aurait à ouvrir les travaux qui devront réaliser les vues bienfaisantes des trois hautes Cours protectrices.

Signé Darest, Zarzecki, le baron d'Oechsner.

Cracovie, ce 19 mars 1828.

N° VIII.

Note du résident de S. M. l'empereur de toutes les Russies, roi de Pologne, au Sénat de la ville libre de Cracovie. — Je suis chargé de notifier à S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie et de son territoire, qu'il est de la haute volonté de Sa Majesté Impériale et Royale, mon très-gracieux maître, que les titres d'exemption dont les employés du ci-devant duché de Varsovie pourraient se prévaloir pour occuper des emplois dans la République de Cracovie, ne sauraient être applicables qu'à ceux des sujets du royaume de Pologne qui, postérieurement au régime provisoire de Cracovie, lequel a dû cesser en 1824, ont sollicité et obtenu soit le renouvellement de l'ancienne autorisation en vertu de laquelle ils avaient accepté des fonctions dans la République, soit une autorisation récente. Sa Majesté Impériale et Royale entend que tout sujet du royaume de Pologne qui ne pourra pas justifier devant le Sénat de Cracovie de l'accomplissement de cette formalité, et auquel une autorisation spéciale du gouvernement de Sa Majesté n'aura point été accordée ou aura été refusée, cessera *ipso facto* d'être habile à remplir un emploi dans la République, qu'il en sera considéré comme déchu

s'il en avait la possession, ou qu'il ne pourra l'obtenir s'il venait à le solliciter. En informant S. E. M. le président et le louable Sénat, par ordre de S. A. I. monseigneur le grand duc Cesarewitz, de ces hautes déterminations de S. M. l'Empereur et Roi, je ne saurais qu'être persuadé que le Gouvernement de la République voudra bien se conformer à la haute volonté suprême de mon auguste maître.

Signé ZARZECKI.

Cracovie, le $\frac{31 \text{ octobre}}{12 \text{ novembre}}$ 1828.

N° IX.

A S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Le soussigné, chargé d'affaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, s'est empressé de soumettre à son gouvernement la Note que le louable Sénat de la ville libre de Cracovie lui a fait l'honneur de lui adresser le 3 janvier dernier, et par laquelle il a bien voulu l'informer de sa décision relativement à la demande de la Cour impériale de Russie, que tout employé du Gouvernement de Cracovie qui serait sujet du royaume de Pologne, et ne se justifierait pas par une autorisation spéciale du gouvernement polonais d'occuper un emploi dans l'État de Cracovie, doit être *ipso facto* déclaré déchu de son emploi et reconnu inhabile à en obtenir. Le soussigné vient de recevoir l'ordre de sa Cour de faire connaître au louable Sénat de la ville libre de Cracovie, que S. M. l'Empereur n'a pu se dissimuler l'influence que peut avoir la susdite décision, tant sur les rapports intérieurs du Gouvernement de Cracovie, que sur ceux dans lesquels il se trouve vis-à-vis des trois puissances protectrices, et qu'elle a par conséquent jugé nécessaire de réserver cet objet à une entente ultérieure avec les Cours de Russie et de Prusse.

Par cette raison, le soussigné n'entrera pas ici dans un examen de la question; si la constitution de l'État de Cracovie accorde effectivement au Sénat le droit d'éloigner des fonctionnaires, qui ne dépendent pas de sa nomination, tels que les sénateurs et les juges, et cela pour des motifs dont il n'est pas fait mention dans la constitution; mais il est chargé de témoigner au louable Sénat de la ville libre de Cracovie, que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a vu avec surprise qu'on ait appliqué la décision susdite à des individus, lesquels nés et possessionnés à Cracovie, et y ayant été sans interruption domiciliés avec l'exercice des droits de citoyen, réunissent toutes les qualités pour n'être considérés que comme sujets de l'État de Cracovie. L'Empereur a par conséquent ordonné au soussigné de fixer l'attention du louable Sénat sur les articles x, jusques y compris l'article xiv du Traité du 3 mai 1815, qui sont également en vigueur pour l'État de Cracovie; lesquels articles, tout en maintenant la qualité de *propriétaire mixte* dans les parties de l'ancienne Pologne, abolissent celle de *sujet mixte*, en obligeant tout possesseur mixte de se déclarer sujet de l'un ou de l'autre État, suivant son domicile fixe, et ne permettant point de changer à volonté cette déclaration après un certain terme prononcé par l'article xiv. — Le soussigné se flatte que le Gouvernement de la ville libre de Cracovie soumettra à un mûr examen les cas où il peut avoir été porté atteinte à la disposition de ces articles, et il saisit avec empressement cette occasion pour réitérer à S. E. M. le président et à messieurs les sénateurs l'assurance de sa plus parfaite considération.

Signé Lorenz.

Cracovie, le 4 février 1829.

N° X.

A S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Il a plu à S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie et de son territoire de faire part au soussigné, par l'office qu'il a bien voulu adresser au soussigné en date du 3 janvier de cette année, de la déclaration que la Cour impériale de Russie a faite au Gouvernement cracovien comme quoi tout employé de la République qui serait sujet du royaume de Pologne, et ne se justifierait pas par une autorisation spéciale du gouvernement de Pologne d'occuper un emploi dans l'État de Cracovie, devra être déclaré déchu *ipso facto* de son poste, et reconnu inhabile d'en obtenir; ainsi que la décision que le louable Sénat a prise sur ce sujet. — Aussitôt cet office reçu, le soussigné n'a pas manqué de le porter à la connaissance de sa haute Cour. D'ordre de celle-ci, il a l'honneur de manifester au louable Sénat que si évidemment il s'ensuit de la teneur des articles X, XI, XII, XIII, XIV du traité de Vienne du 3 mai 1815, dont la ville libre de Cracovie participe, et lesquels, en admettant la qualité *de propriétaires mixtes* dans les parties de l'ancienne Pologne, suppriment celle de *sujets mixtes,* quant à la personne; puisqu'ils imposent à tout propriétaire mixte l'obligation de se déclarer, à l'échéance du terme prescrit, sujet de l'un ou de l'autre État, selon son domicile fixe; il en résulte tout aussi distinctement que tel propriétaire mixte ne saurait changer à volonté, après ce terme, sa déclaration une fois faite, soit tacitement par la continuation de son domicile, soit par un énoncé explicite. — En joignant ce sens littéral et irréfragable de l'acte solennel du traité sus-mentionné à la Charte constitutionnelle de la ville libre de Cracovie, on découvrirait difficilement quelque

trace, d'après laquelle le Sénat se trouverait en droit de destituer de leurs fonctions des employés qu'il n'a point nommés, et qui ne pourront être exclus que par la voie constitutionnelle et suivant ce que celle-ci détermine. Une déviation de ces principes sanctionnés par les trois puissances protectrices pourrait-elle être soutenue, et à plus forte raison appliquée en sens rétroactivement? Sa Majesté prussienne a vu avec surprise et n'a pu qu'envisager ainsi la décision du Sénat dont il est question. Considérant l'influence que peut avoir cette décision aussi bien sur les rapports internes du Gouvernement cracovien, que sur ceux dans lesquels il se trouve vis-à-vis des puissances protectrices; elle a jugé nécessaire de s'entendre sur cet objet avec les deux Cours impériales d'Autriche et de Russie, et a chargé en même temps le soussigné d'appeler l'attention sérieuse du louable Sénat sur les articles précités du traité du 3 mai 1815, non moins que sur les considérations que doit présenter à sa mûre réflexion la Constitution de l'État de Cracovie, sur laquelle repose sa propre existence. En s'acquittant de cette déclaration selon l'auguste volonté du Roi, son très-gracieux maître, le soussigné ne pouvait que se flatter que le louable Sénat, après les marques récentes d'intérêt bienveillant, dont Sa Majesté Royale d'accord avec les deux augustes souverains co-protecteurs a gratifié la République de Cracovie par la sollicitude pour le rétablissement d'un ordre des choses légal dans ce pays, le Sénat vouera un examen approfondi à tous les cas où les normes sus-mentionnées auraient été perdues de vue.

Signé Darest, *résident de S. M. le roi de Prusse.*

Fait à Cracovie, le 20 mars 1829.

N° XI.

A l'illustre Sénat gouvernant la ville libre de Cracovie et son territoire. — S. A. le Prince lieutenant du royaume de Pologne, après avoir présenté à S. M. l'Empereur la demande du Sénat en remboursement des frais occasionnés à la République de Cracovie par l'occupation des troupes russes, a daigné m'autoriser, par son rescrit du $\frac{9}{21}$ du courant, n° 279, à déclarer au Sénat, sur l'ordre de Sa Majesté son auguste maître, « que Sa Majesté, ayant examiné les réclamations du Gouvernement de Cracovie, a trouvé que les troubles qui ont eu lieu dans cette République, et la manière patente dont elle a favorisé les révolutionnaires polonais, ayant entraîné l'occupation de son territoire par les troupes russes, il était juste que les frais de cette occupation retombassent à sa charge. »

Signé Zarzecki.

Cracovie, le $\frac{16}{28}$ mai 1832.

N° XII.

La Commission extraordinaire nommée par les hautes Cours protectrices pour la réorganisation de la ville libre de Cracovie. — Au louable Sénat. — Les Cours d'Autriche, de Prusse et de Russie se sont convaincues que le libre passage de la Vistule par le pont de Podgorze compromettait essentiellement la tranquillité et l'ordre public, tant à Cracovie que dans les provinces avoisinantes. En effet, il est constant que des gens sans aveu ou poursuivis pour crime trouvent par cette facilité de communication un refuge et un abri, tantôt de l'un et tantôt de l'autre côté de la Vistule, et se soustraient ainsi à la surveillance et à l'action de la police. Cette facilité de la communication étant une conséquence de la liberté de com-

merce accordée à la ville riveraine de Podgorze et à son rayon, les Cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, subordonnant à l'intérêt de l'ordre public toute autre considération, sont convenues de retirer à la ville libre de Podgorze et à son rayon le privilége de la liberté du commerce. Les soussignés commissaires extraordinaires et plénipotentiaires ont l'honneur d'informer le louable Sénat que cette mesure est seulement suspensive, ne devant rester en vigueur qu'aussi longtemps que les circonstances exigeront une surveillance plus sévère de cette partie des frontières. Les autorités compétentes autrichiennes ont déjà reçu ordre de mettre à exécution la suppression temporaire de la liberté de commerce de la ville et du rayon de Podgorze, en y apportant toutefois les ménagements nécessaires pour les intérêts de commerce de la ville de Cracovie, mais aussi en limitant les rapports trop multipliés qui ont subsisté jusqu'à présent entre cette ville et le rayon de Podgorze. Les soussignés aiment à croire que le louable Sénat ne méconnaîtra pas les avantages que l'État libre de Cracovie retirera de la mesure en question, sous le rapport de l'ordre public, en ce qu'elle facilitera essentiellement aux autorités du pays les moyens d'entretenir une bonne police.

Signé Pflügel, Forckenbeck, Tengoborski.

Cracovie, le 31 septembre 1833.

N° XIII.

Le ministre secrétaire d'État a l'honneur de porter à la connaissance du Lieutenant du royaume de Pologne une décision de Sa Majesté de la teneur suivante : — « Sur le rapport de notre Lieutenant, en date du 29 mai de l'année courante, au sujet de la demande du Sénat de Cracovie et du conseil de l'Université de cette ville, concernant le recouvrement des anciennes propriétés

de cet institut passées sous la domination des puissances étrangères, S. M. l'Empereur et Roi a daigné déclarer que, comme par sa décision du $\frac{9}{21}$ avril 1818, communiquée par le commissaire impérial à la Commission organisatrice à Cracovie, le 6 juin 1818, Sa Majesté ne s'était pas engagée à négocier sur le recouvrement en question avec les Cours de Vienne et de Berlin, mais avait promis seulement de restituer cette partie de la propriété de l'Université de Cracovie, soit en terres, soit en capitaux, qui se trouverait sur le territoire du royaume de Pologne, lorsque les deux autres Cours auraient accordé à cet institut la même restitution, Sa Majesté ne saurait présentement satisfaire aux nouvelles demandes qui lui ont été adressées.

Signé IGNACE SOBOLEWSKI.

Pour copie conforme,

Le conseiller d'État secrétaire, général de brigade,

Signé KOSSECKI.

Tsarskoe-Selo, $\frac{3}{15}$ juin 1819.

N° XIV.

Le Prince Lieutenant du royaume. Sur la représentation de la Commission de l'instruction publique et des cultes, que le soin de veiller à la sûreté des fonds ecclésiastiques et d'éducation de la ville libre de Cracovie, à l'occasion du nouveau règlement des hypothèques dans les palatinats de Cracovie et de Sandomir, se trouve confié aux avocats du fisc, et que cette opération pourra entraîner des dépenses évaluées à 3,000 florins de Pologne, nous invitons M. le résident et consul de Russie à Cracovie à informer de cette circonstance le Sénat de la République, afin que les fonds nécessaires pour couvrir les dépenses en question puissent être versés entre les mains et sur

la quittance de la Commission de l'instruction publique et des cultes du royaume de Pologne.

Signé ZAIONTSCHEK.

Le maître des requêtes,
Signé TYMOWSKI.

Varsovie, 28 mars 1824.

N° XV.

A M. le chargé d'affaires de la ville libre de Cracovie, chevalier de Blumenburg.

M. le chevalier de Blumenburg a bien voulu, par sa Note du 19 juillet de l'année dernière, renouveler les démarches faites, il y a déjà quelque temps, relativement à la restitution des biens appartenant à l'Université de Cracovie, confondus avec l'ancien fonds des établissements religieux et des instituts de la Gallicie occidentale, connu sous la dénomination de *Stiftungsfonds*, et demander à ce sujet une déclaration en rapport avec les conventions conclues entre l'Autriche et le royaume de Pologne, touchant les prétentions mutuelles des corporations et établissements ecclésiastiques et séculiers. A cette demande, le soussigné, conseiller intime actuel, d'État et de conférences de Sa Majesté Impériale et Royale, n'hésite pas de faire la réponse suivante :

Déjà, lors de la première ouverture du gouvernement de la République, touchant la remise des biens dont l'Université de Cracovie s'était vue privée, la chancellerie aulique et d'État a cru devoir soumettre la question à la décision de S. M. l'Empereur, qui a été que les sommes provenant de la vente de biens de l'Université de Cracovie, situés dans l'ancienne Gallicie occidentale, avec leurs usufruits échus, doivent être restituées à ladite Université. Toutefois la ségrégation des capitaux et de leur jouissance, impliqués dans tous les changements qu'avait

subis le *stiftungsfonds* de l'ancienne Gallicie occidentale, exigea quelques dispositions supplémentaires, et des opérations de comptabilité fort compliquées, dont on a cru devoir attendre les résultats, pour être à même de faire au gouvernement de la République une communication positive et détaillée sur cette restitution.

Mais avant d'en arriver à ce point, une transaction fut conclue avec le gouvernement de Pologne, relativement à l'exécution de l'art. 7 de la convention de 1821, que M. le chargé d'affaires invoque dans sa Note du 19 juillet. Il fut stipulé, par cette transaction, que le séquestre qui grevait dans les États autrichiens les fonds des établissements ecclésiastiques et séculiers du royaume de Pologne, et en retour celui qui grevait dans le royaume de Pologne les biens d'établissements semblables autrichiens, seraient réciproquement levés; que ces fonds seraient restitués avec les usufruits perçus depuis 1809, et qu'enfin l'Autriche, en particulier, restituerait au royaume de Pologne cette partie de l'ancien *stiftungsfonds* de la Gallicie occidentale, qui se trouvait encore dans sa possession, aussi bien que les intérêts perçus depuis l'année 1809. Il a été stipulé, en outre, vu la fusion intime des fonds de l'Université de Cracovie avec ceux de l'ancien *stiftungsfonds* de la Gallicie occidentale, et à raison de la difficulté de leur ségrégation, que le gouvernement de Pologne s'engageait de faire droit aux réclamations de ce genre de la ville de Cracovie, et que, à son tour, celle-ci s'obligeait à effectuer la remise de ceux de pareils fonds qui se trouvaient sur son territoire appartenir à des établissements autrichiens ecclésiastiques ou séculiers. Conformément à ces dispositions, des commissaires autrichiens et polonais sont occupés en ce moment à éclaircir toutes les questions qui se rattachent à leur exécution, et dont la solution, par suite de la complication inévitable de l'affaire, pourrait à la vérité présenter quelques difficultés, mais qui ne saurait, avec

la volonté bien arrêtée des deux gouvernements, éprouver désormais aucun obstacle sérieux. Dans tous les cas, il dépendra de M. le chargé d'affaires de transmettre préalablement au gouvernement de la République de Cracovie cette communication rassurante, que la remise des fonds de l'Université de Cracovie, ou appartenant à d'autres établissements de cette ville, confondus dans la masse générale du *stiftungsfonds* de l'ancienne Gallicie occidentale, et qui se trouvent encore dans la possession autrichienne, avec les usufruits depuis la séparation de cette province de la monarchie autrichienne, a été résolue en droit, tant par une décision antérieure de S. M. l'Empereur, que par la convention subséquente avec la Cour impériale de Russie, sous la condition d'une restitution semblable des fonds appartenant à des établissements ecclésiastiques ou séculiers autrichiens qui se trouveraient dans la République de Cracovie; que cette restitution aurait lieu par l'intermédiaire du gouvernement de Pologne, avec lequel une négociation sur le mode d'exécution de cette mesure se poursuit, et qu'on se réserve de faire connaître en temps et lieu au Gouvernement de Cracovie, aussi bien les résultats de cette négociation, que les états et relevés fournis par la comptabilité sur le résidu effectif de la portion qui revient à la ville de Cracovie dans le *stiftungsfonds* de l'ancienne Gallicie occidentale, en tant qu'en général ces relevés pourront être obtenus. M. le chargé d'affaires reconnaîtra sans doute, dans les dispositions sur lesquelles repose la présente communication, une nouvelle preuve des sentiments d'intérêt et de bienveillance de S. M. l'Empereur envers la République de Cracovie, et la présentera comme telle à son gouvernement. Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à M. le chevalier chargé d'affaires l'assurance de sa parfaite considération.

En l'absence de M. le chancelier de cour et d'État.

Signé baron Stürmer.

Vienne, le 12 septembre 1826.

N° XVI.

Copie d'une lettre adressée par le Sénat de la ville libre à S. M. Nicolas Ier, Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne. — Sire, ayant pris les rênes du Gouvernement du pays libre de Cracovie, créé par la volonté des hautes Cours alliées, le Sénat juge que, parmi les objets confiés à sa sollicitude, l'éducation publique méritait de l'occuper particulièrement, tant par le but auquel elle tendait immédiatement, que par la volonté que les puissances contractantes avaient exprimée dans le traité additionnel signé à Vienne le $\frac{27 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$ 1815, et nommément aux articles XIII et XV, de voir l'Université de Cracovie jouir d'un haut degré de prospérité et de splendeur. C'était donc tout autant par le sentiment de son devoir, que par celui d'une confiance illimitée dans la bonté et la générosité de S. M. l'Empereur Alexandre Ier, de glorieuse mémoire, que le Sénat avait porté aux pieds de son trône pour lui représenter que le vœu des hautes Cours protectrices exprimé à ce sujet dans les traités, ne saurait être rempli, à moins que l'Université de Cracovie ne fût remise en possession de son entière dotation que dans les siècles précédents la munificence des rois de Pologne, les largesses de beaucoup de familles illustres à titre de reconnaissance pour l'éducation qu'elles avaient reçue et la parcimonie de ses propres membres avaient accumulée. En conséquence de quoi le Sénat osa réclamer par sa Note du 24 août 1816 la restitution des fonds en question qui se composent de biens immeubles, de capitaux hypothéqués, de dix maisons et de bénéfices de collation académique qui étaient exclusivement destinés pour les membres ecclésiastiques de l'Université. La réponse du lieutenant du Roi faite à ce sujet au nom de Sa Majesté, ne fut rien moins que favorable; puisqu'elle énonça, selon l'article XIII du traité additionnel,

que l'Université de Cracovie était déjà suffisamment dotée, par les biens nationaux situés dans le territoire de la ville libre, par les sommes portées au budget, ainsi que par les biens et capitaux hypothéqués qui se trouvaient réellement en sa possession à l'époque de la signature du traité additionnel et que l'article xv de ce même traité lui avait laissés. Plus tard néanmoins, savoir, le 6 juin 1818, le commissaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, délégué au comité organisateur, ayant apporté au protocole la déclaration que son souverain se prêterait à la restitution, en faveur de l'Université de Cracovie, de la partie de sa dotation en biens et capitaux qui se trouverait dans le royaume de Pologne, si les Cours de Vienne et de Berlin témoignaient de leur côté les mêmes dispositions; le Sénat ranimé dans ses espérances, s'empressa de renouveler à ce sujet des prières, par l'entremise des résidents des trois hautes Cours protectrices accrédités auprès de lui. — Le ministère des affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse ayant d'abord porté au protocole du comité organisateur par son commissaire délégué, en date du 24 juillet 1818, la déclaration : « que droit sera fait à la réclama-« tion de l'Université de Cracovie du capital de la somme de « 3,333 $\frac{1}{3}$ ducats ainsi que des intérêts arriérés depuis 1792, à « la charge du magistrat de la ville de Dantzig», et l'Université ne possédant d'ailleurs aucun autre bien ni capital dans les États prussiens, si cette réclamation aurait été satisfaite; a communiqué plus tard par la note de son résident, en date du 28 mai 1819, les motifs qui lui faisaient regarder cette réclamation comme inadmissible. Aussi, le Sénat s'étant assuré que ce capital n'avait pas été réellement hypothéqué et que la convention de Pétersbourg de 1797 avait autorisé le trésor de S. M. le Roi de Prusse à s'approprier ce capital, ne fit aucune difficulté à se désister de cette prétention. Les démarches du Sénat faites à ce sujet auprès de la Cour de

Vienne, étaient restées pendant longtemps sans effet, lorsque enfin le baron Stürmer, en l'absence de S. A. le Prince chancelier d'État et de la maison de S. M. l'Empereur d'Autriche annonça à l'agent diplomatique du Sénat de la ville libre de Cracovie, accrédité près de la Cour de Vienne, une déclaration du 12 septembre 1826, que la restitution des fonds appartenant à l'Université ou aux autres instituts de la ville libre de Cracovie, ainsi que leurs usufruits, depuis que la Gallicie occidentale avait cessé de faire partie de la monarchie autrichienne, était non-seulement arrêtée par un décret de S. M. l'Empereur antérieurement rendu, mais qu'à la suite d'une convention entre elle et la Cour impériale de Russie, elle se trouvait confirmée; et que cette restitution serait effectuée par l'entremise du gouvernement du royaume de Pologne, avec lequel on se concertait sur les moyens d'exécution. — Enfin le ministre secrétaire d'État du royaume de Pologne, en annonçant au lieutenant du Roi dans la dépêche datée de Tsarskoe-Selo $\frac{3}{15}$ juin 1819 et communiquée ensuite au Sénat la volonté de S. M. l'Empereur Alexandre Ier, de glorieuse mémoire, en réponse à cette seconde note, ne fit que répéter la déclaration portée au protocole du comité organisateur en date du 6 juin 1818. Fondé sur ces déclarations et se reposant sur la magnanimité, la justice et la bienveillance tant de fois manifestées pour ce pays, par l'auguste prédécesseur de Sa Majesté Impériale et Royale, le Sénat attendait tranquillement le moment où ces dispositions gracieuses auraient reçu leur entier effet. Cependant, le règlement des hypothèques ayant été ordonné dans le royaume de Pologne, il n'a pas manqué de produire devant les commissions établies à cet effet dans les Palatinats, les droits que l'Université de Cracovie avait aux biens et aux capitaux hypothéqués et ce fut à son plus grand étonnement qu'il apprit que, partout les fondés de pouvoir du procureur général du royaume contestaient cette propriété

à l'Université, et demandaient que les droits qu'elle faisait valoir fussent considérés comme propriété du trésor du royaume, et portés comme tels sur les registres hypothécaires. Bien plus, comme les commissions hypothécaires ne se sentaient pas le pouvoir de changer les lettres de propriétés appuyées de documents authentiques et s'étaient refusées à la demande du procureur général, celui-ci appela juridiquement le Sénat de Cracovie par devant les tribunaux du royaume de Pologne dans une affaire qui tient aux traités et qui ne saurait être décidée que par la voie diplomatique, voie dans laquelle elle se trouve déjà engagée. Le Sénat ayant aussitôt adressé ses représentations à cet égard au conseil administratif du royaume de Pologne, crut de son devoir de porter en même temps aux pieds du trône de Sa Majesté Impériale et Royale, la prière qu'il fût enjoint au gouvernement de Pologne, non-seulement de faire cesser les poursuites judiciaires entamées par le procureur général, mais encore de faire reconnaître les droits incontestables de l'Université de Cracovie, et d'effectuer par la suite la restitution de sa dotation. A votre avénement au plus grand trône de la terre, vous avez, Sire, annoncé à l'univers entier que votre règne ne serait que la continuation de celui de votre auguste prédécesseur. Qu'il soit donc permis au Sénat d'en appeler aujourd'hui à cette assurance mémorable, par laquelle Sa Majesté Impériale et Royale avait consolé alors les peuples plongés dans l'affliction. Qu'il lui soit permis de concevoir l'espérance que, puisque les autres Cours co-protectrices se sont déclarées disposées à restituer à l'Université de Cracovie tous les fonds qui, après la convention de Pétersbourg, de 1797, étaient en leur possession et qui pendant le temps qu'ils restèrent sous la domination de S. M. l'Empereur d'Autriche, étaient seulement sous la régie et nullement converties en propriété du trésor, Sa Majesté Impériale et Royale daignera aussi partager les intentions bienveillantes pour l'Uni-

versité de Cracovie, des hauts co-protecteurs de ce pays, ses alliés. Enfin daignez, Sire, juger dans votre sagesse, que le Gouvernement de la ville libre de Cracovie, employant déjà près de la moitié de ses revenus à l'instruction publique, n'est point en état de faire de plus grands sacrifices; encore ces fonds se trouvent-ils trop modiques pour porter les instituts d'éducation de ce pays à la hauteur de leur destination, et les mettre en état de rivaliser avec les autres universités qui s'élèvent sans cesse en proportion du progrès que les sciences et les arts continuent toujours à faire. D'ailleurs, le nouvel ordre introduit dans cette Université, conformément à la volonté de V. M. Impériale et Royale et de ses hauts alliés, par l'établissement du curateur général, nécessite de nouvelles dépenses et de nouveaux fonds, qui, s'ils devaient être pris sur les revenus actuels du pays, en diminueraient d'autant la part que d'autres objets d'un intérêt non moins direct pour le bien public réclament impérieusement. Au surplus, le bienfait qu'en recevrait l'Université de Cracovie, retombera en partie sur les habitants du royaume de Pologne, qui doivent avoir la permission d'y envoyer leurs enfants pour faire leurs études; et de cette manière, l'acte de générosité et de justice de V. M. Impériale et Royale envers cet institut, que les Rois de Pologne, ses prédécesseurs, ont toujours honoré de leur protection particulière, sera profitable également à tous les intéressés, au bien-être et à la splendeur de cette Université, tant à ceux qui sont immédiatement soumis à son sceptre qu'à ceux qui ont l'honneur de se trouver sous sa gracieuse protection.

Signé Wodzicki, *Président.*

Cracovie, le 13 mars 1827.

N° XVII.

Extrait de la Convention de Vienne, du 22 avril 1828, et du protocole explicatif de cette Convention.

Troisième alinéa du troisième article de la Convention. — Sont également exceptés de la cession mutuelle, stipulée à l'article II, tous les fonds, sommes et capitaux appartenants au clergé ou à des instituts de l'État libre de Cracovie, et hypothéqués dans la Gallicie orientale, ou placés à intérêts sur les fonds publics autrichiens. — La libre disposition de ces fonds est réservée dans toute son intégrité au gouvernement et aux instituts cracoviens à ce intéressés.

Éclaircissement.

Bien que les stipulations de l'article II par leur contenu n'ont aucun rapport avec les fonds que le clergé ou les instituts de l'État libre de Cracovie possèdent en Autriche, on a cependant jugé nécessaire, pour plus de clarté et pour éviter toute confusion, d'ajouter ici cette clause supplémentaire, afin que le Gouvernement de cet État ou ses instituts puissent disposer, selon leurs convenances, des fonds dans la propriété desquels ils viennent d'être réintégrés par l'art. 1er de cette convention. Il s'entend toutefois qu'il est également réservé au gouvernement autrichien de réclamer de celui de Cracovie les objets qui seraient de la propriété d'un institut civil ou ecclésiastique de la Gallicie orientale, et qui se trouvaient au pouvoir du Gouvernement de Cracovie.

ART. VII.

Par suite de l'engagement pris par le gouvernement impérial de l'Autriche dans le précédent article, le royaume de Pologne se charge de satisfaire, de son côté, aux prétentions que l'État libre de Cracovie serait en droit de faire valoir,

sur cette portion du *stiftungsfonds* de la ci-devant Gallicie occidentale, dont la restitution doit se faire au gouvernement polonais, en vertu de l'article v de la présente convention, de sorte qu'à l'avenir aucune réclamation ne puisse plus être élevée de ce chef contre le gouvernement autrichien.

Éclaircissement.

L'État libre de Cracovie ayant autrefois fait partie de la ci-devant Gallicie occidentale, ses fondations et ses instituts avaient une participation au *stiftungsfonds;* se trouvant maintenant récupérés en totalité par le royaume de Pologne, il était aussi juste que naturel que le gouvernement polonais se chargeât de son côté de toute réclamation que la ville libre de Cracovie pourrait légalement former de ce chef, que le gouvernement impérial d'Autriche en soit entièrement dégagé; et pour assurer à cette stipulation son plein et entier effet, le gouvernement du royaume de Pologne prendra des mesures pour s'arranger définitivement sur cet objet avec le Gouvernement cracovien.

Le second alinéa de l'article v est de la teneur suivante : — La liquidation définitive de ce fonds (*stiftungsfonds*) ayant donné pour résultat que l'Autriche se trouve être débitrice de ce chef vis-à-vis du gouvernement polonais, d'après le relevé coté *D* annexé au présent article et muni de la signature des plénipotentiaires respectifs d'une somme de fl. 3,195,608 d'Allemagne 34 $\frac{1}{4}$ en obligations de différents genres et d'une somme de fl. 750,694-*xr.* 2 en numéraire effectif ou monnaie de convention, le gouvernement impérial d'Autriche s'acquittera de cette dette de la manière stipulée à l'article suivant.

Extrait d'un protocole additionnel.

2°. Le royaume de Pologne s'étant chargé, par l'article vii de la convention qui vient d'être signée, de faire droit aux prétentions de la ville libre de Cracovie à la part qui lui re-

vient dans le fonds de la fondation de la ci-devant Gallicie occidentale, connu sous la dénomination de *stiftungsfonds*, et qui doit être restitué au gouvernement polonais en vertu des articles v et vi de cette même convention, le plénipotentiaire autrichien a été chargé d'énoncer le dessein de son gouvernement d'être mis par la suite en connaissance des arrangements qui seront pris à ce sujet avec l'État libre de Cracovie, afin que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique puisse en sa qualité de co-protecteur de cet État, acquérir une pleine sécurité sur l'accomplissement de ce qui a été stipulé en faveur de ce dernier. Le commissaire polonais de son côté, étant bien persuadé que le gouvernement du royaume de Pologne est animé du désir sincère de s'entendre amiablement avec l'État libre de Cracovie pour régler définitivement cet objet, d'après la convenance mutuelle et d'après le principe d'une rigoureuse justice, s'est empressé de tranquilliser sur ce point la sollicitude du gouvernement impérial d'Autriche, et il a été arrêté en conséquence qu'il sera donné connaissance, de la part du royaume de Pologne au gouvernement d'Autriche, des arrangements dont on conviendra à ce sujet avec le Gouvernement cracovien, et qui seront de nature à prévenir toute réclamation ultérieure de ce chef, soit contre l'Autriche, soit contre le royaume de Pologne.

N° XVIII.

A S. E. M. le président, et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie et de son territoire.

M. le chargé d'affaires de la République de Cracovie, à Vienne, a été informé par la Note du 12 septembre 1826, que Sa Majesté Impériale et Royale avait rendu une décision relativement à la remise de la portion des fonds appartenant à l'Université de Cracovie, et qui se trouve confondue dans la masse de l'ancien

stiftungsfonds de la Gallicie occidentale, et il fut prévenu en même temps qu'une négociation se poursuivait au sujet de ce fonds et d'autres questions analogues avec le royaume de Pologne, par laquelle les réclamations de l'Université de Cracovie qui s'y rattachent, seraient résolues. C'est en conséquence de cette communication faite à cette époque au Gouvernement de la République, que le soussigné, chargé d'affaires de Sa Majesté Impériale et Royale, a reçu la mission de porter à la connaissance de S. E. M. le président et du louable Sénat, que les négociations en question avec le royaume de Pologne se trouvent terminées par une convention signée le 29 avril de l'année courante, dont les ratifications viennent d'être échangées le 26 juin dernier. Il y est stipulé en faveur de la République de Cracovie, et nommément l'assurance a été donnée de la part du gouvernement de Pologne qu'il serait fait droit, par un arrangement amiable, aux réclamations de la République envers le *stiftungsfonds* de la Gallicie occidentale, attendu que la ségrégation rigoureuse des fonds des établissements cracoviens d'avec la masse du *stiftungsfonds*, destinée à être restituée, a éprouvé les plus grandes difficultés. Afin de donner au Gouvernement de la République une notion précise de ces stipulations, le soussigné a l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence et au Sénat les documents suivants : 1°. La convention en question avec les éclaircissements qui s'y rapportent, le tout présenté d'une manière explicative dans un protocole signé simultanément avec la convention. 2°. Celui d'entre les tableaux annexés à la convention, qui présente la portion du *stiftungsfonds* de la Gallicie occidentale à restituer à la Pologne avec les usufruits échus. Et 3°. Copie d'un protocole supplémentaire dressé sur ordre exprès de S. M. l'Empereur d'Autriche, dont les sentiments d'équité et de bienveillance envers la République de Cracovie ne se sont pas bornés à obtenir l'assurance que ses réclamations envers le *stiftungsfonds*

seraient satisfaites de la part de la Pologne, mais qui a encore voulu acquérir la conviction que le mode de cette satisfaction serait pleinement équitable. L'examen de cette convention prouvera à Votre Excellence et au louable Sénat, que le séquestre, mis par suite de mesures antérieures sur les différentes portions des fonds du clergé et des établissements cracoviens dans les États autrichiens, sera levé conformément à l'article 1er; qu'aux termes de l'article III la République de Cracovie est exceptée de l'échange mutuel des biens ecclésiastiques stipulé entre l'Autriche et la Pologne, et que, par conséquent, le clergé et les établissements de Cracovie seront réintégrés dans la possession incontestée de leurs fonds en Autriche, jusqu'à présent séquestrés; il est entendu toutefois, que le Gouvernement de Cracovie devra, réciproquement, effectuer la remise des fonds du clergé et des instituts autrichiens, qui se trouveraient encore sur son territoire; la Cour impériale et royale s'attend, en particulier, à la restitution, en nature, ou bien au moyen d'une juste indemnité, des livres et instruments qui furent transférés de Léopol à Cracovie pendant la domination autrichienne; que, comme il a été dit plus haut, le royaume de Pologne s'engage, par l'article VII, de faire droit aux réclamations de la République de Cracovie envers le *stiftungsfonds* de la Gallicie occidentale, dont la restitution est réglée par les articles V et VI, et que, aux termes de l'article VIII, la libération des titres des fonds publics autrichiens appartenant au clergé et aux établissements de Cracovie est garantie, en tant que, de sa part, le gouvernement de cet État aura réintégré le clergé et les instituts autrichiens dans la libre disposition de leurs fonds, qui se trouveraient encore sur son territoire. Enfin que tout ce qui dans les articles postérieurs a été stipulé relativement aux mesures à prendre envers les détenteurs des obligations de la Chambre Aulique (Hofkammer Obligationen), émises pour les anciennes dettes polonaises,

relativement à une bonification des fournitures faites à l'armée russe, dans les années 1805 et 1806; de même qu'à la remise des dépêches, cautionnements, des archives administratives, documents, etc., etc.; tout cela s'étend expressément à la République de Cracovie, en tant que celle-ci, partout où cela pourra avoir lieu, se prêtera à une juste réciprocité. En s'acquittant par la présente communication de la haute mission qui lui a été confiée, le soussigné se croit autorisé à émettre la conviction que le Gouvernement de Cracovie reconnaîtra avec gratitude dans cette convention une nouvelle preuve des soins bienveillants des Cours d'Autriche et de Russie pour sa prospérité, et que, sans nul doute, il prêtera volontiers toute son assistance pour que les stipulations ci-dessus mentionnées, en ce qui le concerne, puissent être mises en exécution sans difficulté. Le soussigné se réserve aussi de fournir au Gouvernement de la République des données plus précises, par rapport aux restitutions qui doivent avoir lieu immédiatement en sa faveur de la part de l'Autriche, comme aussi de lui procurer, en tant que faire se peut, des indications qu'il désirerait, relativement à la compensation des biens du *stiftungsfonds* avec la Pologne.

Signé baron Oechsner.

Cracovie, le 10 juillet 1838.

N° XIX.

A S. E. M. le président du Sénat de la République de Cracovie.

Je n'ai pas manqué de présenter à S. E. le président du conseil d'administration du royaume de Pologne les demandes du Sénat, contenues dans sa Note du 10 juillet de l'année courante, concernant les explications sur le règlement de ses prétentions envers l'Autriche, reconnues par la convention de

Vienne du $\frac{17}{29}$ avril de l'année passée. S. E. le président du conseil d'administration m'informe, par sa réponse en date du 15 courant, que le gouvernement du royaume de Pologne ne possède point encore de tableau de classification des créances que le Sénat suppose avoir été fait en même temps que la convention; que cependant (et ce sont les propres termes du rescrit de S. E. M. le président du conseil) les notions dont il s'agit se laissent déduire du texte de la susdite convention et de son protocole explicatif de la manière suivante :

« Quant aux capitaux des instituts empruntés par l'Autriche, l'article III de la convention de Vienne laisse au gouvernement et aux instituts de Cracovie leur libre disposition, et pour les mettre à même d'en user, les titres de ces capitaux, en tant qu'ils avaient été déposés entre les mains du conseiller d'État Grabowski, commissaire polonais, ont été restitués au Sénat.

« Quant aux titres des cautionnements, l'article XXIV de la convention stipule qu'ils seront échangés contre des titres nouveaux; à cet effet on a envoyé ceux appartenant à la ville libre de Cracovie, ainsi que ceux du royaume de Pologne au commissaire polonais, autorisé par le conseil d'administration, le 16 septembre de l'année passée, à opérer cet échange qui, une fois accompli, les nouveaux titres seront remis à qui de droit.

« Quant aux cautionnements qui n'avaient pas de titres, l'article XIII de la convention oblige le gouvernement autrichien à leur en donner entre les mains du commissaire délégué à cet effet par le gouvernement polonais, qui se trouve chargé de les retenir également pour les habitants de la république de Cracovie. Aussitôt cette opération terminée, le Sénat de Cracovie sera informé de son résultat.

« Enfin quant au *stiftungsfonds* comme par l'article VII de la convention, le gouvernement du royaume de Pologne s'est

engagé à satisfaire les prétentions de la ville libre de Cracovie à une partie de ce fonds de la Gallicie occidentale, restitué par l'Autriche en vertu de l'article V de la convention ; le ministère des finances se trouve chargé en ce moment de préparer un projet pour l'exécution de cet engagement. »

Ces explications, *pouvant tenir lieu* du tableau classificatif des créances, demandé par le Sénat, j'ai l'honneur de les lui communiquer par ordre de S. E. le président du conseil d'administration du royaume de Pologne.

Le résident de Russie,

Signé ZARZECKI.

Cracovie, $\frac{14}{26}$ octobre 1829.

N° XX.

Au nom de S. M. Nicolas Ier, etc. Nous, conseil d'administration du royaume de Pologne,

Considérant que les biens de l'Université de Cracovie, situés autrefois dans la Gallicie occidentale et en Prusse, et aujourd'hui sur le territoire du royaume de Pologne, aussi bien que les capitaux de cette Université, hypothéqués dans le royaume, avaient été reconnus dès 1797, et par une convention des trois hautes Cours, propriété de leurs gouvernements respectifs, qui dès lors en ont pris possession, sans que lesdits biens et capitaux soient jamais rentrés en possession de la susdite Université ; *considérant* que les articles XIII et XV du traité additionel de Vienne, du 3 mai 1815, ne laissent à la ville libre de Cracovie que les biens de l'Université situés sur son territoire, et que cette interprétation des articles précités est conforme à l'esprit de la déclaration de feu l'empereur Alexandre, du $\frac{9}{21}$ avril 1818 ; *voulant* obvier à l'avenir à toute espèce de doute sur ce

point, sur le rapport de notre ministre de l'instruction publique et de notre ministre des finances, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1er. Tous les droits réels et fonds hypothéqués dans le royaume de Pologne, qui faisaient autrefois partie de la dotation de l'Université de Cracovie et se trouvaient inscrits, soit sous son nom, soit sous celui des diverses bourses, associations et colléges ecclésiastiques ou séculiers, placés sous son patronage, seront désormais inscrits dans les hypothèques comme propriété du trésor du royaume de Pologne.

Art. II. Ce transfert d'hypothèques sera exécuté simplement sur la demande du fisc, portée dans les livres d'hypothèques respectifs par devant les conservateurs de ces livres. La décision qu'auront émise là-dessus les autorités hypothécaires sera intimée aux propriétaires des biens ainsi grevés.

Art. III. L'inscription des droits ou capitaux qui n'avaient point encore été hypothéqués sur un bien-fonds, ne pourra avoir lieu qu'après que le propriétaire en aura été prévenu et y aura donné son assentiment. S'il le refuse, les droits ou capitaux en litige obtiendront une prénotation qui durera jusqu'à la décision des tribunaux, obtenue à la diligence de la partie intéressée.

Art. IV. Quant à la propriété des biens, dont le titre se trouvait réglé au nom de l'Université de Cracovie ou des institutions qui en dépendent, ce titre sera transcrit au nom du Trésor, et ces biens se trouveront dès lors en dehors du règlement commun des hypothèques. Ces biens, ainsi que les biens dont le titre de propriété n'aurait pas encore été réglé du tout, seront soumis aux formalités prescrites à cet effet pour les biens nationaux.

L'exécution de la présente ordonnance et son insertion au Bulletin des lois est confiée au ministère de l'instruction pu-

blique et des cultes, de la justice, des finances et du trésor, pour ce qui regarde chacun de ces ministères.

Le ministre président,
VAL. SOBOLEWSKI.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,
STANISLAS GRABOWSKI.

Pour copie conforme,
Le conseiller secrétaire d'État, général de division,
KOSSECKI.

Fait à Varsovie, en séance du conseil d'administration, le 9 octobre 1827.

N° XXI.

Note. — A l'effet de répondre à l'office parvenu de la part de S. E. M. le président et du louable Sénat de la ville libre de Cracovie et de son territoire, au soussigné, le 16 mai de cette année, avec une adresse à S. M. le Roi de Prusse son très-gracieux maître, le soussigné vient d'être autorisé par le haut ministère des affaires étrangères de Sa Majesté, à témoigner à S. E. le président et au louable Sénat que, ce ministère ayant porté à la connaissance suprême de Sa Majesté prussienne la susdite adresse, elle considère les rapports dans lesquels les trois souverains protecteurs de la République de Cracovie se trouvent placés à ce titre l'un vis-à-vis de l'autre, *comme étant d'une nature trop délicate* pour que la demande que le Sénat a énoncée dans son adresse à Sa Majesté, à l'égard d'une intercession à accorder de sa part au Sénat près de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, touchant la restitution des fonds appartenant en Pologne à l'Université de Cracovie, puisse se laisser remplir complétement, selon la proposition du Sénat. — Mais Sa Majesté prussienne *a chargé son ministère des affaires étrangères, par un ordre de cabinet,* de

commissionner le chargé d'affaires de Prusse à Saint-Pétersbourg, *d'exposer au ministre des affaires étrangères de S. M. I. et R. de toutes les Russies l'état dans lequel se trouve, par rapport à la Prusse, l'article des réclamations du Sénat*, et de donner connaissance à ce ministre *de ce que la Prusse est prête à satisfaire à telles réclamations, si l'Université de Cracovie avait des prétentions fondées à des fonds existants dans ce royaume.* Cette commission a été passée par le haut ministère des affaires étrangères de Sa Majesté, le 5 du courant, audit chargé d'affaires royal prussien en Russie, en même temps qu'a été transmise au soussigné celle en vertu de laquelle il a l'honneur de communiquer à S. E. M. le président, et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie et de son territoire, ce que dessus.

Signé Darest.

Fait à Cracovie, le 13 juillet 1827.

N° XXII.

Note. — A S. Exc. M. le comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de l'empire de Russie. — *Le 1er décembre* 1827. — Ayant appris, lors du nouveau règlement des hypothèques dans le royaume de Pologne, que le procureur général dudit royaume s'était adressé à toutes les Commissions établies à cet effet dans tous les palatinats, en y contestant les titres de propriété des biens-fonds et capitaux hypothécaires que le Gouvernement de la ville libre de Cracovie y faisait valoir au nom de l'Université, le Sénat a cru de son devoir d'adresser directement à S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, sa Note du 13 mars dernier, dont copie légalisée ci-joint, dans laquelle il prie Sa Majesté Impériale et Royale d'ordonner au gouvernement de Pologne, non-seulement de faire cesser les poursuites entamées à ce sujet par le procu-

reur général, mais de maintenir l'Université de Cracovie dans ses droits incontestables, et de la remettre par la suite en possession de ce qui formait sa dotation primitive. En attendant encore sur cet objet la suprême décision de Sa Majesté Impériale et Royale, le Sénat apprend par les papiers publics que le conseil administratif du royaume de Pologne vient d'ordonner, par son arrêté du 9 octobre dernier, que tous les droits aux capitaux placés sur des biens-fonds dans le royaume, et faisant partie de la dotation de l'Université de Cracovie, tant sous son propre nom que sous celui d'autres instituts qui en dépendaient, soient maintenant portés sur les livres d'hypothèques au nom du trésor du royaume, et que les biens-fonds de cette Université saisis pour le compte de ce même trésor, devenus propriété du gouvernement, soient exclus des hypothèques. Dans l'exposé des motifs qui ont porté le conseil administratif du royaume à rendre cet arrêté, le Sénat ne trouve point qu'il s'y soit conformé à quelque nouvel ordre de Sa Majesté Impériale et Royale qui fût donné postérieurement à ladite prière que le Sénat avait directement adressée à Sa Majesté; il voit seulement que ledit conseil administratif a basé cette démarche sur les deux suppositions suivantes : 1°. que les biens-fonds et capitaux de l'Université situés dans les pays autrefois connus sous les noms de Gallicie occidentale et de Prusse méridionale, et qui maintenant forment le royaume de Pologne, étaient devenus propriété des gouvernements à qui ces pays avaient appartenu, en vertu de la convention de 1797, entre les trois hautes Cours de Russie, d'Autriche et de Prusse, et que, saisis depuis 1796 par les gouvernements d'Autriche et de Prusse, ils ne cessèrent jamais d'être administrés par les gouvernements subséquents, sans plus revenir à l'Université; 2°. que les articles XIII et XV du traité additionnel du $\frac{21 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$ 1815 n'attribuaient à l'Université d'autre propriété que celle située dans le pays de la ville libre

de Cracovie et de son arrondissement; ce qui paraît encore au conseil administratif s'accorder avec le sens de la déclaration de S. M. de glorieuse mémoire l'Empereur Alexandre du $\frac{3}{21}$ avril 1818. Ces suppositions demandent à être éclaircies, et Votre Excellence permettra que le Sénat ajoute au contenu de la Note susmentionnée, adressée directement à Sa Majesté Impériale et Royale, les observations suivantes, qui justifient pleinement son opinion contre celle du conseil administratif du royaume, à savoir : Quant à la première, la convention de Pétersbourg de 1797 ne se rapporte évidemment qu'aux fonds saisis par chacune des puissances alliées dans les pays qui leur étaient échus en partage, et qui, par rapport à chacune d'elles, étaient situés hors de leurs États respectifs. Or ce ne pourrait être le cas des fonds de l'Université de Cracovie située en Gallicie; celle-ci ayant été incorporée avec l'autre dans les États de S. M. l'Empereur d'Autriche, l'Université n'a pu être considérée comme étrangère à la monarchie, ni par conséquent privée de la dotation en biens-fonds et en capitaux, en vertu de ladite convention. Effectivement, l'Université n'a perdu par là qu'un capital de 3,333 $\frac{1}{2}$ ducats, qui lui étaient dus par la maison de ville de Dantzik, et qui, appartenant réellement à un institut étranger, a été saisi de droit par le trésor de S. M. le Roi de Prusse, en vertu de ladite convention. Aussi le Sénat ne le fait-il point entrer dans ses réclamations, et s'en remet entièrement à la générosité de cet auguste protecteur. Il n'en est pas de même des fonds situés autrefois dans la Gallicie occidentale, et maintenant dans le royaume de Pologne; car non-seulement ceux-ci n'ont jamais été convertis en domaines impériaux, mais l'Université les a, plus tard, immédiatement administrés elle-même, ce que le livre des comptes de l'Université, conservé jusqu'à ce jour dans ses archives, et dont on joint ici un extrait authentique en traduction, prouve évidemment. D'ailleurs les rescrits du gouver

nement de la Gallicie font foi que, quoique conformément au système d'administration des fonds publics les biens de l'Université aient été soumis au contrôle de la chambre impériale, toutefois on exigea la présence d'un membre de cette Université à chaque mise à l'enchère des terres qui lui appartenaient, et jusqu'à l'année 1802 les cautionnements déposés par les enchérisseurs étaient perçus par la caisse de l'Université. Mais ce qui enlève jusqu'à l'apparence du doute sur cet objet, c'est la déclaration de la Cour de Vienne elle-même, en date du 12 septembre 1826, dont copie légalisée ci-jointe, et qui exprime que la remise des fonds de l'Université, et de tous les autres instituts appartenant au pays de la ville libre, ainsi que des usufruits depuis la séparation de la Gallicie occidentale d'avec la monarchie d'Autriche, s'effectuera par l'entremise du gouvernement du royaume de Pologne avec lequel on était en négociation sur les moyens de terminer définitivement cette affaire. Une pareille déclaration aurait-elle pu avoir lieu, si le gouvernement impérial d'Autriche avait considéré comme propriété de son trésor ce qu'il n'avait fait qu'administrer, tout en encaissant les revenus des biens, les produits des ventes des terres et les revenus des capitaux remboursés? Au reste, le mot même fixe avec précision sa signification; car, d'après la notion générale, administrer, ce n'est pas saisir; c'est manier les fonds des instituts trop intéressants par leur but, de façon à ce que, dans leur emploi, ils suivent plutôt les intentions bienfaisantes d'un gouvernement tutélaire que les vues privées des chefs d'instituts. La tutelle n'admet pas non plus cette intention de sens, qu'appliquée à une personne physique ou morale, elle la priverait de tout droit de possession et le transporterait sur le tuteur. Le gouvernement du duché de Varsovie, loin de s'approprier, n'avait fait aussi qu'administrer les biens et les fonds de l'Université, et si les circonstances d'alors ne lui

avaient pas permis d'établir systématiquement la séparation des fonds particuliers des instituts d'avec les fonds publics comme ils étaient sous le gouvernement précédent, le conseil administratif du roi ne saurait cependant reproduire aucun arrêté de S. M. le roi de Saxe, comme duc de Varsovie qui priva l'Université de ses biens-fonds et de ses capitaux. Au contraire, elle fut toujours entretenue par le trésor public, ce qui sans doute n'aurait pas eu lieu, si ce gouvernement ne s'était pas senti obligé à employer pour cet objet les revenus des fonds qui appartenaient à l'Université. Examinons maintenant la seconde supposition sur laquelle le conseil administratif du royaume a basé son arrêté, et qui se rapporte au contenu des articles XIII et XV du traité additionnel, ainsi qu'à la déclaration du commissaire plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, portée au protocole du comité organisateur au nom de ce souverain le 16 juin 1818. — L'article XIII assigne, il est vrai, sur les revenus du trésor, ou plutôt d'après l'application donnée dans l'article suivant sur le résidu présumé des frais de l'administration publique un fonds affecté à l'entretien de l'Université et des autres instituts d'éducation, et particulièrement à leur perfectionnement; mais il n'infirme nullement par là la disposition de l'article XV de ce même traité, où il est expressément dit que l'Université de Cracovie est maintenue en possession de ses bâtiments de la Bibliothéque, ainsi que des capitaux en immeubles et hypothécaires, car ceux-ci sont de la dotation primitive, tandis que le résidu du trésor dont il est question aux articles XIII et XV n'est qu'un surcroît accessoire destiné à mettre l'Université en état de porter ses établissements à ce degré de perfection et de splendeur où les trois hautes Cours contractantes ont eu la généreuse intention de la voir arriver en se mettant de niveau avec tous les autres instituts de ce genre. Si donc, comme le conseil administratif du royaume paraît le croire, les biens-

fonds et les capitaux de l'Université étaient devenus propriété du trésor de l'empire d'Autriche, et l'Université en a été dépossédée à jamais, à quoi pourrait se rapporter la teneur de l'article xv dudit traité? On ne saurait même l'appliquer, comme le fait le conseil administratif, aux biens et capitaux situés dans le pays de la ville libre et de son arrondissement, car, appartenant avec tous les autres situés dans les quatre départements du duché de Varsovie formant maintenant la partie méridionale du royaume de Pologne à la Gallicie occidentale enclavée dans la monarchie d'Autriche, ils auraient subi le même sort de saisie pour le compte du Trésor; et il en résulterait cette conséquence inadmissible que les hautes Cours contractantes auraient traité entre elles sur un objet qui n'existait pas de fait. D'ailleurs, si le gouvernement du royaume de Pologne succédant aux droits des gouvernements antérieurs s'était cru propriétaire définitif et incontestable des biens et capitaux formant autrefois la dotation de l'Université de Cracovie, il n'aurait pas été dans le cas de rendre l'arrêté en question; car les titres et droits du duché de Varsovie lui auraient servi du moment même où il lui avait succédé. Et quant à la déclaration faite au nom de S. M. de glorieuse mémoire de l'empereur Alexandre Ier, le Sénat ne saurait admettre que la promesse formelle qu'elle contient de restituer à l'Université de Cracovie tous ses biens et capitaux situés dans le royaume de Pologne, si les hautes Cours de Vienne et de Berlin en voudront faire autant, puisse être aucunement infirmée depuis que lesdites Cours ont expressément déclaré là-dessus leur assentiment. Plein d'espoir fondé sur la rectitude de sa démarche, le Sénat réclame les bons offices de V. E. en la priant d'accélérer, par sa puissante intervention, l'exécution de ce bienfait et de provoquer avant tout la révocation de l'arrêté ci-dessus mentionné du conseil administratif du royaume de Pologne, qui n'a sans doute eu lieu que parce que ce gou-

vernement ignorait la démarche que le Sénat avait faite directement auprès de S. M. l'Empereur et Roi l'auguste protecteur de ce pays.

Signé Wodzicki.

Cracovie, le 1er décembre 1827.

N° XXIII.

A S. M. François Ier, Empereur d'Autriche. — Sire, M. le baron d'Oechsner, chargé d'affaires de Votre Majesté Impériale et Royale Apostolique près le Gouvernement de la ville libre de Cracovie, nous a communiqué la convention que Votre Majesté Impériale et Royale venait de conclure par ses commissaires plénipotentiaires, le 29 avril a. c., avec S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, par laquelle a été réglée la liquidation et le mode d'acquittement des prétentions réciproques des deux empires provenant de l'époque où la Gallicie occidentale avait été sous la domination de Votre Majesté Impériale et Royale. Le pays de la ville libre de Cracovie et de son territoire honoré de la plus gracieuse protection de Votre Majesté Impériale et Royale se trouve compris dans cette convention comme partie intégrante de la Gallicie occidentale; et obtenant en vertu d'elle, d'abord, la libre administration des fonds de ses instituts publics situés dans les États de Votre Majesté Impériale et Royale, qui du temps de l'existence du duché de Varsovie y avaient été saisis à titre de réciprocité; ensuite, la restitution des fonds de dotation générale *allgemeiner stiftungsfonds* de l'Université de Jagellon que le gouvernement du royaume de Pologne doit effectuer, conformément à l'obligation qu'il en a prise dans cette convention et à l'assurance qu'il en a donnée dans le protocole additionnel qui y fut ajouté par ordre exprès de Votre Majesté Impériale et Royale, et enfin se trouvant admis à tous

les avantages accordés au royaume de Pologne ; se sent pénétré de la plus vive reconnaissance pour cette nouvelle preuve de la plus généreuse protection que la bonté paternelle de Votre Majesté Impériale et Royale vient gracieusement dé lui donner ; aussi nous, président et sénateurs, nous empressons-nous, comme organes du vœu général, de déposer au pied du trône de Votre Majesté Impériale et Royale Apostolique au nom du Gouvernement et des habitants de la ville libre de Cracovie, nos plus respectueux remercîments, aussi bien pour tous les bienfaits, en général, dont Votre Majesté Impériale et Royale ne cesse jamais de combler ce pays-ci, qu'en particulier pour les récents, qui étant d'un puissant secours pour son trésor, ne sont dus qu'à la bienfaisante et gracieuse volonté de Votre Majesté Impériale et Royale pour lui. Et quoique le Gouvernement de la ville libre de Cracovie ne puisse aucunement douter de la promptitude de celui du royaume de Pologne à restituer à ce pays-ci, suivant l'obligation prise, la partie des fonds publics qui lui sont dus; néanmoins, considérant la sollicitude avec laquelle Votre Majesté Impériale et Royale a voulu en ce cas assurer à ce pays-ci la jouissance de ses bienfaits, nous croyons de notre devoir de supplier très-humblement Votre Majesté Impériale et Royale de ne point nous retirer encore sur cet objet sa puissante protection, et de vouloir bien gracieusement recommander à qui cela appartient de veiller à ce que ses intentions bienfaisantes pour ce pays-ci, que le gouvernement du royaume de Pologne s'est chargé de remplir, puissent le plus promptement avoir leur effet.

Signé Wodzicki, *président;*

Ja. Mieroszewski, *secrétaire général.*

Cracovie, le 25 juillet 1828.

N° XXIV.

N° 584 et 3244 du *Journal général.* — Au Sénat gouvernant. Le curateur des établissements d'éducation. Ayant reçu au siége de Varna l'office de l'illustre Sénat, en date du 25 juillet 1828, n° 2834, à l'effet de solliciter auprès de S. M. l'Empereur et Roi la restitution des propriétés de l'Université de Cracovie, je n'ai pu m'acquitter de ce devoir pendant la campagne, surtout à cause du prompt départ de l'Empereur; mais depuis qu'il s'est présenté une nouvelle occasion par le séjour de Sa Majesté à Varsovie je me suis empressé de présenter cette affaire à S. E. le sénateur de Nowossiltzoff, conservateur de notre Université. Par suite de cette démarche, une correspondance s'ensuivit entre M. de Nowossiltzoff et le vice-chancelier comte de Nesselrode, qui, ayant demandé des éclaircissements au ministre secrétaire d'État du royaume de Pologne, en a reçu un exposé entièrement défavorable aux intérêts de l'Université, et *notamment* « que le gouvernement autrichien ayant incorporé les propriétés de l'Université dans les siennes, et les gouvernements se succédant dans leurs droits, l'Université n'a plus rien à réclamer aujourd'hui du gouvernement polonais; que les articles XIII et XV du traité de Vienne ne s'appliquaient qu'aux biens de l'Université, situés sur le territoire de Cracovie; qu'enfin, si feu l'Empereur Alexandre avait promis, par pure générosité, de restituer les biens en question, quand les deux autres Cours auraient adopté la même mesure, cette dernière condition ne s'était pas réalisée depuis, puisque, au contraire, le gouvernement prussien a nettement refusé de restituer à l'Université de Cracovie les sommes qu'elle avait possédées à Dantzick. » Le curateur n'ayant pas reçu communication des pièces de cette correspondance, ne peut qu'en informer sommairement le Sénat, en attirant surtout son atten-

tion sur la nécessité de réfuter les raisonnements erronés du gouvernement polonais. Se trouvant engagé, et par M. de Nowossiltzoff et par le comte de Nesselrode, à présenter des éclaircissements à ce sujet, le curateur prie l'illustre Sénat de lui fournir les documents nécessaires ainsi qu'une instruction pour combattre les arguments opposés. A son avis, la mesure qui promettrait le plus de succès, serait que le Sénat voulût s'adresser à S. M. le Roi de Prusse, pour lui représenter que son refus de reconnaître les sommes de l'Université de Cracovie à Dantzick, menace cet institut de pertes beaucoup plus graves dans le royaume de Pologne; qu'il demandât donc au gouvernement prussien d'expliquer au Cabinet russe la différence qui existe entre les réclamations que l'Université avait élevées contre Dantzick, et celles qu'elle élève contre le gouvernement polonais; que Dantzick appartient à la Prusse depuis 1772, tandis que la Gallicie occidentale n'a passé sous la domination autrichienne qu'en 1795; que, de plus, Dantzick n'a depuis jamais cessé de faire partie de la Prusse, tandis que la Gallicie s'est trouvée incorporée au duché de Varsovie, dont le royaume de Pologne actuel n'est que la continuation; que par tous ces motifs, le refus de la Prusse de restituer les sommes de Dantzick ne devrait aucunement réagir sur la question des biens que cet établissement a possédés sous la domination autrichienne, et qu'il réclame en vertu de l'article xv du traité de Vienne.

Signé Zaluski.

Le secrétaire du curatoriat,
Signé Brzuchalski.

Cracovie, le 14 juillet 1829.

N° XXV.

M. de Nowossiltzoff, après avoir reçu la Note que S. E. M. le vice-chancelier de l'empire lui a fait l'honneur de lui adresser en date du $\frac{10}{22}$ juin, et après connaissance de l'office de M. le comte de Grabowski, ministre secrétaire d'État, qui y était joint, a cru devoir réunir MM. les députés de Cracovie qui se trouvent ici, savoir Mieroszewski, secrétaire général du Sénat, et Lentowski, chanoine et sénateur, conjointement avec M. le comte Zaluski, curateur de l'Université de Cracovie, afin de leur donner communication de cet office, et d'entendre ce qu'ils avaient à alléguer en réponse aux assertions qui y sont contenues. M. de Nowossiltzoff s'empresse de transmettre le résultat de cette conférence à M. le vice-chancelier, afin d'éclaircir cet objet aux yeux de Son Excellence. Selon que Son Excellence l'aura vu par la dernière lettre de M. de Nowossiltzoff en date du $\frac{1}{13}$ juin, le Sénat de Cracovie réclame l'effet de la promesse de feu S. M. l'Empereur Alexandre de glorieuse mémoire, portant que, dans le cas où l'Académie de Cracovie obtiendrait des Cours de Vienne et de Berlin la restitution de ses anciennes propriétés, Sa Majesté s'empressera de lui restituer également toutes celles qui se trouveraient enclavées dans le royaume de Pologne. M. le ministre secrétaire d'État, dans son office à S. E. M. le vice-chancelier, oppose à cette réclamation principalement les raisons suivantes. En premier lieu, M. le ministre secrétaire d'État allègue que les fonds de l'Université de Cracovie passèrent, en vertu de la convention de Saint-Pétersbourg, de 1797, entre les mains des gouvernements sous lesquels ils se trouvaient situés; et que ceux placés dans la ci-devant Gallicie occidentale furent réunis au domaine public sous le régime autrichien, et que le gouvernement du duché de Varsovie, ayant

succédé aux droits de celui d'Autriche, en prit possession comme d'une propriété qui lui était échue. MM. les députés de Cracovie répondent à cette assertion que les fonds de l'Université de Cracovie n'ont jamais été réunis au domaine autrichien, mais qu'ils ont été administrés séparément sous le nom de *stiftungs-fonds*, et que les droits de l'Université ont été tellement reconnus, qu'à chaque affermage ou bail d'un bien-fonds qui lui appartenait, il assistait un membre de cette Université, afin d'en constater la propriété. Et quant à ce que dit M. le ministre, de la convention de 1797, celle-ci ne se rapporte qu'à la Gallicie orientale, où le Sénat de Cracovie n'a jamais formé de réclamations, il n'en a formé qu'à la partie occidentale dont la prise de possession est postérieure à cette convention. M. le ministre secrétaire d'État allègue, de plus, que le traité de 1815 relatif à Cracovie, par les articles XIII et XV, ne réserve à la cité libre que ce qui se trouve, dans la ville et le territoire libre de Cracovie, avoir été propriété nationale du duché. MM. les députés disent, en réponse, que M. le ministre a parfaitement raison en ce qui concerne la ville de Cracovie, et que tel est, en effet, le contenu de l'article XIII. Mais Son Excellence ne parle pas de l'article XV qui est uniquement relatif à l'Université, et qui s'exprime ainsi : « L'Académie de Cracovie est confirmée « dans ses priviléges et dans la propriété des bâtiments et de la « bibliothèque qui en dépendent, ainsi que des sommes qu'elle « possède en terres et en capitaux hypothéqués. » Ce texte est formel, disent MM. les députés, et assure à l'Université de Cracovie les biens de toute nature qu'elle possédait ci-devant, et quelle qu'en soit la situation ; de la même manière que le texte de l'article XIII garantit les biens de la République, et l'article XVI ceux de l'évêché du chapitre et de tout le clergé de Cracovie. Pour ce qui est de la restitution des fonds situés dans le royaume, dit M. le ministre secrétaire d'État, il importerait avant tout que le Sénat de Cracovie prouvât invinciblement que

la condition à laquelle cette restitution a été subordonnée, se trouve accomplie; qu'il eût démontré que le gouvernement autrichien a restitué tous les biens immeubles qui lui appartenaient avant le premier partage de la Pologne, et tous les capitaux qui étaient placés à cette époque sur des biens-fonds situés dans la Gallicie autrichienne; que, d'autre part, la Prusse a réintégré l'Université de Cracovie dans la jouissance du capital de 3,333 ducats placé à Dantzick; et il ajoute, par ces raisons, que la décision royale est loin d'être réalisée. MM. les députés de Cracovie défendant les intérêts de l'Université, n'ont pas hésité d'affirmer que les deux conditions auxquelles feu S. M. l'Empereur Alexandre subordonnait la restitution des biens de l'Université de Cracovie situés dans le royaume de Pologne ont été rigoureusement remplies; car quant au premier point, l'Autriche, par la convention du 29 avril 1828, a non-seulement restitué les fonds appartenant à l'Université de Cracovie qu'elle avait fait administrer sous le nom de *stiftungsfonds,* mais encore elle en a acquitté les intérêts jusqu'au dernier moment avec la plus religieuse exactitude, insistant pour que ces fonds continuassent d'être appliqués à leur première destination. Et quant au second point, en ce qui regarde la Prusse, les 3,333 ducats que l'Université croyait avoir à réclamer d'elle, se sont trouvés être compris dans la convention de Pétersbourg, de 1797, avec la ville de Dantzick, où ces fonds se trouvaient placés, et le Sénat de Cracovie s'est en conséquence désisté de sa prétention. Ainsi, disent MM. les députés, l'Autriche a restitué, la Prusse n'a rien à restituer; il reste en conséquence au gouvernement du royaume, qui a des restitutions à faire, à opérer celles auxquelles feu S. M. l'Empereur Alexandre a daigné s'engager sous des conditions qui sont actuellement remplies. Quant à ce que S. E. M. le ministre secrétaire d'État allègue relativement à la réponse de M. le baron de Sturmer du 12 septembre 1826, et à celle de la

Cour de Berlin du 28 mai 1819, MM. les députés de Cracovie soutiennent que ces actes diplomatiques se trouvent sans aucune application aujourd'hui que la convention du 29 avril 1828 a été conclue avec l'Autriche, convention qui opère la restitution en entier de tous les fonds réclamés par le Sénat de Cracovie, et que le même Sénat s'est désisté de sa prétention à la charge de la Prusse, et a reconnu qu'elle n'avait rien à restituer. Ces deux circonstances, ajoutent MM. les députés, postérieures à tout ce qui s'était négocié jusqu'à présent relativement à ces restitutions, ne paraissent pas avoir fixé l'attention de S. E. M. le ministre secrétaire d'État; elles sont cependant seules décisives, et indiquent que les conditions voulues par feu Sa Majesté ont été remplies. M. de Nowossiltzoff a l'honneur de renvoyer ci-joint à S. E. M. le vice-chancelier les deux pièces qu'il a bien voulu lui communiquer.

Pour copie conforme,

Le secrétaire du comité universitaire,
Signé Brzuchalski.

Expédié le $\frac{17}{29}$ juillet 1829.

N° XXVI.

A S. E. le comte de Zaluski, etc. — M. le comte, Votre Excellence se rappelle d'avoir assisté à la séance qui a eu lieu chez moi, l'été dernier, à laquelle étaient présents MM. Mieroszewski et Lentowski, députés de Cracovie, et dans laquelle il s'agissait de discuter les réclamations que forme l'Université de cette ville, à la charge du royaume de Pologne. Plus tard, c'est-à-dire le $\frac{3}{15}$ avril, j'ai eu l'honneur, M. le comte, de vous envoyer la copie du procès-verbal de cette séance, tel que je l'avais adressé à S. E. M. le vice-chancelier de l'empire, tant pour votre information, que pour celle du

Sénat qui avait réclamé mon intervention pour appuyer ses demandes. Je reçois aujourd'hui la réponse de M. le vice-chancelier, accompagnée d'un Mémoire dont la conclusion est peu favorable à la cause du Sénat, mais qui, quoique rédigé avec beaucoup de modération et même de bienveillance, peut néanmoins donner lieu à quelques nouvelles observations. Je vous fais passer des copies de la lettre et du Mémoire, et vous engage à recueillir toutes les données qui peuvent tendre à éclaircir cette matière, en ayant soin surtout de distinguer les dates et les époques de l'état de possession où se trouvait l'Université de Cracovie, relativement aux propriétés contestées, circonstance sur laquelle me paraît rouler principalement toute cette discussion. Je vous serai obligé de me communiquer, dans le temps, le résultat de vos recherches à cet égard, afin de me mettre à même de répondre à M. le vice-chancelier. Agréez les assurances de ma haute considération.

Signé NOWOSSILTZOFF.

Varsovie, le $\frac{9}{21}$ février 1830.

N° XXVII.

Copie de l'office de S. E. M. le comte de Nesselrode, vice-chancelier de l'empire, en date du 29 janvier 1830, de Saint-Pétersbourg. — Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'envoyer, avec sa lettre datée du $\frac{17}{29}$ juillet de l'année passée, une Note sur les réclamations de l'Université de Cracovie, à la charge du royaume de Pologne. Les renseignements qu'elle contenait, et que je n'ai pu recevoir qu'avec une bien vive reconnaissance, m'ont fourni les moyens de soumettre à un examen approfondi la question qu'il s'agit de décider. Ce travail, retardé par des circonstances étrangères à l'objet, vient d'être achevé. Mais, comme il offre un résultat qui ne répond guère

aux vœux exprimés par les députés de Cracovie, j'ai cru qu'avant de le présenter à Sa Majesté Impériale, il serait important de recueillir l'avis, aussi éclairé qu'impartial, de Votre Excellence. — L'Université de Cracovie ayant réclamé son ancienne dotation, non de la généreuse munificence de S. M. l'Empereur, mais comme un acte de justice, et comme une conséquence rigoureuse des engagements contractés par feu l'Empereur Alexandre de glorieuse mémoire, il fallait nécessairement discuter sa demande sous le point de vue du droit, afin de s'assurer si les traités nous imposent en effet l'obligation qu'elle en fait dériver. Je regrette que la question, telle que le Sénat de l'Université l'a posée, n'ait pu rencontrer une solution plus favorable. Toutefois, en transmettant à Votre Excellence le Mémoire qui a été rédigé à cet égard, sous mes yeux, je vous prie, monsieur, de le regarder moins comme une opinion du ministère, que comme un exposé des doutes sur lesquels je désirerais obtenir des éclaircissements; car, reconnaissant, en mon particulier, combien l'Université de Cracovie mérite d'être encouragée et protégée, je saisirais, avec un véritable plaisir, l'occasion d'appeler sur elle l'attention bienveillante de notre auguste Souverain. Agréez, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Signé Nesselrode.

N° XXVIII.

Mémoire annexé au précédent. — L'Université de Cracovie réclame, depuis l'année 1816, la restitution des biens et hypothèques qui formaient autrefois sa dotation et dont une grande partie est située dans le royaume actuel de Pologne. Elle allègue, comme fondement légal de cette demande, l'article 15 du Traité de Vienne, 1815, $\frac{22 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$, où il est dit : « L'Académie de « Cracovie est confirmée dans ses priviléges et dans sa propriété

« des bâtiments et de la bibliothèque qui en dépendent, ainsi « que des sommes qu'elle possède en terres ou en capitaux hypo- « théqués. » Cette prétention fut examinée, en 1818, au conseil d'administration, à Cracovie. La décision qui en est émanée, et qui, revêtue de la sanction de feu S. M. l'Empereur, fut communiquée au Sénat de Cracovie, portait, que l'article susmentionné confirmait à l'Académie les propriétés qu'elle avait au moment de la signature de ce traité, mais ne lui restituait pas celles dont elle pouvait avoir joui autrefois. Telle était l'interprétation que S. M. l'Empereur crut devoir donner à la stipulation invoquée par la ville de Cracovie. Toutefois, Sa Majesté ne voulant pas préjuger des avis que les puissances co-signataires étaient aussi en droit d'émettre sur le sens et l'exécution à donner à l'article XV, fit ajouter à sa réponse l'observation suivante: « Quel que soit, au reste, le « vrai sens du Traité additionnel, s'il rend ou non à l'Acadé- « mie la propriété de toutes ses anciennes possessions, ce n'est « pas seulement le royaume de Pologne, c'est l'Autriche, c'est « la Prusse, qui doivent lui restituer toutes celles que ces deux « puissances ont, soit aliénées, soit conservées jusqu'à ce jour. « Aussi Sa Majesté Impériale et Royale se plaît-elle à témoi- « gner ici que, dans le cas où l'Académie de Cracovie obtien- « drait, des Cours de Vienne et de Berlin, la restitution de « toutes ses anciennes propriétés, en terres ou en capitaux, « comprises dans leurs États, Sa Majesté s'empressera de lui « restituer également celles qui se trouveraient enclavées dans « le royaume de Pologne. »

Il est bien évident que si feu l'Empereur eût été convaincu que le traité de Vienne lui imposait l'obligation de faire rendre les anciennes possessions de l'Université, Sa Majesté Impériale n'aurait pas fait dépendre cette restitution d'une condition qu'il était hors des moyens de cette Académie de réaliser. L'Empereur de Russie n'aurait pas attendu l'exemple des autres

Cours pour faire un acte de justice. Mais il s'agissait de décider si la restitution des biens de l'Académie était une conséquence nécessaire de l'article xv, comme le soutenait le Sénat, et si cette stipulation annulait et révoquait les mesures et les actes par lesquels les administrations antérieures avaient disposé de ces biens ; il s'agissait donc d'interpréter une transaction, et, comme il n'appartient qu'aux puissances mêmes qui ont signé un traité de prononcer sur le sens à lui donner, S. M. l'Empereur, après avoir émis son avis, reconnut aux deux autres Cours le droit de prononcer le leur. Sa Majesté fit plus : elle promit d'adhérer à celui de l'Autriche et de la Prusse, dans le cas où ils seraient contraires au sien. Voilà, ce nous semble, le véritable point de vue sous lequel il faut envisager cette espèce d'engagement conditionnel, exprimé dans le décret du gouvernement polonais. Après une telle décision, les représentants de l'Université se sont attachés à deux moyens pour obtenir l'objet de leurs réclamations. Ils ont essayé de démontrer : 1°. Que les biens dont il est question n'ont jamais cessé d'appartenir à l'Académie, qu'il n'existe aucun acte, ni du gouvernement autrichien, ni de celui du duché de Varsovie, qui lui en ait ôté la propriété, et que conséquemment l'article xv peut leur être appliqué ; 2°. Que la condition posée par feu S. M. l'Empereur Alexandre est remplie, attendu que la Prusse n'a eu rien à restituer à l'Université et que l'Autriche lui a tout rendu ; que par conséquent il ne reste plus au royaume de Pologne que d'accomplir l'engagement qui avait été subordonné à cette restitution. Quant au premier de ces arguments, le ministère impérial, à la vérité, n'a pas sous les yeux les décrets émanés des gouvernements précédents, mais il voit, par les pièces produites de la part de l'Académie, que le gouvernement autrichien avait incorporé les biens de cet institut au fonds d'éducation de la Gallicie occidentale; qu'en les affectant aux besoins du culte et de l'instruction publique

de toute la province, il en a ôté la jouissance exclusive à l'Académie; que le gouvernement autrichien administrait ces biens et en encaissait les revenus ainsi que le produit de la vente des terres et les versements des capitaux remboursés; que le gouvernement du duché de Varsovie n'a jamais séparé les biens de l'Académie d'avec le domaine public; qu'il n'en a pas fait passer les revenus à cet institut, mais qu'il avait assigné, pour son entretien, une somme annuelle fixée sur le budget du duché. — Le ministère impérial doit inférer de tous ces faits que, lors de la signature du traité de Vienne, l'Académie n'avait plus ni l'administration de ces biens, ni ne jouissait de leurs revenus; que par conséquent elle était dépourvue des deux caractères qui constituent l'essence de la possession, et qu'elle ne saurait donc invoquer une stipulation qui n'a pour but que de confirmer l'état de possession d'alors. Pour former ici une objection valable, il faudrait que l'Académie fournît des renseignements positifs sur les biens ou hypothèques qui, en 1815, se trouvaient effectivement sous son administration et dont elle percevait directement les revenus. Le second fait, allégué par les représentants de l'Académie, savoir, que les deux puissances co-signataires du traité de Vienne auraient décidé en sa faveur, paraît donner lieu aux remarques suivantes. Le gouvernement impérial n'a reçu, d'aucune de ces deux Cours, des communications directes sur la manière dont elles expliquent l'article xv de ce traité. Il faut donc examiner si les déclarations, qu'elles ont faites au Sénat de Cracovie, ou les déterminations qu'elles ont prises d'ailleurs, dénotent en elles la disposition d'étendre cet article à toutes les propriétés qui ont autrefois constitué la dotation de l'Université. La Cour de Berlin, tout en se déclarant prête à faire droit aux réclamations de l'Académie, qui seraient reconnues légitimes, a opposé, à celle qui avait pour objet une somme placée à Dantzick, les stipulations de la convention de 1797, qui autorisait à réunir

cette somme à son fisc, et le Sénat n'a pas pu se refuser à convenir de la validité de cet argument. Il en résulte que la Prusse n'a point trouvé que le traité de Vienne dérogeât aux actes antérieurs qui ont disposé de la dotation de l'Académie. Nous ignorons si cette Académie possédait des biens dans les provinces qui, depuis 1795 jusqu'en 1807, ont composé la Prusse méridionale; mais le préambule du décret polonais, du 9 octobre 1827, nous porte à le croire. Dans ce cas, la Prusse a saisi ces biens en vertu de la convention de 1797, et s'ils ont été, depuis, transmis au gouvernement du royaume de Pologne, on ne saurait contester que celui-ci le possède en vertu de la même convention. Ce titre de possession, que le Sénat de Cracovie reconnaît à l'égard de la somme placée à Dantzick, doit donc aussi être respecté relativement aux biens et hypothèques situés dans les provinces prussiennes qui appartiennent aujourd'hui à la Pologne. Quant à l'Autriche, les députés de Cracovie soutiennent que cette puissance a restitué, par suite de la convention qu'elle vient de conclure avec le royaume de Pologne (le 29 avril 1828), tout ce que l'Académie avait à réclamer d'elle. — On doit observer ici : 1°. Par cette convention, l'Autriche ne restitue que ce qu'elle a trouvé dans la Gallicie occidentale : pour pouvoir soutenir que l'Autriche a rendu tout ce qui formait autrefois la dotation de l'Université, il faudrait que les députés fussent à même de dire : ou que l'Université n'a jamais rien possédé dans la Gallicie orientale, ou bien que l'Autriche leur a restitué ce qu'elle y a saisi. Le ministère impérial aurait besoin d'avoir des éclaircissements sur ce point, afin de pouvoir juger d'un fait qui est devenu le principal argument du Sénat de Cracovie. 2°. Quoi qu'il en soit, pour examiner si la restitution, à laquelle l'Autriche s'est obligée par la convention de 1828, a réalisé la condition posée par feu S. M. l'Empereur Alexandre, il faut d'abord se rappeler de ce qu'était le fonds d'éducation dont il est question dans ce traité.

— En prenant possession de la Gallicie occidentale, le gouvernement autrichien réunit plusieurs propriétés ecclésiastiques qui s'y trouvaient, avec les biens de l'Université de Cracovie, et en forma un fonds destiné aux besoins du culte et de l'instruction publique de toute la province. Lorsqu'en 1809 l'Autriche céda la Gallicie occidentale au duché de Varsovie, cette portion du fonds d'éducation qui consistait en immeubles, passa, avec la province, sous la domination du duché, et, plus tard, sous celle du royaume actuel de Pologne et de la ville libre de Cracovie, tandis que tout ce qui consistait en numéraire effectif ou en capitaux placés dans les fonds de l'État, par ordre du gouvernement autrichien, resta entre les mains de ce gouvernement. C'est cette dernière portion dont il est ici question, et, comme une partie de ces sommes provenait des propriétés qui s'étaient trouvées sur le territoire actuel de la ville libre de Cracovie, le gouvernement polonais, en se faisant délivrer les fonds d'éducation, a pris sur lui, par l'article VII, de satisfaire de son côté aux prétentions que l'État libre de Cracovie serait en droit de faire valoir sur cette portion. D'après ces détails, il est clair que le fonds d'éducation appartenait, dès son origine, exclusivement à la Gallicie occidentale ; c'était une dépendance de cette province. En cédant celle-ci, le gouvernement autrichien était tenu de se dessaisir aussi du fonds d'éducation. L'article II de la convention de 1828 n'est donc que le complément des obligations contractées par l'Autriche dès le jour où elle renonçait à la Gallicie occidentale. Cet article a été signé pour satisfaire aux justes réclamations du royaume de Pologne, et nullement en exécution de ce qui avait été convenu en 1815. En considérant la restitution du *stiftungsfonds* d'après la manière dont elle a été exigée par le royaume de Pologne, et consentie par l'Autriche, on n'y voit rien qui puisse concerner l'interprétation de l'article XV du traité de Vienne, invoqué par l'Académie. Ainsi, la question posée

par S. M. l'Empereur Alexandre, de savoir si l'Autriche et la Prusse sont d'avis que cet article rend à l'Université tous les biens qu'elle a possédés, n'a non-seulement pas été résolue en faveur des pétitionnaires, mais la Prusse, en retenant le capital qui était placé à Dantzick, et l'Autriche, en gardant les biens qui se trouvaient sur la rive droite de la Vistule, ont de fait prononcé dans le même sens que le conseil d'administration du royaume de Pologne. Si donc l'Université réclame son ancienne dotation en se fondant sur le traité de Vienne, ou en alléguant l'exemple de l'Autriche, on croit avoir montré que l'un et l'autre argument n'entraînent aucune obligation pour le gouvernement polonais.

N° XXIX.

N° 2584. — Le Sénat de la ville libre, etc. A S. E. M. le comte de Nesselrode, vice-chancelier et ministre des affaires étrangères de l'empire de la Russie.

C'est par la voie d'une correspondance établie entre S. E. M. le sénateur de Nowossiltzoff et M. le comte Zaluski, curateur général des instituts d'éducation de la ville libre de Cracovie, que le Sénat a pris connaissance de l'office de Votre Excellence, adressé audit sénateur, en date du 29 janvier a. c. dans lequel, tout en témoignant l'intérêt qu'elle porte à l'Université de cette ville, elle développe les motifs qu'elle croit faire obstacle à ce que S. M. l'Empereur et Roi puisse condescendre, comme à un acte de justice, aux vœux du Sénat, relativement à la restitution des fonds qui constituent la dotation de l'Académie de Cracovie.

Appréciant la généreuse bienveillance avec laquelle Votre Excellence daigne prendre part au sort de ladite Académie, le Sénat se sent en devoir de lui en témoigner sa plus vive recon-

naissance et la prie en même temps de vouloir bien prendre, encore une fois, en considération, ce que le Mémoire, annexé à l'office susmentionné, offre comme doutes que Votre Excellence avait souhaité voir éclaircis de manière à pouvoir les soumettre itérativement sous les yeux de S. M. l'Empereur et Roi, et en obtenir une décision favorable.

D'après ledit Mémoire, la difficulté de reconnaître à l'Académie de Cracovie le droit de réclamer les fonds en question, repose sur la supposition que ladite Académie avait sollicité la restitution de tous les biens et capitaux qu'elle possédait jadis dans les provinces ci-devant polonaises, avant même l'époque de son premier démembrement.

L'Université, ainsi que le Sénat de la ville libre de Cracovie, n'auraient pu légalement élever une prétention de cette nature, n'ignorant point que les fonds qui, par suite de la convention de Saint-Pétersbourg, du $\frac{15}{26}$ janvier 1797, ont été mis à la disposition du trésor de chacune des trois puissances co-partageantes, ne sont guère susceptibles d'aucune réclamation. Aussi, ni dans leurs pétitions antérieurement présentées, ni dans le relevé des fonds de l'Académie, il n'était nullement fait mention des biens et capitaux que cet institut posséda jadis dans les palatinats qui, à l'époque de la signature de la convention susdite, se trouvaient enclavés dans les provinces connues sous les dénominations de la Krasno-Russie, de la Prusse méridionale et de la Gallicie orientale.

Le désir de rentrer en possession des fonds académiques ne se rapportait donc qu'à une époque postérieure, savoir, à ce qui, depuis l'année 1797, devait être considéré comme sa propriété, et que le Sénat se crut autorisé à réclamer en vertu de l'article xv du traité additionnel, qui confirme l'Académie de Cracovie dans la propriété des sommes qu'elle possédait, en terres ou en fonds hypothéqués, au moment de la signature dudit traité; époque à laquelle la ville et le territoire actuel de

Cracovie, postérieurement formés, faisaient encore partie de l'ancien duché de Varsovie ; et à laquelle il n'a pas pu être question de biens et capitaux qui auraient dû se trouver exclusivement dans le territoire d'un État qui n'existait pas encore, mais bien tous ceux qui se trouvaient dans les quatre nouveaux départements qui formaient antérieurement la Gallicie occidentale ; autrement, cette stipulation aurait été énoncée expressément dans ledit article du traité.

La possession d'un immeuble ne se borne pas à une jouissance matérielle, mais se fonde sur le droit de propriété ; autrement les mineurs, les interdits, et même les propriétaires des biens grevés de rentes viagères, devraient être considérés comme privés du droit de possession ; cependant, aucune loi ne les en exclut.

Les biens de l'Académie de Cracovie, quoique administrés depuis l'an 1802 par le gouvernement autrichien, et postérieurement par celui du duché de Varsovie, n'ont donc cessé de constituer la propriété de l'Université, même au moment de la signature du traité de Vienne, de 1815.

Lorsque S. M. l'Empereur Alexandre, de glorieuse mémoire, promit de restituer à l'Académie de Cracovie les biens-fonds situés dans le royaume de Pologne d'aujourd'hui, pourvu que les deux autres Cours protectrices manifestassent les mêmes intentions, elle fit par là comprendre assez clairement que l'interprétation qu'elle voulait donner au sens de l'article xv du traité additionnel, ne différerait pas de celle que lui donneraient les cours de Vienne et de Berlin.

Or, les observations suivantes prouveront que lesdites Cours s'accordaient parfaitement avec le Sénat dans la manière d'interpréter l'article en question.

L'Académie de Cracovie soutient toujours que les biens et les capitaux enclavés dans la ci-devant Gallicie occidentale n'ont jamais été incorporés dans les domaines de l'État, et elle fonde

son opinion sur le décret impérial de Vienne, en date du 12 novembre 1800, qui ne fut mis à exécution que deux ans après, par lequel il lui fut déclaré que ledit gouvernement ne prenait les biens-fonds de l'Université, qu'à titre de la surveillance suprême qu'il exerce sur les instituts de l'État, et afin d'obtenir que les membres de l'Académie, libres de tous les soins qu'exige l'administration desdits biens, pussent vouer tout leur temps à leur propre perfectionnement et à l'éducation de la jeunesse. Il n'existe cependant aucun décret de la Cour impériale d'Autriche qui prive l'Académie du droit de propriété de ses biens, tant meubles qu'immeubles.

S. M. l'Empereur d'Autriche, cédant par le traité de 1809 au duché de Varsovie la Gallicie occidentale, n'a donc pu lui transmettre légalement que les droits qu'il avait lui-même sur ces biens.

Si l'on objectait que quelques-uns des biens de l'Université de Cracovie avaient été vendus dans la Gallicie occidentale durant l'existence du gouvernement autrichien dans ce pays, et que quelques-uns des capitaux furent versés dans son trésor, on doit également prendre en considération que ce gouvernement n'a jamais eu dessein de se les approprier, puisque, en vertu de l'article v de la convention signée à Vienne en 1828, il les a soumis à une liquidation générale, stipulant expressément que leur emploi doit être conforme aux dispositions des fondateurs.

Le gouvernement du duché de Varsovie, en vertu du traité de 1809, ayant été mis en possession de biens-fonds de l'Académie, se tint au système du gouvernement autrichien, respectant toujours les droits de ladite Université, puisqu'il n'existe aucune ordonnance pour en changer le titre dans les actes hypothécaires; au contraire, dans le cadastre du duché de Varsovie, ainsi que dans les livres de la caisse publique, ce titre fut toujours conservé; et même, à l'appui de cette assertion,

on peut citer le rescrit ci-joint du ministre de l'intérieur, en date du 17 février 1810, N° $\frac{689}{64}$, communiqué à l'Université, par lequel il lui fait entendre que la ségrégation des biens-fonds de l'Académie, et leur retour à leur destination primitive conforme aux intentions des fondateurs, était seulement remise à une époque plus favorable.

Postérieurement, le gouvernement actuel du royaume de Pologne respecta, pendant les douze premières années de son existence, ainsi que de celle de la République de Cracovie, les droits de l'Université, savoir : jusqu'à l'an 1827, époque où le conseil suprême administratif à l'occasion du renouvellement des hypothèques, déclara, par son arrêté du 9 novembre de ladite année, que l'Académie de Cracovie perdrait, dès ce jour, son droit au titre qui lui assurait la propriété de ses biens-fonds.

Le Sénat, ignorant si le lieutenant du royaume de Pologne fut autorisé à une mesure aussi décisive, en appela au droit public et à l'opinion des publicistes dont l'autorité peut être compétente dans cette occurrence.

Parmi les motifs énoncés dans l'arrêté du 9 novembre 1827, on lit ce qui suit : « Considérant que les biens que l'Académie « de Cracovie possédait anciennement, dans la Gallicie occiden- « tale et dans le pays de Prusse, faisant aujourd'hui partie du « royaume de Pologne, de même que les fonds de ladite Aca- « démie, hypothéqués sur les terres situées dans le royaume, « doivent être regardés comme la propriété de la puissance « sous le gouvernement de laquelle ils sont tombés, et cela en « vertu de la convention de Saint-Pétersbourg, conclue entre « LL. MM. l'Empereur de Russie, l'Empereur d'Autriche et le « Roi de Prusse, d'autant plus que depuis 1796 lesdits fonds « furent, sans interruption, administrés par les gouvernements « respectifs, et, depuis, ne sont jamais rentrés sous la régie « de l'Université de Cracovie, etc., etc. »

Le début de cet arrêté semble renfermer une erreur; car il est notoire qu'en 1796 le gouvernement russe étendit ses frontières jusqu'au Bug. Celui de Prusse s'empara des provinces situées sur la rive gauche de la Pilica, et le gouvernement d'Autriche des pays qui se trouvaient enfermés entre ces deux fleuves. En vertu donc de la convention signée à Saint-Pétersbourg en 1797, chacun des susdits gouvernements avait le droit de s'approprier les biens des instituts situés hors de ses frontières; car telle était la teneur de ladite convention. — De cette manière, le gouvernement russe saisit et avait le droit de s'approprier les biens et les capitaux appartenant à l'Académie de Cracovie, qui se trouvaient en Wolhynie, en Podolie et en Ukraine, comme des fonds d'un institut étranger.

Le gouvernement prussien tint la même conduite à l'égard des fonds de l'Académie de Cracovie, hypothéqués sur les biens qui se trouvaient situés sur la rive gauche de la Pilica, et qui, par suite des changements politiques survenus en 1806, échurent au duché de Varsovie. Mais le gouvernement autrichien ne jouissait pas des mêmes droits; car l'Académie de Cracovie ne pouvait être envisagée comme un institut hors de ses frontières. Aussi les biens-fonds de ladite Académie, situés entre la Pilica et le Bug, dans la province appelée ensuite Gallicie occidentale, n'ont pas été incamérés, et au contraire, ils furent cinq ans après la convention de Saint-Pétersbourg, administrés immédiatement par l'Académie elle-même.

Le Mémoire de Votre Excellence contient en outre une assertion comme quoi, suivant le texte de la déclaration de S. M. feu l'Empereur Alexandre, la restitution des fonds de l'Académie qui se trouveraient enclavés dans le royaume de Pologne aurait lieu seulement dans le cas où l'Académie obtiendrait des cours de Vienne et de Berlin la restitution de toutes ses anciennes propriétés en terres ou en capitaux comprises dans leurs États.

Si telle avait été effectivement la volonté du souverain dont nous déplorons la perte, toute discussion cesserait. Mais le Sénat, s'appuyant sur l'équité et la foi religieuse avec laquelle il gardait ses engagements, ne peut que douter sur l'exactitude de cette interprétation.

Prenant pour base que la réponse doit nécessairement coïncider avec la demande, on ne peut supposer que Sa Majesté eût attaché à sa promesse le sens que lui prête le Mémoire susmentionné; car ni le Sénat ni l'Université n'ont jamais réclamé les fonds qu'elle avait perdus avant l'année 1796.

Il est d'ailleurs notoire que S. M. le Roi de Prusse fit insinuer au Sénat, par la voie de son ministère, qu'il était prêt à faire rendre à l'Université les fonds auxquels elle pourrait avoir des droits fondés.

Cependant le Sénat n'a jamais abusé de cette gracieuse déclaration, et s'il eût pu croire que la somme de 3,333 fl., que l'Académie de Cracovie avait sur la ville de Dantzick, fût du nombre de celles qui, en vertu de la convention de Saint-Pétersbourg, furent réunies au fisc, le Sénat ne l'eût pas réclamée; aussi se désista-t-il de cette prétention aussitôt qu'il se fut convaincu du contraire.

L'Académie de Cracovie possédait dans les provinces qui avaient été incorporées à la Russie, en 1796, plusieurs fonds, entre autres une somme de 400,000 fl. sur Yampol; une autre de 2,000 ducats, en deux actions, sur la compagnie de Cherson; cependant, le Sénat n'en fit aucune mention dans ses Notes. Il garda le même silence sur les biens-fonds considérables que l'Académie avait possédés dans la Gallicie orientale, parce que ceux-ci ayant été confisqués avant l'acquisition de la Gallicie occidentale, tout chemin de réclamation lui avait été fermé.

De cette manière, la pétition du Sénat et de l'Académie se bornait uniquement aux biens-fonds et capitaux enclavés dans la Gallicie occidentale, et consignés dans la Note présentée par

M. le baron de Sturmer, de la part du Cabinet de Vienne; ils ne pouvait former aucune autre prétention, vu le troisième point du protocole qui développe la convention signée à Vienne, où il est dit : que les biens situés dans la Gallicie orientale n'entrent point dans cette stipulation; ainsi que le point 5 dudit protocole, qui déclare expressément : que le gouvernement autrichien s'engage à restituer, à celui de Pologne, cette partie des sommes prélevées de la vente des biens et fondations qui se trouvaient dans la Gallicie occidentale, avec la clause de ne donner autre destination auxdites sommes, que celle voulue par les fondateurs. Ce qui laisse interpréter l'article xv du traité additionnel en faveur de l'Académie, et porte à croire que tel était le sens que S. M. l'Empereur et Roi Alexandre, de glorieuse mémoire, attachait à sa généreuse déclaration.

Qu'il nous soit encore permis d'observer que le traité additionnel assurait non-seulement à l'Académie la jouissance des biens-fonds qui pourraient se trouver dans le royaume de Pologne d'aujourd'hui, mais encore à tous les instituts ecclésiastiques et séculiers de la ville libre de Cracovie. Or, dès qu'on ne dispute pas à ces instituts leur propriété, et qu'ils en sont en pleine jouissance, pourquoi donc l'Université seule se verrait-elle privée de ce bienfait?

D'après un axiome adopté généralement par les publicistes, les articles d'un traité, qui ont des rapports entre eux, sont ordinairement interprétés les uns par les autres. D'ailleurs, le motif que les parties contractantes pouvaient avoir à faire telle ou telle stipulation, ainsi que la vue que l'on s'y est proposée, sont les plus sûrs moyens d'en établir le véritable sens. (Voyez Vatel, *du Droit des gens,* lib. II, chap. xvii, §. 286 et 287.) Or, puisqu'il est stipulé dans les articles xv et xvi du traité additionnel, que les biens de l'Académie ont la même garantie que ceux des autres instituts, tant ecclésiastiques que séculiers, et que d'ailleurs l'article xv contient le vœu de

rendre à l'Académie son premier lustre, en lui assurant une dotation convenable; ont peut en inférer que la sollicitude généreuse des hautes Puissances contractantes à son égard, eut en vue la restitution des biens et capitaux qu'elle réclame à présent, et qui en est une conséquence nécessaire.

Au reste, une interprétation contraire ne répondrait pas au but énoncé, puisque, dans ce cas, l'Université resterait en possession de quelques bâtiments délabrés et serait entièrement à la charge de notre petit État, comme elle l'est effectivement aujourd'hui, épuisant presque un tiers de son budget.

Si cependant toutes ces considérations ne se trouvaient pas encore en force pour opérer une conviction dans le ministère de Sa Majesté Impériale et Royale, la généreuse magnanimité de notre auguste protecteur, jointe à la gracieuse intervention de Votre Excellence, sur laquelle le Sénat ose compter, achèvera de lui faire obtenir une décision favorable dans cette affaire aussi importante que compliquée.

Signé Wodzicki, *président du Sénat;*
H. Mieroszewski, *secrétaire général.*

Cracovie, le 2 juin 1830.

N° XXX.

La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie.

La Commission extraordinaire déléguée en 1833 pour réorganiser le Gouvernement de la ville libre de Cracovie avait, en vertu de ses pleins pouvoirs, conféré au sieur Mieroszewski Hyacynthe une place de sénateur.

Les hautes Cours protectrices, depuis cette époque, ayant voué une attention particulière à la marche de ce Gouverne-

ment, ainsi qu'à la conduite politique et administrative des sénateurs de leur choix, ont acquis la pénible conviction que le sieur Mieroszewski, guidé par les suggestions d'un parti, dont les vues et les machinations politiques sont incompatibles avec le bien-être de ce pays, n'a pas répondu à la confiance que la Commission de réorganisation avait placée en lui, qu'il a constamment entravé par une opposition passionnée les mesures les plus salutaires, et que sa présence au Sénat, loin de contribuer au bien public, est devenue un empêchement au rétablissement d'un ordre des choses stable et digne de confiance.

Le rappel de ce fonctionnaire ayant par conséquent été reconnu indispensable, dans l'intérêt bien entendu de la ville libre de Cracovie elle-même, les hautes Cours protectrices ont résolu de révoquer le rescrit de la Commission de réorganisation, par lequel le sieur Mieroszewski avait été nommé sénateur. Les soussignés ont donc reçu l'ordre de déclarer à S. E. M. le président et au Sénat de Cracovie, que ses fonctions de sénateur ont à cesser dès aujourd'hui, et que pour le remplacer comme aussi pour remplir les postes devenus vacants par la nomination de M. Haller à la place de président, et par le décès du sénateur Michalowski, les soussignés, agissant également d'ordre et par autorisation de leurs Cours, ont nommé sénateurs temporaires, M. Sobolewski, déjà actuellement en fonctions comme sénateur extraordinaire, l'abbé Schindler et Jean Mieroszewski, lesquels auront à entrer immédiatement en fonctions.

Comme d'après l'article VIII de la Constitution, les fonctions de sénateur sont incompatibles avec tout autre emploi salarié, l'abbé Schindler cessera désormais de jouir de son traitement actuel, comme commissaire du Gouvernement pour l'instruction publique, poste qu'il continuera de gérer comme par le passé, et ne recevra, outre ses appointements comme sénateur,

qu'un supplément de 3,000 florins par an, pour frais de chancellerie.

Signé HARTMANN, le baron D'UNGERN STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, ce 16 juin 1837.

N° XXXI.

Le président du Sénat, etc., etc., à la conférence de MM. les résidents des trois hautes Cours protectrices.

Déjà, lorsque la Commission déléguée par les trois hautes Cours protectrices s'occupait de la réorganisation de l'État de la ville libre de Cracovie, le Sénat, institué par ladite Commission, a cru devoir lui exposer l'urgence de prendre les mesures nécessaires, afin de faciliter aux anciens militaires polonais séjournant dans ce pays, ou le retour dans leurs foyers, ou la faculté de se rendre dans un pays qui leur offrirait des moyens plus faciles de se livrer à quelques occupations utiles, et de pourvoir à leur subsistance.

Le Sénat a eu l'honneur de réitérer cette demande auprès la conférence; mais jusqu'ici aucune réponse qui eût pu satisfaire sa sollicitude ne s'en est suivie.

En attendant, les ressources épuisées, l'impossibilité d'obtenir des fonds nouveaux, enfin le manque d'occupation peut amener ces gens, et même en quelque sorte les forcer à se porter à des actions qui pourraient troubler la tranquillité publique et souiller leurs personnes.

La mesure que présentent les propriétaires qui se constituent garants de leur conduite, n'est suffisante qu'à l'égard des individus qui, en possession des fonds, les dépensent tranquillement en bénissant les protecteurs du petit pays qui leur sert d'asile; ou à l'égard de ceux qui, par leurs talents et par leur travail, sont capables de se suffire. Ces individus, au contraire,

que l'expérience n'a pu corriger, et qui, par des discours insensés et par la propagation de fausses nouvelles et des idées exaltées et subversives, scandalisent leurs collègues, et qui pis est, peuvent influer sur l'esprit de la jeunesse, que l'âge, la réflexion et le temps n'ont pas encore mûri; ces individus, dis-je, devraient être incontinent relégués.

Voici les noms de ceux qui se trouvent dans cette catégorie : 1°. M. X. Boski, ci-devant officier du duché de Varsovie, dernièrement major de l'armée révolutionnaire, dans le régiment de la cavalerie du palatinat de Sandomir. 2°. Xav. Polan, Volhynien, séjournant à Cracovie sous le nom supposé de Jos. Pawlikowski. 3°. Eysmont, Lithuanien, dont le nom supposé est Jean Kozubski.

La conférence voudra donc bien se prononcer à l'égard des susdits individus, et autoriser le Sénat à leur délivrer des passeports pour se rendre dans les pays qu'ils auront choisis. Le même moyen serait employé contre tous ceux que la police indiquerait plus tard devoir encourir cette mesure de précaution.

Signé Wieloglowski.

Cracovie, le 30 mai 1835.

N° XXXII.

Le président du Sénat Wieloglowski au prince Metternich. — Dans la lettre officielle dont il a plu à Votre Altesse de m'honorer dernièrement, et dont la lecture m'a fait la plus douloureuse impression, je vois, d'après toutes les mesures jugées comme nécessaires, prises au nom des hautes Cours, le Gouvernement, dont j'étais le membre, sous l'accusation, fondée, non sur des faits, mais sur des simples relations, comme quoi je devais, non-seulement par mon indulgence, mais ce qui est pis encore, par une coupable connivence, maintenir à

Cracovie l'émigration polonaise, dont le séjour est devenu aussi préjudiciable pour la ville libre, que pour les provinces limitrophes des puissances protectrices. Combien cette imputation s'accorde avec la vérité, le temps et les circonstances le sauront éclaircir un jour. Dans la République de Cracovie, que les hautes Cours ont voulu être régie d'après les lois fondamentales qui lui furent magnanimement accordées, les fonctions du président du Sénat se bornent seulement à la faculté de faire au Gouvernement des motions tendant aux améliorations de l'administration du pays, et à sanctionner de sa signature les décisions prises par la majorité du Sénat; cependant on ne saura citer aucun arrêté, aucun rescrit du Sénat, dont on pourrait tirer les conséquences qu'on lui attribue, et lui prouver cette tendance supposée. Le maintien et la sécurité des émigrés polonais à Cracovie ne sauront jamais être imputés au Sénat, et d'autant moins au soussigné, vu que même pendant la réorganisation de ce pays, le Gouvernement pria la Commission qui en fut chargée, par la Note du 26 septembre 1833, de vouloir bien décider sur le sort des réfugiés et de leur procurer, soit la liberté de revenir dans leurs foyers, soit des passeports pour l'étranger; mais les représentations faites à ce sujet alors, comme aussi plus tard réitérées à plusieurs reprises à la conférence, étant toujours restées sans réponse, vu qu'on se reportait à une décision définitive que les hautes Cours s'étaient réservée à cet égard, le nombre des émigrés augmentait en attendant tous les jours à Cracovie, par suite des mesures d'expulsion prises contre eux en Gallicie, ce qui était d'autant plus facile, que le passage de Podgorze à Cracovie n'était sujet à aucune difficulté de la part des autorités autrichiennes.

Le second reproche fait au Gouvernement est d'avoir toléré dans la milice du pays des sujets des puissances protectrices, et parmi eux même ceux qui ont porté les armes contre leurs

propres souverains. Ce fait n'a jamais été nié, mais au contraire, au commencement d'abord de son organisation, le Gouvernement actuel a proposé à messieurs les commissaires plénipotentiaires une dissolution de la milice qui existait déjà, l'éloignement des gens suspects et leur remplacement par le moyen d'un recrutement des indigènes. Le rejet de cette mesure par le rescrit du 31 mai 1833 a mis le Sénat dans la nécessité de laisser la milice sur le même pied sur lequel il l'avait trouvée.

Le troisième reproche repose sur les événements que nous avons eu tout récemment à déplorer, et dont nous sommes tous condamnés à supporter les tristes suites. Ceux-là consistent: dans les vitres cassées le 18 du mois dernier; dans l'assassinat de Pawlowski; et dans un marron lancé d'une fenêtre le jour d'un bal des citoyens, comme les gazettes de Vienne le rapportent. Le premier et le second de ces événements n'auraient certainement pas eu lieu, en jugeant d'après leurs auteurs, si la conférence des résidents avait bien voulu résoudre d'une manière favorable la communication du soussigné, en date du 30 mai 1835, ci-jointe en copie, et consentir à l'éloignement du pays de Xavier Boski, qui a cassé les vitres, et d'Eysmont, l'un des plus principaux complices, comme il commence à apparaître aujourd'hui, du meurtre de Pawlowski. Ainsi, la Note précitée après son laps de temps, équivalant presque à une année entière, laissée sans la moindre réponse, amena les tristes résultats, que le caractère turbulent desdits individus faisait prévoir d'avance et craindre au soussigné. L'entretien des asssociés politiques et l'envoi des écrits exaltés par l'émigration polonaise de France et de Belgique, ne saurait peser sur le Gouvernement, vu que chaque province avoisinante de notre État a une frontière et une douane bien gardée, et que tous les bureaux de poste dans notre ville sont entre les mains des autorités étrangères. Quant à l'envoi des émissaires et

leur séjour ici, qu'il me soit permis d'observer qu'aucun d'eux ne serait en état de prouver qu'il était muni d'un passeport pour Cracovie; tous n'ayant des passeports que pour la Gallicie autrichienne sont entrés seulement en passant dans notre État. Le Gouvernement cracovien ne saurait donc jamais être responsable de ce que la direction de police de Breslau s'était permis de signer pour Cracovie les passeports délivrés par la Prusse pour les États autrichiens, et de détourner ainsi les individus en question du chemin qui leur était indiqué par les autorités compétentes, et ce d'autant plus que le président, se fondant sur des faits, avait prévenu, dans le temps, la conférence de l'inconvénient qui résultait de ce que divers gens arrivaient ici sous des noms supposés, et même qu'il a, à mesure que les individus en question paraissaient à Cracovie, instruit de l'arrivée de M. Doliwa sous le nom de Bocek, de celle de Cybulski sous le nom de Richard, enfin, de l'arrivée du sieur Zabicki sous le nom de Nazarczuk; à l'appui de ces assertions il communiqua à messieurs les résidents leurs passeports en originaux. Ce sont des vérités incontestables, monseigneur, et qu'il est facile de prouver par les actes et les correspondances officielles, et que le résident de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne saurait nier sans se mettre en contradiction évidente avec les documents dont les traces se trouvent aussi chez lui. J'en appellerai au surplus pour ma défense personnelle aux actes du Gouvernement pour convaincre quelle était ma conduite, et les motions faites aux séances du Sénat et mes efforts pour maintenir et consolider l'ordre public. Mais je ne saurais indiquer à Votre Altesse la vraie raison d'une aussi grande affluence des émigrés à Cracovie, vu que cela porterait l'empreinte d'une accusation, et que je préfère toujours tomber victime moi-même, que nuire à qui que ce soit. Il a plu à Votre Altesse, avant trois ans, d'appeler le soussigné qui

se sentait déjà peu de forces, au poste de président que le concours des circonstances rendait si difficile, il lui a même plu de m'ordonner expressément sa gestion. Désirant toujours obéir à la volonté suprême des hautes Cours et à celle de Votre Altesse, je l'ai accepté, et si j'avais été secondé par la conférence, j'espère que, Dieu aidant, j'aurais rempli ma tâche. Aujourd'hui, voyant que tous mes efforts ont été paralysés, j'ai jugé nécessaire de m'éloigner de mes fonctions, et j'ai déposé ma démission par l'entremise des résidents; et la conférence, usant des pleins pouvoirs dont elle doit être munie, me l'a acceptée. Je ne désire donc plus que de me justifier aux yeux de Votre Altesse, et de me plaindre à elle de ce que non convaincu de faute j'en avais supporté la peine en face des habitants du pays et des étrangers; malgré que les réfugiés polonais, par une simple invitation du Gouvernement, lorsque Podgorze leur a été indiqué magnanimement comme point désigné, ont quitté Cracovie, avec une docilité et une résignation morale sans exemple dans de pareils cas, et sans qu'on ait pu voir d'autres manifestations de sentiments que celles des larmes et des embrassements mutuels. Humilié, appelé tous les jours par des caporaux chez le général commandant, j'ai pu facilement voir dès les premiers moments de l'occupation militaire de la ville, que la volonté des hautes Cours protectrices envers moi, comme chef du Gouvernement, a été détruite ou méconnue. Il n'est pas de ma compétence de juger si le rassemblement en masse des émigrés et leur expulsion simultanée a fait du bien au pays cracovien et aux provinces avoisinantes, ni de prouver que le Gouvernement, qui, par un simple appel, a pu faire quitter Cracovie à presque tous les réfugiés, avant l'arrivée des troupes, ne soit un gouvernement qui, faute de forces physiques, jouit d'une influence morale et bien prononcée, même sur les esprits des étrangers qui séjournaient dans le pays. Il serait certainement superflu de s'étendre sur ces

considérations, car Votre Altesse saura le mieux les apprécier dans sa haute sagesse toujours guidée par des sentiments de justice et de bienveillance. Si l'abaissement du Gouvernement, si mon humiliation personnelle, étaient indispensables pour satisfaire à la volonté des hautes Cours, et amener les choses à l'état actuel, je m'y résigne sans murmurer, et j'implore seulement Votre Altesse de vouloir bien agréer ma justification, la faire comparer avec les actes originaux, et ayant jugé ainsi toute ma conduite, de daigner bien me conserver sa gracieuse protection, que j'étais à même d'éprouver pendant les trois dernières années de ma présidence, et que je me flatte n'avoir jamais déméritée.

Signé Wieloglowski.

Cracovie, le 25 février 1836.

N° XXXIII.

La conférence des trois hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Pour ne pas laisser aucun doute sur les intentions des hautes Cours protectrices relativement aux réfugiés qui, en vertu de la Note A de ce jour, devront être éloignés du territoire de la ville libre de Cracovie, les soussignés viennent d'être chargés de déclarer à S. E. M. le président et au louable Sénat, que cette mesure aura son application à tous les individus qui, non originaires du rayon de la République, ont participé à la dernière révolte en Pologne, soit en portant les armes en qualité d'officiers, de sous-officiers ou soldats, soit de toute autre manière, et qui se trouveraient à Cracovie ou dans son territoire sans pouvoir légitimer ce séjour par un passeport en règle ou une permission spéciale, délivrée à cet effet par l'autorité compétente d'une des puissances protectrices. Le service civil ou militaire sans distinction de grade, ainsi que le droit de cité

auxquels le Gouvernement de la République pourra avoir admis un de ces individus, ne l'exempte aucunement de la mesure générale en question. Les soussignés saisissent cette occasion pour offrir à S. E. M. le président et au Sénat l'assurance de leur haute considération.

Signé DE HARTMANN, E. baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 9 février 1836.

N° XXXIV.

La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices au Sénat de la ville libre de Cracovie.—Les soussignés résidents de Prusse et de Russie, et le soussigné chargé d'affaires d'Autriche, ont l'honneur d'informer le Sénat de la ville libre de Cracovie, que M. le président Wieloglowski leur a demandé d'être délivré de la gestion de l'emploi qui lui a été confié par la volonté des trois hautes Cours protectrices. Autorisés à accepter cette démission et à nommer le sénateur M. Haller président provisoire, jusqu'à la prochaine diète, les soussignés se font un devoir de porter cette décision de leurs Cours à la connaissance du Gouvernement, et invitent le Sénat à remettre immédiatement la direction des affaires entre les mains de M. Haller. Messieurs les sénateurs sont sans doute trop pénétrés de leurs devoirs envers le pays, qu'ils sont appelés d'administrer, pour ne pas contribuer de tout leur zèle et de tous leurs moyens à l'accomplissement de la tâche qui leur est confiée, et qui exige avant tout la stricte observation des obligations de Cracovie vis-à-vis des puissances protectrices. Ils ne sauraient par conséquent se dissimuler qu'une franche et loyale coopération de tous les membres du Gouvernement aux travaux et aux soins de leur chef, peut seule répondre à la juste attente des augustes Souverains, et faire jouir cet État des institutions et des franchises

qui lui ont été accordées. Le choix des trois Cours pour la présidence du Sénat étant tombé sur un de ses membres, les soussignés nourrissent l'espoir que cette marque de confiance inspirera à messieurs les sénateurs les sentiments d'une juste reconnaissance envers les puissances protectrices, et leur fournira de nouveaux motifs pour vouer leurs communs efforts au bien-être de Cracovie, et au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

Signé DE HARTMANN, E. baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 25 février 1836.

N° XXXV.

N° $\frac{216}{636}$. La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices à S. E. M. le président du Sénat de la ville libre de Cracovie. — Par sa Note en date du 26 février, le Sénat de la ville libre de Cracovie a témoigné le désir qu'une commission mixte, composée de délégués des missions des hautes Cours protectrices, et de ceux du Gouvernement de Cracovie, fût établie dans le but de vérifier les titres des individus, qui, ayant pris part aux derniers troubles dans le royaume de Pologne, réclament la qualité de sujets de la République, et par là l'exemption de la règle générale mise en vigueur contre tous les étrangers de cette catégorie. Les hautes Cours protectrices ayant daigné consentir à cette proposition du Sénat, les soussignés s'empressent de l'en prévenir et de porter à sa connaissance que les personnes déléguées de leur part à cette commission sont : de la part de la mission d'Autriche, M. le commis du Gouvernement Wolfarth; de la part de la mission de Prusse, l'employé M. Klein; de la part de celle de Russie, l'assesseur de collége Korostofzoff. Les principes d'après lesquels cette commission aura à prononcer sur l'admission au

droit de citoyen de la République, sont contenus dans le précis joint ci près. La conférence des résidents se réserve de décider en dernier ressort les cas, qui, malgré la clarté des principes énoncés, pourraient cependant donner lieu à une divergence d'opinion entre les délégués. Tout le travail préparatoire venant d'être achevé, rien ne s'oppose plus que cette commission entre sans perte de temps dans l'exercice de ses fonctions, et les soussignés invitent le Sénat de vouloir bien leur faire connaître les personnes qu'il a désignées de sa part pour y assister.

Signé DE HARTMANN, E. baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 13 avril 1836.

ANNEXE AU N° XXXV.

Principes pour juger de la participation des individus à la révolution polonaise, en qualité de sujets de Cracovie ou sujets des autres puissances.

La circonstance, si quelqu'un y a participé dans l'une ou l'autre de ces qualités, est *décisive*. Tous ceux qui, avant d'avoir pris part à la révolution polonaise, c'est-à-dire avant le 30 novembre 1830, ont effectivement possédé le droit de cité à Cracovie, pourront y rester; tous les autres devront quitter son territoire. Le droit de cité à Cracovie peut découler soit de la naissance, soit de l'acquisition. Dans le premier cas, il faut prouver, par des documents dignes de foi, qu'on est né sur le territoire de Cracovie et qu'on n'a pas perdu son droit en devenant sujet d'un autre souverain, par suite des divers changements territoriaux qui ont eu lieu. Les mineurs suivent la condition de leurs parents. L'acquisition du droit de cité à Cracovie sera reconnue valable : 1°. Si l'on y est venu avant le 1er juin 1821, et si depuis ce temps on y a constamment résidé.

2°. Si avant le 30 novembre 1830, on était établi à Cracovie depuis cinq ans, et si on y avait acquis une propriété immobilière. 3°. Si enfin, avant le 30 novembre 1830, on avait obtenu du Sénat un décret conférant le droit de cité.

Pour copie conforme,

Signé DE HARTMANN.

N° XXXVI.

Mission impériale de Russie : Cracovie, le $\frac{23 \text{ avril}}{5 \text{ mai}}$ 1836, à S. Ex. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. — Le soussigné résident de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, a transmis à sa Cour la Note que S. Ex. M. le président et le Sénat de Cracovie lui ont fait l'honneur de lui passer pour demander que la ville libre fût admise à participer au bénéfice de la diminution de droits accordée dernièrement aux importations des vins d'Autriche et de Hongrie par la frontière de Gallicie. Cette demande ayant été portée à la connaissance de S. M. Impériale, le soussigné a reçu l'ordre de la décliner formellement. En faisant part au Sénat de cette décision suprême, il croit devoir y ajouter les observations suivantes, qui serviront à en démontrer la justice et à réfuter les argumentations contenues dans ladite Note. D'abord la diminution des droits décrétés en dernier lieu dans le royaume de Pologne pour les vins d'Autriche et de Hongrie apportés directement des États autrichiens, est une concession que le gouvernement impérial s'est plu à offrir à une puissance voisine et amie. Les considérations qui l'ont dictée s'appliquent exclusivement aux relations intimes qui subsistent entre les deux empires, et par conséquent aucun autre État ne saurait s'en prévaloir. Dans sa Note précitée, le Sénat fonde entre autres sa demande sur l'article 27 de l'acte

additionnel du $\frac{5}{17}$ août 1818, et sur le tarif de douanes annexé à la convention commerciale de 1834. — L'article 27 étend en effet à la ville de Cracovie la stipulation de la convention qui fut conclue alors avec l'Autriche en exécution du traité de Vienne; de sorte que les habitants de la ville libre étaient admis à jouir dans les États respectifs des mêmes avantages commerciaux et des mêmes exemptions que ladite convention assurait aux sujets des deux parties contractantes. Mais il est facile de voir que cette disposition ne saurait être invoquée dans le cas présent; car, s'il est exact de dire que la Russie et l'Autriche sont convenues, en 1818, d'étendre à la ville de Cracovie les stipulations que renfermait l'acte additionnel, on ne saurait en conclure, que ces deux puissances aient eu alors l'intention ou pris l'engagement de la faire également participer aux autres avantages commerciaux qu'elles pourraient mutuellement s'accorder par la suite, et qui ne seraient pas une conséquence des principes arrêtés à Vienne en 1815. La même observation s'applique à l'argument que le Sénat cherche à déduire d'une clause du tarif annexé à la convention de 1834. Car s'il est dit que, tous les articles qui ne sont pas énumérés dans ce tarif général du royaume de Pologne pour le commerce avec les autres pays, jouiront des bénéfices et seront soumis aux mêmes droits que les articles passés par les autres frontières, il n'en résulte point que les vins d'Autriche et de Hongrie, qui ne se trouvent point mentionnés sur le tarif conventionnel, doivent pour cela lorsqu'ils sont importés de Cracovie, jouir de la diminution de droit qui a été statuée pour les vins importés directement de l'Autriche, attendu que cette exemption ne constitue point une disposition du tarif général, qui était en vigueur en 1834, mais a été accordée plus tard par une exception expresse à ce tarif général.

Signé E. baron STERNBERG.

N° XXXVII.

L'administration des droits réunis de la ville libre de Cracovie : — en satisfaisant à la demande de la corporation des marchands de cette ville, déclare, par les présentes, qu'il a été introduit à Cracovie, à titre de consommation, la quantité suivante de vins de Hongrie et d'Autriche :

En 1834. — 180,984 garnietz ou 6,032 tonneaux.
— 1835. — 206,103 —— — 6,872
— 1836. — 58,757 —— — 1,958
— 1837. — 63,603 —— — 2,120

Le présent tableau est certifié conforme aux actes originaux de l'administration des droits réunis; aussi l'avons-nous signé et muni de notre sceau.

Signé Kulski (L. S.)

Cracovie, le 14 mars 1838.

N° XXXVIII.

Extrait du protocole de séances de la Commission d'organisation. — Déclaration. — Le commissaire plénipotentiaire de Mionczynski, apprenant par le rapport du Sénat, en date du 3 juin a. c. qu'un bureau de poste autrichienne vient d'être établi à Cracovie sur le mode de la poste prussienne déjà existante, se croit obligé de renouveler et d'appliquer ici la déclaration de S. M. Impériale et Royale, son auguste maître, insérée à ce sujet au procès-verbal du comité d'organisation, le 8 juillet 1817, qui témoigne aux deux hautes Cours : que l'art. xii du traité additionnel, en réservant aux trois puissances contractantes la faculté d'établir des bureaux de poste particuliers, n'avait pour objet que la sûreté des expéditions officielles,

puisqu'il déclare que ces puissances pourront suppléer à l'établissement desdits bureaux par l'adjonction d'un secrétaire; que cette réserve, n'avait pas été stipulée dans l'intention de priver Cracovie des avantages d'un établissement de poste sur son territoire, avantages qui deviendraient nuls, si chacune des trois Cours en voulait s'attribuer les revenus que pouvaient procurer à la ville libre ses relations avec les États des augustes protecteurs, dont les provinces entourent Cracovie de tous côtés; que cette même réserve ne saurait d'ailleurs s'appliquer dans aucun cas aux relais, mais seulement à l'expédition des lettres et des paquets d'office, puisqu'il est dit expressément en l'article mentionné que la ville de Cracovie conserve sur son territoire le privilége des postes; que la fin de l'article précité, établissant un mode pour régler les frais d'expédition des lettres de passage et les frais de port pour l'intérieur, assure à la République de Cracovie le revenu tout entier des postes, dont le commencement dudit article lui accorde le privilége, et comme l'explication ci-dessus énoncée est la seule admissible, parce que c'est la seule qui assure à la cité libre de Cracovie la jouissance du privilége des postes, stipulé en sa faveur, S. M. l'Empereur et Roi, mon gracieux maître, ne saurait donc s'empêcher de regarder comme peu d'accord avec l'esprit du traité additionnel, toute autre interprétation, ainsi que les mesures prises à cet égard par les gouvernements d'Autriche et de Prusse.

Signé Mionczynski.

Cracovie, le 16 juin 1818.

N° XXXIX.

La conférence des résidents des hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les soussignés résidents ont l'honneur de faire au Sénat

de la ville libre de Cracovie, d'ordre de leurs augustes Cours, la communication suivante. — Ayant eu lieu d'observer que dans l'application du 2e §. de l'article 11 de la Constitution, portant: « qu'il ne pourra être accordé dans la ville et sur le « territoire de Cracovie aucun asile ni protection à des déser- « teurs ou à des gens poursuivis par la loi, qui sont transfuges: « (appartenants aux pays de l'une ou de l'autre des trois puis- « sances protectrices) et que, sur la demande d'extradition qui « pourra en être faite par les autorités compétentes, de tels in- « dividus seront arrêtés et livrés sans délai, sous bonne es- « corte, aux points de la frontière fixés à cet effet; » le Gouvernement cracovien a voulu soutenir qu'il n'est tenu de délivrer que les déserteurs et les individus auxquels on a déjà fait le procès dans un des pays limitrophes, et qui pour se soustraire aux poursuites légales, se sont réfugiés dans le rayon libre; les hautes Cours protectrices croient devoir déclarer au Sénat, que cette interprétation de l'article en question est abusive et contraire aux stipulations bien précises de l'article VI du traité additionnel du $\frac{21 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$ 1815, qui garantit expressément l'extradition des transfuges, déserteurs ou gens poursuivis par la loi, sans établir de distinction aucune entre ceux qui auraient déjà subi un jugement, et ceux auxquels leur procès n'aurait pas encore été fait. Il est bien entendu que l'article 11 de la Constitution, étant basé sur l'article VI du traité additionnel, ne peut en aucun cas, quand même, ce qui n'est pas, la rédaction présenterait quelques doutes, être expliqué de manière à invalider le sens originaire de la stipulation dont il est la conséquence, et qu'il a plutôt en vue de renforcer que d'affaiblir. Après cette rectification, le Sénat sentira sans doute lui-même l'obligation où se trouve le Gouvernement de Cracovie, de se conformer strictement dans l'exécution du §. 2 de l'article 11 de la Constitution au sens clair et précis de l'article VI du traité, sans se prévaloir, quant aux transfuges et

gens poursuivis par la loi, de la distinction qu'il avait voulu établir par une interprétation erronée ou abusive. Bien que la nouvelle loi de la police, concernant les étrangers, eût défini d'une manière plus positive encore les obligations de Cracovie vis-à-vis des puissances protectrices, les trois Cours ont jugé cette déclaration nécessaire, pour prévenir le retour de malentendus, pareils à celui qui vient d'être signalé et qui intervertirait l'ordre naturel des relations de ce pays avec les États qui l'entourent et le protégent.

Signé HARTMANN, E. baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 9 septembre 1837.

N° XL.

La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. Depuis la réorganisation de la ville libre de Cracovie en 1833, les Cours protectrices ayant suivi d'un œil attentif le développement des réformes introduites à cette époque dans les lois organiques de ce pays, ont vu avec regret que l'effet de ces réformes n'a pas répondu à leur attente, quant aux améliorations qui devaient en résulter, pour le rétablissement de l'ordre et d'une marche plus régulière de l'administration. Au milieu des grands désordres qui se sont succédé coup sur coup, le Gouvernement n'a montré ni assez de prévoyance pour les prévenir, ni assez d'énergie pour les réprimer. Les avis les plus salutaires, comme les plus sérieuses remontrances adressées au Sénat, restaient sans effet. L'audace des artisans de troubles, augmentant avec l'impunité des crimes, la sûreté personnelle et la tranquillité publique ont été gravement compromises, et les trois Cours persuadées avec la dernière évidence de l'impuissance du Sénat à remédier à ce mal tou-

jours croissant, ont enfin été obligées de lui prêter l'assistance de leur force armée, pour rétablir l'ordre et la sécurité dans ce malheureux pays, dont le bien-être s'est trouvé à la merci de quelques obscurs anarchistes. Le moment étant venu où, après le rétablissement de la tranquillité publique, le Gouvernement de Cracovie doit être de nouveau abandonné à ses propres forces, les trois Cours alliées croiraient manquer aux devoirs que leur impose, vis-à-vis de ce pays, leur position de puissances protectrices, si elles n'avisaient pas aux moyens de prévenir le retour d'événements pareils à ceux qui ont motivé l'occupation militaire du territoire cracovien, et dont le renouvellement serait aussi funeste au bien-être de la ville libre, que compromettant pour le maintien de ses bonnes relations avec les États voisins et protecteurs, qui forment la condition essentielle de sa prospérité et de son existence politique. L'expérience ayant plus que suffisamment démontré que le relâchement des ressorts administratifs ainsi que la faiblesse et l'irrésolution du Gouvernement qui s'est laissé dans toutes les occasions si facilement intimider par l'audace des fomentateurs de troubles, ont été sinon la seule, au moins la principale cause de tous ces désordres, les Cours protectrices ont principalement fixé leur attention sur les moyens de prêter au Sénat la force et l'énergie qui lui manquaient jusqu'à présent, et de remplacer par leur appui moral le secours de la force matérielle qu'elles sont sur le point de lui retirer [1]. C'est principalement dans ce but qu'ont été rédigés les amendements aux statuts organiques du Sénat et des Assemblées politiques, que les soussignés ont l'honneur de communiquer sous ce pli au Sénat, d'ordre et d'après l'autorisation de leurs augustes Cours, en l'invitant de les mettre à exécution dans le plus bref délai possible. Les hautes Cours protectrices, ayant également con-

[1] Ceci était dit en 1837, et pourtant en 1840 l'occupation n'a pas cessé encore.

senti à la modification des articles VII et XI de la Charte constitutionnelle, que le Sénat avait proposée, afin de les mettre en harmonie avec les principes qu'il a adoptés pour la réorganisation de la police, la rédaction de ces articles amendés se trouve jointe ci-après. Elles ont en même temps jugé nécessaire d'ajouter à la Constitution l'article additionnel ci-annexé, portant suppression des maires des communes et des juges suppléants, dont l'institution n'a fait qu'entraver la marche de l'administration et en compliquer les rouages. Il s'entend de soi-même que toutes les dispositions des différents statuts et de la constitution en vigueur depuis 1833, qui seraient contraires aux amendements spécifiés dans les annexes de la présente Note, doivent être considérées comme abrogées. Les soussignés aiment à se persuader que le Sénat recevra cette communication avec reconnaissance comme une nouvelle preuve des dispositions bienveillantes de leurs augustes Cours, qui ont constamment à cœur de contribuer autant qu'il est en elles à rétablir à Cracovie un ordre des choses compatible avec le bien-être de cette ville et la sécurité des États voisins. Ce but sera facile à atteindre, si le Sénat, pénétré de l'importance de ses devoirs, saura profiter de l'appui moral que les trois Cours protectrices se sont montrées prêtes à lui accorder et user avec discernement des moyens qui sont mis à sa disposition, tant pour résister aux factions qui voudraient troubler l'ordre public, que pour comprimer les discordes qui pourraient naître dans son propre sein.

Signé HARTMANN, E. baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 9 septembre 1837.

N° XLI.

N° 6995. — Amendement des articles VII et XVIII de la Constitution de Cracovie. — Le second alinéa de l'art. VII sera de la teneur suivante : « le droit de prononcer sur les recours en grâce de toutes les peines, hormis celles encourues par les membres de la milice, à l'égard desquelles il a été statué autrement, appartient en partie au Sénat et en partie à son président, en sa qualité de chef du Gouvernement. » — Nouveau §. ajouté à la fin de l'article XVIII : « la milice est soumise à une législation pénale et correctionnelle séparée conformément aux lois et règlements en vigueur pour ce corps. » — *In fidem copiæ.*

Signé HARTMANN. (L. S.)

N°. XLII.

La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les visites domiciliaires qui ont eu lieu chez le libraire Grabowski et chez le négociant Jean Bochenek, ont fait découvrir chez le premier un bon nombre de livres d'un contenu incendiaire et tendant à exciter à la haine contre les gouvernements des puissances protectrices, et chez le second, une correspondance de laquelle il appert que cet individu ainsi que son fils Léon étaient les agents les plus actifs de la presse révolutionnaire. Le Gouvernement de la ville libre ayant senti lui-même toute la gravité des délits en question et ayant exprimé, par sa Note du 7 de ce mois, sa ferme résolution de faire punir les coupables selon toute la sévérité des lois existantes, les soussignés ont l'honneur d'inviter S. E. M. le président et le Sénat, de faire traduire à cet effet le libraire Gra-

bowski ainsi que les MM. Jean et Léon Bochenek, devant les tribunaux compétents. Comme il est évident que les individus sus-dénommés ont entretenu des relations illicites avec l'étranger, et que leurs menées criminelles tendaient principalement à répandre le venin révolutionnaire dans les provinces limitrophes, la sollicitude des Cours protectrices pour la conservation de la tranquillité publique en général et pour le bien-être de leurs sujets en particulier, leur impose le devoir et leur donne le droit d'exiger de la part du Gouvernement de Cracovie que les investigations les plus scrupuleuses aient lieu, pour découvrir toutes les trames ourdies par les susdits inculpés, et que communication leur soit faite de tous les détails et de tous les résultats des enquêtes qui auront lieu dans cette vue. Pour atteindre ce but avec plus de sûreté et plus de facilité, les soussignés ont été chargés d'engager le Gouvernement de la ville libre, d'admettre aux enquêtes judiciaires dont il s'agit, des commissaires que les missions des trois Cours seront dans le cas de déléguer, pour y assister en leur nom. En s'acquittant de cet ordre, les soussignés ont l'honneur de prévenir S. E. M. le président et le Sénat, que l'action de ces commissaires se bornera à assister à toutes les interrogations, à prendre connaissance de tout ce qui peut répandre du jour sur l'étendue des relations criminelles des inculpés, et à relever tout ce qui, dans la vue du bon ordre et du repos public de leurs provinces, peut intéresser les hautes Cours protectrices. Les personnes désignées à remplir cette tâche sont, de la part de la mission d'Autriche, M. le concepiste du gouvernement Wohlfart; de la part de la mission de Prusse, l'employé M. Klein, et de la part de la mission de Russie, M. l'assesseur de collége Korostofzoff.

Signé Hartmann, E. baron Sternberg, Liehmann.

Cracovie, le 31 mars 1836.

N° XLIII.

La conférence des résidents des hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. — La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices ayant été informée que le tribunal, saisi du procès intenté contre les sieurs Bochenek et Grabowski, a tenu dernièrement une séance dans cette affaire, sans en prévenir les commissaires délégués par les missions d'Autriche, de Prusse et de Russie, elle se voit dans le cas d'appeler sur cette circonstance l'attention sérieuse de S. E. M. le président et du louable Sénat. En l'invitant de demander sur cet objet des éclaircissements du tribunal en question, la conférence doit insister sur ce que de pareilles contraventions à la volonté des hautes Cours protectrices n'aient plus lieu, et que la séance dont il s'agit, ainsi que toute autre qui pourrait avoir été tenue ou qui serait encore tenue dans ladite affaire sans la présence des commissaires délégués *ad hoc*, soient déclarées comme non avenues et sans nul effet. La conférence des résidents s'attend à une prompte satisfaction de la présente réclamation, et à la communication des ordres que le louable Sénat voudra bien émaner à ce sujet.

Signé Hartmann, E. baron Sternberg, Liehmann.

Cracovie, le 1er juillet 1836.

N° XLIV.

La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les hautes Cours protectrices de la ville libre de Cracovie ayant résolu de supprimer l'institution des maires

des communes, ainsi que celle des juges suppléants, et de faire exercer à l'avenir les fonctions confiées jusqu'à présent à ces magistrats, dans la ville de Cracovie, par la direction de police, et dans le territoire par les commissaires des districts, les soussignés résidents ont l'honneur de transmettre ci-après à S. E. M. le président et au Sénat les principes qui serviront de base au développement de cette mesure.

Signé HARTMANN, E, baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 9 septembre 1837.

N° XLV.

Article additionnel à la Constitution de la ville libre de Cracovie. — « L'institution des maires des communes, ainsi que celle des juges suppléants créés en 1833, sont supprimées, et les fonctions confiées jusqu'à présent à ces magistrats, seront exercées à l'avenir, dans la ville de Cracovie, par la direction de police, et dans le territoire par des commissaires de district. La nomination et la révocation de ces employés administratifs appartiendra au Gouvernement de la ville libre. » (L. S.)

Pro vera copia,

Signé HARTMANN.

N° XLVI.

N° 7076. La conférence des résidents des trois hautes Cours protectrices au louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les soussignés résidents des hautes Cours protectrices se sont empressés de porter à la connaissance de leurs augustes Cours la Note que le Sénat de la ville libre de Cracovie leur a fait l'honneur de leur adresser le 2 de ce mois, et qui avait pour objet de signaler aux puissances protectrices l'état défectueux de l'administration de la justice, en appelant leur attention et

leur sollicitude sur la nécessité d'y opérer les réformes que l'expérience a rendues indispensables. Cette démarche du Sénat a été envisagée comme une preuve manifeste de ses soins éclairés pour le bien-être de ses administrés, et comme un accomplissement consciencieux des devoirs de surveillance qui lui sont imposés par la Constitution à l'égard des tribunaux du pays, et les Cours protectrices l'ont accueillie avec d'autant plus de satisfaction, que les abus d'une nature bien grave qui se sont introduits dans cette partie si importante du service public, et les justes plaintes qui s'en sont suivies n'avaient pas échappé à leur attention. Guidées par les sentiments de bienveillance qui les animent pour l'État de Cracovie, les trois Cours s'occuperont sans retard de l'examen approfondi de cette question, pour s'entendre sur les moyens les plus sûrs de remédier aux vices de l'organisation actuelle de la magistrature, démontrés par l'expérience, et d'assurer aux habitants de ce pays les bienfaits d'une justice plus régulière et plus impartiale. L'objet est cependant si important en lui-même, qu'il exige une mûre délibération et une entente plus particulière entre les trois Cours. En attendant que les soussignés soient mis à même d'en communiquer le résultat au Gouvernement de la ville libre, ils ont été chargés de faire connaître à l'Assemblée des représentants, qui va se réunir, l'intention des Cours protectrices, que, vu les changements qui pourront avoir lieu dans l'organisation des tribunaux, il soit sursis, pour le moment, à toute nomination aux places vacantes dans la judicature, hormis celles de juges de paix; et ils autorisent en même temps le Sénat, au nom des trois Cours, à prendre provisoirement telles mesures que le cas pourrait exiger, pour que le cours de la justice ne soit point interrompu.

Signé Hartmann, E. baron Sternberg, Liehmann.

Cracovie, le 29 novembre 1837.

N° XLVII.

Le Sénat gouvernant, etc., ayant reçu, le 26 de ce mois, de la conférence des résidents, notification que les trois hautes Cours protectrices ont jugé convenable, 1°. De suspendre toute action et procédure des tribunaux du pays dans l'affaire des sociétés secrètes et dans celle de l'assassinat de Célak ; 2°. De désigner un comité d'instruction, composé de gens de loi, à qui seraient remises toutes les pièces et procédures des causes précitées, afin d'éclaircir les faits imputés aux prévenus et les menées criminelles qui se trament à Cracovie contre la tranquillité et l'ordre public; ce comité se trouvant composé de MM. Zaionczkowski, conseiller de cour en Gallicie, de la part de l'Autriche; Sultzer, conseiller de la chambre de justice de la ville de Berlin, de la part de la Prusse ; et Brzezinski, juge à la cour d'appel du royaume de Pologne, de la part de la Russie; le Sénat en informe les tribunaux, leur enjoint de se conformer aux susdites décisions des hautes Cours, et de remettre au comité en question tous les actes dont il s'agit, sans le moindre retard et sur sa demande directe.

Le président du Sénat,
Signé HALLER.

Le secrétaire général,
Signé DAROWSKI.

Cracovie, le 27 novembre 1838.

N° XLVIII.

Nous président et sénateurs de la ville libre, indépendante et strictement neutre de Cracovie et de son territoire. —

Les hautes Cours protectrices ayant, dans leur paternelle sollicitude pour le bien de ce pays, reconnu indispensable d'in-

troduire certains changements tant dans la législation existante que dans l'organisation de l'ordre judiciaire, et ayant surtout dirigé leur attention sur la marche de la justice criminelle comme garantie de la sécurité intérieure du pays et influant sur la tranquillité des États limitrophes, viennent de communiquer au Sénat, par l'entremise de la conférence des résidents, les bases d'après lesquelles elles veulent voir cette branche du service public organisée et mise en activité sans nul délai. Avant donc que l'organisation générale de l'ordre judiciaire, qui contiendra aussi la direction de la marche de la justice criminelle, ne soit publiée, dans l'esprit des principes et d'après la volonté expresse des hautes Cours protectrices à nous communiquée, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

1°. A partir du 20 juillet courant, perdront leur force de loi tous les articles additionnels et modifications quelconques introduits du temps du duché de Varsovie ou postérieurement dans le Code de procédure criminelle autrichienne, obligatoire à Cracovie, comme incompatibles avec l'esprit du Code pénal en vigueur, et dès la même époque, toutes les causes criminelles dans lesquelles il n'y a pas eu encore de jugement porté auront à être instruites et jugées selon le Code de la procédure autrichienne tel qu'il était avant l'année 1809.

2°. Avant que le nouveau statut sur l'organisation judiciaire ne soit promulgué, voici les autorités qui auront à s'occuper de l'instruction et du jugement des causes pénales dans l'ordre et les limites ci-dessous indiqués :

A. La direction de la police ;

B. Le tribunal de première instance ;

C. La cour d'appel ;

D. La cour suprême criminelle.

3°. L'étendue et les limites de la juridiction de la direction de la police et de ses fonctionnaires subordonnés, les commis-

saires de cercles et de districts, tant sous le rapport de la constatation du corps du délit dans les crimes et délits graves, que sous le rapport de la punition de ces derniers, seront indiquées à cette direction par son règlement particulier.

4°. Le tribunal de première instance aura à remplir, dans tous les procès criminels, les fonctions attribuées aux tribunaux criminels par les lois en vigueur, excepté dans les cas :

1°. Où il s'agira de crimes de haute trahison, de menées politiques et autres crimes ou délits découlant ou liés avec ces derniers ;

2°. Où il s'agira de procès pour abus d'autorité, péculat, concussion ou prévarication contre les membres du Sénat, (y compris le secrétaire-général,) les présidents, juges et procureurs du tribunal et de la cour d'appel, ou contre le directeur de la police, dans quels cas, l'instruction aura lieu d'après les prescriptions d'un supplément ajouté à la présente ordonnance sous la lettre *B*, et dont le texte allemand aura à être considéré comme authentique.

5°. Pour un arrêt valable au tribunal de première instance, la présence de trois juges au moins, y compris le président, est nécessaire.

6°. La cour d'appel fonctionnera dans les affaires criminelles selon les dispositions du Code pénal relatives au tribunal supérieur. Dans les délits graves, à l'exception de ceux qui, en vertu du supplément sous la lettre *A* et des règlements en vigueur, se trouvent soumis en dernier ressort à la juridiction de la section de police du Sénat, la cour d'appel formera la seconde et dernière instance.

7°. Pour un arrêt valable à la cour d'appel, il faut la présence de cinq membres au moins, quand il s'agira du jugement de crimes, et de trois membres quand il s'agira du jugement de délits. Le président sera toujours compris dans ce nombre.

8°. La suprême cour criminelle sera composée :

A. De trois fonctionnaires de l'ordre judiciaire délégués par les trois puissances protectrices de Cracovie ;

B. De deux juges du tribunal ou de la cour d'appel, tirés au sort parmi ceux qui n'avaient pas siégé dans les deux premières instances quand la cause en question s'y trouvait portée.

9°. La présidence de la cour suprême appartiendra toujours à l'un des délégués des trois puissances protectrices. Cette présidence sera remplie par un de ces délégués pendant une année entière. Après cet espace de temps elle passera à tour de rôle aux autres délégués. L'ordre alphabétique du nom des puissances servira de règle à ce sujet.

10°. La suprême cour criminelle se réunira d'ordinaire à Cracovie, tous les six mois. Dans des cas extraordinaires elle pourra se réunir plus fréquemment sur le désir exprimé par les résidents réunis en conférence.

11°. A la suprême cour criminelle appartiendront toutes les attributions qui, d'après les lois existantes, ont appartenu à Cracovie, à la plus haute instance judiciaire, en tant en combien elles peuvent avoir lieu dans les circonstances actuelles. Il lui appartiendra en particulier d'ordonner que les procédures pénales quelconques, devant les autres tribunaux, soient soumises à son examen, et de faire traduire, en cas d'irrégularités reconnues, les coupables devant la justice.

12°. Pour un arrêt valable à la suprême cour criminelle, la présence de tous les cinq membres est nécessaire ; pour tous les autres actes de ce tribunal, la présence des trois délégués des puissances protectrices sera suffisante.

13°. Tous les procès criminels, dans lesquels il n'y a pas eu encore d'arrêt prononcé jusqu'au 20 juillet dernier, seront instruits et jugés selon les dispositions de la présente ordonnance.

14°. Dans toutes les instances, le nombre des juges déci-

dant en matière criminelle doit toujours être impair. Le sort indiquera les membres du tribunal qui auront à se retirer. Le résident et le rapporteur ne tireront pas au sort.

15°. Toutes les lois existantes, en tant qu'elles se trouveraient contraires à la présente ordonnance et à ses deux suppléments sous les lettres *A* et *B*, sont abrogées.

16°. L'exécution de la présente ordonnance qui aura force de loi depuis le 20 juillet de l'année courante, est confiée à qui de droit.

Pour le président,
L'abbé Bystrzonowski.

Le secrétaire général,
Darowski.

Nowakowski,
Secrétaire directeur de la chancellerie du Sénat.

Fait à Cracovie, dans la salle des séances du Sénat, le 2 juillet 1839.

Supplément *A aux bases de la réorganisation judiciaire de l'État libre de Cracovie.*

I.

Dès qu'il y aura des indices suffisants pour inférer qu'une ou plusieurs personnes dans l'État libre de Cracovie se sont rendues coupables du crime de haute trahison ou de toute autre action troublant la tranquillité, révolte, émeute ou violences publiques, dont traite en particulier la première section, depuis le paragraphe 52 jusqu'au 71 inclusivement du Code pénal autrichien obligatoire à Cracovie, ou que tout autre crime à l'appui de tendances révolutionnaires, en conséquence ou en liaison avec elles, a été commis, une commission d'enquêtes extraordinaire sera envoyée d'office à Cracovie par les trois hautes Cours protectrices, qui complétera les premiers inter-

rogatoires faits par la police, décidera, d'après les lois existantes, de la mise en accusation, et accomplira, à l'égard de ceux qui auront à être jugés, l'instruction criminelle ordinaire, ne procédant cependant aux interrogatoires qu'en la présence de deux assesseurs assermentés délégués à cet effet par le Gouvernement de Cracovie. Le jugement des prévenus mis en état d'accusation aura lieu par les tribunaux criminels ordinaires et d'après les lois existantes.

II.

Une exception à la règle prescrite par l'article précédent pour l'instruction judiciaire ne peut avoir lieu que lorsque les résidents des trois Cours, réunis en conférence, après un strict examen des circonstances, l'auront reconnu convenable, dans quel cas toutes les attributions qui devaient servir à la commission d'enquêtes spéciale passeront au tribunal criminel ordinaire de Cracovie, qui s'en acquittera en présence de délégués envoyés par les trois résidents.

III.

La décision sur le point s'il y a des motifs suffisants pour juger qu'un crime a été commis dans un but de haute trahison, ou qu'il a été la conséquence ou en liaison avec des menées révolutionnaires, est exclusivement réservée aux résidents des trois Cours protectrices, réunis en conférence.

IV.

Les condamnations passées en force de chose jugée, à l'égard des crimes désignés dans les paragraphes précédents, ne pourront être modérées ni remises par le Sénat de Cracovie, qu'autant que les trois puissances protectrices y consentiraient. Dans le cas où le président du Sénat se proposerait d'user à cet

effet de ces attributions résultant de l'article VII de la Constitution de Cracovie, il aura d'abord à demander l'assentiment des puissances protectrices, par l'entremise de leurs résidents, tant sur la question en général si une aggraciation quelconque peut être prononcée, que sur celle en particulier de quelle manière et à quel degré elle doit avoir lieu.

V.

Comme l'État libre de Cracovie ne possède point de places fortes et en général de prisons assez sûres pour pouvoir y détenir des condamnés politiques selon les dispositions des lois existantes, les hautes puissances protectrices se chargent de prendre et de garder dans leurs prisons les condamnés en question, et cela quant à ceux d'entr'eux qui auraient été les sujets d'une des hautes puissances, sans aucune indemnisation pour leur garde et entretien, et, quant à ceux qui seraient sujets cracoviens, moyennant une rétribution stipulée par un arrangement spécial avec le Gouvernement de ce pays.

VI.

Pour ce qui concerne les graves contraventions de police contre l'ordre et la sécurité publique dont parle la deuxième section du Code pénal obligatoire à Cracovie, depuis le paragraphe 37 jusqu'au paragraphe 71 inclusivement, de même que pour les contraventions qui résultent d'insultes envers des factionnaires et de délits de la presse en tant que ceux-ci ne deviennent des crimes, la direction de la police aura à faire l'enquête et à porter le jugement en première instance. La juridiction en seconde et dernière instance, dans les cas précités, appartiendra à la section de police dans le Sénat de Cracovie.

La modération ou la remise des peines prononcées pour ces contraventions et délits ne pourra être décrétée par le Sénat

qu'avec l'assentiment des résidents des trois Cours protectrices, réunis en conférence.

Pour copie conforme,

Signé DE HARTMANN. (L. S.)

SUPPLÉMENT *B aux bases de la réorganisation judiciaire de l'État libre de Cracovie.*

I.

Lorsque un membre du Sénat (y compris le secrétaire général), un président, juge ou procureur du tribunal de première instance ou du tribunal supérieur, ou le directeur de la police sera traduit en justice pour abus d'autorité, péculat, concussion ou prévarication, les résidents réunis en conférence, auxquels les actes de l'affaire en question auront à être aussitôt communiqués, institueront une commission d'enquête composée de fonctionnaires judiciaires des États limitrophes, ou de membres de la magistrature de Cracovie, qui complétera les interrogatoires précédents, décidera d'après les lois existantes de la mise en accusation des prévenus, et terminera l'instruction criminelle à leur égard, les interrogatoires ne devant néanmoins se faire qu'en présence de deux assesseurs assermentés délégués par le Gouvernement de Cracovie. Le jugement de ces personnes, mises en accusation comme il est dit ci-dessus, aura lieu devant les tribunaux criminels ordinaires et selon les lois existantes.

II.

Les condamnations prononcées dans les affaires en question ne pourront être modérées ou remises par le Sénat, qu'avec l'assentiment des hautes Cours protectrices. Le Sénat aura donc en ce cas à demander aux hautes Cours, par l'entremise de leurs

résidents, si en général une grâce doit avoir lieu, et en particulier de quelle manière et à quel degré elle pourra être admise.

Pour copie conforme,

Signé DE HARTMANN.

N° XLIX.

N° 6648. La conférence des trois hautes Cours à S. E. M. le président et au louable Sénat. Ayant pris en considération que les circonstances qui avaient motivé l'ajournement de la Diète ont cessé d'exister, et que la réunion de cette assemblée est devenue nécessaire pour assurer et régulariser la marche de l'administration, les hautes Cours protectrices viennent de consentir à ce que la convocation de la Diète puisse avoir lieu dans le courant du mois de décembre prochain. Les soussignés, en s'acquittant du devoir d'en informer S. E. M. le président et le louable Sénat de Cracovie, ont l'honneur d'inviter le Gouvernement de la ville libre de Cracovie à prendre les mesures que cette disposition rendra nécessaires.

Signé HARTMANN, LIEHMANN, Baron STERNBERG.

Cracovie, le 1er novembre 1837.

N° L.

N° 7075. La conférence des trois hautes Cours à S. E. M. le président et au louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les soussignés représentants d'Autriche, de Prusse et de Russie viennent de recevoir l'ordre d'informer S. E. M. le président et le louable Sénat de Cracovie que les trois hautes Cours protectrices ont résolu de maintenir la composition actuelle du Gouvernement de la ville libre; et que, par conséquent, la prochaine

Diète n'aura point à s'occuper de l'élection d'un président du Sénat, ni de celle de sénateurs. Les soussignés, en s'acquittant de ce devoir, ont l'honneur d'inviter S. E. M. le président et le louable Sénat à prendre les mesures nécessaires pour donner suite à cette communication.

Signé HARTMANN, baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, ce 29 novembre 1837.

N° LI.

N° 7428. La conférence des trois hautes Cours. — En restituant ci-après à S. E. M. le président et au louable Sénat les deux projets du budget, ainsi que les sept projets des lois y relatives, qu'ils ont bien voulu communiquer à la conférence des résidents, par la Note du 29 novembre, reçue le 18 décembre de cette année, les soussignés ont l'honneur de les prévenir qu'ils n'ont aucune objection à faire à ce que ces projets soient soumis à la délibération de la prochaine Diète. Comme cependant l'organisation de la police, ainsi que celle de la milice, ont obtenu la sanction des hautes Cours protectrices, les soussignés ont l'honneur d'inviter S. E. M. le président et le louable Sénat à faire connaître à l'Assemblée des représentants que les sommes allouées par le projet du budget à ces deux branches du service public ne sauraient former un objet de la discussion de cette Assemblée, et encore moins être sujettes à une diminution quelconque.

Signé HARTMANN, LIEHMANN.

Pour autorisation du résident de Russie,

TSCHAVATI.

Cracovie, le 20 décembre 1837.

N° LII.

N° 2044. J. G. du S. Le Sénat de la ville libre de Cracovie à la conférence des résidents des trois hautes Cours.—La Chambre des représentants a voté une adresse aux souverains protecteurs de cet État, en chargeant le Sénat de la faire parvenir au pied des trônes de Leurs Majestés par l'entremise de MM. les résidents. Le Sénat, désirant de s'assurer si l'Adresse en question sera agréée, a l'honneur d'en communiquer la copie à la conférence, en la priant de vouloir bien l'instruire à cet égard.

Signé HALLER,
DAROWSKI.

Cracovie, le 18 avril 1838.

N° LIII.

N° 2604. J. G. du S. La conférence des résidents des trois hautes Cours à S. E. M. le président et au louable Sénat. — Les soussignés résidents d'Autriche, de Prusse et de Russie, ayant pris connaissance de l'Adresse à leurs augustes souverains, que le Sénat de la ville libre a bien voulu leur communiquer en copie par sa Note du 18 avril dernier, et qui a été votée par la Chambre des représentants, se trouvent dans la pénible obligation de déclarer que cette pièce ne leur paraît nullement de nature à pouvoir être portée au pied des trônes de Leurs Majestés. Se faisant un devoir de confirmer à ce sujet les doutes que le Gouvernement de cet État semble avoir lui-même éprouvés, quant à la convenance et l'opportunité de l'Adresse dont il s'agit, les soussignés s'empressent de le prévenir qu'il ne pourra y être donné aucune suite, et qu'elle est à regarder comme non avenue.

Signé HARTMANN, baron STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 14 mai 1838.

N° LIV.

N° 3388. La conférence des résidents des hautes Cours protectrices à S. E. M. le président et au Sénat de la ville libre de Cracovie. — Les soussignés résidents d'Autriche, de Prusse et de Russie se sont fait un devoir de soumettre à leurs hautes Cours tant la Note du 23 mars, n° 1564, par laquelle le louable Sénat signale comme illégaux plusieurs arrêts de la Chambre des représentants, et en demande le redressement, que celle du 2 mai, n° 2329, par laquelle le Gouvernement de la ville libre tâche de justifier son attitude vis-à-vis de la dernière Diète, en alléguant l'impossibilité où il se trouvait de prévenir ou d'empêcher les irrégularités auxquelles cette assemblée s'est laissée aller. En réponse à ces Notes, les soussignés ont reçu l'ordre de faire à S. E. M. le président et au louable Sénat les communications suivantes : Ne cessant de vouer une sollicitude particulière au bien-être de ce pays, et ne croyant pouvoir y contribuer plus efficacement qu'en veillant à la plus stricte observation des lois et des règlements en vigueur, les hautes Cours n'ont pu apprendre qu'avec autant de surprise que de regret les nombreuses infractions à la Constitution et aux statuts, dont la dernière Diète s'est rendue coupable. Plus ces infractions sont graves par leur nature et préjudiciables dans leurs effets, plus elles étaient propres à attirer l'attention la plus sérieuse des hautes Cours protectrices, et à provoquer de leur part la ferme résolution de paralyser et de déjouer les menées d'une faction, dont tous les efforts ne tendent évidemment qu'à répandre et entretenir dans ce pays l'esprit de désordre et de l'anarchie. Comme cependant le louable Sénat croit devoir attribuer en grande partie les irrégularités commises par l'Assemblée des représentants à la défectuosité des lois fondamentales de la République et à l'insuffisance des moyens mis à

la disposition du Gouvernement pour prévenir et réprimer les abus dont il s'agit, et qu'il reconnaît le besoin d'y remédier par une révision de la législation politique de ce pays, les hautes Cours ne tarderont pas à prendre cet avis en mûre considération, et se réservent de faire connaître au louable Sénat les déterminations que cet état de choses leur suggérera. Afin d'écarter, en attendant, les incertitudes et les embarras où se trouve le Gouvernement de la ville libre, à la suite des arrêts de la dernière Diète, spécifiés dans la Note du 23 mars, les hautes Cours viennent de statuer ce qui suit : Quant au budget des recettes, n° 1, conformément aux dispositions de l'article XV de la Constitution, l'Assemblée des représentants ne peut pas modifier les projets présentés par le Sénat, mais elle doit simplement les adopter ou les rejeter. Les articles CXIX et CXX du statut pour les assemblées politiques, en développant ce principe et en l'appliquant aux lois financières, interdisent expressivement à la Diète la faculté d'y apporter un changement quelconque qui « n'aurait pas été préalablement communiqué au Sénat et agréé par lui à la pluralité des voix. »

Comme il appert tant de l'exposé contenu dans la Note du 23 mars, que de différentes pièces de la correspondance échangée entre le Sénat et la Chambre des représentants, relativement au projet de loi sur l'augmentation de l'impôt personnel et industriel, que la Diète a de son propre chef, et contre le gré du Sénat, opéré dans ledit projet des changements très-importants en modifiant, non-seulement le chiffre de la somme totale à prélever, mais aussi le mode de répartition parmi les contribuables, les hautes Cours ne sauraient reconnaître, dans ce procédé, qu'une violation manifeste de la loi fondamentale et des statuts organiques. Elles ne peuvent, par conséquent, que déclarer nul et non avenu l'arrêt de la Chambre des représentants, du 7 février de cette année, qui concerne l'augmentation de l'impôt personnel et industriel, et maintenir, à l'égard de cet

impôt, la loi du 5 janvier 1821, telle qu'elle a existé jusqu'à la dernière Diète. *Ad* n° 2. En substituant, sans le concours du Gouvernement, un chiffre beaucoup plus élevé au montant de la somme à percevoir de la coupe de bois dans les forêts du fisc, proposé par le Sénat sur la base du revenu, retiré jusqu'ici, et réglé sur les principes d'une économie systématique, l'Assemblée des représentants a outrepassé ses pouvoirs, en contrevenant aux stipulations des articles cités *ad* n° 1, et a donné en même temps une preuve non équivoque du peu d'intérêt qu'elle portait à la conservation des domaines de l'État. Les hautes Cours reconnaissent par conséquent comme illégal et inadmissible l'arrêt de la Diète, tendant à hausser arbitrairement les sommes à percevoir de la coupe des bois dans les forêts du fisc, et maintiennent en vigueur les dispositions de la Chambre de 1833, concernant cet objet, dispositions que l'Assemblée de 1838 n'était aucunement en droit de changer sans le concours du Sénat. *Ad* n° 3. Considérant que le Sénat, en sa qualité de suprême autorité municipale, est exclusivement appelé à régler et à administrer les revenus communaux de la cité de Cracovie et de ses faubourgs; revenus dont un des principaux est celui qui provient des taxes à payer par les aubergistes, cabaretiers, etc., pour les permis de vendre des boissons (*konsens*); considérant en outre que, depuis l'existence de la République de Cracovie, le Sénat a toujours exercé ce droit sans le concours de la Diète; et que, pendant cet espace de temps, il a de son propre chef soumis ces taxes, à différentes reprises, à de nouveaux règlements, et nommément en date du 13 août 1817, n° 2672, et du 1er mai 1822, n° 1536, sans qu'aucune Assemblée des représentants lui ait contesté cette faculté, et sans qu'aucune d'elles l'ait jamais révoquée en doute; considérant enfin que la Diète de 1820, à laquelle s'étaient adressés plusieurs citoyens du cinquième arrondissement, à l'effet de provoquer de sa part un amendement du règlement

dont il s'agit, a, par l'office du 19 décembre, n° 91, renvoyé cette requête au Sénat, et que celui-ci, après avoir nommé à la suite de cette démarche un comité pour examiner le sujet de la plainte, a émis, toujours de son propre chef, le règlement du 1er mai 1822, en vigueur jusqu'à présent, et que, par ce fait, ladite Assemblée avait reconnu elle-même le Sénat comme la seule autorité compétente en cette matière; les hautes Cours sont d'avis que la réclamation de la dernière Diète contre l'émission, par le Sénat, d'un nouveau tarif des taxes en question, étant dépourvue de tout fondement légal, doit être considérée comme inadmissible. Elles ont, par conséquent, résolu de conserver à ce dernier aussi pour l'avenir et dans toute son intégrité, une attribution qu'il a possédée de tout temps. Il sera donc loisible au Sénat de mettre sans retard à exécution son projet concernant la hausse de la taxe à payer pour les permis de vendre des boissons (*konsens*), mentionné dans sa Note du 23 mars, sauf à rendre compte à qui de droit des sommes entrées dans les caisses du Gouvernement, à la suite de cette mesure. Cette augmentation des revenus servira en même temps à couvrir le déficit dans la recette résultant des décisions de la dernière Diète, que les hautes Cours se sont vu dans le cas d'annuler comme illégales. *Ad* n° 4. Les hautes Cours ayant prononcé *ad* n° 1 que l'augmentation de l'impôt personnel et industriel, votée par la dernière Assemblée des représentants, ne saurait être mise à exécution, il s'ensuit que les gros additionnels de la somme, dont la perception est abrogée, ne devront non plus être prélevés. Quant au budget des dépenses, *ad* n° 1, les articles CXXXII et CXXXIII du statut pour les assemblées politiques prescrivant à la Chambre des représentants de voter le budget par titres, et ne l'autorisant aucunement à en régler les différentes positions, ce qui est une attribution exclusive du Gouvernement, la dernière Diète a donc outrepassé ses pouvoirs, en statuant sur chaque position

séparément. Elle n'était par conséquent non plus en droit de rayer du budget la place de l'adjoint de l'économe de la ville, et cela d'autant moins que ce poste a été maintenu sur le budget primitif de 1816, qui, en vertu du décret de la Commission d'organisation du 31 juillet 1818, ne saurait être modifié par la Chambre des représentants qu'à la suite d'une proposition émanée du Sénat, ce qui n'a pas eu lieu dans la présente occasion. Il reste donc entièrement abandonné au jugement du Sénat, si le poste dont il s'agit peut être supprimé sans inconvénients pour le service, ou s'il doit être maintenu comme par le passé. *Ad* n° 2. Déjà, dans le sein de l'Assemblée des représentants qui a eu lieu en 1833, le doute s'est élevé si et dans quelle forme elle était en droit de donner suite aux pétitions qui lui furent adressées, à l'effet d'obtenir des pensions de retraite, des gratifications, des augmentations d'appointements, ou d'autres avantages pécuniaires de ce genre. Afin de faire résoudre ce doute d'une manière authentique, ladite Assemblée s'est adressée, en date du 10 août, par l'entremise du Sénat, à la Commission de réorganisation qui, par son rescrit du 6 décembre, a décidé : « Que les pétitions, qui « n'ont pour objet qu'un intérêt particulier comme pour de- « mander une pension, une récompense, etc., ne sauraient « être prises en considération par la Chambre des représen- « tants avant d'être examinées par le Sénat, qui seul, comme « autorité suprême administrative et exécutive, est à même « de connaître si le pétitionnaire a des titres suffisants pour « obtenir la récompense ou les égards qu'il sollicite ; que, « d'après ces considérations qui sont puisées dans l'esprit des « institutions du pays, l'Assemblée des représentants aura « d'abord à renvoyer au Sénat toutes les pétitions qui n'au- « raient pas pour objet un changement quelconque dans la « législation, ou un sujet de plainte ; et qu'il dépendra du « Sénat, s'il trouve que la pétition mérite d'être prise en con-

« sidération, de la soumettre à la Chambre avec son opinion, « ou de ne lui donner aucune suite dans le cas contraire. » Si, en présence d'une décision aussi claire que précise, la dernière Diète a cependant cru pouvoir se dispenser de soumettre les pétitions dont il s'agit à l'examen du Sénat, et si elle a accordé à plusieurs individus des augmentations d'appointements, des pensions de retraite ou d'autres avantages, sans avoir préalablement demandé l'avis du Sénat sur l'admissibilité ou sur l'opportunité d'une pareille concession, elle est sortie des limites de ses attributions, et elle a empiété sur une des prérogatives les plus essentielles du gouvernement, savoir, celle d'exercer l'influence la plus directe et la plus décisive sur les récompenses à donner. Les hautes Cours se trouvent donc dans la pénible nécessité de déclarer nuls et non avenus tous les arrêts de la dernière Diète accordant des augmentations d'appointement, des pensions de retraite ou d'autres avantages, à des individus que le Sénat n'a point recommandés à cet effet à la Chambre des représentants. Comme cependant il se pourrait que, dans ce nombre, il y eût quelques-uns auxquels le Gouvernement n'aurait point refusé son appui si leur pétition lui avait été communiquée par la Diète, et comme il n'entre aucunement dans les intentions des hautes Cours de faire peser sur des individus recommandables les suites d'une mesure provoquée par les procédés illégaux de la Chambre, elles autorisent S. E. M. le président et le louable Sénat à sanctionner, par exception à l'égard de ceux d'entre ces individus qu'ils jugeront dignes de cette faveur, les résolutions de l'Assemblée des représentants, quoique prises d'une manière illégale. *Ad* 3. En restituant au Sénat les états de la paye des fonctionnaires publics, la Commission de réorganisation avait prescrit, par son décret du 22 août 1833, « que « tous les traitements fixés lors de la première organisation de « ce pays, de même que ceux que la Commission de 1833 aura

« assignés elle-même aux fonctionnaires de quelque branche « de l'administration que ce soit, ne peuvent subir aucune « réduction; mais que, pour tout ce qui concerne les augmen- « tations à proposer par le Sénat, l'Assemblée des représentants « pourra les adopter ou les rejeter. » Il s'ensuit donc que la Diète de 1838 n'avait aucun droit à supprimer les indemnités de fiacre que les susdites Commissions, après un mûr examen des localités et des exigences du service, avaient assignées aux professeurs de la clinique médicale et chirurgicale, ainsi qu'à celui d'astronomie; et le louable Sénat est, par conséquent, invité à ne donner aucune suite à l'arrêt de la Chambre prononçant la suppression des indemnités en question. *Ad* 4. Ni la Constitution, ni les statuts en vigueur n'accordent à la Chambre des représentants la faculté d'attacher des conditions spéciales à l'allocation des fonds nécessaires pour une branche quelconque du service public. Elle a encore moins le droit de désigner les individus auxquels l'administration des fonds, ou l'exécution d'une mesure, doivent être confiées, ce qui, selon les principes de tous les gouvernements constitutionnels, est une attribution exclusive des autorités administratives, attribution qui, sans confondre tous les pouvoirs, ne saurait, dans aucun cas, être concédée à un corps législatif. Le louable Sénat est, par conséquent, autorisé à envisager la clause par laquelle la Chambre des représentants a confié à la Commission des comptes l'administration de la subvention accordée au théâtre de Cracovie comme nulle et sans aucun effet. *Ad* 5. L'observation de la Chambre des représentants qu'avant de pouvoir assigner les sommes nécessaires à la restitution du surplus payé au trésor public par les fermiers et les paysans dans les terres du fisc, il était indispensable que ce surplus fût préalablement liquidé, et le montant total connu avec exactitude, a paru aux hautes Cours protectrices aussi juste que raisonnable. Quoiqu'il soit à désirer que les fermiers, ainsi que les

paysans dans les terres du fisc, puissent toucher, au plus tôt possible, les indemnités qui leur reviennent à la suite de la réduction du cens, il n'y a cependant pas d'autre moyen, puisque le Sénat n'a pas été à même de communiquer à la dernière Diète les liquidations réclamées par elle, que d'ajourner les indemnités dont il s'agit jusqu'à l'époque où la prochaine Assemblée des représentants aura voté les fonds nécessaires pour ce titre de dépenses. Jusqu'alors le louable Sénat aura sans doute achevé tout le travail propre à faciliter les délibérations de ladite Assemblée sur cet objet important. *Ad* 6. Les propriétaires de maisons à Cracovie ayant, en dernier lieu, manifesté leur disposition à indemniser, par le moyen d'une répartition volontaire, ceux d'entre eux qui sont dans le cas de loger le petit nombre d'officiers appartenant à la garnison de Cracovie, la troupe étant placée dans ses casernes, la première partie de la réclamation du Sénat n'a plus d'objet. Enfin S. E. M. le président ayant communiqué à la conférence des résidents, postérieurement aux Notes du Sénat en date du 23 mars et du 2 mai, un compte détaillé des épargnes faites jusqu'au 1er mai de cette année sur les fonds de la milice, qui démontre à toute évidence que, conformément à l'avis de la Diète, ces épargnes seront plus que suffisantes pour couvrir complétement les frais peu considérables occasionnés au trésor public par les fournitures en chauffage et éclairage, faites aux troupes de Sa Majesté Impériale et Royale, le second point de la susdite réclamation se trouve, par ce fait, également écarté. Après avoir, par les décisions ci-dessus, éclairci tous les doutes concernant le budget, les hautes Cours ont chargé les soussignés d'inviter S. E. M. le président et le louable Sénat à donner cours à ces décisions dans les formes les plus convenables.

Signé HARTMANN, baron U. STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, le 1er juin 1838.

N° LV.

N° 2302. La conférence, etc. A S. E. M. le président et au louable Sénat, etc. — Le louable Sénat, en communiquant aux soussignés résidents d'Autriche, de Prusse et de Russie, par une Note en date du 9 janvier, deux projets de statut pour la commission permanente des comptes, dont l'un rédigé par le Sénat, et l'autre par ladite commission elle-même, les a requis d'obtenir de la part des hautes Cours protectrices la sanction de l'un de ces projets. Pénétrés de l'importance d'un règlement devant tracer à la commission des comptes la marche qu'elle aurait à suivre dans l'exercice de ses fonctions, établir les bases et les principes de ces opérations, et déterminer avec précision l'étendue de son pouvoir, les soussignés ont voué l'attention la plus scrupuleuse à l'examen des deux projets susmentionnés. Cet examen fait apercevoir aux soussignés que le projet préparé par le Sénat n'approfondissait pas assez les principales questions de l'objet, qu'il n'avisait pas d'une manière suffisante aux moyens de prévenir les collisions entre le Gouvernement et la susdite commission, et qu'en général il portait trop l'empreinte de la hâte et des circonstances dans lesquelles il a été rédigé; qu'en revanche, celui fourni par la commission elle-même tendait évidemment à stipuler pour cette dernière une telle extension de pouvoir, et pour ses membres des priviléges et des immunités d'une nature si étrange, qu'au lieu de répondre au but de son institution (qui, aux termes de l'article XIV de la Charte, ne doit servir qu'à contrôler et régulariser les comptes), ladite commission dégénérerait pour ainsi dire en une espèce de dictature financière, si les principes contenus dans cette pièce devaient être adoptés. Les soussignés ne sauraient par conséquent se dissimuler qu'aucun des deux projets en question ne se qualifie à être soumis à la

sanction des hautes Cours protectrices, et ils ont en conséquence l'honneur de les restituer ci-après au louable Sénat, et de l'inviter à vouloir bien, après avoir mûrement pesé toutes les circonstances, procéder à une nouvelle rédaction du statut organique pour la commission des comptes, qui, en mettant celle-ci à même d'atteindre le but de son institution, lui assignerait en même temps, vis-à-vis du Gouvernement de la ville libre de Cracovie, une position compatible avec l'autorité constitutionnelle et la dignité de ce dernier. Comme, enfin, il n'est pas permis d'admettre que la commission des comptes puisse s'acquitter d'une manière satisfaisante de la tâche qui lui est imposée sans être munie d'une instruction quelconque à cet effet, et sans même connaître légalement les limites de son activité, les soussignés n'hésitent pas, pour prévenir les inconvénients signalés par le louable Sénat dans sa Note du 24 mars, n° 1587, à l'autoriser de suspendre les délibérations de ladite commission jusqu'à l'époque où les règlements indispensables pour sa gestion pourront lui être communiqués.

Signé Hartmann, baron U. Sternberg, Liehmann.

Cracovie, le 10 avril 1838.

N° LVI.

N° 23 du journal présidial du Sénat. La conférence des résidents au Sénat. — La marche irrégulière des débats de la Diète de Cracovie et les nombreuses déviations de l'ordre légal et exemplaire, dont toutes les assemblées législatives précédentes se sont rendues coupables, n'ont pas pu échapper à l'attention des Cours protectrices. Elles ont eu fréquemment l'occasion de se convaincre, que le temps destiné à l'examen des objets d'utilité publique était absorbé dans la Chambre par des discussions oiseuses sur des questions irritantes, soulevées par

les organes du parti anarchique, dans le but évident de paralyser l'action du Gouvernement et de placer l'administration dans l'embarras. Les attaques de la dernière Diète contre les droits et les attributions du Sénat, et l'illégalité de plusieurs de ses décisions, ont prouvé que les modifications partielles introduites dans ses statuts sont insuffisantes pour empêcher à l'avenir le renouvellement de pareils abus, et justifient pleinement les représentations faites par le Sénat dans sa Note du 2 mai 1838, à l'effet de demander des nouveaux changements dans cette loi organique. Cette affaire ayant été mûrement examinée, les résidents ont reçu l'ordre d'informer le Sénat, qu'en vertu des pouvoirs donnés aux Cours protectrices de décider de toutes les modifications à introduire dans les lois organiques de la ville libre de Cracovie, selon les besoins que l'expérience aura indiqués, ces Cours autorisent le Sénat à s'en occuper de concert avec les résidents soussignés, et de soumettre à leur approbation un nouveau projet de statut sur les assemblées politiques. En abandonnant cette tâche avec confiance au zèle éclairé du Sénat, les hautes Cours se sont bornées à prononcer sur quelques points principaux, sur lesquels doit s'appuyer particulièrement la réponse du statut en question. Ces points se trouvent spécifiés dans l'acte ci-joint. En le communiquant au Sénat, les soussignés se plaisent à croire qu'il saura apprécier les intentions bienveillantes des hautes Cours à son égard, ayant pour but d'étendre son autorité et de la placer au-dessus de l'influence pernicieuse des partis, qui ont toujours exploité les franchises politiques accordées à l'État libre de Cracovie, au profit de leurs vues anarchiques.

Signé DE HARTMANN, baron UNGERN STERNBERG, LIEHMANN.

Cracovie, ce 19 juin 1839.

N° LVII.

Pièce annexée à la Note des résidents du 19 juin 1839. — Bases adoptées par les trois hautes Cours protectrices touchant les modifications à introduire dans le statut des assemblées politiques de l'État libre de Cracovie.

1°. La Diète de l'État libre de Cracovie ne sera désormais convoquée que lorsque le gouvernement du pays le jugera nécessaire ou utile, et en particulier dans le cas où il s'agira d'un changement à introduire dans le budget. La nécessité ou l'utilité de cette convocation auront toujours besoin d'être reconnues par les trois hautes Cours protectrices.

2°. Tous les fonctionnaires publics, à l'exception des membres du Sénat, des avocats et des notaires, pourront être élus représentants, s'ils possèdent les qualités requises par la loi, et s'ils se trouvent autorisés à cet effet par le Sénat.

3°. La liste des candidats pour les places de représentants sera communiquée aux résidents des trois Cours, qui, réunis en conférence, pourront y effacer les noms des personnes contre lesquelles ils auraient de graves objections.

4°. L'Assemblée des représentants ne pourra, sous aucun prétexte, discuter d'autres matières que celles qui seront soumises à son examen par le Sénat. Dès qu'elle aura prononcé à ce sujet, elle aura à être dissoute immédiatement.

5°. La présence de la moitié au moins des représentants est nécessaire pour l'ouverture de la session. Si, par suite du manque de candidats pour le poste de représentants, ou par toute autre cause, ce strict complet ne saurait se réunir, ou si les représentants négligeaient de s'assembler dans les trois premiers jours après leur convocation, la Diète sera considérée comme dissoute. Dans ce cas, de même que dans le cas où

le Sénat aurait jugé nécessaire de dissoudre une Assemblée déjà légalement constituée, les projets de loi qui avaient été préparés pour elle seront soumis aux trois Cours protectrices, et en tant qu'ils obtiendront leur sanction, auront force de loi jusqu'à la Diète suivante.

6°. Le président du Sénat et les sénateurs seront nommés par les hautes Cours protectrices. Le secrétaire général sera choisi par le Sénat, mais après que le président de ce corps se sera concerté à ce sujet avec les résidents des trois Cours.

7°. Toutes les dispositions législatives contraires aux bases ci-dessus énoncées seront considérées comme abrogées.

Pour copie conforme,

Signé DE HARTMANN. (L. S.)

N° LVIII.

N° 6429 du Journal général du Sénat. —

Tableau des sommes de la Gallicie occidentale payées en vertu de la convention du 29 *avril* 1828 *par l'Autriche au royaume de Pologne, et dont le gouvernement polonais s'est engagé de payer la part respective à l'État libre de Cracovie.*

	CAPITAL EN VALEUR DE VIENNE.				INTERÊTS EN MONNAIE DE CONVENTION.			
		DONT				DONT		
	SOMME TOTALE.	Pour le royaume de Pologne.	Pour Cracovie.	Pour un partage proportionnel entre les deux pays.	SOMME TOTALE.	Pour le royaume.	Pour Cracovie.	Pour un partage proportionnel entre les deux pays.
D'après les relevés de la comptabilité aulique de Vienne, communiqués au Sénat de Cracovie par la Note du résident autrichien, en date du 2 novembre 1838, les paiements des sommes au royaume de Pologne, en vertu de la convention de 1828, se trouvent répartis ainsi qu'il suit :	fl. 3,104,848	fl. 475,715	fl. 307,988	fl. 2,321,144	fl. 742,002	fl. 125,483	fl. 121,223	fl. 495,294

Fait à la section de la comptabilité du Sénat de Cracovie.

Signé FIALKOWSKI.

Cracovie, le 13 février 1839.

Nota. Les intérêts se trouvent comptés ici jusqu'au mois de juin 1828. Les fractions de florins ont été omises sur ce tableau.

N° LIX.

N° 1882 à n° 452. Ministère impérial des affaires étrangères, mission impériale de Russie. A S. E. M. le président du louable Sénat de la ville libre de Cracovie. — Ayant porté à la connaissance du Gouvernement du royaume de Pologne le désir du Sénat de la ville libre, exposé dans son office en date du 25 janvier dernier, concernant les sommes qui, d'après la convention conclue en 1828 entre la Russie et l'Autriche, reviennent au Gouvernement de la ville libre, le soussigné résident vient de recevoir la réponse ci-jointe en copie de la commission dirigeante des finances du royaume de Pologne; il appert de cette pièce, que le gouvernement du royaume n'ayant pas reçu jusqu'à ce moment les éclaircissements nécessaires réclamés par lui du gouvernement autrichien, au sujet des sommes provenant des fonds de fondations, et l'article VII de la convention susmentionnée n'admettant pas d'action partielle dans cette affaire, la Commission des finances a fait les démarches nécessaires pour renouveler la réclamation des éclaircissements dont il s'agit.

Signé baron U. STERNBERG.

Cracovie, le $\frac{28 \text{ mars}}{9 \text{ avril}}$ 1839.

N° LX.

N° 18284. Varsovie, le $\frac{15}{27}$ mars 1839. — La Commission des finances et du Trésor. A la Note de la mission impériale à Cracovie, en date du $\frac{13}{25}$ février courant, au sujet de l'exécution, en faveur de la ville libre de Cracovie, de l'art. VII de la convention du $\frac{17}{29}$ avril 1828, c'est-à-dire au sujet de la demande que, selon les tableaux des comptes communiqués par le gouvernement autrichien au Gouvernement de Cracovie, la part des fonds généraux d'éducation qui revient positivement

à ce dernier, savoir, en capital, la somme de 307,988 fl. 26 $\frac{1}{4}$ k., valeur de Vienne, et en intérêts, celle de 121,223 fl. 56 k., en monnaie de convention, lui soit payée par notre gouvernement; et que, relativement à la partie indivise de ces fonds, se montant, en capital, à 2,321,144 fl. 17 $\frac{3}{4}$ k., et en intérêts, à 495,294 fl. 22 $\frac{3}{4}$ k., en monnaie de convention, on convienne d'un terme pour conclure une transaction avec le délégué du Gouvernement de Cracovie, la Commission des finances et du Trésor a l'honneur de répondre que le gouvernement du royaume de Pologne ne saurait procéder à l'exécution partielle de l'art. vii de la convention de 1828, puisque cet article n'admet pas d'opération de ce genre. Le gouvernement du royaume de Pologne peut d'autant moins agréer la proposition ci-dessus indiquée, que le gouvernement autrichien n'a pas encore, pour la plus grande part, satisfait aux demandes qui lui ont été adressées, et que, par là, il a jeté du doute sur les résultats totaux. S'il a trouvé une base pour déterminer la partie des fonds revenant positivement à l'État libre de Cracovie, il peut et doit aussi en trouver une pour opérer la répartition de cette catégorie des fonds, à l'égard de laquelle il propose qu'on transige; et il est impossible que cela ne soit pas en son pouvoir, puisque c'est lui qui a réalisé les biens et les capitaux des instituts, pour les incorporer dans son fonds général d'éducation, et qu'il a administré ces fonds, en capital et en intérêts, à travers leurs diverses vicissitudes. Si donc le gouvernement du royaume de Pologne, au milieu de toutes ces incertitudes, se décidait à payer quelque chose au Gouvernement cracovien, cela ne pourrait qu'augmenter à embrouiller la question; et s'il consentait à conclure un arrangement sans une connaissance parfaite des sources particulières d'où provenaient les capitaux du fonds général d'éducation et des diverses phases qu'il a subies depuis 1809, il s'exposerait, en agissant ainsi sans base fixe, à faire du tort à l'une ou à l'autre des par-

ties contractantes. C'est pourquoi la Commission des finances et du Trésor s'est adressée à l'autorité supérieure pour réclamer du gouvernement autrichien les éclaircissements en question, et ne peut que prier la mission impériale à Cracovie à engager le Gouvernement cracovien à prendre encore patience jusqu'à ce que cette affaire soit suffisamment éclaircie et mûrie; dans quel but la Commission a déjà pris depuis la conclusion de la convention de 1828, et continue de prendre, avec le plus grand zèle, toutes les mesures nécessaires.

Le conseiller d'État,
Signé SIENNICKI.

Le secrétaire,
Signé WENDRYCHOWSKI.

Pour copie conforme,
Signé KOROSTOWZOFF.

N° LXI.

TRAITÉ ADDITIONNEL RELATIF A CRACOVIE,

ENTRE

L'AUTRICHE, LA PRUSSE ET LA RUSSIE,

DU $\frac{21 \text{ avril}}{3 \text{ mai}}$ 1815.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, voulant donner suite à l'article de leurs traités respectifs qui concerne la neutralité, la liberté et l'indépendance de la ville de Cracovie et de son territoire, ont nommé pour remplir leurs intentions bienveillantes à cet égard, savoir :

S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, le sieur Clément-Venceslas-Lothaire prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, chevalier de la Toison d'Or, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Étienne, chevalier des ordres de Saint-André, de Saint-Alexandre Newski et de Sainte-Anne de la première classe, grand-cordon de la Légion-d'Honneur, chevalier de l'ordre de l'Éléphant, de l'ordre suprême de l'Annonciade, de l'Aigle-Noire et de l'Aigle-Rouge, des Séraphins, de Saint-Joseph de Toscane, de Saint-Hubert, de l'Aigle-d'Or de Wurtemberg, de la Fidélité de Bade, de Saint-Jean-de-Jérusalem et de plusieurs autres, chancelier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, curateur de l'académie des Beaux-Arts, chambellan, conseiller intime actuel de S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, son ministre d'État, des conférences et des affaires étrangères, son plénipotentiaire au congrès;

S. M. le Roi de Prusse, le prince de Hardenberg, son chancelier d'État, chevalier du grand ordre de l'Aigle-Noire, de l'Aigle-Rouge, de celui de Saint-Jean-de-Jérusalem et de la Croix-de-Fer de Prusse, de ceux de Saint-André, de Saint-Alexandre Newski et de Sainte-Anne de la première classe de Russie, grand-croix de l'ordre royal de Saint-Étienne de Hongrie, grand-cordon de la Légion d'Honneur, chevalier de l'ordre de Saint-Charles d'Espagne, de l'ordre suprême de l'Annonciade de Sardaigne, de l'ordre des Séraphins de Suède, de celui de l'Éléphant de Danemarck, de l'Aigle-d'Or de Wurtemberg et de plusieurs autres, son premier plénipotentiaire au congrès; et

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le sieur André comte de Rasoumoffski, son conseiller privé actuel, chevalier des ordres de Saint-André et de Saint-Alexandre Newski, grand-croix de celui de Saint-Wladimir, son premier plénipotentiaire au congrès;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés

en bonne et due forme, ont conclu, signé et arrêté les articles suivants :

ARTICLE 1er. La ville de Cracovie avec son territoire sera envisagée à perpétuité comme cité libre, indépendante, et strictement neutre, sous la protection des trois hautes parties contractantes.

ART. II. Le territoire de la ville libre de Cracovie aura pour frontière, sur la rive gauche de la Vistule, une ligne qui, commençant au village de Woliça, à l'endroit de l'embouchure d'un ruisseau qui, près de ce village, se jette dans la Vistule, remontera ce ruisseau par Clo, Koscielniki jusqu'à Czulice, de sorte que ces villages sont compris dans le rayon de la ville libre de Cracovie : de là, en longeant les frontières des villages, continuera par Dziekanowice, Garlice, Tomaszow, Karniowice, qui resteront également dans le territoire de Cracovie, jusqu'au point où commence la limite qui sépare le district de Krzeszowice de celui d'Olkusz : de là elle suivra cette limite entre les deux districts cités, pour aller aboutir aux frontières de la Silésie prussienne.

ART. III. S. M. l'Empereur d'Autriche, voulant contribuer en particulier de son côté à ce qui pourra faciliter les relations de commerce et de bon voisinage entre la Gallicie et la ville libre de Cracovie, accorde à perpétuité à la ville riveraine de Podgorze les priviléges d'une ville libre de commerce, tels qu'en jouit la ville libre de Brody. Cette liberté de commerce s'étendra à un rayon de cinq cents toises, à prendre de la barrière des faubourgs de la ville de Podgorze. Par suite de cette concession perpétuelle, qui cependant ne doit point porter atteinte aux droits de souveraineté de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, les douanes autrichiennes ne seront établies que dans des endroits situés hors dudit rayon. Il n'y sera formé de même aucun établissement militaire qui pourrait me-

nacer la neutralité de Cracovie, ou gêner la liberté de commerce dont Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique veut faire jouir la ville et le rayon de Podgorze.

Art. iv. Par une suite de cette concession, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a résolu de permettre également à la ville de Cracovie d'appuyer ses ponts, à la rive droite de la Vistule, aux endroits par lesquels elle a toujours communiqué avec Podgorze, et d'y attacher ses bateaux. L'entretien de la rive, là où ses ponts seront ancrés ou amarrés, sera à ses frais. Elle sera également chargée de l'entretien des ponts, ainsi que des bateaux ou prames de passage, pour la saison où les ponts ne peuvent point être maintenus. S'il y avait cependant à cet égard relâchement, négligence ou mauvaise volonté dans le service, les trois Cours conviendraient, sur des faits constatés à cet égard, d'un mode d'administration, pour le compte de la ville, qui écarterait toute espèce d'abus de ce genre pour l'avenir.

Art. v. Immédiatement après la signature du présent traité, il sera nommé une Commission mixte, composée d'un nombre égal de commissaires et d'ingénieurs, pour tracer sur le terrain la ligne de démarcation, placer les poteaux, en décrire les angles et les relèvements, et lever une carte avec la description des localités, afin que, dans aucun cas, il ne puisse y avoir par la suite ni difficulté ni doute à cet égard. Les poteaux qui désigneront le territoire de Cracovie devront être numérotés et marqués aux armes des puissances limitrophes et de celles de la ville libre de Cracovie. Les frontières du territoire autrichien, vis-à-vis de celui de Cracovie, étant formées par le *thalweg* de la Vistule, les poteaux autrichiens respectifs seront établis sur la rive droite de ce fleuve. Le rayon comprenant le territoire de Podgorze, déclaré libre pour le commerce, sera désigné par des poteaux particuliers, marqués aux armes d'Au-

triche, avec l'inscription : Rayon libre pour le commerce, « *Wolny okrag dla handlu.* »

Art. vi. Les trois Cours s'engagent à respecter et à faire respecter en tout temps la neutralité de la ville libre de Cracovie et de son territoire ; aucune force armée ne pourra jamais y être introduite, sous quelque prétexte que ce soit. En revanche, il est entendu, et expressément stipulé, qu'il ne pourra être accordé dans la ville libre et sur le territoire de Cracovie aucun asile ou protection à des transfuges, déserteurs ou gens poursuivis par la loi, appartenant aux pays de l'une ou de l'autre des trois puissances contractantes, et que, sur la demande d'extradition qui pourra en être faite par les autorités compétentes, de tels individus seront arrêtés sans délai, et livrés sous bonne escorte à la garde qui sera chargée de les recevoir à la frontière.

Art. vii. Les trois Cours ayant approuvé la Constitution qui devra régir la cité libre de Cracovie et son territoire, et qui se trouve annexée comme partie intégrante aux présents articles, elles prennent cette Constitution sous leur garantie commune. Elles s'engagent, en outre, à déléguer chacune un commissaire, qui se rendra à Cracovie pour y travailler de concert avec un comité temporaire et local, composé d'individus pris de préférence parmi les fonctionnaires publics, ou de personnes dont la réputation est établie. Chacune des trois puissances choisira pour cet effet un candidat dans une des trois classes, ou de la noblesse, ou du clergé, ou du tiers. La présidence de ce comité sera exercée par semaine, et alternativement, par l'un des commissaires des trois Cours. Le sort décidera de la première présidence, et le président jouira de tous les droits et attributions attachés à cette qualité. Ce comité s'occupera du développement des bases constitutionnelles en question, et en fera l'application. Il sera chargé également de faire

les premières nominations des fonctionnaires, de ceux, s'entend, qui n'auraient pas été nommés pour le Sénat par les hautes parties contractantes, qui, pour cette fois-ci, se sont réservé le choix de quelques personnes connues. Il travaillera également à mettre en action et en activité le nouveau gouvernement de la ville libre de Cracovie et de son territoire. Il entrera immédiatement dans la connaissance de l'administration actuelle, et il est autorisé à y faire tous les changements que l'utilité publique pourrait exiger jusqu'au moment où cet état provisoire cessera.

Art. viii. La Constitution de la cité libre de Cracovie et de son territoire n'admet point en sa faveur privilége, ou l'établissement de douanes. Elle lui accorde cependant les droits de barrières et de pontonage.

Art. ix. Pour établir une règle uniforme à l'égard des droits de pontonage, ou de passage, à percevoir par la ville libre de Cracovie, et qui doivent être proportionnés à ses charges, il a été convenu qu'il serait fait un tarif permanent et commun par la Commission citée à l'article vii. Le tarif ne pourra porter que sur les charges, les bêtes de somme ou de trait, et le bétail; jamais sur les personnes, excepté aux époques où le passage doit se faire en bateau.

Les bureaux de perception seront établis sur la rive gauche de la Vistule.

La même Commission arrêtera également les principes relatifs au cours des monnaies.

Art. x. Tous les droits, obligations, avantages et prérogatives, stipulés par les trois hautes parties contractantes dans les articles relatifs aux propriétaires mixtes, à l'amnistie, à la liberté du commerce et de la navigation, sont communs à la cité libre de Cracovie et à son territoire.

Pour faciliter, en outre, l'approvisionnement de la ville et

du territoire de Cracovie, les trois hautes Cours sont convenues de laisser sortir librement, et passer sur le territoire de la ville de Cracovie, le bois de chauffage, les charbons et tous les articles de première nécessité pour la consommation.

Art. xi. Une commission réglera, dans les terres du clergé et du fisc, les droits de propriété et de redevance des paysans de la manière la plus propre à relever et améliorer l'état de ces derniers.

Art. xii. La ville libre de Cracovie conserve pour elle, et sur son territoire, le privilége des postes. Il est libre cependant à chacune des trois Cours d'avoir à son gré, ou son propre bureau de poste à Cracovie, pour l'expédition des paquets allant ou venant de leurs États, ou d'adjoindre simplement au bureau des postes de Cracovie un secrétaire chargé de surveiller cette partie. Quant aux frais d'expédition pour les lettres de passage ou de port pour l'intérieur, cet objet sera réglé d'après des instructions rédigées en commun par la commission citée à l'article vii.

Art. xiii. Tout ce qui, dans la ville et le territoire libre de Cracovie, se trouvera avoir été propriété nationale du duché de Varsovie, appartiendra à l'avenir, comme telle, à la cité libre de Cracovie. Ces propriétés constitueront un de ses fonds de finances, et leurs revenus seront employés à l'entretien de l'Académie, à d'autres instituts littéraires, et principalement au perfectionnement des moyens d'éducation publique. Les revenus des barrières et des ponts sont destinés, par leur nature même, à l'entretien des ponts et voies publiques, tant dans la ville libre que sur le territoire de Cracovie. L'administration sera responsable de cette partie du service public, si nécessaire aux communications et au commerce.

Art. xiv. La disposition des revenus de la ville libre de Cracovie étant faite de manière à ce que l'excédant des frais

de l'administration soit employé aux objets indiqués dans l'article précédent, la ville de Cracovie ne pourra point être obligée de contribuer au paiement des dettes du duché de Varsovie, et, réciproquement, elle n'aura aucune part aux remboursements qui pourraient revenir à ce duché. Il sera libre toutefois aux habitants de Cracovie de liquider leurs prétentions particulières par-devant la commission qui sera chargée de régler les comptes.

Art. xv. L'Académie de Cracovie est confirmée dans ses priviléges et dans la propriété des bâtiments et de la bibliothèque qui en dépendent, ainsi que des sommes qu'elle possède en terres ou en capitaux hypothéqués. Il sera permis aux habitants des provinces polonaises limitrophes de se rendre à cette Académie, et d'y faire leurs études, dès qu'elle aura pris un développement conforme aux intentions de chacune des trois hautes Cours.

Art. xvi. L'évêché de Cracovie et le chapitre de cette cité libre, ainsi que tout le clergé séculier et régulier, seront maintenus. Les fonds, dotations, immeubles, rentes ou perceptions, qui constituent leur propriété, leur seront conservés. Il sera libre cependant au Sénat de proposer aux Assemblées de décembre un mode de répartition différent de celui qui pourrait exister, s'il était prouvé que l'emploi actuel des revenus ne fût point conforme aux intentions des fondateurs, principalement dans ce qui a rapport à l'instruction publique et à la malheureuse position du clergé inférieur. Tout changement à faire devra passer par les mêmes formalités que l'adoption d'une loi d'État.

Art. xvii. La juridiction ecclésiastique de l'évêché de Cracovie ne devant point s'étendre sur les territoires autrichien et prussien, la nomination de l'évêque de Cracovie est réservée immédiatement à S. M. l'Empereur de toutes les Russies, qui,

pour cette fois-ci, fera la première nomination d'après son choix. Par la suite, le chapitre et le Sénat auront le droit de présenter chacun deux candidats, parmi lesquels Sadite Majesté choisira le nouvel évêque.

Art. xviii. Un exemplaire des articles ci-dessus, ainsi que de la Constitution qui en fait partie principale, sera déposé solennellement par la Commission mixte, désignée à l'article vii, aux archives de la ville libre de Cracovie, comme une preuve permanente des principes généreux adoptés par les trois hautes puissances en faveur de la cité et du territoire libre de Cracovie.

Art. xix. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six jours.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, le 3 mai de l'an de grâce mil huit cent quinze.

Le prince de Metternich.
Le prince de Hardenberg.
Le comte de Rasoumoffski.

N° LXII.

CONSTITUTION

DE LA

VILLE LIBRE DE CRACOVIE.

Article 1er. La religion catholique, apostolique et romaine est maintenue comme religion du pays.

Art. ii. Tous les cultes chrétiens sont libres et n'établissent aucune différence dans les droits sociaux.

Art. iii. Les droits actuels des cultivateurs seront maintenus. Devant la loi, tous les citoyens sont égaux, et tous en sont également protégés. La loi protége de même les cultes tolérés.

Art. iv. Le Gouvernement de la ville libre de Cracovie et de son territoire résidera dans un Sénat, composé de douze membres appelés sénateurs, et d'un président.

Art. v. Neuf des sénateurs, y compris le président, seront élus par l'Assemblée des représentants.

Les quatre autres seront choisis par le chapitre et l'Académie, qui auront le droit de nommer chacun deux de ses membres pour siéger au Sénat.

Art. vi. Six des sénateurs le seront à vie. Le président du Sénat restera en fonctions pendant trois ans, mais il pourra être réélu. La moitié des autres sénateurs sortira chaque année du Sénat pour faire place aux nouveaux élus; c'est l'âge qui désignera les trois membres qui devront quitter leur place au bout de la première année révolue, c'est-à-dire que les plus jeunes d'âge sortiront les premiers. Quant aux quatre sénateurs délégués par le chapitre et l'Académie, deux d'entre eux resteront en fonctions à vie; les deux autres seront remplacés au bout de chaque année.

Art. vii. Les membres du clergé séculier et de l'Université, de même les propriétaires de terres, de maisons ou de quelque autre réalité s'ils paient cinquante florins de Pologne d'impôt foncier, les entrepreneurs de fabriques ou de manufactures, les commerçants en gros et tous ceux qui sont inscrits en qualité de membres de la Bourse, les artistes distingués dans les beaux-arts et les professeurs des écoles auront, dès qu'ils seront entrés dans l'âge requis, le droit politique *d'élire*. Ils pourront de même *être élus*, s'ils remplissent d'ailleurs les autres conditions déterminées par la loi.

Art. viii. Le Sénat nomme aux places administratives et révoque à volonté les fonctionnaires employés par son autorité. Il nomme de même à tous les bénéfices ecclésiastiques, dont la collation est réservée à l'État, à l'exception de quatre places au chapitre qui seront réservées pour les docteurs des facultés exerçant les fonctions de l'enseignement, et auxquelles nommera l'Académie.

Art. ix. La ville de Cracovie avec son territoire sera partagée en communes de ville et de campagne. Les premières auront chacune, autant que les localités le permettront, deux mille, et les autres trois mille cinq cents âmes au moins. Chacune de ces communes aura un maire, élu librement et chargé d'exécuter les ordres du Gouvernement. Dans les communes de campagne, il pourra y avoir plusieurs substituts de maire si les circonstances l'exigent.

Art. x. Chaque année il y aura au mois de décembre une Assemblée des représentants, dont les séances ne pourront être prolongées au delà de quatre semaines. Cette Assemblée exercera toutes les attributions du pouvoir législatif, et examinera les comptes annuels de l'administration publique, et réglera chaque année le budget. Elle élira les membres du Sénat suivant l'article organique arrêté à cet égard. Elle élira de même les juges. Elle aura le droit de mettre en accusation (par une majorité de deux tiers de voix) les fonctionnaires publics, quels qu'ils soient, s'ils se trouvent prévenus de péculat, de concussion ou d'abus dans la gestion de leurs places, et de les traduire par-devant la cour suprême de justice.

Art. xi. L'Assemblée des représentants sera composée :

1°. Des députés des communes, dont chacune en élira un;

2°. De trois membres délégués par le Sénat;

3°. De trois prélats délégués par le chapitre;

4°. De trois docteurs des facultés, délégués par l'Université ;

5°. De six magistrats conciliateurs en fonction, qui seront pris à tour de rôle.

Le président de l'Assemblée sera choisi d'entre les trois membres délégués par le Sénat. Aucun projet de loi tendant à introduire quelque changement dans une loi ou un règlement existant ne pourra être proposé à la délibération de l'Assemblée des représentants, s'il n'a pas été préalablement communiqué au Sénat, et si celui-ci n'a pas agréé la proposition à la pluralité des voix.

Art. xii. L'Assemblée des représentants s'occupera de la formation du code civil et criminel et de la forme de procédure. Elle désignera incessamment un comité chargé de préparer ce travail, dans lequel on gardera de justes égards aux localités du pays et à l'esprit des habitants. Deux membres du Sénat seront réunis à ce comité.

Art. xiii. Si la loi n'a pas été consentie par les sept huitièmes des représentants, et si le Sénat reconnaît à la pluralité de neuf voix, qu'il y a des raisons d'intérêt public à la soumettre encore une fois à la discussion des législateurs, elle sera renvoyée à la décision de l'Assemblée de l'année prochaine. Si le cas concerne les finances, la loi de l'année révolue restera en vigueur jusqu'à l'établissement de la loi nouvelle.

Art. xiv. Il y aura pour chaque arrondissement, composé au moins de six mille âmes, un magistrat conciliateur nommé par l'Assemblée des représentants. Son exercice sera fixé à trois ans. Outre son devoir de conciliateur, il veillera *d'office* aux affaires des mineurs, ainsi qu'aux procès qui regardent les fonds et les propriétés appartenants à l'État ou aux instituts publics. Il s'entendra sous ce double rapport avec le plus jeune des sénateurs, à qui sera déféré expressément le

soin de veiller aux intérêts des mineurs, et à tout ce qui concerne les causes relatives aux fonds ou aux propriétés de l'État.

Art. xv. Il y aura une cour de première instance et une cour d'appel. Trois juges dans la première et quatre dans la cour d'appel, y compris leurs présidents, seront à vie; les autres juges adjoints à chacune de ces cours au nombre nécessaire, d'après les localités, dépendront de la libre élection des communes, et ne géreront leurs fonctions que pendant un intervalle de temps déterminé par les lois organiques. Ces deux cours jugeront tous les procès sans distinction de leur nature ou de la qualité des personnes. Si les arrêts des deux instances sont conformes dans leurs décisions, il n'y a plus lieu à l'appel. Si leurs décisions sont discordantes pour le fond, ou bien si l'Académie, après avoir examiné les pièces du procès, reconnaît qu'il y a lieu à la plainte de violation de la loi ou des formes essentielles de procédure en matière civile, de même dans les arrêts emportant peine capitale ou infamante, l'affaire sera portée encore une fois à la cour d'appel; mais dans ce cas, au nombre des juges ordinaires il sera adjoint tous les juges conciliateurs de la ville et quatre individus, dont chacune des parties principales pourra choisir à son gré la moitié parmi les citoyens. La présence de trois juges est nécessaire pour porter la décision en première, celle de cinq en seconde, et celle de sept en dernière instance.

Art. xvi. La cour suprême, pour les cas prévus à l'article x, sera composée :

1°. De cinq représentants tirés au sort;

2°. De trois membres du Sénat choisis par ce corps;

3°. Des présidents des deux cours de justice;

4°. De quatre magistrats conciliateurs pris à tour de rôle;

5°. De trois citoyens choisis par le fonctionnaire mis en jugement.

La présence de neuf membres et nécessaire pour porter la décision.

Art. xvii. La procédure est publique en matière civile et criminelle. Dans l'instruction des procès (et en premier lieu de ceux qui sont strictement criminels) on appliquera l'institution des jurés, en l'adaptant aux localités du pays, à la culture et au caractère des habitants.

Art. xviii. L'ordre judiciaire est indépendant.

Art. xix. A la fin de la sixième année, à dater de la publication du statut constitutionnel, les conditions pour devenir *sénateur* par l'élection des représentants, seront :

1°. D'avoir l'âge de trente-cinq ans accomplis;

2°. D'avoir fait ses études complètes dans une des académies situées dans l'étendue de l'ancien royaume de Pologne;

3°. D'avoir géré les fonctions de maire pendant deux ans, celles de juge pendant deux ans, et celles de représentant pendant deux sessions de l'Assemblée;

4°. D'avoir une propriété immeuble taxée à 150 florins de Pologne d'impôt territorial, et qui a été acquise au moins un an avant l'élection.

Les conditions pour devenir juge seront :

1°. D'avoir l'âge de trente ans accomplis;

2°. D'avoir fait ses études complètes dans une des académies précitées, et obtenu le grade de docteur;

3°. D'avoir travaillé pendant un an près d'un greffier, et d'avoir également pratiqué durant une année près d'un avocat;

4°. D'avoir une propriété immeuble de la valeur de 8,000 florins de Pologne acquise au moins un an avant l'élection.

Pour devenir juge de la seconde instance, ou président d'une ou de l'autre cour, il faudra, outre ces conditions, avoir fait les fonctions de juge de première instance, ou celles de ma-

gistrat conciliateur, pendant deux ans, et avoir été une fois représentant.

Pour être élu représentant d'une commune il faudra :

1°. Avoir vingt-six ans accomplis;

2°. Avoir fait le cours complet d'études à l'Académie de Cracovie;

3°. Avoir une propriété immeuble taxée à 80 florins de Pologne, et acquise au moins un an avant l'élection.

Toutes ces conditions exprimées à l'article présent ne seront plus applicables à ceux qui, durant l'existence du duché de Varsovie, avaient géré des fonctions dépendantes de la nomination du Roi ou de l'élection des diétines, ni à ceux qui maintenant les auront obtenues de l'autorité des souverains contractants. Ils auront plein droit d'être nommés ou élus à toutes les places.

ART. XX. Tous les actes du Gouvernement, de la législation et des cours judiciaires seront rédigés en langue polonaise.

ART. XXI. Les revenus et les dépenses de l'Académie feront partie du budget général de la ville et du territoire libre de Cracovie.

ART. XXII. Le service intérieur de sûreté et de police se fera par un détachement suffisant de la milice municipale. Ce détachement sera relevé alternativement et commandé par un officier de ligne qui, ayant servi avec distinction, acceptera ce genre de retraite.

Il sera armé et monté un nombre suffisant de gendarmes pour la sûreté des chemins et des campagnes.

Fait à Vienne, le 3 mai de l'an de grâce mil huit cent quinze.

Le prince DE METTERNICH.
Le prince DE HARDENBERG.
Le comte DE RASOUMOFFSKI.

N° LXIII.

CONSTITUTION

DE LA VILLE LIBRE DE CRACOVIE

ET

DE SON TERRITOIRE.

(TRADUIT DU POLONAIS.)

ARTICLE 1er. La ville de Cracovie avec son territoire est déclarée à perpétuité cité libre, indépendante et strictement neutre, sous la protection de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie.

ART. II. L'état de stricte neutralité de la ville libre de Cracovie et de son territoire, étant fondé sur les traités et sur les rapports de garantie et de protection qui lui sont assurés dans ces traités par les trois hautes Cours protectrices, il en résulte :

1°. Que tout acte public ou clandestin, toute entreprise tendant à intervertir ou à troubler l'ordre public, établi dans les États sous la domination de l'un des trois souverains protecteurs, et toute participation à de pareilles entreprises ou à des actes de cette nature, est une violation manifeste de cette stricte neutralité, première condition de l'existence du pays, et sera par conséquent considérée, poursuivie, et punie par les autorités du pays et d'après la législation en vigueur, comme si son auteur s'était rendu coupable d'un délit politique envers la ville libre de Cracovie ;

2°. Qu'il ne pourra être accordé dans la ville et sur le territoire de Cracovie aucun asile ni protection à des déserteurs ou

à des gens poursuivis par la loi, qui sont transfuges (appartenant aux pays de l'une ou de l'autre des trois puissances protectrices), et que, sur la demande d'extradition qui pourra en être faite par les autorités compétentes, de tels individus seront arrêtés et livrés sans délai, sous bonne escorte, aux points de la frontière fixés à cet effet.

ART. III. La religion catholique, apostolique et romaine (professée par la plus grande partie des habitants de la ville libre de Cracovie et de son territoire), est maintenue comme religion du pays. Elle sera toujours l'objet des soins particuliers du Gouvernement, sans déroger en rien à la liberté des autres cultes chrétiens qui tous, sans exception, pourront être exercés publiquement et librement sous la protection du Gouvernement.

La loi protége les cultes tolérés, au nombre desquels est compris celui des Israélites.

ART. IV. La différence des cultes chrétiens n'en établit aucune dans la jouissance des droits civils et politiques.

ART. V. Les droits actuels des cultivateurs sont maintenus. Chaque paysan est libre de transporter sa personne et sa propriété, en suivant les formes déterminées par la loi. Les rapports des cultivateurs envers le propriétaire territorial sont établis par une convention tacite ou expresse : l'une et l'autre doit être strictement observée. A l'égard des terres dont la culture lui a été concédée, le cultivateur doit être considéré comme un fermier qui paie son bail soit en argent, soit en denrées, soit en services personnels. Il est loisible au propriétaire, aussi bien qu'au fermier, de renoncer au contrat tacite et de faire de nouvelles conventions. Chaque cultivateur a la faculté incontestable de jouir de tous les droits politiques, soit actifs, soit passifs, s'il possède les qualités exigées par la Constitution.

ART. VI. Devant la loi tous les habitants du pays sont égaux, et tous en sont également protégés, sans aucune distinction de

classe ou de condition. La loi protége de même les étrangers qui habitent et habiteront la ville libre de Cracovie et son territoire, à l'exclusion des déserteurs ou des gens poursuivis par la loi, qui sont transfuges, et sujets de l'une ou de l'autre des trois hautes Cours protectrices. Après cinq ans de domicile avec une conduite irréprochable, et après avoir acquis une propriété, les étrangers obtiendront l'usage des droits politiques, pourvu qu'ils aient les qualités et remplissent les conditions exigées par la Constitution. Les sujets des trois puissances protectrices ne pourront cependant être admis à l'exercice de ces droits, dans l'État de Cracovie, avant d'avoir produit un acte d'émancipation ou de permission de leurs gouvernements respectifs. Dès qu'ils auront rempli cette condition, le Sénat pourra abréger en leur faveur le terme de cinq ans de domicile.

Tout habitant jouit de la liberté de s'expatrier.

Art. VII. Le Gouvernement de la ville libre de Cracovie et de son territoire réside dans un Sénat composé de huit membres appelés sénateurs et d'un président. Le Sénat exerce le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude. Toute autorité exécutive ou administrative ne peut émaner que de lui.

Le droit de prononcer sur les recours en grâce de toutes les peines, appartient en partie au Sénat et en partie à son président, en sa qualité de chef du Gouvernement.

Sont toutefois exceptées du recours en grâce les condamnations prononcées par la cour suprême, dont il sera fait mention à l'article XIX, ainsi que les peines de simple police qui n'excéderaient pas un mois d'emprisonnement ou 100 florins de Pologne d'amende.

Si le président n'use pas du droit de proposer la grâce du coupable, la loi suit son cours. Si, au contraire, il fait usage de cette prérogative, la question, si la peine doit être entièrement remise ou non, ou si et comment elle doit être commuée, sera décidée par la majorité des voix du Sénat.

Le tribunal compétent sera obligé de donner connaissance au président du Sénat, dans le terme de vingt-quatre heures, de tout arrêt emportant peine capitale, et il attendra l'ordre du chef du Gouvernement pour faire exécuter la sentence.

En cas de maladie, d'absence prolongée au delà d'un mois, ou de mort du président, le Sénat exerce le droit de faire grâce dans toute son étendue.

Art. viii. Sept des sénateurs, ainsi que le président, seront élus par l'Assemblée des représentants, et un sénateur sera nommé par le chapitre parmi ses membres. Le président élu par l'Assemblée des représentants, ne pourra entrer en fonctions avant que les trois Cours co-protectrices aient déclaré qu'elles n'ont pas d'objection à faire contre son élection.

Si dans l'espace de trois mois au plus tard, à partir du jour de l'élection, l'une ou l'autre des hautes Cours ne fait aucune déclaration, son silence sera considéré comme une adhésion tacite à l'élection.

Si une des trois Cours refuse de reconnaître le président nouvellement élu, il sera convoqué une Diète extraordinaire pour procéder à une autre élection, mais alors le consentement soit tacite, soit exprès, de deux Cours protectrices, suffira pour rendre l'élection valable, à moins que le choix ne soit tombé sur le même candidat, et ce consentement ne pourra être différé au delà de six semaines. Il en sera de même de toutes les élections suivantes qui pourraient encore devenir nécessaires. Le Sénat choisira, en attendant, un de ses membres pour remplir par *intérim* les fonctions de président.

La dignité de président du Sénat ou de sénateur est incompatible avec tout autre emploi ou fonction salariée.

Chaque citoyen de la ville libre de Cracovie et de son territoire, possédant les qualités et les conditions prescrites par l'article xxi de la Constitution, peut se présenter comme candidat, pour la place de sénateur ou de président du Sénat, devant une

députation de la Diète chargée de la vérification des qualifications. Celle-ci, après avoir fait cette vérification, dressera une liste des candidats, et la remettra au président de l'Assemblée des représentants, qui, à son tour, la transmettra au Sénat pour être révisée par lui relativement à la qualification des personnes qui se seront présentées. Le Sénat, chargé de veiller au maintien inviolable de la Charte, aura le droit d'exclure les candidats qu'il trouvera n'avoir pas les qualités requises; mais, en le faisant, il sera tenu d'indiquer en quoi il n'aura pas été satisfait à la loi.

Cette révision effectuée, la liste sera renvoyée au président de l'Assemblée législative, qui, après l'avoir lue à haute voix, invitera les représentants à faire l'élection par des votes, votes qui ne pourront cependant porter que sur les individus compris dans la liste des candidats vérifiée par le Sénat. Toute élection sera décidée à la majorité des votes; en cas de parité, la voix du président de l'Assemblée décidera.

Art. ix. Le président du Sénat reste en fonctions pendant six ans; mais il peut être réélu, de même que les sénateurs à temps.

Dans le nombre des sénateurs, deux seront à vie, et six à temps. Le sénateur du chapitre appartiendra à cette dernière classe.

Les sénateurs à temps, nommés par l'Assemblée des représentants, sortiront en partie tous les trois ans, suivant l'ancienneté de leur nomination, et de manière que chaque sénateur à temps restera en fonctions pendant six ans. Les Assemblées législatives ordinaires éliront, à tour de rôle, une fois deux sénateurs à temps et le président, et une fois trois sénateurs, indépendamment des élections qui pourraient devenir nécessaires pour remplir les places qui deviendraient vacantes d'une Assemblée à l'autre.

Le sénateur, nommé par le chapitre, sortira tous les six ans, sauf le cas où il serait réélu.

En cas de mort du président, ou si le nombre des sénateurs élus par les représentants se trouvait réduit par des décès ou autres causes jusqu'à quatre, une Diète extraordinaire sera convoquée pour l'élection du nouveau président ou des sénateurs manquants, à moins que le terme de la prochaine Diète ordinaire ne fût plus éloigné au delà de six mois. Le Sénat choisira un de ses membres pour remplacer le président décédé jusqu'à l'élection du nouveau président. Dans le cas où la place du sénateur nommé par le chapitre se trouverait vacante avant l'expiration du terme de six ans, le chapitre procède immédiatement à une nouvelle élection.

Les sénateurs nommés extraordinairement soit par le chapitre, soit par la Chambre des représentants, en remplacement des sénateurs à temps, qui viendraient à manquer avant l'expiration de leurs fonctions, ne continueront les leurs que pour le temps que ceux qu'ils remplacent auraient dû y rester. Il en sera de même du président, nommé dans l'intervalle d'une Assemblée ordinaire à l'autre, pour remplacer celui dont le poste viendrait à vaquer.

Le président élu par une Diète extraordinaire pourra entrer en fonctions sans attendre la reconnaissance des trois Cours prévue à l'article VIII, si le temps pendant lequel il doit occuper ce poste ne dépasse pas le terme de deux ans.

ART. X. Jouissent du droit politique d'élire :

1°. Les prélats, les chanoines, les curés ou leurs remplaçants;

2°. Les propriétaires de terres, de maisons et de tout autre immeuble, lorsqu'ils payent 50 florins de Pologne d'impôt foncier;

3°. Les fermiers perpétuels de métairies, tant dans les domaines de l'État, que dans ceux appartenant primitivement à la ville de Cracovie, et les emphytéotes des villages et des métairies:

Sont compris dans cette classe les cultivateurs qui tiennent en ferme, à perpétuité, des moulins ou autres propriétés dont ils payent un cens annuel de 400 florins pour le moins;

Les villages composés de plus de vingt maisons rustiques, dont les cultivateurs sont tous fermiers perpétuels payant un cens annuel, auront le droit de choisir dans leurs communes un des censitaires qui, au nom de ses co-habitants, exercera le droit politique d'élire; mais ce droit est uniquement réservé aux villages où il ne se trouverait aucun autre habitant jouissant du privilége électoral;

4°. Les entrepreneurs de fabriques et de manufactures, les commerçants en gros, et tous ceux qui sont membres de la congrégation du négoce, en tant qu'ils exercent effectivement le commerce;

5°. Le recteur et les professeurs, tant actifs qu'émérites de l'Université, de même que les chefs ou directeurs, et les professeurs actifs et émérites de lycées ou gymnases;

Tous les individus ci-dessus nommés exerceront le droit électoral, lorsqu'ils auront atteint l'âge déterminé par la loi pour la majorité, et ils seront aussi éligibles aux différents emplois s'ils remplissent, d'ailleurs, les conditions prescrites par l'article XXI de la Constitution.

Ne jouissent pas du droit politique d'élection, même lorsqu'ils posséderaient d'ailleurs les qualités prescrites :

1°. Les religieux de tout ordre, en général;

2°. Tout individu attaché à un service privé pour tout le temps qu'il y reste;

3°. Les individus professant des religions seulement tolérées, tels que les juifs, et autres non-chrétiens, avant d'avoir acquis les droits politiques.

Nul ne peut être admis à voter dans les assemblées électorales s'il ne se trouve point inscrit sur les listes des votants. Le consistoire épiscopal dresse la liste des individus du clergé sécu-

lier, l'Université celle des professeurs et des préposés aux établissements d'instruction publique, les maires des communes enfin tant de la ville que du territoire celle de tous les autres citoyens qui jouissent du droit de voter dans les colléges électoraux.

Toutes ces listes seront vérifiées et confirmées par le Sénat, qui seul a la faculté de prononcer sur la régularité des opérations des colléges électoraux et sur la validité des élections.

Si le Sénat se trouve dans le cas de déclarer comme irrégulière une des opérations électorales, ou d'invalider des élections déjà faites, il est tenu d'en justifier, en alléguant en quoi on n'a pas satisfait aux dispositions de la présente Constitution, ou du statut organique des assemblées politiques.

Art. xi. Le Sénat nomme à toutes les places administratives, hors celles exceptées par la Constitution, et il révoque à volonté les fonctionnaires de sa nomination.

Les fonctionnaires publics, tant de la nomination de l'Assemblée des représentants, que de celle des colléges électoraux, peuvent être suspendus par le Sénat, mais ils ne peuvent en être démis à volonté.

La révocation d'un fonctionnaire nommé par le Sénat, de même que la suspension des fonctionnaires nommés par la représentation, ou par les colléges électoraux, ne peut être décidée qu'à la majorité des voix dans le grand complet du Sénat, sauf l'absence légale de ses membres.

Le Sénat nomme de même à tous les bénéfices ecclésiastiques dont la collation est réservée à l'État, à l'exception des quatre places au chapitre réservées pour les docteurs des facultés exerçant les fonctions de l'enseignement auxquelles nommera l'Université.

Art. xii. La ville de Cracovie avec son territoire sera partagée en communes de ville et de campagnes.

Chaque commune aura un maire élu par le collége électoral de son arrondissement sur la liste des candidats présentée par le Sénat, et qui contiendra au moins trois candidats pour une commune.

Les fonctions des maires sont :

1°. D'exécuter les ordres du Gouvernement;

2°. D'exercer la police locale selon les instructions qui leur seront prescrites.

Les maires restent en fonctions pendant six ans, et peuvent être réélus.

En cas de maladie, d'absence, de suspension, ou de mort d'un maire, le Sénat lui donne un remplaçant jusqu'à ce qu'il puisse reprendre ses fonctions, ou qu'un nouveau choix puisse avoir lieu.

Les conditions requises pour être maire sont :

1°. De professer un des cultes chrétiens;

2°. D'avoir l'âge de vingt-quatre ans accomplis;

3°. D'avoir fini ses études jusqu'à quatre classes dans un des instituts d'éducation publique soit à Cracovie, soit dans les États des trois Cours protectrices.

Sont toutefois exceptés de se justifier de cette dernière condition, tous ceux qui auraient déjà exercé les fonctions de maire ou des emplois d'un rang plus élevé, soit à Cracovie, soit dans les États de l'une des Cours protectrices.

Dans les communes de campagne il pourra y avoir plusieurs substituts de maires, si les circonstances l'exigent.

Ces substituts seront nommés par le Sénat; les propriétaires des villages sont de préférence qualifiés à ces fonctions.

Art. xiii. L'on réunira, s'il est nécessaire, deux ou plusieurs communes en un collége électoral pour élire les représentants, les candidats pour les fonctions de juges de paix et les maires des communes, et on prendra égard que chacun de ces colléges électoraux, dont il y aura trois pour la ville et

six pour la campagne, ait, autant que faire se pourra, un nombre égal de votants. Ces colléges électoraux se réuniront sur la convocation du Sénat, qui aura à fixer la durée et l'objet de leurs délibérations. Ils seront présidés par un maréchal nommé par le Sénat.

Art. xiv. Tous les trois ans il y aura, au mois de décembre, sur la convocation préalable du Sénat, une Assemblée des représentants, qui se réunira le premier lundi de ce mois, et dont la durée ne pourra être prolongée au delà de six semaines.

Indépendamment du droit d'élire les sénateurs et les présidents du Sénat, ainsi que les juges et les présidents des tribunaux, dont il sera fait mention dans les articles suivants, l'Assemblée des représentants exerce toutes les attributions du pouvoir législatif et vote tous les projets de loi; elle fixe le budget pour trois ans, examine les comptes annuels de l'administration, nomme une commission des comptes permanente, chargée dans l'intervalle d'une législature à l'autre de régulariser et de contrôler la comptabilité de toutes les branches administratives, conformément aux règles établies. Elle a enfin le droit, sur la proposition du Sénat ou d'un représentant, de mettre en état d'accusation et de traduire par-devant la cour suprême de justice, par une majorité de deux tiers de voix, chaque membre du Sénat, y compris le secrétaire général, et tout fonctionnaire nommé par la représentation ou par les colléges électoraux, qui se serait rendu coupable d'une infraction à la Constitution, ou qui serait prévenu de péculat, de concussion, de prévarication ou d'abus d'autorité.

Sont également justiciables de la cour suprême pour les délits qui viennent d'être spécifiés, les procureurs près les tribunaux.

Art. xv. L'Assemblée des représentants sera composée :

1°. Des députés des communes, dont chaque collége élec-

toral, tant de la ville que de la campagne, choisira deux, à l'exception de deux colléges électoraux de la campagne, qui auront le plus grand nombre d'électeurs, et qui en choisiront chacun trois;

2°. De deux membres délégués par le Sénat;

3°. De deux membres délégués par le chapitre;

4°. De deux docteurs des facultés délégués par l'Université;

5°. De quatre magistrats conciliateurs en fonctions, dont deux de la ville et deux du territoire, qui seront pris à tour de rôle, suivant les numéros dont les arrondissements sont marqués.

Le président de l'Assemblée sera choisi d'entre les deux membres délégués par le Sénat.

Dorénavant, outre les délégués ci-dessus, aucun sénateur, aucun membre du chapitre ou de l'Université, aucun fonctionnaire, soit administratif soit judiciaire, de même qu'aucun avocat, ne pourra être élu député. Le vote secret n'aura lieu que pour l'élection des fonctionnaires publics, et pour leur mise en accusation; pour tous les autres cas on votera de vive voix.

Aucun projet de loi, soit nouvelle, soit tendant à introduire quelque changement dans une loi ou dans un règlement existant, ne pourra être proposé à la délibération de l'Assemblée des représentants, s'il n'a pas été préalablement communiqué au Sénat, et si celui-ci n'a pas agréé la proposition à la pluralité des voix.

Lesdits projets doivent être présentés à l'Assemblée des représentants pour y être décidés, au moins le treizième jour de ses séances, à l'exception du budget, de la révision des comptes, et des lois financières, qui devront être présentés à l'Assemblée des représentants au plus tard le quatrième jour de ses séances.

L'Assemblée des représentants ne pourra pas modifier de son

propre chef les projets de loi présentés par le Sénat, elle doit simplement les adopter ou les rejeter; mais il lui est permis de proposer au Sénat les amendements qu'elle jugerait nécessaires, conformément aux dispositions du statut organique.

Art. xvi. Les projets de loi soumis à la délibération de l'Assemblée des représentants, qui auraient pour objet de porter un amendement à une loi en vigueur ou de l'abroger, ne pourront être adoptés qu'à une majorité de cinq sixièmes des voix; sans cette majorité l'amendement n'a pas lieu. Si cependant le Sénat dans son grand complet reconnaît, à la pluralité de deux tiers des voix, qu'il y a des raisons d'intérêt public de soumettre le projet d'amendement à une discussion de la législation future, alors la simple pluralité de voix dans l'Assemblée des représentants suffira pour lui donner force de loi.

Art. xvii. Il y aura, tant pour la ville que pour le territoire de Cracovie, des juges de paix nommés par l'Assemblée des représentants, sur les listes des candidats dressées par les colléges électoraux, qui seront vérifiées et approuvées par le Sénat.

La durée de leurs fonctions, qui sont celles des magistrats conciliateurs, est fixée à trois ans.

Il y aura des juges suppléants chargés de l'instruction des procès en matière criminelle et correctionnelle, ainsi que de la poursuite et du jugement en première instance des affaires en matière de police. Leurs fonctions sont à vie.

Art. xviii. Il y aura un tribunal de première instance et une cour d'appel.

Chacune de ces cours de justice sera composée d'un président et d'un nombre suffisant de juges dont la moitié et le président seront nommés à vie et les autres à temps. Dans tous les cas où le nombre des juges d'une cour de justice serait impair, l'avantage du nombre doit rester aux juges à vie.

Pour pouvoir être élu juge à vie, il faut avoir géré des fonctions de juge à temps. Les juges à temps exerceront leurs fonctions pendant six ans, mais ils pourront être réélus.

La présence de trois juges y compris le président est nécessaire pour porter la décision en première, et celle de cinq, en seconde instance.

Ces deux cours jugeront tous les procès civils, criminels et de commerce, excepté le contentieux en matière administrative, et les délits déférés d'après l'article XIX au jugement de la cour suprême.

Il y aura un tribunal de la troisième instance, composé :

A. D'un président et de deux juges permanents et à vie.

B. D'un juge de la cour d'appel, tiré au sort et qui n'a pas jugé l'affaire portée à la troisième instance.

C. D'un juge du tribunal de la première instance tiré également au sort, parmi ceux de ses membres qui n'ont pas jugé le même procès.

La présence de tous les membres y compris le président, est nécessaire pour porter la décision en troisième et dernière instance.

Il sera pourvu par une loi séparée au cas de remplacement.

La troisième instance ne pourra connaître du fond des affaires que dans les cas suivants :

1°. S'il y a contrariété entre les jugements, rendus en deux instances, soit en matière civile, soit en matière criminelle ;

2°. Si de deux jugements conformes soit en matière civile, soit en matière criminelle, il y a demande en cassation et que le tribunal de la troisième instance ait préalablement prononcé par un arrêt, en quoi une contravention expresse à la loi ou une violation de formes essentielles de la procédure a eu lieu ;

3°. Dans les causes où un jugement prononcé en matière

criminelle, porte peine capitale, ou celle d'emprisonnement au-dessus de dix ans. Dans ce cas, la cause sera envoyée d'office à la troisième instance.

Ne pourront en aucun cas être portées à la troisième instance :

A. Les causes en matière civile dont la valeur n'excède pas 600 flor. de Pologne de principal ;

B. Les causes en matière de simple police.

Ces causes seront définitivement décidées à la cour d'appel.

Les présidents et les juges des trois instances ainsi que les juges suppléants, seront choisis par l'Assemblée des représentants sur la liste des candidats dressée par la commission des qualifications, vérifiée et approuvée par le Sénat.

Indépendamment de ce choix, l'Assemblée des représentants élira de la manière ci-dessus mentionnée, le nombre nécessaire, tant de juges à vie que de juges à temps, pour les trois instances, ainsi que de juges suppléants et de juges de paix, pour remplir les places qui pourraient devenir vacantes d'une Assemblée à l'autre.

Aucun juge ne pourra être destitué que par arrêt de la cour suprême dont il sera parlé à l'article XIX. — En toute instance le nombre de juges présents pour juger une cause, y compris le président, doit être impair.

Le sortant sera désigné par le sort.

Tout individu possédant les qualifications qui seront prescrites à l'article XXI peut se présenter comme candidat pour une place vacante de juge ou de président d'une des trois instances, ou de juge suppléant, devant le comité des qualifications délégué par la Diète, qui procédera en cette occasion de la manière prescrite à l'article VIII quant à la présentation des candidats aux places vacantes de sénateurs ou de président du Sénat.

Art. xix. La cour suprême pour les cas prévus par l'article xiv sera composée :

A. De cinq membres de l'Assemblée des représentants tirés au sort ;

B. De deux membres du Sénat choisis par ce corps ;

C. Des présidents des trois instances ou de leurs remplaçants ;

D. De trois magistrats conciliateurs pris à tour de rôle ;

E. De deux citoyens choisis par le fonctionnaire mis en jugement.

Cette cour élira parmi ses membres un président, et pour le cas d'un empêchement légal son remplaçant. Le fonctionnaire mis en jugement devra, sous peine d'être déchu de ce privilége, présenter les deux citoyens qu'il a le droit de choisir, aussitôt que la cour suprême sera instituée. En cas de leur décès, maladie, ou de récusation légale, l'accusé a le droit de les remplacer par d'autres citoyens.

Le strict complet de cette cour sera de neuf membres. Dans le cas où le fonctionnaire mis en jugement serait renvoyé d'instance faute de preuves, la cour sera censée durer d'une Assemblée des représentants à l'autre, pour pouvoir, le cas échéant, se saisir une seconde fois du même procès.

Il est bien entendu que pour tous les délits qui n'ont pas de rapport avec l'exercice de ses fonctions, tout juge comme tout fonctionnaire administratif, qu'il soit nommé par le Sénat ou par l'Assemblée des représentants ou par les colléges électoraux, est justiciable des tribunaux ordinaires.

Art. xx. L'ordre judiciaire est indépendant. On doit entendre par l'indépendance du juge la faculté qu'il a d'émettre librement son opinion lors du jugement, conformément à la loi. Toute autre définition ou interprétation de l'indépendance du juge est déclarée abusive.

Le pouvoir judiciaire est par conséquent soumis à l'inspection suprême du Gouvernement.

En vertu de ce droit le Gouvernement :

A. Contrôlera le cours des affaires judiciaires, en se faisant rendre compte périodiquement de l'état de ces affaires, et excitera l'activité des juges en retard;

B. Veillera principalement sur les causes criminelles, et tout juge qui fait arrêter un citoyen est obligé sous des peines graves d'en rendre compte au Sénat dans les premières vingt-quatre heures en indiquant les motifs de l'arrestation, et de l'instruire régulièrement tous les mois de l'état où se trouvera l'affaire ;

C. Exercera la surveillance directe sur le tribunal de la troisième instance, tout comme celui-ci l'exerce sur les autorités judiciaires inférieures par son président, qui en est responsable envers le Sénat.

Le Sénat nomme, sur la proposition du président du tribunal de la troisième instance, à tous les emplois de justice qui ne sont pas à la nomination de l'Assemblée des représentants.

Pour le cas de conflit de juridiction entre les autorités judiciaires et administratives, il sera formé un comité composé de trois sénateurs nommés par le président du Sénat, des présidents des trois instances ou de leurs remplaçants et d'un procureur désigné par le Sénat. Ce comité, après avoir reconnu le cas du conflit existant, dressera un procès-verbal en y ajoutant ses conclusions, et le transmettra à la décision du Sénat en son grand complet.

Art. xxi. Les conditions pour devenir président du Sénat ou sénateur sont :

1°. De professer un des cultes chrétiens;

2°. D'avoir accompli l'âge de trente-cinq ans;

3°. D'avoir fait ses examens à un des établissements supérieurs de l'instruction publique soit à Cracovie, soit dans les États des trois Cours protectrices.

Sont toutefois dispensés de cette condition s'ils remplissent les autres qualifications prescrites par la Constitution, tous ceux qui ont déjà rempli les fonctions d'un ordre supérieur, telles que celles de juge d'un tribunal ou de membre délibérant d'une autorité administrative, soit à Cracovie, soit dans les États des trois Cours protectrices ;

4°. De posséder dans l'État de Cracovie, soit en ville un immeuble payant 100 flor. de Pologne d'impôt foncier, soit dans le territoire une propriété immeuble ou une ferme perpétuelle ou un bien emphytéotique taxé à 150 flor. d'impôt territorial, et qui a été acquis au moins un an avant l'élection.

Les conditions pour devenir juge de tribunal de première instance ou juge suppléant sont :

1°. De professer un des cultes chrétiens ;

2°. D'avoir l'âge de vingt-six ans accomplis ;

3°. D'avoir fait ses études de jurisprudence à Cracovie ou dans les États des trois Cours protectrices ;

4°. D'avoir pratiqué pendant deux ans près d'un tribunal de la première instance, ou bien un an près d'un tribunal et un an près d'un juge de paix ou d'un juge suppléant ;

5°. D'être docteur en droit, ou d'avoir subi un examen pardevant la commission établie à cet effet.

Afin de pouvoir devenir juge de la seconde ou de la troisième instance ou président de l'une des trois cours de justice, il faut, outre ces conditions, avoir rempli les fonctions de juge de première instance ou celles de procureur.

Pour pouvoir être élu juge de paix, il faut avoir l'âge de vingt-six ans révolus et jouir des droits politiques actifs ou passifs, c'est-à-dire être éligible ou du moins électeur.

Pour pouvoir devenir représentant il faut :

A. Jouir du droit d'électeur dans l'État de Cracovie ;

B. Avoir vingt-six ans accomplis ;

C. Posséder un bien immeuble ou emphytéotique dans l'État de Cracovie, soit en ville payant au moins 50, soit dans le territoire payant 75 flor. de Pologne d'impôt foncier, ou bien une ferme perpétuelle de l'étendue de 75 arpents de Culm ou un établissement de fabrique ou de commerce de la valeur de 10,000 flor. ; dans l'état ecclésiastique il suffira d'être curé institué.

Tout curé pour devenir représentant par l'élection des colléges électoraux, doit obtenir la permission de l'évêque.

De même que les sujets des trois Cours protectrices ne peuvent être admis dans l'État de Cracovie à l'exercice des droits politiques, sans produire un acte d'émancipation ou de permission de leurs Cours ; ils doivent aussi être pourvus d'une permission de leurs gouvernements pour pouvoir y être élus ou nommés à un emploi quelconque ; mais cette permission une fois accordée, ne pourra plus être retirée durant le temps légal des fonctions que ces individus auraient acceptées.

Art. xxii. Ne pourront siéger simultanément ni au Sénat ni dans aucune cour de justice, ni dans l'Assemblée législative comme représentants, le père et le fils, les frères, les beaux-frères, l'oncle et le neveu du côté paternel ou maternel, le beau-père et le gendre ou le beau-fils ainsi que les cousins germains.

Sont toutefois exceptés de cette clause, quant à la Chambre des représentants, les délégués du Sénat, du Chapitre et de l'Université, ainsi que les magistrats conciliateurs, que la parenté ni l'affinité, soit entre eux, soit avec les représentants élus par les colléges électoraux ; n'empêchent pas de siéger à la Diète.

Art. xxiii. La promulgation des lois, ainsi que la formation et la publication des ordonnances de police et des règlements administratifs, appartiennent au Sénat.

Tous les actes du gouvernement, de la législation et des cours de justice, seront rédigés en langue polonaise.

Art. xxiv. La peine de la confiscation ne peut jamais être décrétée par le Gouvernement, excepté pour les objets de contrebande saisis par le fisc.

Art. xxv. Les revenus et les dépenses de l'Université feront partie du budget général de la ville et du territoire libre de Cracovie.

Art. xxvi. Le service intérieur de sûreté et de police se fera par un détachement suffisant de la milice municipale qui sera commandée par des officiers nommés par le Sénat; il sera armé et monté un nombre suffisant de gens darmes pour la sûreté des chemins et des campagnes. Cette force armée se trouvera sous les ordres du président du Sénat.

Art. xxvii. En cas de différends, soit entre le Sénat et la Chambre des représentants, soit entre les membres de ces deux corps sur l'étendue de leurs pouvoirs ou sur l'interprétation de la présente Constitution, les résidents des trois Cours protectrices réunis en conférence, auront à décider de la question sur la réquisition qui leur en serait adressée par l'un de ces deux corps et sous réserve de l'approbation de leurs hautes Cours.

Art. xxviii. Le présent acte constitutionnel remplacera, dès sa publication, l'ancienne Constitution développée en 1818. Toutes les lois et les institutions qui seraient contraires à cet acte amendé, sont et demeurent abolies.

Art. xxix. Les trois hautes Cours protectrices étant ga-

rantes du présent acte constitutionnel, se réservent le droit de veiller à sa stricte observation.

Fait à Cracovie, le 30 mai 1833.

Baron DE PFLÜGL,
Commissaire extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. I. et R. Apostolique;

DE FORCKENBECK,
Commissaire extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse;

L. TENGOBORSKI,
Commissaire extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
rue de Vaugirard, n° 9.

TREŚĆ MEMORIAŁU.

Wstęp, str. 1. — Przyczyny które sprowadziły w roku 1815. uznanie Krakowa i jego okręgu krajem wolnym, niepodległym, i ściśle neutralnym, str. 3.—Układy w tej mierze na Kongresie Wiedeńskim, str. 6. —Powody nadania instytucij liberalnych dla Krakowa, str. 8.— Trzy Mocarstwa opiekuńcze, str. 10.—Pierwsza Komissia organizacyjna przez nie zesłana, str. 16.—Charakter jej działania: *pod względem* stosunków handlowych Krakowa, str. 18. *pod względem* Uniwersytetu, str. 20. *pod względem* organizacii i urownoważenia władz konstytucyjnych, str. 22. *pod względem* skutków moralnych na lud i władzę nowego państwa, str. 24.

Pierwsze zajście między Senatem czyli Rządem Wolnego Miasta Krakowa a Rektorem Uniwersytetu, str. 48.— Odwołanie się Senatu do Mocarstw opiekuńczych, str. 49. — Te mianują Kuratorem Uniwersytetu adjutanta Cesarza Rossyjskiego, str. 50.—Sejm 1827. r. i chybiony trzeci wybor na urząd dotychczasowego Prezesa Senatu, str. 51. — Powtórne odwołanie się do Mocarstw opiekuńczych, str. 53.— Ich decyzia. Konstytucia ma być przejrzaną, str. 54.— Oczyszczenie władz. Zawieszenie Izby prawodawczej, str. 55.— Rewolucia Polska. Rzeczpospolita Krakowska nie ma w niej żadnego udziału, str. 58. — Kraków zajęty zostaje przez korpus Rossyjski G. Rydygera. Okupacia ta ustępuje po dwóch miesiącach, str. 59.

Przejrzenie Konstytucii następuje przez Komissią reorganizacyjną z nominacii trzech Dworów, str. 60. — Modyfikacie zaprowadzone w tej Konstytucii z roku 1833. Natura działania Komissii trzech Dworów, str. 61.—*Co do* stosunków handlowych, str. 62. *Co do* urządzenia wewnętrznej administracii kraju, str. 63.—*Co do* Uniwersytetu. Wywód o stanie i losach majątku uniwersyteckiego, str. 64. — *Co do* reorganizacii władzy sądowniczej i prawodawczej, str. 82.—Komissia opuscza Kraków, str. 90.

Rezydenci trzech Dworów łączą się w Konferencią; opanowywują administracią wewnętrzną kraju, str. 90. — Składają z urzędu Senatora Mieroszewskiego, str. 92. — Senat ulega zupełnie ich władzy, str. 94.— Rezydenci zaczynają przemyślać o okupacii wojskowej. Podżegania Rezydenta Rossyjskiego w tym celu nie udają się, str. 97.—

Dzienniki we Francii i w Anglii, tudzież Rządy tych krajów zaczynają zajmować się Krakowem. Nowy powód przyśpieszenia okupacii, str. 99. — Nagromadzenie sztuczne emigrantów Polskich na terrytorium Krakowskiem, str. 100.—Potwarze rozsiane przez organ gazety Augsburskiej o stanie tego kraju, str. 102. — Zabójstwo Pawłowskiego. Konferencia decyduje się za okupacią. Ta następuje w Lutym 1836. r. str. 103.

Zła wiara i panowanie nieograniczone Rezydentów, str. 104.— Położenie Rpltéj, str. 106.—*Co do* stosunków z ościenemi państwami, str. 110.— *Co do* wewnętrznej administracii, str. 118.—Konferencia ogłasza się nieustającą. Senat staje się jej ślepem narzędziem, str. 118. — Każą mu prosić u Dworów opiekuńczych o nowe zmiany w Konstytucii, str. 122. — Zmiany te następują, str. 122. — Ich natura, str. 127. — Nowa organizacia Policii pod dyrekcią urzędnika Austriackiego (P. Gut, str. 129.— Jej czynność, str. 130. — Mniema odkrywać spisek, str. 131. — Wymusza zeznania, str. 131. — Trybunały uznają niewinność oskarżonych, str. 132. — Zabójstwo agenta Rossyjskiego Celaka, str. 135 — Okropne postępowanie Policii względem obwinionego w tej mierze, str. 137. — Deputacia obywateli odwołuje się do Prezydenta Senatu, str. 139. — W skutek tego kroku garnizon Austriacki jest wzmocniony, str. 140.

Nowa organizacia milicii, str. 142. — Nowy kodex karny wojskowy, str. 144. — Milicia choć uorganizowana, jest nieczynną a okupacia trwa dalej, str. 146. — Dalsze skutki tej okupacii, str. 146. — Stopniowe i stanowcze poniszczenie swobód konstytucyjnych kraju, str. 147. — Postępowanie w tej mierze Rezydentów, str. 148. — Modyfikacie zaprowadzone w Statucie organicznym Senatu, str. 149. — Zamachy Konferencij na władzę Sądowniczą, str. 150. — Jej opór, str. 152. — Przeznaczona doznać zupełnej Reformy, str. 154.—Zaprowadzenie Trybunału osobnego i złożonego z sędziów cudzoziemskich, dla sądzenia spraw o towarzystwach tajnych i o zabójstwo Celaka, str. 155. — Nowy statut organizacii sądowej, z Lipca 1839. Potworność tego dzieła, str. 158.

Modyfikacie zaprowadzone w statucie Izby Reprezentantów, stron. 161—170. — Reszta jej atrybucij zniszczone w istocie, str. 171. — Zgromadzenie to zbiera się jednak w jednym celu objawienia swych

reklamacij, przez adres do trzech Dworów. Ten adres uchwalony, str. 172. — Senat radzi się Rezydentów czy go ma przesyłać. Rezydenci uznają ten adres za nieważny i niebyły, str. 173. — Konferencia zawiesza w pełnieniu obowiązków Izbę obrachunkową, ostatnią z Magistratur konstytucyjnych dotąd nietkniętych, str. 175. — Konferencia komunikuje Senatowi nowe zasady, mające przewodniczyć zmianom wprowadzającym się do statutu zgromadzeń politycznych, str. 176. — Uwagi nad niektóremi punktami tej komunikacii, str. 177—180. — Ostatnie szczegóły o położeniu obecnem Uniwersytetu; *co do* interesu jego majątku znajdującego się na terrytorium trzech Mocarstw opiekuńczych, str 181—190. — *Co do* jego statutu wewnętrznego, str. 191—194. — Kilka słów o okupacii wojskowej i o jej uciążliwości dla kraju, str. 194. — Odwołanie się co do krzywd Krakowa tak do wszystkich Mocarstw Europejskich, jak i do publicznej opinii, str. 197. — Konkluzia, str. 198.

SUMMARIUSZ DOKUMENTÓW.

1) Nota Hrabiego *Sweerts-Spork* Komissarza pełnomocnego Austriackiego, do Senatu Krakowskiego, z daty 25. Czerwca 1818. r. w przedmiocie reklamacii, przeciwko przebywaniu młodzieży Galicyjskiej w Krakowie dla brania nauk, str. I.

2) Postanowienie Komissii organizacyjnej, z dnia 2. Grudnia 1817 r. wzbraniające Izbie Reprezentantów zajmować się roztrząsaniem statutu o zgromadzeniach politycznych, str. I.

3) Wyciąg z protokułu posiedzeń Komissii organizacyjnej 21 Maja 1817. r. zawierający oświadczenie Cesarza Alexandra, do którego przystąpiły Dwory Austriacki i Pruski, co do prawa Izby Reprezentantów zaprowadzenia zmniejszeń w budżecie ustanowionym przez Komissią organizacyjną, str. II.

4) Postanowienie Komissii organizacyjnej z 10. Lipca 1818. r. w skutek którego nie wolno Izbie Reprezentantów wprowadzać żadnej modyfikacii do budżetu postanowionego przez Senat, chyba za jego w tej mierze iniciatywą, str. VIII.

5) Postanowienie Komissii organizacyjnej z 31. Lipca 1818. r. uznające pierwszy budżet przez nią zaprowadzony za prawo Skarbowe *stałe*, str. VIII.

6) Nota Rezydentów trzech Dworów z daty 25. Lutego 1828. do Senatu, uznająca postanowienia Sejmu z roku 1827. za żadne i niebyłe, str. IX.

7) Nota Rezydentów z 19. Marca 1827. do Prezesa Senatu, polecająca mu, aby postanowił Komitet złożony z Senatorów przywiązanych do Konstytucii, a to celem oczyszczenia Senatu i ciała sądowniczego, tudzież zredagowania projektu zmian mających się wprowadzić do statutów politycznych, str. X.

8) Rezydent Rossyjski przez notę swą z 12. Listopada 1818. r. komunikuje Senatowi wolę Cesarza, aby odtąd żaden właściciel Ziemski z Królestwa Polskiego, nie mógł pełnić obowiązków publicznych w Krakowie, bez zezwolenia swego Monarchy, str. XI.

9) Nota Rezydenta Austriackiego z 4. Lutego 1829. r. zawiadamiająca Senat, że Cesarz Austriacki nie podziela sposobu tłumaczenia traktatów, wyrażonego w nocie Rezydenta Rossyjskiego powyżej przytoczonej pod Nm 8, str. XII.

10) Nota Rezydenta Pruskiego z daty 20. Marca 1829. r. w tym samym przedmiocie, i z podobnemże oświadczeniem, str. XIV.

11) Nota Rezydenta Rossyjskiego z 16. Marca 1832. r. do Senatu w treści, że Cesarz Rossyjski odmawia Krakowowi wszelkiego wynagrodzenia za koszta i straty poniesione przez zajęcie wojskowe 1831, str. XVI.

12) Komissia reorganizacyjna notą swoją z 30. Lipca 1833. r. zawiadamia Senat, że Dwory opiekuńcze odjęły miastu Podgórzu charakter *miasta wolnego handlowego*, nadany mu przez traktat Wiedeński, str. XVI.

13) List Ministra Sekretarza Stanu Królestwa Polskiego, do Xięcia Namiestnika tegoż Królestwa z daty 3. Czerwca 1819. r. zawierający oświadczenie Cesarza Alexandra, w przedmiocie zwrotu własności Uniwersytetu Krakowskiego położonych w Polsce, str. XVII.

14) Reskrypt Xięcia Namiestnika Królestwa Polskiego do Rezydenta Rossyjskiego w Krakowie z 28. Marca 1824. r. zawierający żądanie funduszów od Senatu Krakowskiego na koszta procesowe, z powodu nowego urządzenia hypotek w Królestwie, str. XVIII.

15) Baron Stürmer Minister Austriacki, zawiadamia pod datą 12. Września 1826. r. Kawalera Blumenberg agenta Senatu Krakowskiego w Wiedniu, że Dwór Austriacki postanowił zwrócić Uniwersytetowi Krakowskiemu część jego własności, w swojem państwie się znajdującej, str. XIX.

16) Adres Senatu Krakowskiego do Cesarza Rossyjskiego z daty 13. Marca 1827. r. z prozbą o zwrot własności Uniwersytetu położonej w Królestwie Polskiem, str. XXII.

17) Wyciąg z Konwencii Wiedeńskiej z 19. Kwietnia 1828 r. jako też z jej protokułu dodatkowego w materii zwrotu własności Uniwersytetu Krakowskiego, jaka była w posiadaniu Austrii, str. XXVII.

18) Nota Barona Oechsner Rezydenta Austriackiego, z daty 10. Lipca 1828 r. zawiadamiająca Senat o zawarciu Konwencii Wiedeńskiej i o przychylnych chęciach jego Dworu względem Krakowa, str. XXIX.

19) Nota Rezydenta Rossyjskiego z 14. Października 1829. r. przedstawiająca Senatowi Krakowskiemu trudności, jakie zachodzą w wykonaniu Konwencii Wiedeńskiej, str. XXXII.

20) Postanowienie Rady Administracyjnej Królestwa Polskiego z daty 9. Października 1827. r. konfiskujące wszelką własność Uniwersytetu Krakowskiego na terrytorium Królestwa będącą, str. XXXIV.

21) Nota Rezydenta Pruskiego z 13. Lipca 1827. r. uwiadamiająca Senat o odpowiedzi Króla Pruskiego na adres, przez który Senat prosił o jego wdanie się do Rossii w interesie zwrotu własności Uniwersyteckiej, str. XXXVI.

22) Nota Senatu do Hrabiego Nesselrode Vice-Kanclerza Rossyjskiego, z daty 1. Grudnia 1827. r. w interesie powyższym, str. XXXVII.

23) Adres Senatu do Cesarza Austriackiego w tymże interesie, str. XLIII.

24) Odpowiedź Hrabiego Załuskiego Kuratora Uniwersytetu Krakowskiego do Senatu tej Rzeczypospolitej z 14. Lipca 1829. r. w przedmiocie korrespondencii dyplomatycznej zaszłej między Hrabią Nowosilcowem konserwatorem Uniwersytetu a Ministerium Rossyjskiem, co do kwestii własności Uniwersyteckich w Polsce, str. XLV.

25) Protokuł Konferencii odbytej w Warszawie pomiędzy delegowanemi z Senatu Krak. a Hrabią Nowosilcowem, w tejże materii, str. XLVII.

26) List Hr. Nowosilcowa do Hr. Załuskiego z dnia 9. Lutego 1830. r. w tejże materii, str. L.

27) Hr. Nesselrode do Hr. Nowosilców z dnia 29. Stycznia 1839. r. o powodach odmówienia zwrotu własności Uniwersytetu Krakowskiego, str. LI.

28) Memoriał dołączony do pisma powyższego, str. LII.

29) Odpowiedź Senatu Krakowskiego pod datą 2. Czerwca 1830. r. na pismo Hr. Nesselrode, str. LVIII.

30) Konferencia Rezydentów do Senatu, z 14. Czerwca 1837. r. względem złożenia z obowiązków Senatora Mieroszewskiego, str. LXVI.

31) Prezydent Senatu, 30. Maja 1835. r. do Konferencii z żądaniem *vizy* paszportów dla wychodzców Polskich w Krakowie, str. LXVIII.

32) List Prezydenta Senatu do Xięcia Metternich z 25. Lutego 1836. r. tłumaczący wypadki, które bezpośrednio poprzedziły okupacią wojenną Krakowa, str. LXIX.

33) Konferencia 9. Lutego 1836. r. zawiadamia Senat, że prawo obywa-

telstwa otrzymane przez kogokolwiek bądź w Krakowie, nie uwalnia od deportacii, o ile kto miał udział jaki w rewolucii Polskiej, str. LXXIV.

34) Konferencia 25. Lutego 1836. r. mianuje P. Haller Prezesem Senatu, str. LXXV.

35) Konferencia, 13. Kwietnia 1836. r. zawiadamia Senat, że ustanowiła Komitet złożony z urzędników zagranicznych, dla roztrzygnienia kwestii odnoszących się do prawa obywatelstwa w Krakowie, podług zasad komunikujących się, str. LXXVI.

36) Rezydent Rossyjski, 26. Kwietnia 1836. r. uwiadamia Senat, że Cesarz odmówił ostatecznie zaprowadzenia równego cła od win Węgierskich przychodzących do Polski przez Kraków, i od tychże win przechodzących przez Galicią, str. LXXVIII.

37) Wykaz urzędowy przez Administracią dochodów konsumpcyjnych w Krakowie, wydany co do wina Węgierskiego, str. LXXX.

38) Wyciąg z protokułu posiedzeń Komissii organizacyjnej, zawierający oświadczenie Cesarza Alexandra względem ustanowienia biura pocztowego Austriackiego w Krakowie, str. LXXX.

39) Konferencia, 9. Września 1837. r. zawiadamia Senat jak Dwory opiekuńcze rozumieją art. VI. Traktatu dodatkowego Wiedeńskiego, i wyrażenie : « *osoby poszukiwane prawem* » str. LXXXI.

40) Nota Konferencii, 9. Września 1837. r. odnosząca się do modyfikacij wprowadzonych przez trzy Dwory opiekuńcze do Konstytucii i Statutów organicznych Krakowskich, str. LXXXIII.

41) Modyfikacie wprowadzone do artykułów VII. i VIII. Konstytucii, skutkiem których milicia Krakowska nie ma więcej podlegać jurysdykcii Trybunałów policii poprawczej krajowej, str. LXXXVI.

42) Konferencia, 31. Marca 1836. r. zawiadamia Senat, że urzędnicy są delegowani z jej strony do assystowania procesom sądowym, we wszystkich sprawach politycznych, str. LXXXVI.

43) Konferencia, 1. Lipca 1836. r. wymaga od Senatu, ażeby posiedzenie Trybunałów, na którem jej Delegowani nieznajdowali się, było uważane za żadne i niebyłe, str. LXXXVIII.

44) Konferencia, 9. Września 1837. r. uwiadamia Senat, że Dwory opiekuńcze postanowiły znieść w Krakowie organizacią istniejącą Trybunałów poprawczych, i wójtostw gmin, str. LXXXVIII.

45) Artykuł dodatkowy do Konstytucii w tej materii, str. LXXXIX.

46) Konferencia, 29. Listopada 1837. r. Komunikuje Senatowi wolę trzech Dworów zaprowadzenia reorganizacii w Sądownictwie i rozkazuje, ażeby w skutek tego Izba Reprezentantów następna wstrzymała się od wyboru Sędziów na miejsca wakujące, str. LXXXIX.

47) Reskrypt Senatu do Trybunału trzeciej instancii zawiadamiający go, że Dwory opiekuńcze zawiesiły czynność władz sądowych istniejących w sprawach politycznych, i że przysłały do Krakowa Komissią szczególną, złożoną z urzędników zagranicznych do ich sądzenia, str. XCI.

48) Modyfikacie prawa karnego istniejącego, i zasady według których powinny być organizowane Komissie szczególne przysłane do Krakowa, 2. Lipca 1839. r., str. XCI.

49) Konferencia, 1. Listopada 1837. r. uwiadamia Senat, że Dwory opiekuńcze zezwalają na zwołanie Izby Reprezentantów, str. XCIX.

50) Konferencia, 29. Listopada 1839. r. donosi Senatowi o woli Dworów opiekuńczych, ażeby Izba Reprezentantów zwołana, niezajmowała się wyborem Senatorów, str. XCIX.

51) Konferencia, 22. Grudnia 1837. r. uwiadamia Senat, że Dwory postanowiły, aby ta Izba nie rozbierała budżetów policii i milicii, str. C.

52) Senat 18. Kwietnia 1838. r. zapytuje Konferencią, czy adres do Dworów opiekuńczych uchwalony przez Izbę Reprezentantów jest tej natury, żeby był przyjęty przez też Dwory, str. CI.

53) Odpowiedź Konferencii 14. Maja 1838. r., str. CI.

54) Konferencia, 1. Czerwca 1838. r. uwiadamia Senat, że Dwory opiekuńcze mają zająć się wprowadzeniem nowych modyfikacij do Statutu zgromadzeń politycznych, i skasowały wszelkie postanowienia ostatniej Izby Reprezentantów, pod względem budżetu, str. CII.

55) Konferencia, 10. Kwietnia 1838. r. upoważnia Senat do zawieszenia Izby obrachunkowej w wykonywaniu jej obowiązków, str. CX.

56) Konferencia, 19. Czerwca 1839. r. zawiadamia Senat o nowych modyfikaciach Statutu zgromadzeń politycznych, str. CXI.

57) Zasady położone przez Dwory opiekuńcze modyfikaciom cytowanym, służące za annex do Noty z 19. Czerwca 1839. r., str. CXIII.

58) Etat summ Galicii zachodniej wypłaconych w skutek Konwencii Wiedeńskiej, z 29. Kwietnia 1838. r. przez Austrią Rossii, z obowiązkiem dla tej ostatniej, aby część z nich proporcionalną oddała wolnemu Państwu Krakowskiemu, str. CXV.

59) Rezydent Rossyjski komunikuje, 28. Marca 1839. r. Senatowi postanowienia Rządu Królestwa Polskiego, co do wykonania artykułu VII. Konwencii Wiedeńskiej, str. CXVI.

60) Reskrypt Ministra Skarbu Królestwa Polskiego, z daty 15. Marca 1839. r. o tymże przedmiocie, str. CXVI.

61) Traktat dodatkowy Wiedeński co do Krakowa pomiędzy Austrią, Prusami i Rossią, z dnia 21. Kwietnia (3. Maja) 1815. r., str. CXVIII.

62) Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa umieszczona w traktacie Wiedeńskim, str. CXXVI.

63) Konstytucia Wolnego Miasta Krakowa ogłoszona w imieniu trzech Mocarstw opiekuńczych, dnia 30. Maja 1833. roku, str. CXXXIII.

ERRATA.

str.	*wiersz.*	*zamiast.*	*czytaj.*
22	19	słowa,	słowo.
26	ostatni	*krajow tych*,	*krajowych.*
56	5	XIII.	VIII.
61	3	rozwiązania	rozwinięcia.
65	12	części Uniwersytetu	części własności Uniwersytetu.
88	2	1833	1831.
100	10	Artykułu III.	Artykułu VIII.
152	25	u których	o których.
182	3	przystotować	przystosować.

LIBRARY OF CONGRESS
0 021 326 157 5